

# Rosa Luxemburg

## Le socialisme en France

1898-1912

présenté par  
DANIEL GUÉRIN



Collection "CHANGER LA VIE"

**BELFOND**

LE SOCIALISME  
EN FRANCE

(1898-1912)

ROSA LUXEMBURG

LE SOCIALISME  
EN FRANCE

(1898-1912)

*Introduction*  
*de Daniel Guérin*

Thomas J. Bata Library  
TRENT UNIVERSITY  
PETERBOROUGH, ONTARIO

EDITIONS PIERRE BELFOND  
10, rue du Regard, Paris-6°

1/2 = 1971

Collection « CHANGER LA VIE »  
animée par Daniel Guérin et Jean-Jacques Lebel

© Editions Pierre Belfond, 1971.

## INTRODUCTION

par Daniel Guérin

### I. Le ministérialisme socialiste.

Lénine, au début de sa célèbre brochure *Que faire ?* écrite à Munich en 1901-1902, a condamné l'entrée du socialiste français Alexandre Millerand dans un gouvernement bourgeois, en même temps qu'il fustigeait les révisionnistes allemands, les Bernstein et Vollmar, qui avaient pris fait et cause pour le ministérialisme socialiste en France :

« Ce n'est un mystère pour personne que, dans la social-démocratie internationale, il s'est formé de nos jours deux tendances dont la lutte tantôt se ranime et brille d'une flamme éclatante, tantôt s'apaise et couve sous la cendre d'imposantes " résolutions de trêve ". En quoi consiste la " nouvelle " tendance qui " critique " l' " ancien " marxisme dogmatique, c'est ce que Bernstein a dit et ce que Millerand a montré avec une netteté suffisante.

« (...) Si la critique théorique de Bernstein et ses conceptions politiques présentaient encore pour quiconque la moindre obscurité, les Français se sont chargés de faire une démonstration pratique de la " nouvelle méthode ". (...) Au lieu de faire de la théorie, les socialistes français ont agi; le régime politique de la France, plus évolué dans le sens démocratique, leur a permis de passer immédiatement au " bernsteinisme pratique " avec toutes ses conséquences. Millerand en a fourni un brillant exemple; aussi avec quel zèle Bernstein et Vollmar sont-ils accourus pour le défendre et chanter ses louanges !

« En effet, si la social-démocratie n'est qu'un parti de réformes et doit avoir le courage de le reconnaître franchement, le socialiste n'a pas seulement le droit d'entrer dans un ministère bourgeois, il doit même toujours s'y efforcer. Si la démocratie signifie à proprement parler l'abolition de la domination de classe, pourquoi un ministre socialiste ne séduirait-il pas le monde bourgeois tout entier par des discours sur la collaboration des classes ? Pourquoi ne conserverait-il pas son porte-

feuille, même après que des meurtres d'ouvriers par les gendarmes eurent montré pour la centième et la millième fois le véritable caractère de la collaboration démocratique des classes ?

« Pourquoi ne prendrait-il pas personnellement part à la réception d'un tsar que les socialistes français n'appellent plus autrement que knouteur, pendeur et déportateur (1) ? Et, à titre de compensation pour cet indicible avilissement et cette autofustigation du socialisme, pour cette confusion de la conscience socialiste des masses ouvrières, seul fondement possible qui puisse nous assurer la victoire, on nous présente de grandioses projets de misérables réformes, bien plus misérables, en fait, que celles déjà obtenues sous des gouvernements bourgeois (...) (2) »

De son côté le jeune Trotsky, venu à Paris à l'automne de 1902, peu après avoir fait la connaissance de Lénine à Londres, fut le témoin des derniers remous du ministérialisme socialiste en France : « A Paris, raconte-t-il dans ses Mémoires, j'entendis parler Jaurès (...) Je pris part à une manifestation de guesdistes dans la rue, et je m'appliquai à crier comme les autres toutes sortes d'invectives à l'adresse de Millerand. Jaurès ne produisit pas sur moi, en cette période, l'impression qui convenait; je sentais trop immédiatement en lui un adversaire. C'est seulement quelques années plus tard que j'appris à estimer cette splendide figure, sans pour cela atténuer en rien mon jugement sur le jaurésisme. » (3)

Lénine et Trotsky avaient, sans aucun doute, lu, l'un et l'autre, dans la revue socialiste allemande Die Neue Zeit (1900-1901), la série des brillants articles de Rosa Luxemburg sur le ministérialisme en France.

Ces articles, que nous avons rassemblés ici avec d'autres parus dans divers journaux, ne sont qu'en partie inédits en français. Un éditeur parisien lié à Moscou avait eu l'heureuse idée d'en éditer un certain nombre en 1932 comme complément à une traduction de la brochure classique de Rosa sur le révisionnisme allemand, Réforme ou révolution ? Mais ils n'avaient jamais reparu depuis. Au moins en ce qui concerne l'éditeur en question, les raisons de cette mise à l'index n'étaient que trop claires. Tout d'abord, on sait que le P.C.F. ne réimprime aujourd'hui que très parcimonieusement et fragmentairement, sous forme d'extraits triés

---

(1) En français dans le texte.

(2) Plus tard Lénine définira le millerandisme comme « l'expérience la plus considérable en matière d'application de la tactique politique révisionniste sur une grande échelle » (Marxisme et révisionnisme, 1908, ds Œuvres choisies, Moscou, s. d., t. I, p. 80).

(3) Trotsky, Ma vie, éd. 1953, ch. XI, p. 161. — Trotsky commet d'ailleurs une erreur lorsque, se fiant à sa seule mémoire, il croit que Millerand était encore au pouvoir à l'automne de 1902. A cette date, le cabinet Waldeck-Rousseau avait déjà fait place à celui d'Emile Combes, dont Millerand ne faisait plus partie. V. plus loin page 45-46.

sur le volet, à sa convenance, les œuvres de la théoricienne et militante révolutionnaire (4). Ensuite les textes rassemblés ici sont aux antipodes de sa ligne ultérieure. Le préfacier les avait exhumés aux temps révolus de la « troisième période » de l'Internationale communiste et de la tactique « classe contre classe ». Il louait alors Rosa pour y avoir, disait-il, « sonné l'alarme » et pourfendu une conception qui réduisait « le Prométhée prolétarien à la taille de l'épicier radical ». Rosa avait jeté une lumière crue sur l'ensemble des agissements des Blum et autres réformistes, « non seulement, précisait-il, vis-à-vis des cabinets radicaux-socialistes (...) d'avant-guerre, mais aussi envers les formations cartellistes d'après-guerre ». Cette allusion aux Cartels des Gauches de 1924 et de 1932 cessa d'être de mise, à partir de 1934-1935, date où fut opéré le grand tournant du Front Populaire avec la bourgeoisie radicale. Une telle réédition serait encore moins opportune pour le P.C.F. d'aujourd'hui, qui a perdu jusqu'au souvenir d'une politique de classe et soupire après l'« unité de la gauche ».

On peut d'ailleurs s'étonner que les écrits de Rosa sur le socialisme français n'aient pas figuré non plus dans les diverses rééditions ultérieures, entreprises par d'autres, de Réforme ou révolution ? Leur sujet même, et la façon dont il est traité, n'auraient-ils pas dû les préserver de l'oubli ?

Au moment de leur publication, ces articles de Rosa ont été fort diversement accueillis en France. Jaurès, le protecteur de Millerand, avait été invité par Kautsky à y répondre dans sa revue. Il se déroba, sous le prétexte que « ces polémiques » ne pouvaient « être que des redites stériles » (5). De même, il s'abstint de publier dans La Petite République la réponse de Rosa à une « consultation internationale » ouverte par son journal sur la situation politique en France (6). (Il attendra le congrès international d'Amsterdam de 1904 pour tenter de se défendre, enfin, contre les attaques de Rosa Luxemburg, auxquelles, cette fois, il ne pourra plus se dérober, car elles seront reprises, à la tribune, par des leaders prestigieux du socialisme français et germanique, tels que Guesde et Bebel.)

Par contre, le socialiste révolutionnaire Edouard Vaillant, disciple d'Auguste Blanqui, écrivit : « Nous avons applaudi de tout cœur et avec

---

(4) Les Allemands de l'Est font preuve de plus d'ouverture; ils viennent de commencer la publication monumentale des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg (*Gesammelte Werke*), dont deux tomes avaient déjà paru fin novembre 1970.

(5) Lettre de Jaurès du 7 avril 1901 à Hubert Lagardelle, dans *Le Mouvement socialiste* du 15 avril 1901, p. 451.

(6) La réponse de Rosa fut finalement publiée par *Les Cahiers de la Quinzaine* de Charles Péguy, 1899, n° 11, pp. 76-82. V. page 81 du présent recueil.

une joie reconnaissante aux admirables articles de Rosa Luxemburg dans la Neue Zeit. » (7)

La même divergence d'appréciation se retrouve chez les biographes de Rosa. J.-P. Nettl (8) a cru devoir se montrer sévère. Les écrits en question contre le ministérialisme français seraient parmi les moins dignes de foi et les moins instructifs (the least creditable and informative) de toute son œuvre. Il a cru y apercevoir un intellectualisme, un manque de réalisme, un isolement sectaire, une méconnaissance de la politique française de ce temps. Il s'est mépris sur la profondeur des convictions internationalistes de cette Polonaise d'origine, cosmopolite comme le sont aussi bien les israélites que les réfugiés politiques, dont l'esprit comme le cœur ignorent les frontières (9); il lui a cherché querelle pour la tendance qu'il lui prêtait de vouloir faire la leçon aux socialistes des autres pays. Certes Rosa partageait avec les dirigeants de la social-démocratie allemande un sentiment de supériorité que leur conférait le monopole de l'héritage marxiste et ce qu'ils croyaient être leur « connaissance du mouvement réel dans les autres pays » (10). Mais grief ne pourrait-il être fait de cette attitude à tous les grands internationalistes révolutionnaires, de Marx à Lénine et à Trotsky ?

En revanche, pour Henriette Roland-Holst, les articles de Rosa sur la France sont « l'exemple d'une analyse brillante et accomplie d'un épisode d'histoire contemporaine ». Et elle ajoute : « Avec la même sagacité et la même vigueur avec lesquelles elle a contesté la théorie révisionniste allemande, Rosa Luxemburg a, au tournant du siècle, combattu la pratique réformiste telle qu'elle s'est manifestée en France. On lit aujourd'hui encore avec beaucoup de plaisir ses articles sur la politique française et la politique de parti de ces années-là. Ils n'ont nullement vieilli ni dans la forme ni dans le contenu. Au contraire, leur contenu est encore tout à fait actuel (...) ». Et la biographe donne raison à Rosa

---

(7) Lettre de Vaillant à Lagardelle du 25 avril 1901, dans *Le Mouvement socialiste* du 1<sup>er</sup> mai 1901, p. 521.

(8) J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, 2 vol. en anglais, 1966, I, 238 et passim, en cours de traduction française aux Editions Maspero.

(9) Henriette Roland-Holst, amie et biographe de Rosa, évoquant la formation internationaliste qui fut celle de sa jeunesse, observe : « Lorsque Rosa Luxemburg proclamait que les travailleurs de tous les pays devaient considérer l'Internationale socialiste comme leur patrie commune, une telle affirmation (...) dans sa bouche n'était pas une phrase, un concept abstrait, mais une réalité vécue par elle-même. » (*Rosa Luxemburg*, 1937, p. 29). — Benedikt Kautsky, le fils de Karl, a noté, de son côté, que Rosa « se consacrait avec la même passion au mouvement ouvrier en France et en Allemagne aussi bien qu'en Pologne et en Russie » (« Esquisse biographique », ds R.L., *Briefe an Freunde*, Zurich, 1950).

(10) Lettre de R.L. de septembre 1904 à Karl Kautsky, ds *Lettres à Karl et Luise Kautsky* publiées par Dominique Desanti, 1970, p. 43.



contre le réformisme jaurésien qui poursuivait, par des moyens erronés, un objectif certes louable : la défense et la démocratisation de la République (11).

De son côté, Paul Frölich (12), autre biographe après avoir été le compagnon de lutte de Rosa, estime que ces « études approfondies (...) révèlent une connaissance étonnante de l'histoire politique et de la situation française ». Elles « sont un des plus violents pamphlets de la littérature socialiste », une anticipation géniale de l'évolution ultérieure.

Nous ajouterons, pour notre part, que les articles de Rosa débordent assez largement le cadre des problèmes du socialisme français de cette époque, et que nombre d'entre eux sont, en même temps, un modèle exemplaire d'application à des situations concrètes du matérialisme historique et dialectique.

Les pages du présent recueil montrent à quel point Rosa connaissait et suivait de près le mouvement socialiste en France. La langue française n'avait guère de secrets pour elle depuis que son diplôme de fin d'études au lycée de Varsovie lui avait valu, pour cette langue entre autres, la mention « très bien ». Elle l'écrivait presque couramment (des lettres d'elle en témoignent). Les grands écrivains français lui étaient familiers. Elle lisait la presse ouvrière française, elle était abonnée à La Petite République de Gérault-Richard et Jaurès. Au surplus, elle disposait d'informateurs résidant à Paris : d'abord, ses compatriotes d'origine, Ignacy Urbach, qui collaborait à la presse socialiste française sous le pseudonyme de J. Rivière (13), lui envoyait des journaux français et servait d'intermédiaire entre elle et Jaurès —, Boris Kriczewski, avec qui elle entretenait des relations épistolaires depuis 1892, qui fut correspondant du Vorwärts en France, délégué de la Russie au congrès socialiste international de 1896 à Londres, puis à partir de 1901 au Bureau socialiste international; — ensuite, Charles Rappoport, d'origine lithuanienne, qui abandonna le jaurésisme pour le guesdisme et publia, on le verra, une remarquable série d'articles contre le ministérialisme socialiste en France (14) : c'était, à vrai dire, par l'intermédiaire de Leo Jogiches, l'ami de Rosa, résidant à Zurich, qu'elle disposait des informations de Rappoport.

Rosa Luxemburg fit de nombreux séjours en France, le premier et le deuxième en mars-avril 1894 et mars-avril 1895. Pour l'anniversaire de la Commune, le 18 mars 1895, elle participa à un banquet des guesdistes

---

(11) Roland-Holst, *op. cit.*, pp. 66-67.

(12) Paul Frölich, *Rosa Luxemburg*, 1939, trad. fse, 1965, pp. 93 et 97.

(13) Ce fut « J. Rivière » qui traduisit en français un article de Rosa contre Bernstein sous le titre : « Démocratie industrielle et démocratie politique », dans *Le Mouvement socialiste* du 15 juin 1899.

(14) Cf. Nettl, *op. cit.*, I, 85; — Charles Rappoport, *Socialisme gouvernemental et socialisme révolutionnaire*, Paris, 1902, recueil d'articles parus dans *Le Petit Sou*, en 1900-1901, avec préface d'Edouard Vaillant.

où le survivant Camélinat prit la parole. Le troisième passage à Paris eut lieu à la mi-juillet 1896 à la veille du congrès socialiste international de Londres (27 juillet-1<sup>er</sup> août) auquel elle prit part. Au cours de ces visites dans la capitale, elle noua des relations avec ceux qu'elle considérait comme l' « élite » révolutionnaire du socialisme français, tous ses aînés (15) : Edouard Vaillant, Jules Guesde, à qui elle voua « une estime froide » (16), Jean Allemane aux partisans duquel elle reprochait de subir l'influence libertaire du Néerlandais Domela Nieuwenhuis. Ses prédilections allaient à Edouard Vaillant qui la nommait, à cause de sa date (présumée) de naissance (5 mars 1871) (17), « la fille lointaine de la Commune ». Réciproquement elle admirait en Vaillant l'ancien combattant de la Commune qui paya son héroïsme révolutionnaire par des années d'exil (18). Elle devait rester en correspondance régulière avec lui et demeurer attachée au vieux blanquiste par « un sentiment profond et sincère » (19).

A Paris elle fit aussi la connaissance de Jaurès. A son égard elle devait éprouver — tout comme Trotsky, on l'a vu — des réactions contradictoires. Elle commença par lui vouer un respect admiratif. C'est ainsi qu'en 1898 elle lui avait fait remettre en hommage sa thèse de doctorat sur le Développement industriel de la Pologne, rédigée en allemand, langue que le tribun lisait. Mais elle passa vite de l'enthousiasme à la critique la plus virulente. Elle reprocha à la tactique réformiste de Jaurès de ramener la classe ouvrière dans le camp républicain bourgeois et donc d' « anéantir toute l'œuvre accomplie par le socialisme depuis un quart de siècle ».

Mais, en même temps, elle ne pouvait réprimer les premiers élans; elle ne mettait en doute ni « sa conviction socialiste sincère », ni « son dévouement le plus grand à la cause du prolétariat ». Son éloquence aussi la séduisait. Après un de ses discours, elle fit la remarque : « Ce qu'il dit est certes faux, mais cela ne fait rien, on ne peut s'empêcher d'applaudir. On se sent conquis. » (20) A propos d'un de ses livres, elle note qu'il lui avait « apporté ce souffle de fraîcheur qui lui est propre » (21). Parlant beaucoup plus tard, dans une lettre écrite en prison, du sculpteur Auguste Rodin, qui venait de mourir et en qui elle voyait un « être d'élite », « débordant de chaleur intérieure et d'intelligence », elle

(15) Vaillant est né en 1840, Allemane en 1843, Guesde en 1845. — Jaurès, leur cadet, en 1859.

(16) Dominique Desanti, « L'Œuvre et la vie de Rosa Luxemburg », introduction aux *Lettres à Karl et Luise Kautsky*, op. cit.

(17) Le millésime de naissance de Rosa Luxemburg (1870 ou 1871 ?) est controversé.

(18) Roland-Holst, op. cit., p. 35.

(19) Lettre à Luise Kautsky, 27 décembre 1915, ds Desanti, op. cit., p. 109.

(20) Frölich, op. cit., p. 106.

(21) Lettre aux Kautsky du 3 juillet 1899, ds Desanti, op. cit., p. 23.

ajouta : « Il me rappelle décidément Jaurès. » (22)

Au congrès international d'Amsterdam, en 1904, les interprètes habituels s'étant récusés devant les difficultés de l'ample période oratoire jaurésienne, elle aura le geste fraternel de traduire elle-même en allemand le discours dans lequel le tribun l'attaquait. Et Jaurès y verra « la preuve évidente que l'on peut combiner la lutte et la collaboration » (23). Le leader réformiste belge Camille Huysmans, secrétaire du Bureau socialiste international, devait, rétrospectivement, s'écrier : « Quel dommage qu'elle ne fût pas née en France ! Elle aurait pu y exercer une influence véritable, notamment sur Jaurès. » (24)

Le quatrième séjour, assez long, de Rosa en France date du lendemain du 1<sup>er</sup> mai 1897. Il semble qu'elle ait été accompagnée de Leo Jogiches, son ami. Ensuite, au cours de l'été 1898, elle publia, dans un journal socialiste de Dresde, une série de petits articles, non signés, sur divers aspects de la politique française, dont on trouvera un choix en tête du présent recueil. Enfin, son cinquième séjour se situe entre le 23 et le 30 septembre 1900, c'est-à-dire au cours du congrès socialiste international qui se tint à Paris à cette date.

Cependant, malgré les liens qu'elle avait noués avec des camarades français au cours de ces visites et le vif intérêt qu'elle prenait aux affaires françaises, Rosa Luxemburg « ne songera pas à s'installer en France pour toujours ». Son avenir socialiste, elle le sentait, était en Allemagne (25).

D'ailleurs la polémique de Rosa visait moins le réformisme français que le révisionnisme allemand. A peine devenue citoyenne du Reich, par un mariage blanc, entrée de Suisse en Allemagne en mai 1898 et admise dans le giron de la social-démocratie, elle avait, dès septembre, débuté par une série de coups d'éclat. Elle avait emboîté le pas à un personnage hors série, un précurseur dans plus d'un domaine, son ami Parvus, israélite russe venu militer en Allemagne et brillant théoricien gauchiste. Dans le même journal de Dresde, ce dernier s'était, dès le début de 1898, attaqué Eduard Bernstein (26). Ses articles étaient si violents qu'ils

---

(22) R.L., *Lettres de la prison* (à Sonia Liebknecht), lettre du 14 janvier 1918. Peut-être Rosa venait-elle de recevoir un écrit sur Rodin de Rainer Maria Rilke qui fut le secrétaire du sculpteur.

(23) Desanti, *ibidem*, Introduction, p. XLIII.

(24) Georges Haupt, « Quelques lettres inédites de Rosa Luxemburg », *Partisans*, n° 45, Rosa Luxemburg vivante, pp. 90-91.

(25) Roland-Holst, *op. cit.*, p. 36. Pourtant, remarque le biographe, malgré tant d'années passées en Allemagne, elle y resta toujours un peu une étrangère (p. 37).

(26) Parvus était le pseudonyme d'Alexandre Israel Helphand et le titre du journal *Sächsische Arbeiterzeitung*. Rosa y collabora de juillet 1898 à décembre 1899. Elle en eut même, mais pour un mois seulement, la direction lorsque Parvus fut expulsé de Saxe le 25 septembre 1898. En revanche, les diatribes de Parvus contre Bernstein lui avaient valu l'admiration des socialistes russes : Plekhanov, Martov, Lénine (Cf. Zeman et Scharlau, *The Merchant of Revolution*, Londres, 1965, pp. 38-40, 45-46, 48).

provoquèrent l'ire, non seulement des révisionnistes, mais même des leaders marxistes orthodoxes tels que Wilhelm Liebknecht et August Bebel. Dans un journal de Leipzig, Rosa avait, à son tour, publié une première série d'articles où, sans ménagements mais sur un ton plus mesuré, elle réfutait l'entreprise de révision du marxisme. Ces articles, suivis d'une seconde série, devaient fournir, l'année suivante, la matière de sa brochure *Réforme ou révolution ?*

Peu après, au congrès de Stuttgart de la social-démocratie (3-8 octobre 1898), l'intrépide jeune femme, qui, pourtant, de son propre aveu, avait « encore à gagner ses épaulettes dans le mouvement allemand », avait choisi de se ranger « dans l'aile gauche, où l'on combat l'ennemi, et non dans l'aile droite où l'on veut faire des compromis avec l'ennemi ». Elle n'hésita pas à s'exposer au reproche de faire la leçon, elle, recrue de si fraîche date, aux vétérans (27) respectés du grand parti qui venait de lui ouvrir ses portes :

« Bernstein a écrit (...) que, si nous accédons un jour au gouvernail, nous ne serons pas nous non plus en mesure de nous passer du capitalisme. Quand j'ai lu cela, je me suis dit : quelle chance que les travailleurs socialistes français en 1871 n'aient pas été aussi sages car alors ils auraient dit : les enfants, mettons-nous au lit, notre heure n'a pas encore sonné, la production n'est pas encore assez concentrée pour que nous puissions nous maintenir au gouvernail. Mais alors, à la place du grandiose spectacle de leur lutte héroïque, nous aurions vécu un tout autre spectacle : les travailleurs ne se seraient pas conduits en héros, mais en femmes. »

L'année suivante, au congrès de Hanovre (11-14 octobre 1899), Rosa devait se montrer encore plus agressive et multiplier ses interventions antirévissionnistes. Elle s'attira ainsi, de la part de l'aile droite de la social-démocratie et de la bureaucratie syndicale, des haines inexpiables où l'anti-sémitisme s'alliait à la misogynie (28) et à un racisme dirigé contre les « immigrants venus de l'Est » (29).

---

(27) Bernstein et Vollmar, nés tous deux en 1850.

(28) A propos de l'incident qui eut pour suite le départ de Rosa de la rédaction de la *Sächsische Arbeiterzeitung*, Bebel écrivit, le 7 novembre 1898 : « La camarade Luxemburg s'est comportée par trop en femme et trop peu en camarade du Parti. » (Lettre à Bruno Schoenlank, ds « Einige Briefe Rosa Luxemburg und andere Dokumente », *Bulletin of the International Institute of Social History*, 1952, n° 1, p. 17); — Victor Adler, leader socialiste autrichien, dans ses lettres à Bebel et à Kautsky, appelait Rosa avec mépris : « la bonne femme » (*das Frauenzimmer*), cf. Adler, *Briefwechsel mit Bebel und Kautsky*, Vienne, 1954. Rosa le lui rendait bien et le traitait de « juif arrogant ».

(29) Lettre à Konrad Haenisch, 2 décembre 1911, ds *Briefe an Freunde*, Zurich, 1950, p. 29; — Zeman et Scharlau, op. cit., p. 46.

Pourquoi, après s'en être prise au révisionnisme de Bernstein et consorts, Rosa Luxemburg éprouva-t-elle le besoin de l'attaquer à travers Millerand et Jaurès ?

L'alliance avec la bourgeoisie de gauche et, à plus forte raison, la participation gouvernementale étaient alors, outre-Rhin, en dépit d'un révisionnisme théorique, prématurées dans la pratique. Cette différence avec la France provenait, d'une part, de la constitution semi-absolutiste de l'Allemagne, d'autre part, de la faiblesse de la tradition démocratique (restrictions au suffrage universel) et du peu de consistance du libéralisme bourgeois.

Certes l'un des leaders parlementaires réformistes, le pittoresque chevalier Georg von Vollmar, ancien mercenaire papal et mutilé de la guerre de 1870, ensuite un des principaux créateurs de la social-démocratie bavaroise, avait (après un court passage dans l'aile gauchiste de la social-démocratie dite des « Jeunes ») tenté d'amadouer le paysan bavarois en édulcorant le programme socialiste, fait voter le budget royal par la fraction socialiste au Landtag de Bavière, conclu, toujours en Bavière, un cartel électoral avec le parti bourgeois du « Centre » et frayé quelque peu avec l'adversaire de classe. Mais ce n'était qu'une exception régionale et le révisionnisme à la Bernstein demeurait surtout doctrinal. Au contraire, en France, avec l'entrée de Millerand dans le gouvernement républicain bourgeois de René Waldeck-Rousseau, Rosa tenait un exemple concret de révisionnisme.

Par ailleurs, le « cas Millerand » avait fourni une nouvelle pomme de discorde aux deux tendances de la social-démocratie allemande : les révisionnistes s'empressaient, bien entendu, de donner raison au protégé de Jaurès; ils souhaitaient, avec Vollmar, que Millerand ait, dans son pays, des imitateurs, qu'après avoir été le premier il ne soit pas le dernier ministre socialiste en France (30). Certains rêvaient même de circonstances où leurs votes pourraient se joindre à ceux de la majorité gouvernementale au Reichstag (31). Au contraire, les « marxistes », qui se proclamaient de stricte obédience, voyaient dans l'exemple d'outre-Vosges un précédent de mauvais augure. Le chancelier von Bulow n'avait-il pas lancé, un jour, à l'adresse du groupe parlementaire social-démocrate du Reichstag : « Quand aurez-vous un Millerand parmi vous ? » (32)

Le vieux Wilhelm Liebknecht, fondateur du socialisme allemand, était irréductiblement hostile à Jaurès et au millerandisme. En juillet 1899, il confiait à l'Autrichien Victor Adler que l'entrée de Millerand au gouvernement était « la conséquence logique de la campagne de Jaurès qui

---

(30) Vollmar, ds *Le Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> janvier 1901, p. 25.

(31) Molkenbuhr, au congrès de Dresde (1903) de la social-démocratie.

(32) Paul Leroy-Beaulieu, *Le Collectivisme*, 1903, p. 515, note.

a subordonné tout à l'Affaire [Dreyfus] », tout en faisant néanmoins une différence entre Millerand et Jaurès, car ce dernier n'était tout de même pas un « gredin » (kein Lumpen). (33). Le 1<sup>er</sup> novembre 1899, il écrivait à Guesde : « Jaurès est désormais devenu complètement opportuniste. » (34) Peu avant de mourir, le 24 janvier 1900, il répétait à Guesde, à propos du ministérialisme français : « C'est notre affaire aussi. Millerand au ministère (...), c'est une diversion formidable en faveur du bernsteinisme. » (35)

On verra (36) que la conclusion de la grande étude de Rosa sur « la crise socialiste en France » s'adresse au moins autant, sinon davantage, à la social-démocratie allemande et à son aile révisionniste qu'aux socialistes gouvernementaux français.

Le ministérialisme socialiste de 1899, en France, fut, dans une large mesure, une conséquence de l'affaire Dreyfus. La sombre machination judiciaire de 1894 n'avait pu être démasquée par les socialistes qu'avec plusieurs années de retard. Faute d'informations, ils avaient observé longtemps une attitude de neutralité indifférente. Survinrent l'article sensationnel d'Emile Zola, J'accuse, à la fin de 1897, puis, à partir du 10 août 1898, ceux, virulents et persuasifs, de Jaurès, Les Preuves, réunis ensuite en un livre sous le même titre, enfin la découverte du « faux patriotique » fabriqué par le colonel Henry, qui entraîna le suicide du faussaire (37) : alors, enfin, les diverses fractions socialistes s'engagèrent dans la campagne pour la révision du procès du capitaine Alfred Dreyfus, condamné, bien qu'innocent, pour espionnage au profit de l'Allemagne.

Mais ceux des socialistes qui prétendaient combattre le réformisme mesurèrent le risque qu'il y avait à mobiliser les travailleurs sur le cas individuel d'un galonné victime de l'antisémitisme qui, au surplus, appartenait à une riche famille bourgeoise, en sacrifiant à cette cause celle de la lutte permanente du socialisme pour l'émancipation du prolétariat. Comme l'écrivit Charles Rappoport, le jour où il comprit qu'il s'était lancé trop à fond, derrière Jaurès, dans le dreyfusisme, le « prolétariat-martyr a dû céder la place dans les préoccupations des socialistes au Dreyfus martyr privilégié, martyr de choix. Nous avons pour ainsi dire cessé,

---

(33) Wilhelm Liebknecht à Victor Adler, été 1899, Briefwechsel..., op. cit., p. 319.

(34) Lettre de Liebknecht à Guesde, citée par Carlo Pinzani, « Il caso Millerand... », Studi Storici, 1966, p. 69.

(35) Cf. Michel Launay, « Jaurès et Guesde d'après des documents inédits », Bulletin de la Société d'Etudes jaurésiennes, n° 4, janvier-février 1962, p. 13.

(36) Voir plus loin, page 151-152.

(37) Paul Louis, Histoire du socialisme en France, 1925, pp. 276-277; — Leslie Derfler, « Le cas Millerand... », Revue d'Histoire moderne et contemporaine, avril-juin 1963, pp. 81-84.

jusqu'à nouvel ordre, d'être socialistes pour n'être que des dreyfusards. » (38)

En sens contraire, les animateurs de la campagne pour Dreyfus reprochaient aux partisans de Guesde et de Vaillant leur relative passivité qu'ils qualifiaient d' « impolitique ». Pour Vaillant, le reproche n'était, d'ailleurs, pas justifié. Les révolutionnaires, assurait-il, s'étaient, eux aussi, engagés à fond, mais ils avaient « convié le socialisme à une action distincte, uniquement dirigée contre le militarisme et le nationalisme, mais reléguant à sa vraie place la question personnelle. » (39)

Rosa Luxemburg ne fut entièrement d'accord ni avec les uns ni avec les autres. Ou plus exactement elle remodela son jugement au fur et à mesure qu'elle vit où menait la campagne pour Dreyfus. Comme l'observa Vaillant, l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau fut « la reconnaissance, le prix » (40) du service rendu à la démocratie bourgeoise par les socialistes dreyfusards. Nombre de socialistes étrangers, et notamment allemands, furent déconcertés. Ils avaient applaudi si fort à la bataille menée par Jaurès pour Dreyfus que Guesde, vieux porte-drapeau du marxisme français, s'étant rendu au congrès de la social-démocratie à Stuttgart à l'automne de 1898, s'aperçut que l'immense popularité de Jaurès l'avait supplanté (41). Mais les social-démocrates antl'révisionnistes se rangèrent d'emblée autour de Guesde contre Jaurès lorsque le tribun eut donné sa caution au ministérialisme français (42).

Rosa Luxemburg décrivit ainsi ce retournement (dans un des écrits qui composent le présent recueil) (43) : « Si Kautsky a dit il y a deux ans que Jaurès par sa campagne pour Dreyfus a sauvé l'honneur du socialisme français, il faut ajouter aujourd'hui que Guesde et Vaillant par leur résistance inflexible contre le ministérialisme socialiste ne sauvent pas seulement l'honneur du socialisme, mais quelque chose de plus, le socialisme lui-même. »

Nettl (44) a cru apercevoir une « contradiction directe » entre les premières appréciations de Rosa sur l'affaire Dreyfus, célébrant la victoire emportée contre la réaction, et son « dénigrement » ultérieur de cette victoire. Il émet l'hypothèse désobligeante que sa lucidité aurait, ensuite, été obscurcie par « la camisole de force » de l'antirévisionnisme. Ici encore le biographe manque d'équité. Tout d'abord la situation politique s'était renversée entre 1898 et 1900; ensuite Rosa rendit un arbitrage nuancé

---

(38) Charles Rappoport, *op. cit.*, p. 7.

(39) Préface d'Edouard Vaillant à la brochure précitée.

(40) Vaillant, préface citée.

(41) Derfler, *op. cit.*, p. 103.

(42) Vaillant, préface citée.

(43) Voir p. 150.

(44) Nettl, *op. cit.*, I, 238.

entre Jaurès et Guesde-Vaillant. Certes elle donnait, en partie, raison à Jaurès, parce qu'aux yeux de cette « spontanéiste », c'était la première fois qu'il était donné à la classe ouvrière de prendre part à une lutte politique de masses, à une grande action de classe, dépassant le cloisonnement des fractions socialistes, à un mouvement populaire vivant, mieux à même d'élever le niveau de conscience du prolétariat que le ressassement de formules abstraites; peut-être aussi parce que, juive d'origine, elle se sentait particulièrement concernée par la lutte contre l'antisémitisme. Encore en septembre 1899 elle félicitait Jaurès et lui témoignait son admiration pour la lutte menée contre la réaction cléricalo-militariste.

Mais Rosa ne tarda pas à émettre des réserves sur la tactique jaurésienne. Jaurès et ses amis s'étaient trop laissé entraîner dans le camp de la bourgeoisie républicaine. Ils n'avaient pas cherché à mener la lutte sur une ligne prolétarienne de classe. En fin de compte, la suite des événements le montrait, la victoire remportée contre la réaction n'avait été qu'éphémère et sans portée. De plus, Jaurès contribuait désormais à l'étouffement de l'« Affaire » en patronnant la politique d'amnistie aux généraux qui avaient fait condamner Dreyfus à l'aide de faux.

Quant aux guesdistes et aux blanquistes, Rosa estimait qu'ils avaient été parfois trop loin dans la défense des intérêts souverains du socialisme aux dépens des intérêts politiques quotidiens, plutôt que de se placer à la tête du mouvement et de fixer ainsi son orientation.

Comment était née l'association « Millerand-Jaurès » ? Ils avaient été, pour la première fois, élus tous deux députés en 1885, Jaurès se présentant comme candidat d'union républicaine, Millerand se réclamant du radicalisme. Du même âge, ils s'étaient liés d'amitié comme jeunes secrétaires de la Chambre. En 1889, Millerand s'était fait réélire contre un socialiste de la tendance Paul Brousse en s'affirmant « socialiste indépendant », tandis que Jaurès était battu. Ce fut entre 1890 et 1892 que se précisa l'évolution de ce dernier vers le socialisme, à la faveur, notamment, de la grève de Carmaux (Tarn) en 1892. Jaurès revint au parlement à l'occasion d'une élection partielle, à Carmaux, le 21 janvier 1893, et s'intitula, comme Millerand, « socialiste indépendant ». Tous deux furent réélus aux élections d'août 1893 sous la même étiquette. Millerand avait, à la direction de La Petite République, organe commun de tous les partis socialistes, préparé ces élections qui amenèrent à la Chambre 50 députés socialistes. Mais sa notoriété fut encore amplifiée par le discours qu'il prononça, le 30 mai 1896, à Saint-Mandé à l'occasion d'un banquet organisé par ses comités électoraux pour célébrer une victoire à des élections municipales. Plusieurs milliers de socialistes et socialisants de diverses tendances, qu'il avait rassemblés trois ans plus tôt autour de La Petite République, y assistèrent.



Guettant déjà une occasion ministérielle, l'orateur y avait exalté la propriété, base et sauvegarde de la liberté, répudié la révolution violente et prôné la conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel. Il s'était proclamé français, patriote et réformiste, avec un brin d'internationalisme. Il s'était prononcé pour la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste, par l'incorporation dans le domaine social des grandes industries mécanisées et concentrées (45).

En fait, comme l'observera plus tard le guesdiste Paul Lafargue, dans une brochure, Millerand cherchait à repêcher les radicaux dans un nouveau parti ministériel à étiquette « socialiste indépendante ». Les articles de son programme « avaient été habilement concoctés pour rester vagues et élastiques afin de permettre tous les sous-entendus et échappatoires ». Ce programme devint « le credo de ces recrues bourgeoises » en provenance du parti radical (46).

En vain Edouard Vaillant, présent à Saint-Mandé, avait-il réclamé une ligne de démarcation plus nette entre partis bourgeois et socialisme. Jaurès, par contre, s'était rangé aux côtés de Millerand.

Mais revenons à la formation du ministère du 22 juin 1899. Waldeck-Rousseau, ancien lieutenant de Gambetta, n'était pas même un homme de « gauche », mais tout au plus un bourgeois du « centre », un « conservateur intelligent ». Il n'y avait pas si longtemps qu'il avait combattu aussi bien les socialistes que les radicaux. Mais la grave crise occasionnée par la découverte des machinations militaristes contre Dreyfus lui fit solliciter le soutien des socialistes. Il fit donc appel au concours de Millerand, dont le réformisme lui paraissait la variété la « moins inquiétante » de socialisme. Mais, pour faire contrepoids à l'entrée dans son gouvernement de cette recrue d'un nouveau genre, il choisit comme ministre de la guerre le général de Galliffet, ancien bourreau de la Commune, qu'il croyait à la fois capable d'inspirer confiance à l'Armée et de la reprendre en main (47).

---

(45) Cf., p. 55, le condensé quelque peu idéalisé que fit Rosa, en 1898, de ce programme.

(46) Paul Lafargue, *Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, 1899,

(47) Le général, une fois au pouvoir, donna satisfaction sur le premier point, non sur le second. Il prit parti pour l'état-major contre les critiques de la gauche dreyfusarde et, au bout de onze mois, préféra démissionner plutôt que d'« avaler des couleuvres ». Il fut remplacé par le général André, au « républicanisme » moins freiaté et moins inopérant.

Pourquoi Millerand fut-il préféré à Jaurès ? A part le fait que ce dernier n'était plus député depuis l'échec électoral qu'il avait essuyé en mai 1898, il s'était beaucoup plus avancé que le premier dans la campagne pour Dreyfus qui avait fait de lui la bête noire de la droite, tandis que le candidat ministre s'était gardé de se mouiller dans l'Affaire, en même temps qu'il avait soigné sa réputation de réformateur pratique et de futur homme d'Etat.

Les circonstances de l'accession au pouvoir du député socialiste furent rien moins qu'équivoques. Millerand avait prétendu, d'abord, qu'il s'agissait de simples négociations, peu susceptibles d'aboutir, au sujet desquelles il avait tenu simplement à « consulter » le groupe parlementaire socialiste.

Or les décisions antérieures du groupe interdisaient à un élu socialiste de briguer un poste gouvernemental. Cependant Vaillant et les blanquistes furent loin de s'opposer à l'entrée de Millerand dans le gouvernement. La position droitrière de l'homme de Saint-Mandé ne lui conférait-elle pas une certaine liberté de manœuvre ? La seule condition posée au ministrable fut qu'il devait assumer ses actes en son nom personnel sans engager le « parti » — un « parti » qui n'était, au surplus, au-delà d'un groupe parlementaire unique, qu'un conglomerat hétérogène de fractions désunies.

Ce scénario ambigu fut remis en cause lorsqu'une bombe politique éclata. Le ministère Waldeck-Rousseau était, soudain, constitué et la nouvelle rendue publique que Millerand y siégeait à côté du général de Galliffet. Jaurès lui-même fut quelque peu estomaqué. On ne sait avec certitude si Millerand, au moment où il avait consulté ses amis politiques, était au courant ou non de cette compromettante cohabitation.

Alors, alors seulement, blanquistes et guesdistes s'émurent, avec, il est vrai, quelque retard, puisque leur abstention, le 26 juin 1899, permit au nouveau ministère d'obtenir une majorité de 25 voix. Cependant ils firent scission du groupe socialiste unique et formèrent leur propre groupe parlementaire.

Mais ce ne fut pas avant le 14 juillet que Vaillant et Guesde publièrent un manifeste désapprobateur. Il fallait, disaient-ils, en finir avec une politique prétendument socialiste mais, en réalité, faite de compromissions et de déviations que, depuis trop longtemps, l'on s'efforçait de substituer à la politique de classe. Cette politique s'était manifestée dans des conditions de gravité et de scandale telles qu'elles ne permettaient plus aucun accord entre ceux qui avaient compromis l'honneur et les intérêts du socialisme et ceux qui avaient charge de le défendre. Et de conclure : « Le socialisme, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. »

Toutefois ce manifeste fut loin de recevoir une approbation unanime. Beaucoup de guesdistes — dont cinq députés — et aussi un certain

nombre de blanquistes refusèrent de l'entériner. En dépit de leur phraséologie révolutionnaire, ils avaient peine à admettre cette espèce de déclaration de guerre aux socialistes gouvernementaux, à Jaurès et à Millerand. Certains groupes locaux guesdistes adressèrent même des adresses de sympathie au nouveau ministre « socialiste » ! (48)

Pourtant Jaurès ne négligeait rien pour aggraver son cas. Il saluait avec emphase le « courage de socialistes qui envoyaient un des leurs dans la forteresse du gouvernement bourgeois ». Ne vivait-on pas « les moments les plus grandioses et les plus féconds qu'ait enregistrés l'histoire du socialisme et de la République » ? Les prétendues « réformes » sociales que l'on faisait miroiter allaient être « des germes de socialisme, semés dans le sol capitaliste et qui porteraient des fruits merveilleux ». Et de construire une théorie spécieuse, dont héritera beaucoup plus tard son disciple Léon Blum, selon laquelle l'évolution irrésistible de la société vers le socialisme engendrait une « étape intermédiaire » au cours de laquelle le pouvoir politique serait exercé « en commun » par le prolétariat et par la bourgeoisie (49).

Ces outrances réformistes n'empêchèrent pourtant pas le guesdiste Paul Lafargue, gendre de Marx, d'écrire à Jaurès que ses amis se refusaient à le « classer dans la catégorie des dupeurs du prolétariat » (50). Par la suite, les socialistes dits révolutionnaires ne marchandèrent pas leurs suffrages au gouvernement chaque fois qu'il leur parut menacé, c'est-à-dire lorsque des voix plus réactionnaires s'abstinrent de relayer les leurs.

Les raisons de cette attitude équivoque ? Le parlementarisme n'avait pas beaucoup moins contaminé la gauche guesdiste et blanquiste que la droite jaurésienne. Contrairement aux dénégations de Lafargue sur ce point, les amis de Jaurès n'avaient pas tort de prétendre « que l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois n'est que le couronnement de la tactique suivie par le parti pour pénétrer dans la Chambre ». Lafargue était bien naïf de croire que la « gangrène parlementaire » allait être inoculée au parti socialiste à dater de sa participation ministérielle, et qu'à cet instant seulement il cesserait « d'être un parti d'opposition irréductible (...) pour devenir un parti entraîné à prendre part aux tripotages et marchandages ». En fait, bien avant l'entrée de Millerand au gouvernement, le groupe socialiste, en 1896, avait, comme Lafargue en convenait lui-même, soutenu de ses votes le ministère radical de Léon Bourgeois avec la plus totale imprévoyance, sans exiger aucune garantie et en lui fabriquant même une popularité (51).

---

(48) Claude Willard, *les guesdistes*, 1965, pp. 425, 429.

(49) Paul Frölich, *op. cit.*, p. 93.

(50) Lettre de Lafargue à Jaurès, ds Michel Launay, *op. cit.*, p. 11.

(51) Lafargue, *op. cit.*, pp. 11, 18, 21, 22, 24, 25. — Cf. Claude Willard, *op. cit.*, pp. 434, 558.

Le singulier mélange de sectarisme révolutionnaire et d'opportunisme parlementariste qui caractérisait les guesdistes conduisit Lafargue à admettre la coexistence, avantageuse selon lui, de deux partis socialistes : l'un qui demeurerait pur et dur, refusant de s'inféoder au gouvernement, éviterait ainsi tout déchirement interne; l'autre, gouvernemental et réformiste, mais qui n'en bénéficierait pas moins du soutien parlementaire du premier.

Rosa Luxemburg, dans le compte rendu qu'elle fit de la brochure de Lafargue (52), ne songe pas à blâmer le parlementarisme des guesdistes. — Son inconséquence à l'égard du parlementarisme, tantôt fustigé, tantôt valorisé par elle, apparaîtra d'ailleurs plus d'une fois encore au cours de ce recueil (53) —. Non, elle qualifie de « peu pratique » l'intransigeance des guesdistes à l'égard des jaurésistes : elle soutient, en outre, que seule l'unité socialiste permettrait aux durs d'assimiler les mous, hypothèse quelque peu illusoire, mais dont elle aura bien de la peine à se détacher (54).

Cependant Lafargue, qui ne craignait pas de se contredire, se racheta en intentant au ministérialisme socialiste un procès rigoureux :

« L'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau n'est (...) qu'une concession platonique pour endormir l'ardeur combative du parti socialiste, pour paralyser dans la Chambre et le pays les attaques contre le ministère (...). Le ministre socialiste sera forcé d'endosser les fautes commises par le cabinet auquel il appartiendra car les mesures les plus importantes seront discutées au conseil des ministres et les résolutions qui y sont prises engagent la responsabilité de tous les ministres (...). Le ministre socialiste est un homme perdu pour le socialisme, quoi qu'il fasse (...). Un socialiste ne peut entrer dans un ministère qu'en laissant à la porte son socialisme. »

Et Lafargue, anticipant sur des discours ultérieurs de Jaurès, où celui-ci se fera encore plus explicite, présentait qu'au-delà du cas particulier de Millerand, l'entrée d'un socialiste dans le ministère Waldeck-Rousseau était « envisagée par les jaurésiens comme le point de départ d'une tactique nouvelle » : l'acceptation de principe de n'importe quelle participation socialiste à un gouvernement bourgeois (55).

Quant à ce guesdiste de fraîche date qu'était Rappoport, il trouva « encore trop modéré » le mot déviation employé dans le manifeste du

---

(52) Voir plus loin, p. 87.

(53) Voir par exemple, p. 138, 190, 220, 227-228, 235, ses critiques du syndicalisme antiparlementaire.

(54) Voir plus loin, p. 39, note 91.

(55) Lafargue, op. cit., pp. 3, 16, 21 et 23.

14 juillet et lui préféra celui de désertion des principes socialistes. Il entreprit, à cet effet, une analyse pénétrante — et toujours actuelle — de la fonction de l'Etat bourgeois (56) :

« Le ministérialisme, qui prétend effectuer la transformation sociale avec l'aide et le concours des pouvoirs bourgeois, est, logiquement et fatalement, conservateur et contre-révolutionnaire (...) [Il] a pour mission de sauvegarder le régime social établi (...) Si nos ministérialistes ont pu, un moment, croire utiliser le pouvoir central dans un but socialiste, c'est qu'ils ont (...) grossièrement confondu l'organe du pouvoir central avec l'Etat (...) dont ils ignorent complètement la nature et la fonction. L'Etat ce n'est pas le gouvernement. C'est plus que le gouvernement. [Ils] sont victimes de la méconnaissance de la véritable nature de la société bourgeoise et de ses organes politiques (...) Voilà pourquoi les socialistes de gouvernement ont été, par la force des choses, amenés à renier la Révolution (...) au profit de la légalité démocratique au nom de laquelle on fusille les ouvriers en grève. » (57)

Cette mise à nu du ministérialisme socialiste de 1899 est d'autant plus éclairante que Rappoport, rappelons-le, était, de Paris, le correspondant de Leo Jogiches, autant dire de Rosa.

Ainsi donc Rosa était à l'unisson des nombreux adversaires de la présence de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau. D'ailleurs le fait même qu'une série de ses articles parut dans la *Neue Zeit*, l'organe théorique de la social-démocratie, lui conférait une autorité supplémentaire. Karl Kautsky, qui dirigeait la revue, les fit précéder d'une note introductive dans laquelle il précisait que les observations de Rosa rendaient superflue la plus grande partie de ce qu'il pourrait dire lui-même (58).

Comme le lecteur du présent recueil le verra, le ministérialisme français apparaissait à la jeune femme comme un fiasco, non seulement du point de vue socialiste, mais même d'un simple point de vue « républicain ». Tout d'abord elle doutait que la République ait été aussi dangereusement menacée que l'avaient cru ou voulu croire Jaurès et

---

(56) Rappoport, *op. cit.*, pp. 17, 19, 22, 68.

(57) Le journal *Le Temps* du 24 juin 1900, à propos du massacre de Chalon-sur-Saône, où trois ouvriers avaient été tués par les forces de l'ordre, écrivit que « M. Millerand » savait « depuis les événements de Chalon-sur-Saône, dont il a accepté la responsabilité comme ses collègues, que cette obligation de maintenir l'ordre à tout prix peut quelquefois occasionner des accidents douloureux » (*cit. par Rappoport, op. cit.*, p. 39).

(58) *Die Neue Zeit*, année XIX, vol. 1, p. 16. Déjà Kautsky avait été enchanté des articles de Rosa sur la France parus dans le *Leipziger Volkszeitung* en novembre et décembre 1899 (v. pages 67 et 71) et il avait regretté qu'ils n'eussent pu paraître dans la *Neue Zeit*; mais Rosa, soucieuse de suivre de près l'actualité, avait préféré les publier dans un quotidien.

Millerand (59). Il semble bien qu'elle n'avait pas tort. Certes, la déconfiture du militarisme antidreyfusard, à l'automne de 1898, avait provoqué l'exaspération des porteurs de sabre et des déploiements de troupes dans les grandes villes avaient fait courir des rumeurs de coups de force. Mais l'élection d'Emile Loubet à la présidence de la République, le 19 février 1899, avait raffermi le camp des partisans de Dreyfus et la tentative de putsch du nationaliste Paul Déroulède, quelques jours plus tard, avait misérablement échoué.

Ensuite Rosa notait que le gouvernement dit de « défense républicaine » « n'entreprit rien en dix-neuf mois, pas la moindre réorganisation de la justice militaire, pas la moindre action décisive contre les royalistes dans l'armée, la justice et l'administration, pas une mesure énergique contre la cléricaille ». Le souffle républicain, pour reprendre une expression de 1936, ne passa pas. Le ministre socialiste et ses soutiens parlementaires furent conduits de compromis en compromis, obligés à chaque instant de capituler devant la réaction.

Ceux des députés socialistes qui soutenaient inconditionnellement le ministère avalèrent toutes les couleuvres. Ils votèrent n'importe quoi. Il leur arriva même de joindre leurs voix contre tel amendement qu'ils avaient eux-mêmes déposé en faveur du droit de coalition ouvrière (60). Ils allèrent jusqu'à se croire obligés d'adopter l'ensemble d'un ordre du jour dans lequel un député de droite avait glissé malignement une réprobation « des doctrines socialistes par lesquelles on abuse les travailleurs » (61). (Jaurès, absent de Paris, approuva sans réserve leur vote.) Ils repoussèrent une motion des socialistes de gauche en faveur des relations ouvrières internationales (62). Ils se dérochèrent au devoir d'appuyer une autre motion qui condamnait l'intervention de l'armée dans les grèves (63), etc.

Passant aux réformes sociales dont le ministre socialiste faisait grand bruit, Rosa dénonçait, à juste titre, leur caractère de duplicité et de corruption ouvrière (64), en même temps qu'elle reprochait à « Son Excellence Millerand » d'avoir cru devoir, à titre d'exemple, « chanter un hymne » à la politique sociale de l'empereur d'Allemagne (65). Rappoport,

---

(59) Ce sera aussi l'avis de Guesde exprimé rétrospectivement au congrès international d'Amsterdam de 1904.

(60) 14 février 1900, v. plus loin, pp. 146, 156.

(61) Juin 1900, lors de la fusillade de Chalon-sur-Saône.

(62) V. plus loin, page 156.

(63) A propos de la grève de Montceau-les-Mines qui dura de février à mai 1901, v. plus loin, p. 135, note.

(64) Le même terme de « corruption ouvrière », à propos du Millerand de 1899, sera employé rétrospectivement par le syndicaliste révolutionnaire Victor Grifuelhes dans le n° 1 de La Vie ouvrière, 5 octobre 1909.

(65) Lettres aux Kautsky, 1904, ds Desanti, op. cit., p. 40.

de son côté, distingue les réformes qui peuvent conduire à la révolution des réformes contre-révolutionnaires, de ce qu'il appelait des réformes « jaunes ». Celles du gouvernement à participation socialiste étaient de simples lois « d'assistance et de pitié bourgeoise », « un moyen de domestication du prolétariat ». « Les ministérialistes appellent de noms pompeux les choses les plus prosaïques du monde (...). La loi ouvrière la plus discutable devient un " nouveau droit " prolétarien. » (66)

Pour Rosa, le texte législatif qui avait limité la journée de travail à dix heures avait subi de telles entorses qu'il n'était plus qu'une « cartouche vide ». Ici encore, elle n'était pas seule de son avis : au congrès d'Amsterdam de 1904, Guesde lui fera écho en accusant « le Millerand de Jaurès » de n'avoir « fait qu'une caricature de législation sociale » et d'avoir capitulé « devant les objections et les résistances patronales » à la loi de dix heures.

Quant au projet Millerand de « règlement amiable des conflits relatifs aux différends du travail », combattu violemment, pendant des années, par le syndicalisme révolutionnaire français, il ne fut pas seulement attaqué par Rosa mais aussi par Parvus : en instaurant le vote secret individuel et l'arbitrage obligatoire, ce projet de loi aurait abouti (s'il avait été voté) à la « dépossession pure et simple du droit de grève » (67).

Mais surtout, s'élevant au-delà de l'immédiat et des circonstances particulières de l'époque, Rosa Luxemburg formulait un jugement de principe, applicable à toute forme de cartel électoral avec la gauche bourgeoise, à toute participation gouvernementale en régime capitaliste. Ce qui, à ses yeux, était le plus grave dans l'alliance du radicalisme et du socialisme, c'était que, pour la première fois en France, ce dernier était entraîné à la remorque de la petite bourgeoisie, elle-même au service du républicanisme bourgeois. Le prolétariat français, la seule force vivante de la démocratie, se trouvait ainsi paralysé et enchaîné. Et Rosa en déduisait, avec, sans doute, un excès de pessimisme : « Cinq ans de propagation de cette doctrine (...) et le socialisme est ruiné en France. » (68)

Paul Frölich (69) a suggéré, sur ce point, un correctif : heureusement, observe-t-il, le dommage causé au socialisme par un ministérialisme de trois ans (suivi par le soutien, pendant deux ans encore, d'un autre cabinet « républicain », celui du radical Emile Combes) fut sérieux, certes, mais non pas irréparable, car le capitalisme se trouvait encore, à cette époque, dans une période ascendante, grâce à quoi la classe ouvrière put se relever et le socialisme se reprendre.

---

(66) Rappoport, op. cit., pp. 35, 42, 45.

(67) Article de Parvus dans *Le Vorwärts* du 16 décembre 1900, traduit dans *Le Mouvement socialiste*, 1, 1901, n° 49, p. 44 ssq.

(68) Voir plus loin pages 123, 161.

(69) Frölich, op. cit., p. 98.

Frölich a omis pourtant d'ajouter que le prolétariat français se trouvait immunisé, dans une certaine mesure, contre le mal par la pratique du syndicalisme révolutionnaire; l'« action directe » fut une réaction de défense organique contre le réformisme et le parlementarisme. Ce phénomène fut sous-estimé, certes, par Rosa, mais elle le perçut tout de même assez pour en tirer un argument supplémentaire contre Jaurès et, par ricochet, contre le révisionnisme germanique : leur tactique néfaste amenait de l'eau au moulin de l'anarchisme — cet anarchisme honni, calomnié en même temps que mal compris par l'ensemble de la social-démocratie allemande plus encore que par le socialisme français (70).

Ce fut, d'ailleurs, Millerand lui-même qui, en fin de compte, facilita la tâche de ceux qui le combattaient : écarté du pouvoir au printemps de 1902, il se mit à multiplier les votes les plus provocateurs, adoptant le budget des cultes, approuvant les poursuites intentées par le ministre de la Guerre contre une brochure antimilitariste émanant des syndicats, s'abstenant de blâmer l'interdiction d'accès des Bourses de Travail aux conscrits et déclarant avec cynisme, à chacune de ses apostasies, qu'il était prêt à recommencer. Et avec quels arguments ! Il était temps, du point de vue de la morale politique, qu'on n'assistât plus au spectacle d'un homme de gouvernement qui, après avoir dû quitter le pouvoir, voterait à nouveau pour les propositions auxquelles il s'était opposé du temps où il était ministre. Vingt ans à l'avance, l'exercice du pouvoir avait déjà corrompu jusqu'à la moelle le futur président de la République.

Aussi ceux qui avaient été ses plus serviles soutiens commençaient-ils à renâcler. Pierre Renaudel, pourtant l'un des bras droits de Jaurès, réclama son exclusion à la veille du congrès de Bordeaux d'avril 1903 du Parti socialiste jaurésien (71). Les votes de Millerand, arguait Renaudel, avaient creusé entre le parti et lui un « fossé définitif ». Mais, cette fois encore, l'intervention de Jaurès sauva in extremis l'ancien ministre. Ce ne fut qu'en janvier 1904 que Millerand fut exclu par la Fédération de la Seine du Parti socialiste français, exclusion dont le parti prit acte.

Au congrès d'Amsterdam de 1904, Jaurès finira par convenir qu'il était « regrettable, détestable que certaine personnalité que vous savez se soit glissée dans un gouvernement bourgeois ». Plus tard, il englobera Millerand dans la même réprobation que d'autres « traîtres au socialisme », « passés à la bourgeoisie », à leur tour, tels que René Viviani et Aristide Briand.

---

(70) Cf. D.G. (à paraître), Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire, coll. « Questions d'histoire », Flammarion, 1971.

(71) Pierre Renaudel, « Le cas Millerand et le congrès de Bordeaux », Le Mouvement socialiste, 15 mars-1<sup>er</sup> avril 1903.



Ce rappel des circonstances du « cas Millerand » montre que Rosa ne mérite pas la sentence sévère dont P. J. Nettl a tenté de l'accabler : contre Jaurès et Millerand, contre le ministérialisme, elle a eu pleinement raison (72). Sa sentence a été la même que celle prononcée à la fois par la gauche socialiste française et par l'aile majoritaire antirévissionniste de la social-démocratie allemande.

---

(72) Chère Madeleine Rebérioux, rechercher et invoquer les causes « objectives » de la déviation parlementariste puis ministérialiste en France (par exemple l'entrée, en 1893, de 50 députés socialistes au parlement) n'autorise pas à excuser, encore moins à légitimer, le comportement des réformistes français, de même que les raisons « objectives » du révisionnisme bernsteinien en Allemagne — et elles n'étaient pas peu nombreuses — ne dispensent pas de condamner le reniement dans ce pays de l'héritage marxiste révolutionnaire.



### Le « cas Millerand » et l'Internationale.

La participation socialiste au pouvoir en France devait, à travers les années, avoir des prolongements et provoquer de vifs remous sur le plan international. Pendant la session du congrès socialiste international tenu à Paris, du 23 au 27 septembre 1900, le gouvernement Waldeck-Rousseau, dans son ensemble, et Millerand, en particulier, avaient tout fait pour indisposer les délégués. Bebel évoquera ces incidents au congrès international d'Amsterdam en 1904, avec une indignation que quatre années n'avaient pas tempérée :

« Lorsque nous avons voulu aller déposer au Père-Lachaise une couronne en l'honneur des communards assassinés, nous avons été sabrés par l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie du ministère Waldeck-Rousseau (...) On empêcha l'un des nôtres [Paul Singer] de parler devant le Mur des Fédérés. Ce seul fait aurait suffi pour rendre Millerand impossible à tout jamais. »

Le ministre socialiste, personnellement, avait aggravé son cas en ne daignant pas recevoir les représentants du prolétariat international alors qu'il allait « faire sa révérence » « au plus sanguinaire des despotes d'Europe, au tsar » (scandale qui, on l'a vu, sera stigmatisé par Lénine) et qu'il recevait les représentants de plusieurs têtes couronnées.

Au congrès de Paris, Kautsky commença donc par une sévère condamnation du « cas Millerand » :

« Quelle que soit la valeur intellectuelle et morale du ministre socialiste, les inconvénients [de la participation] sont infiniment plus grands que les avantages (...) Millerand et ses amis ont commis une faute en acceptant une telle mission sous leur responsabilité personnelle et exclusive et ils commettent une faute bien plus grande en y restant contre le vœu d'une fraction importante du socialisme français.

« (...) Un socialiste ne doit pas tolérer des promiscuités révoltantes, accepter des solidarités inacceptables, encourir la possibilité d'imbroglios

qui jeteront le désarroi dans les consciences et dans les rangs du prolétariat. Ou alors le Parti a le droit de lui dire : Vous êtes sorti de nos rangs, rentrez-y. »

Mais, soucieux d'éviter la rupture entre partisans et adversaires du ministérialisme, l'habile Kautsky s'empressa de suggérer qu'après tout il ne s'agissait que d' « un accident, un épisode dans l'évolution sociale du prolétariat »; et il fit adopter par le congrès une motion chèvres et chou, qui ne devait « être envisagée ni comme une condamnation ni comme une approbation tacite de la conduite des socialistes français ».

Voici l'essentiel de ce texte :

« L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel.

« Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non de principe (...) Mais en tout cas cette dangereuse expérience ne peut être avantageuse que si elle est approuvée par une organisation du Parti compacte, et si le ministre socialiste est et reste le mandataire de son parti. Du moment où le ministre devient indépendant de son parti et qu'il cesse d'en être le mandataire, son entrée dans le ministère, de moyen de fortifier le prolétariat, devient un moyen de l'affaiblir, de moyen de hâter la conquête du pouvoir, un moyen de la retarder.

« En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans les cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail. »

Plus tard, au congrès international d'Amsterdam de 1904, le révolutionnaire américain Daniel de Leon devait souligner, à propos de cette « résolution-caoutchouc », l'inanité de la supposition selon laquelle un gouvernement bourgeois pouvait être « impartial », en quelque circonstance que ce soit, « dans la lutte entre le capital et le travail ».

Vandervelde expliquera, de son côté, à Amsterdam, qu'à Paris, en 1900, il n'avait pas été « possible de fermer absolument les portes ». Jaurès, heureux de s'en tirer à si bon compte, s'empressa d'adhérer à la motion Kautsky,

« parce qu'elle exprime un équilibre, une opinion un peu instable, mais la seule acceptable aujourd'hui (...); parce qu'elle laisse juge le parti socialiste de trancher la question dans une situation déterminée; (...) aussi parce qu'elle affirme que c'est une question de pratique et non de principe [et qu'] elle prévoit que le parti organisé seul donnera le signal de l'entrée et du départ. »

Mais les socialistes de gauche ne l'entendirent pas de cette oreille. L'Italien Enrico Ferri protesta : « La motion Kautsky renferme plus de dangers que ne le croit son auteur. C'est un plan incliné sur lequel on ne sait où l'on commence et par où l'on finit. » Edouard Vaillant fut plus incisif encore : « Nous demandons à Kautsky, lui qui a si victorieusement lutté en Allemagne contre Bernstein, pourquoi maintenant il capitule. »

Jules Guesde déclara qu'il ne pouvait plus être « d'accord avec Kautsky lorsque, après avoir condamné théoriquement le " fait nouveau ", on l'admet ensuite pour l'avenir à l'état d'accident ». Et, avec Ferri, il déposa, sans succès, une contre-motion : « La conquête des pouvoirs publics (...) interdit nécessairement toute participation socialiste aux gouvernements bourgeois, contre lesquels les socialistes doivent rester à l'état d'opposition irréductible. »

Le compte rendu analytique du congrès de Paris ne mentionne pas que Rosa Luxemburg ait pris la parole sur le ministérialisme en France. Pourtant, dans une lettre écrite beaucoup plus tard à un ami, elle se vantera de s'être, à ce congrès, « bagarrée » avec, entre autres, Jaurès et Millerand, « à en faire voler les plumes » (73). Sans doute ces discussions eurent-elles lieu hors séance et, en tout cas, le ministre Millerand n'avait pas voulu assister au congrès.

Au congrès international d'Amsterdam en 1904, Kautsky assurera que, parmi les fameuses conditions « exceptionnelles » admises dans sa motion de 1900, il avait envisagé rien moins que « l'hypothèse d'une guerre d'invasion ». Et ce sera Jaurès, préoccupé depuis 1902 par le danger de guerre (74), qui lui reprochera de s'être montré, sur un point aussi grave, trop ministériel :

« J'ai entendu le citoyen Kautsky répéter qu'il acceptait la possibilité de la participation des socialistes au gouvernement central en cas de péril national, qu'il accepterait que le communiste Blanqui fit partie du gouvernement dans une République bourgeoise chargée de refouler l'invasion. Je sens que, dans certaines circonstances, je ne pourrai suivre jusqu'au bout le ministérialisme de notre camarade. »

Ainsi donc Kautsky avait, selon ses propres dires, admis, dès 1900, l'hypothèse de l'union sacrée. Quelle divergence d'optique, sur une question destinée à devenir un jour cruciale, entre le directeur de la Neue

---

(73) Lettre à Hans Diefenbach, 27 août 1917, ds *Briefe an Freunde*, op. cit., p. 129.

(74) A la réunion du Bureau socialiste international du 29 décembre 1902, Jaurès présenta un ordre du jour sur les moyens de préserver la paix. Cf. *Bureau socialiste international, compte rendu des réunions, manifestes et circulaires, vol. I, 1900-1907*, 1969, p. 64.

Zeit et Rosa Luxemburg qui, au congrès de Paris, avait rapporté sur « la paix internationale et le militarisme » et exhorté le socialisme international à se préparer au grand rôle qu'il aurait à jouer en cas de conflits imprévisibles provoqués par l'impérialisme mondial !

Rosa, sur la question de la guerre menaçante, se trouvait ainsi moins éloignée de Jaurès que de Kautsky. Comme l'observe Roland-Holst : « De façon aussi infatigable que Jaurès, son grand adversaire dans le mouvement socialiste, elle a lutté contre le spectre de la guerre menaçante » (75). L'attitude antibelliciste de Jaurès, en 1904, préfigurait celle qu'il devait prendre avec Vaillant au congrès international de Stuttgart en 1907 lorsqu'il préconisa contre la guerre rien moins que la grève générale et l'insurrection. Finalement un texte de Bebel, plus anodin, fut retenu par ce dernier congrès, mais complété, contre le gré du vieux leader social-démocrate, par un amendement rédigé en commun par Rosa et par Lénine. Cet additif, d'un certain point de vue, allait plus loin que la proposition Jaurès-Vaillant puisqu'il visait à profiter des circonstances de la guerre pour « précipiter la chute de la domination capitaliste » (76).

En septembre 1913, au cours d'une réunion publique tenue à Francfort, Rosa Luxemburg devait s'écrier : « Si on essaie de nous faire lever un bras assassin contre nos frères de France ou de tout autre pays, nous dirons résolument : non, cela jamais ! » Pour ce propos séditionnel elle fut condamnée, en février 1914, à un an de prison. Ayant interjeté appel, elle avait été laissée en liberté provisoire. Mais, dès que l'appel aurait été rejeté, la prison l'attendait. C'est ce que savait Jaurès lorsque, à la dernière réunion du Bureau socialiste international, les 29-30 juillet 1914, il lui rendit ce suprême hommage : « Vous me permettrez de saluer en Rosa Luxemburg la femme vaillante qui fait passer dans le cœur du prolétariat allemand la flamme de sa pensée » (77).

Une dernière remarque sur le Congrès international de Paris. Un passage d'un des articles du présent recueil (78) indique que Rosa Luxemburg s'est crue obligée d'entériner, malgré son opposition au ministérialisme français, les circonstances « exceptionnelles » prévues par la motion Kautsky. Elle ajoutait, il est vrai, que cette dérogation ne devrait être que passagère et ne pas comporter de solidarité ministérielle. En

---

(75) Roland-Holst, *op. cit.*, p. 127.

(76) Analytique du congrès de Stuttgart, p. 157, 165; — Nettl, *op. cit.*, I, p. 399; — L'année suivante, 1908, Rosa reprocha vivement à Jaurès de présenter l'alliance franco-russe et anglo-russe comme un « facteur de paix » (v. page 229 du présent recueil). En 1911, elle condamna les idées de Jaurès sur la guerre et la paix dans une critique de *L'Armée nouvelle* (v. page 237).

(77) Clara Zetkin, « Un portrait de Rosa Luxemburg », *Internationale Communiste* n° 5; — Frölich, *op. cit.*, p. 223; — Helmut Hirsch, *Rosa Luxemburg*, Rowohlt, 1969, p. 86.

(78) Voir plus loin page 65.

quoi elle se contredisait puisque, par ailleurs, elle reconnaissait qu'une telle solidarité est la condition même de toute participation à un gouvernement bourgeois. L'alignement de Rosa sur son maître et ami Kautsky (79) ne devait, d'ailleurs, être que de courte durée, puisque, dès l'année suivante, 1901, elle lui reprocha amèrement de sacrifier ses collaborateurs et elle-même à son désir de faire sa paix avec les « sommets » du parti (80).

La controverse sur le « cas Millerand » rebondit au congrès de la social-démocratie allemande à Dresde en 1903 en dépit du fait qu'à cette date le personnage contesté n'était plus au pouvoir. Talonnés par les révisionnistes qui progressaient dans leur groupe parlementaire de façon pour eux inquiétante, Bebel et Kautsky fulminèrent contre le millerandisme et le jaurésisme, tandis que le président de séance, Paul Singer, repoussa le précédent français en s'écriant : « Nous ne voulons pas avoir dans notre parti d'homoncules d'Etat. » Kautsky fit adopter une motion un peu plus dure, au moins en apparence, que celle du congrès international de Paris :

« Le congrès condamne de la façon la plus formelle les tendances révisionnistes, qui prétendent modifier notre tactique passée, éprouvée, victorieuse, reposant sur la lutte de classes et mettre à la place de la conquête du pouvoir politique par la défaite de nos adversaires une politique d'avances à l'ordre des choses établi.

« La conséquence d'une telle tactique révisionniste serait de remplacer un parti qui travaille à transformer le plus vite possible la société actuelle bourgeoise en une société socialiste, qui est donc révolutionnaire au meilleur sens du mot, par un parti qui se contenterait de réformer la société bourgeoise.

« Aussi le congrès est-il persuadé, à l'encontre des tendances révisionnistes, que les antagonismes de classe ne s'affaiblissent pas, mais au contraire deviennent plus aigus. »

L'année suivante, au congrès socialiste international d'Amsterdam, Rosa Luxemburg, avec un peu trop d'optimisme, chantera victoire. La résolution de Dresde était, croyait-elle, « le symbole de la victoire du socialisme révolutionnaire sur le socialisme réformiste ».

---

(79) Un autre exemple de cet alignement est donné par un article de Rosa où, se référant élogieusement à la résolution de Kautsky au congrès de Paris, elle entérine « l'effort pour démocratiser progressivement l'Etat et le parlementarisme », article du 14 mai 1902, en français dans Grèves sauvages, etc., Spartacus, décembre 1969, pp. 40-41.

(80) Lettres aux Kautsky, 3 octobre 1901, ds Desanti, op. cit., pp. 31-32.

Malheureusement la rédaction, rigide en apparence, de cette motion était singulièrement affaiblie par un rappel de la résolution de Kautsky votée au congrès de Paris de 1900, rappel qui, l'année suivante, à Amsterdam, suscitera cette observation du leader belge Emile Vandervelde : « Au fond, la résolution de Dresde paraît contenir une véritable contradiction. D'une part, on interdit formellement la participation d'un socialiste isolé à un gouvernement bourgeois. D'autre part, on rappelle la résolution Kautsky, qui l'autorise dans certains cas exceptionnels. Il faut pourtant qu'une porte soit ouverte ou fermée. Pas d'équivoque ! » Dans l'esprit de Vandervelde, bien entendu, la porte, comme il l'avait déjà demandé au congrès de Paris, devait rester ouverte.

De plus, en reprenant le texte de 1900, l'on introduisait une phrase qui n'interdisait au socialisme que de « postuler » (en allemand *erstreben*) la participation à un gouvernement bourgeois, ce qui laissait entendre, comme devait l'expliquer Kautsky lui-même<sup>(81)</sup>, que, si elle lui tombait du ciel, dans les cas et sous les réserves prévues par sa motion, on aurait mauvaise grâce à la repousser.

Le ministérialisme, une fois de plus, alimenta les débats du congrès socialiste international d'Amsterdam en 1904. La majorité tomba à bras raccourcis sur l'aile jaurésienne du socialisme français. Vandervelde, obligé de rapporter, au nom d'une commission, pour cette majorité, bien qu'il fût lui-même minoritaire, résuma ainsi le point de vue majoritaire :

« [La majorité] veut mettre les points sur les i, elle veut adresser un avertissement amical mais catégorique à ceux qui glissaient sur une pente fatale. Tous ont surtout songé à la France où la question est posée. La plupart ont estimé qu'en luttant contre le césarisme, le cléricalisme et tous ceux qui veulent faire rétrograder la France, les socialistes français ont peut-être perdu de vue un peu la lutte essentielle pour l'affranchissement autonome du prolétariat (...) La différence entre la tactique allemande et la tactique française, c'est qu'à chaque contact avec des éléments bourgeois le prolétariat allemand sait qu'au lendemain d'une union passagère les socialistes se sépareront de ces éléments et n'abandonneront jamais la lutte des classes. En France, au contraire, il y a une telle solidarité d'action, une telle confusion qu'il y a lieu de craindre que le prolétariat n'aperçoive plus distinctement sa propre lutte. »

---

(81) Paul Frölich, « Der französische Ministerialismus, Vorbemerkung », ds R.L., *Gesammelte Werke*, t. III, p. 263.



Ce fut surtout Bebel qui, sans mâcher ses mots, mena l'offensive, en des termes qui rejoignaient plus d'une fois ceux des articles de Rosa Luxemburg. A Jaurès, il lança :

« C'est vous-même qui vous êtes compromis de la façon la plus grave en soutenant continuellement Millerand. Ça été le pas le plus fatal de votre vie, le piège le plus dangereux que vous ayez pu tendre au socialisme international (...) Vous menez la lutte anticléricale avec la bourgeoisie, en sacrifiant une partie de votre autonomie, et votre action permanente parallèle corrompt la conscience prolétarienne (...) Vous éloignez du socialisme les prolétariats conscients (...) et (...) vous amenez sous l'étiquette socialiste des éléments suspects qui viennent de la bourgeoisie.

« (...) Le grand danger de l'expérience Millerand est de désaffectionner les masses de l'idéal socialiste. Dans cette lutte anticléricale (...), il eût fallu sauvegarder votre autonomie et rester sur le terrain de la lutte de classes.

« (...) Jamais la bourgeoisie française ne mènera jusqu'à son terme la lutte anticléricale, pour la bonne raison qu'elle a besoin de Dieu pour sauvegarder ses intérêts. »

Bebel rappela, en outre, que les deux gouvernements successifs soutenus par Jaurès avaient réprimé les conflits sociaux dans le sang :

« Il n'y a pas eu de lutte un peu importante (...) où le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand, où le ministère Combes n'aient fait donner l'armée contre les travailleurs. »

Et Bebel de conclure en tirant la leçon du passé français :

« L'épisode Millerand est maintenant de l'histoire ancienne, mais les fatales querelles qui en sont sorties et dont la démocratie socialiste française souffre tant, persistent encore (...). Le socialisme ne peut accepter que l'intégralité du pouvoir. S'il en a seulement une part, il n'a rien. »

Bebel fut appuyé par les Russes Plekhanoff et Roubanovitch, par le Tchèque Nemec, ce dernier particulièrement véhément :

« Jaurès a été trop loin. Ce n'est pas nous qui nous servons des partis bourgeois pour arriver à nos fins, ce sont les partis bourgeois qui se servent de nous pour consolider le régime capitaliste. »

Quant à Guesde, il régla ses comptes avec son rival de toujours :

« Vous, Jaurès, vous continuez la tradition démocratique bourgeoise (...). Jaurès ne voit dans le socialisme que (...) le prolongement ou le couronnement du mouvement démocratique issu de la Révolution bourgeoise de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (...). L'anticléricisme dont on fait parade a surtout pour but de détourner les travailleurs de leur lutte contre le capitalisme (...). Le salut de la République intéresse moins la classe ouvrière que son propre affranchissement. »

Jaurès rétorqua en contestant, entre autres, l'impuissance de l'anti-cléricalisme bourgeois :

« Lorsque, en France, avec le concours de cette démocratie bourgeoise des radicaux socialistes (...) nous pouvons refouler la réaction, obtenir des réformes, développer la législation ouvrière, nous serions des fous, des criminels de rejeter ce concours (...). Bebel a douté que l'on puisse aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Eh bien le chef du gouvernement (82) vient d'annoncer qu'il allait demander la séparation décisive de l'Eglise et de l'Etat. Ce sera un pas décisif pour nous, c'est la route de l'avenir ouverte. »

Et Jaurès de contre-attaquer en administrant une volée de bois vert à la vulnérable social-démocratie allemande :

« Vous avez (...) masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques que votre camarade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital (...). Ne nous imposez pas, à nous, qui sommes imprégnés des mœurs et des nécessités d'un régime républicain démocratique et qui devons lutter contre l'influence de l'Eglise catholique, des règles qui procéderaient de votre esprit national, sous l'influence de l'orthodoxie protestante et de la domination impérialiste. »

Il est caractéristique, toutefois, que Bebel n'ait pas voulu, en commission, appuyer une résolution de la gauche socialiste française, toujours intransigente en paroles, et qui préconisait une « attitude d'opposition révolutionnaire en face de tous les gouvernements bourgeois ». On a pu arguer que le vieux leader social-démocrate était gêné, entre autres, aux entournures parce que son parti avait, naguère, soutenu, de 1890 à 1894, le chancelier Caprivi lorsque ce dernier avait rompu avec le protectionnisme bismarckien et s'était engagé dans la voie du libre échange (83). Mais ce n'avait été, aux yeux de Bebel, qu'une entorse « occasionnelle » aux principes, sans commune mesure avec celles, « permanentes », des réformistes français. En fait, le vieux malin avait flairé qu'il y avait au congrès une majorité silencieuse qui estimait, avec lui :

« Exclure Jaurès du Parti est simplement impossible (...). Rendre Jaurès impossible est impossible (...). Jaurès est un homme honnête qui aura toujours derrière lui (...), tant qu'il ne commettra pas de plus grandes fautes qu'actuellement, de nombreux partisans, notamment en France. » (84)

---

(82) Emile Combes.

(83) Edgar Michaud, *La tactique socialiste et les décisions des congrès internationaux*, 2 vol., 1905, II, p. 129.

(84) Lettre de Bebel à Victor Adler, 25 octobre 1904, *Briefwechsel*, op. cit., p. 437.

Adler et Vandervelde, dans le même esprit, crurent pouvoir présenter un amendement de conciliation, auquel se rallia Jaurès, aux fins d'atténuer la rigueur de la sentence rendue contre le révisionnisme et le ministérielisme.

« Nous voulons, expliqua Adler, enlever à la motion de Dresde les dents avec lesquelles elle mord nos amis (...). Nous ne voulons pas infliger à vous Jaurès une remontrance. »

La motion, cependant, ne fut pas adoptée et le congrès d'Amsterdam, pour finir, reprit à son compte la motion de Dresde, mais légèrement adoucie : le révisionnisme était « repoussé » et non plus « condamné ». Un pessimiste, le Suisse Rapin, fit observer que la confirmation de la résolution de Dresde risquait « d'empêcher l'unité en France ». Alarme excessive, car le socialisme international entérinait, du même coup, les circonstances « exceptionnelles », implicites dans le rappel qui était fait de la motion Kautsky de 1900.

Jaurès dut s'incliner sur le plan doctrinal quant à la sentence prononcée contre le révisionnisme; mais, dans la pratique, ce congrès se terminait, selon l'expression du délégué italien Ferri, « sans vainqueurs ni vaincus. » L'aile droite et l'aile gauche avaient persévéré, comme à Paris en 1900, dans la voie des concessions mutuelles.

Au cours des débats d'Amsterdam, Rosa Luxemburg avait, de façon encore plus percutante que Bebel, attaqué Jaurès, insistant sur le fait qu'aucun orateur n'avait défendu la position de celui-ci et qu'il avait été « condamné » deux jours durant :

« Jaurès fait fi de la lutte de classes, de la solidarité internationale (...). Si un ministre socialiste dans un gouvernement bourgeois ne peut mener à bonne fin ses principes, c'est pour lui une question d'honneur de se retirer. Si un socialiste révolutionnaire doit renier ses principes dans un parti qui ne l'est pas, son honneur lui commande d'en sortir. »

Jaurès répondit à ce « réquisitoire véhément » :

« Si vous suiviez le conseil de la citoyenne Rosa Luxemburg, ce ne serait pas seulement la consécration définitive de la durable scission socialiste qui s'est produite en France, ce serait l'ouverture officielle de la scission socialiste dans un très grand nombre de pays. »

Cet avertissement angoissé ne visait pas que la militante à laquelle il répondait. Jaurès n'ignorait rien de l'hostilité dont il était l'objet, en dépit de son prestige, aussi bien dans l'aile gauche du socialisme français que dans le socialisme international et, notamment, parmi certains des porte-parole les plus éminents de la social-démocratie allemande. Il convint lui-même dans son intervention au congrès que l'on faisait activement campagne contre lui en le traitant de grossen Verderber (« grand corrupteur ») du prolétariat.

En France le réformisme de Jaurès comptait parmi les guesdistes des adversaires tenaces. On a vu plus haut que le vieux Liebknecht avait encouragé Guesde à lutter sans merci contre Jaurès et Millerand. Un ami intime de Jules Guesde, Charles Bonnier<sup>(85)</sup>, avait écrit à Kautsky, dès 1900 : « La vieille Internationale d'Engels est finie. Maintenant c'est le tour de Bernstein et de Millerand. Ils ont gagné. Il est grand temps de fonder une nouvelle Internationale. »<sup>(86)</sup>

Kautsky confiait, le 28 janvier 1903, à Victor Adler, dans une lettre d'une rare violence :

« Jaurès déshabitué les gens de penser clairement. Il est un génie rhétorique, mais c'est justement pour cela qu'il croit pouvoir tout faire avec des mots. (...). Il exagère au plus haut degré ce fléau national français (...). Pour le reste, son talent est celui d'un tireur de ficelle parlementaire. » Et Kautsky de conclure : « Jaurès (...) a ruiné le socialisme prolétarien de son pays pour des années. »<sup>(87)</sup>

A la veille même du congrès d'Amsterdam, le 30 août 1904, Kautsky écrivait à Guesde :

« Je considère qu'il est impossible de faire l'unité avec Jaurès. Mais on doit s'efforcer de l'isoler et de le faire reconnaître devant le prolétariat international comme la vraie cause de désunion du socialisme français. »<sup>(88)</sup>

Encore au lendemain du congrès, le 18 octobre 1904, Kautsky, s'adressant à Adler, répétait :

« Depuis deux ans, je suis arrivé à la conclusion qu'une unité n'est encore possible en France que contre et sans Jaurès. »<sup>(89)</sup>

Rosa Luxemburg elle-même, au congrès d'Amsterdam, s'était montrée sceptique quant aux possibilités d'unification socialiste en France. Le fossé entre la tendance révolutionnaire et la tendance réformiste du socialisme français lui paraissait béant. Déjà, dans un article antérieur, qui figure dans notre recueil<sup>(90)</sup>, elle avait affirmé : « De tels désaccords ne se laissent pas supprimer par de simples résolutions (...) L'union avec l'aile droite socialiste en France serait aujourd'hui un mariage avec le chaos. » A Amsterdam elle avait déclaré : « Il n'y a pas d'unité possible sans accord

---

(85) Charles Bonnier, originaire du Nord, était né en 1863; il enseigna à Oxford. Il collabora régulièrement au journal guesdiste *Le Socialiste* ainsi qu'à la presse social-démocrate allemande, notamment à la *Neue Zeit*. Il publia, en 1897, un livre : *La question de la femme*.

(86) Lettre du 10 octobre 1900, Archives Guesde, Amsterdam, cit. par Nettl, *op. cit.*, I, p. 303 note.

(87) Adler, *Briefwechsel...*, *op. cit.*, p. 410-411.

(88) Michel Launay, *op. cit.*, p. 13.

(89) Adler, *Briefwechsel...*, *op. cit.*, p. 433.

(90) Voir page 159.

de principe, de tactique et d'idéal. » Et encore : « Je ne veux pas de l'unité à la Renaudel [c'est-à-dire à la Jaurès]. La scission est déplorable, mais elle est là. Et rien n'est plus révolutionnaire que de reconnaître et d'énoncer ce qui est. » Et elle avait déposé un sous-amendement déclarant que « l'unité socialiste ne peut se réaliser que sur le principe de la lutte de classes et de la tactique révolutionnaire ».

Cette opinion de Rosa était d'ailleurs quelque peu schématique et arbitraire : tout d'abord parce que le guesdisme, en France, avec toutes ses équivoques, était loin d'incarner, face au réformisme de Jaurès, la révolution; ensuite parce que le « fossé » entre les deux ailes du Parti était au moins aussi profond en Allemagne qu'en France et que, pourtant, il ne menaçait pas l'unité de la social-démocratie.

Par ailleurs, Rosa était passionnément unitaire. Le problème de l'unité était pour elle une question « vitale, permanente pour les socialistes de chaque pays ». Elle devait rester, contre vents et marées, fidèle à son parti allemand, malgré la pratique de plus en plus réformiste de celui-ci à peine camouflée sous le vocabulaire de l'orthodoxie marxiste. A ses yeux la social-démocratie était le parti des travailleurs. Hors de lui, point de salut. Toute tentative de scission était vouée d'avance à l'échec (91). C'est ainsi qu'elle découragea son amie Henriette Roland-Holst de quitter le parti social-démocrate hollandais, en ces termes :

« Une scission entre marxistes (à ne pas confondre avec des divergences d'opinion) serait fatale. Ton départ (...) signifierait le départ du mouvement socialiste. Tu ne le dois pas. Aucun de nous ne le doit. Nous ne devons pas rester en dehors de l'organisation, perdre le contact avec les masses. Le parti ouvrier le plus mauvais est meilleur qu'aucun. » (92)

Quant à l'éventualité de former une fraction organisée à l'intérieur du Parti, elle était, pour Rosa, également impensable. N'était-ce pas, précisément, l'aile gauche de la social-démocratie qui avait toujours invoqué la discipline contre les droitiers qui en faisaient volontiers fi ? (93)

---

(91) En novembre 1914, Kautsky crut que « Rosa travaillait fiévreusement à une scission du parti. » Mais il doutait pourtant que la cassure se produise, car, écrivait-il, « l'habitude de l'unité est profondément enracinée chez les travailleurs allemands ». (Lettre à Adler du 28 novembre 1914, Briefwechsel..., op. cit., pp. 606-607). Encore à fin mars 1916, Rosa, malgré l'union sacrée, ne voudra pas désespérer de son Parti au point qu'elle lancera comme mot d'ordre sa « reconquête ». (Spartakus im Kriege, documents édités par Ernst Meyer, 1927, doc. 19, p. 116).

(92) Lettre datée, incomplètement, du 11 août (?), Roland-Holst, op. cit., p. 221.

(93) Lelio Basso, Rosa Luxemburg, *Dialektik der Revolution* (trad. de l'italien en allemand), Francfort, 1969, p. 119. En décembre 1914, ce sera au nom de la discipline du Parti que Rosa reprochera aux parlementaires social-démocrates d'avoir renié le socialisme en votant les crédits de guerre (*Spartakus im Kriege*, op. cit., doc. 5, pp. 28-30).

A chaque glissement de la social-démocratie de plus en plus embourgeoisée et bureaucratisée (94), Rosa, avec une obstination quelque peu candide, invoquait des décisions plus anciennes qui avaient condamné le révisionnisme, les illusions parlementaires, qui avaient été même jusqu'à admettre l'action directe et la « grève des masses ».

Pourtant Rosa se sentait mal à l'aise au sein de son parti. Dans une autre lettre qu'elle adressa à Henriette Roland-Holst, à la fin de 1904, elle se plaignait de ressentir une impression de piétinement. La vaine dépense d'énergie dans la poursuite de telle ou telle sottise opportuniste lui paraissait de moins en moins satisfaisante. La gauche s'obstinait à vouloir ramener la brebis égarée qu'était le Parti dans l'étable natale où régnait la sécurité et la « fermeté des principes ». Il lui paraissait impossible de marcher de l'avant de cette façon purement négative.

« Or, pour un mouvement révolutionnaire, ne pas avancer, c'est reculer. L'opportunisme est une plante marécageuse qui se développe avec une rapide exubérance dans l'eau stagnante du mouvement, mais qui s'étirole d'elle-même dans un courant fort et énergique. Tout notre travail doit prendre un autre ton, un ton plus profond. »

Et Rosa élargissait ses réflexions moroses à des horizons plus vastes. Le problème n'était pas spécifiquement allemand, mais international. Le congrès d'Amsterdam lui en avait fait prendre très clairement conscience (95).

---

(94) Les permanents du parti et des syndicats « devinrent de plus en plus indépendants des masses dont ils étaient séparés par un plus haut niveau de vie et une existence assurée (...). Quand Rosa arriva en Allemagne, ce processus de sclérose venait seulement de commencer. » Roland-Holst, *op. cit.*, pp. 40-41.

(95) Lettre de R.L. à Henriette Roland-Holst du 17 décembre 1904, *op. cit.*, pp. 215-216.

## Vers l'unité socialiste.

*Cependant, si étonnante que puisse paraître la contradiction, avant même que les lampions d'Amsterdam fussent éteints, un fait nouveau s'était produit, une motion avait été adoptée à l'unanimité : elle engageait « tous les militants, fractions ou organisations qui se réclament du socialisme, à travailler de toutes leurs forces à la réalisation de l'unité socialiste sur la base des principes établis par les congrès internationaux et dans l'intérêt du prolétariat international vis-à-vis de qui ils sont responsables des conséquences funestes de la continuation de leurs divisions ». Vandervelde avait précisé que cet appel s'adressait surtout aux socialistes français; il avait adjuré Guesde et Vaillant, d'une part, Jaurès, de l'autre, de se tendre la main. Les deux tendances avaient répondu favorablement. Leur vieille nostalgie de l'unité l'avait emporté sur leurs désaccords, pourtant demeurés profonds. Ou peut-être n'étaient-ils si profonds qu'en apparence. Le compromis idéologique bâtard qui avait, en fait, et malgré les apparences, terminé le congrès international, allait avoir un prolongement : le rétablissement, aussi inattendu que rapide, de l'unité socialiste en France (96).*

*Au processus qui, en fin de compte, devait aboutir, en 1905, à l'enfantement laborieux du « socialisme unifié » français, Rosa, observatrice vigilante, a consacré un certain nombre d'articles. Pour permettre au lecteur une meilleure compréhension de ces textes, il est nécessaire, tout d'abord, de rappeler le fractionnement byzantin, nous dirions aujourd'hui la « groupuscularisation » dans lequel s'était émietté, au fil des années, le socialisme français.*

---

(96) Rosa Luxemburg, après s'en être, tout d'abord, réjouie, crut un moment, à tort, après Amsterdam, que les bonnes dispositions unitaires de Jaurès n'étaient qu'« hypocrisie » (cf. Roland-Holst, op. cit., p. 83 et lettre de R.L. du 27 octobre 1904, p. 213).

Depuis la mort d'Auguste Blanqui, en 1881, ses disciples s'étaient groupés, autour d'Edouard Vaillant, dans un Comité révolutionnaire central, qui prit, en 1898, l'étiquette de Parti socialiste révolutionnaire.

De son côté, Jules Guesde, à Marseille, en 1879, avait fondé une organisation qui se réclamait de l'obédience marxiste : le Parti ouvrier français.

Mais, à Saint-Etienne, en 1882, l'aile droite des guesdistes avait fait scission et créé une Fédération des travailleurs socialistes, sous l'impulsion de Paul Brousse et le mot d'ordre opportuniste du « possibilisme ».

Puis, à Châtellerauld, en 1890, une aile gauche des possibilistes avait fait scission et créé un Parti ouvrier socialiste révolutionnaire autour de Jean Allemane, sur un programme quelque peu libertaire, proche de celui du syndicalisme révolutionnaire.

Enfin, en 1896, une aile gauche de ce dernier parti, ne le trouvant plus assez avancé, avait fait scission et s'était constituée en Alliance communiste révolutionnaire.

Face à ces divers groupuscules qui se réclamaient tous, à l'origine du moins, de la Révolution, s'était formé peu à peu un conglomerat de socialistes dits « indépendants ».

Le premier noyau avait été fourni par les partisans de Benoît Malon (mort en 1893). La plupart étaient d'anciens communards qui, sous le titre d'Alliance socialiste républicaine, avaient remporté des succès électoraux. Entre 1889 et 1893, ils furent rejoints, on l'a vu, par d'anciens radicaux ou républicains bourgeois du type de Millerand et Jaurès, qui ne retinrent du socialisme intégral idéaliste de Malon que les « moyens pratiques » (97); puis, en 1898, ils se regroupèrent en une Confédération des socialistes indépendants, elle-même divisée en deux branches, dont l'une, la moins droitière, avait ajouté l'épithète « révolutionnaire » à celle de « socialiste ».

Un premier pas vers la « dégroupuscularisation » et l'unité fut franchi lorsque les diverses fractions de la gauche socialiste constituèrent ensemble, à la fin de 1901, un Parti socialiste de France qui recueillit les partisans de Guesde et de Vaillant ainsi que les allemanistes de gauche. Rosa avait appelé de ses vœux ce regroupement et elle y applaudit lorsqu'il fut opéré.

Un nouveau pas fut franchi lorsque, en mars 1902, à Tours, les « indépendants » s'unirent aux broussistes et aux allemanistes, desquels ils s'étaient déjà rapprochés depuis le congrès de Lyon de mai 1901, pour former un Parti socialiste français.

---

(97) Rappoport, op. cit., p. 67. Le livre de Malon, *Le Socialisme intégral*, avait paru en 1891.



Toutefois, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire d'Allemagne ne tarda pas à s'en détacher : il devait réclamer en vain, dans les commissions du congrès international d'Amsterdam de 1904, une représentation spéciale, qu'il obtint l'année suivante, dans la commission d'unification qui aboutit à la création du Parti socialiste unifié.

Par ailleurs le Parti socialiste français comportait une aile gauche, animée par Pierre Renaudel et dont les motivations étaient diversement interprétées : pour Renaudel, dans son intervention au congrès d'Amsterdam, cette minorité demeurait dans le parti pour « y maintenir l'équilibre et empêcher toute déviation dangereuse », alors que, pour Rosa Luxemburg, elle n'était « pas un contrepoids, mais une cuirasse qui abrite Jaurès et les siens ».

Il est à noter que l'extrême-gauche antimilitariste, représentée par Gustave Hervé et la fédération autonome de l'Yonne, fit bande à part jusqu'à l'unité socialiste. A part l'Yonne, des fédérations autonomes s'étaient constituées dans d'autres départements au fur et à mesure que la scission socialiste se prolongeait : elles visaient à regrouper sur la base départementale les socialistes de toutes tendances et par cela même elles ne voulaient être affiliées à aucune des fractions existantes. Tel fut le cas des fédérations des Bouches-du-Rhône et de la Loire-Inférieure qui quittèrent le Parti ouvrier de Guesde au congrès général socialiste de décembre 1899 pour manifester leur impatience de l'unité. Une fédération autonome se créa également dans la Saône-et-Loire, etc.

Le socialisme français ne cessa d'osciller entre deux pôles : d'une part, l'approfondissement des désaccords entre sa droite et sa gauche; d'autre part, l'aspiration à l'unité que voulaient ensemble, avec la même ardeur et depuis longtemps, les porte-parole des deux courants : Vaillant et Jaurès. Rosa, reflétant cette contradiction, se montra tantôt ardemment unitaire, tantôt réticente à l'égard d'une unité qui se ferait dans le sillage du réformisme.

Millerand avait, naguère, levé son verre à l'unité, lors du banquet qu'il avait organisé à Saint-Mandé en 1896. A cette époque, les socialistes de toutes tendances se souvenaient du succès remporté ensemble aux élections de 1893 et de leur collaboration à La Petite République. « Une (...) idée, raconte Rappoport, nous hypnotisait. C'était l'unité des forces socialistes. Pour nous Jaurès et ses amis étaient non seulement la justice : ils étaient aussi l'unité. Ils incarnaient pour nous la fin des discordes socialistes (...). Nous avons haï (...) les adversaires de Jaurès comme des sectaires partisans de la division et de la désunion socialiste. »

A Saint-Mandé, Vaillant avait répondu à Millerand en exprimant ses craintes d'une unité prématurée et dans la confusion.

Plus tard, à la fin de 1898, les diverses fractions socialistes avaient consenti à une unité d'action contre les menées militaristes et s'étaient rassemblées en un organisme qui prit successivement le nom de Comité de « vigilance », de « rapprochement », d'« entente ». Mais ce ne fut qu'une trêve de courte durée. Quelques mois plus tard, l'entrée de Millerand au gouvernement devait porter la division à son comble. « L'idée de l'unité, continue Rappoport, a été délibérément sacrifiée par ses plus chaleureux protagonistes à celle de la participation au pouvoir. » (98)

En vain, trois congrès successifs de l'ensemble des organisations socialistes s'efforcèrent de recoller les morceaux.

Le premier fut réuni à Paris, au gymnase Japy, en décembre 1899. Il avait été convoqué sur l'initiative de Jaurès qu'inspirait un double souci : faire approuver la participation gouvernementale et, en même temps, marcher à l'unité sur une base ministérialiste et réformiste. Quelques jours plus tôt, Lafargue avait écrit à Kautsky :

« Je crois que la lutte sera dure au congrès étant donné la popularité que s'est acquise Jaurès au moment de l'affaire Dreyfus et le grand nombre d'arrivistes qui y afflueront : peut-être en arrivera-t-on à une rupture entre ces derniers et les socialistes; peut-être parviendra-t-on à un compromis : on s'abstiendrait de condamner Millerand pour sa participation au ministère et l'on renverrait la question à une date imprécise (...) Toujours est-il qu'au congrès deux camps aux opinions très nettement départagées s'affronteront. » (99)

De fait, l'aile gauche remporta finalement une victoire à la Pyrrhus; le congrès, après avoir repoussé la participation par 818 voix contre 634, admit, par 1 140 voix contre 240, que des « circonstances exceptionnelles » pourraient amener les socialistes à en envisager l'opportunité.

Commentant l'événement, Rosa Luxemburg surestima le rapprochement qui avait semblé s'opérer entre les diverses fractions socialistes. Ses vues sur l'unité étaient contradictoires : d'une part, elle ne se faisait guère d'illusions sur la difficulté d'unifier des formations aussi hétérogènes; d'autre part, elle croyait à la nécessité impérieuse de l'unité et elle voulait espérer que la dialectique de la lutte de classes amènerait les diverses tendances à se confondre dans l'action; elle comparait l'unité à la natation, qui ne s'apprend pas en chambre, mais dans l'eau (100).

---

(98) Rappoport, *op. cit.*, p. 7.

(99) Lettre de Lafargue du 10 novembre 1899, Archives Kautsky, Institut International d'Histoire Sociale, Amsterdam.

(100) Voir plus loin page 78. — Déjà, en septembre 1899, Rosa avait suggéré que la fraction social-démocrate du Reichstag envoie une résolution félicitant les camarades français pour leurs efforts en vue de reconstituer l'unité et exprimant l'espoir que le prochain congrès international de Paris (1900) se trouve en présence d'un parti français unifié.

Toutefois, les assises de Japy devaient rester sans lendemain, en dépit de la création d'un rouage éphémère de coordination : le « cas Millerand » bloquait toujours la route de l'unité.

Le deuxième congrès se réunit, à Paris encore, à la salle Wagram, en septembre 1900. Il se termina par des coups de poing, à la suite de quoi les guesdistes, ayant réclamé en vain l'expulsion d'un des agresseurs, quittèrent la salle en claquant la porte. Était-ce une rupture définitive ? Vaillant, quant à lui, ne renonça pas à l'espoir de l'unité socialiste.

Le troisième congrès se tint à Lyon, en mai 1901. Les guesdistes avaient refusé d'y participer et ce fut Vaillant qui, au nom de la gauche, mena l'offensive contre Millerand et Jaurès. Ce dernier avait considérablement aggravé la division dans un discours prononcé à Lille, en octobre 1900, au cours d'un débat entre lui et Jules Guesde. Il avait opposé abruptement sa « méthode » à celle de son contradicteur et annoncé :

« L'heure viendra où le parti socialiste (...) donnera l'ordre à l'un des siens ou à plusieurs des siens, d'aller s'asseoir dans les gouvernements de la bourgeoisie pour contrôler le mécanisme de la société bourgeoise. »

Ainsi donc le ministérialisme était présenté par Jaurès comme un moyen de lutte normal et permanent du mouvement socialiste. Ce discours fit de Jaurès, selon Rosa, d'un « infatigable champion de l'unité » un « facteur de désunion ».

Cependant, au congrès de Lyon, Vaillant, toujours unitaire, avait tenté, dans un esprit de compromis, de faire admettre, au minimum, que Millerand, ayant pris le pouvoir sous sa responsabilité propre, n'engageait en rien un socialisme qu'il ne représentait pas. La motion de La Porte, inspirée par Vaillant, fut repoussée par 910 voix contre 286. C'est alors qu'Aristide Briand, à la fois démagogue et rusé, fit adopter, par 946 voix contre 42, un texte encore plus bénin qui se bornait à placer Millerand, non pas en dehors du parti, mais « hors du contrôle du Parti ». Mis en échec, les blanquistes, à leur tour, se retirèrent du congrès. La réalisation de l'unité socialiste était, encore une fois, ajournée.

En attendant, le socialisme français, entre 1902 et 1904, continua à se laisser vassaliser par le radicalisme. Les élections de mai 1902 furent un triomphe pour le Bloc des gauches qui compta 320 élus contre 224 droitiers. Mais la discipline républicaine, le jeu des désistements réciproques avaient surtout profité à la gauche bourgeoise. Les socialistes n'obtinrent que 49 sièges, 37 pour l'aile droite (favorisée par des désistements de radicaux et l'appui préfectoral), 12 pour l'aile gauche. Le ministère Combes, qui remplaça celui de Waldeck-Rousseau, consumma bel et bien la séparation de l'Église et de l'État devant laquelle avait reculé son prédécesseur. Millerand ayant été sacrifié, aucun socialiste ne

participait plus au gouvernement. Mais les élus socialistes, de droite comme de gauche, soutinrent le cabinet de leurs votes, lorsqu'il était en danger, « sans nous lier », expliquera Vaillant au congrès d'Amsterdam. Victor Adler, à ce même congrès, déplorera « la participation de tout le parti au parlement dans la politique du Bloc ».

Quant aux socialistes jaurésiens, ils votaient, eux, par-dessus le marché, les budgets de la guerre et de la marine, les crédits coloniaux. Comme le fit remarquer Vaillant à Amsterdam, l'entorse aux principes socialistes était finalement plus grave que lorsque Millerand faisait figure de ministre socialiste solitaire. Maintenant, c'étaient les socialistes réformistes dans leur ensemble qui, par leur appartenance au Bloc des gauches, participaient, au sein du parlement, au gouvernement de la bourgeoisie et à ses responsabilités.

Mais — nouvelle contradiction — la dynamique de l'unité socialiste finit par reprendre le dessus, et d'autant plus aisément que la pomme de discorde du « cas Millerand » avait disparu. La poussée unitaire avait, au surplus, des causes profondes : l'unité était une exigence de la base dans les deux partis ainsi que dans les fédérations autonomes et, en particulier, parmi les jeunes; d'autre part, Jaurès avait fini par se convaincre que le « Bloc » avait fait son temps et épuisé ses effets. L'action conjointe de ces divers facteurs devait contribuer, au début de 1905, à la chute du ministère Combes.

Cependant, si Jaurès se montra disposé à faire des concessions à la cause de l'unité, il ne renonça pas pour autant à ses options réformistes. Dans un article de L'Humanité du 21 septembre 1904, sous le titre : « Les conditions de l'unité », il ne fit pas mystère de ses intentions : il persistait à penser que le parti socialiste serait appelé par la force des choses à participer au pouvoir central; mais ses amis et lui n'avaient pas le droit d'avoir raison avant l'heure; ils ne pouvaient avoir raison contre leur parti; ils n'entreraient au gouvernement qu'avec l'assentiment de la « presque unanimité » du parti unifié; l'opposition irréductible, ne serait-ce que d'une minorité socialiste, suffirait à vicier la participation gouvernementale. C'était, en effet, un des raffinements de l'art politique jaurésien de ménager et même, si possible, de se concilier les gauchistes dans son propre parti (101). Alors que Bebel avait souhaité l'unité dans la ligne de Guesde et de Vaillant (102), l'unité était, pour Jaurès, le véhicule qui entraînerait l'ensemble du parti vers le réformisme. Il avait mis le ver dans le fruit de l'unité.

---

(101) Cf. Madeleine Rebérioux, « Jaurès et le gauchisme », Bulletin de la Société d'Études jaurésiennes, juillet-septembre 1969.

(102) Victor Adler, lettre de Bebel du 25 octobre 1904 à Victor Adler, Briefwechsel..., op. cit., p. 440.

Le guesdiste Charles Bonnier, dont le lecteur n'a pas oublié les appréhensions de 1900, déplora de les voir confirmées par l'expérience de l'unification. Le 24 février 1906, il écrivit à Guesde :

« L'unité produit toujours chez nous ce phénomène de langueur (...). Notre Jean Jaurès plonge dans une stupeur préparatoire ceux qu'il veut annihiler. » (103)

Et, le 28 août 1910, le même Bonnier devait encore écrire à Guesde, à propos du congrès international qui allait se réunir à Copenhague :

« Je n'ai plus aucune confiance dans ces grandes parloles où l'on n'aboutit jamais qu'à des compromis et d'une desquelles est sortie l'unification (...). La vague réformiste va nous couvrir, je le crains. » (104)

Le 30 décembre 1904, la charte d'unité fut approuvée par une commission d'unification, avant d'être ratifiée par le congrès qui se tint à Paris, à la salle du Globe, du 23 au 25 avril 1905. Elle alla jusqu'à affirmer cette charte sacro-sainte : « Le parti socialiste n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classes et de révolution. » Et pour n'être pas pris en défaut d'internationalisme, le parti socialiste unifié ajouta à son titre : « Section française de l'Internationale ouvrière » (S.F.I.O.).

Rosa, toujours trop optimiste quand il s'agissait de l'unité, eut beau chanter victoire (105), cette unification n'était, en fait, que le résultat d'un compromis bâtard. Comme l'a écrit Paul Louis, historien du mouvement socialiste, « le courant réformiste et le courant révolutionnaire avaient cherché et trouvé une ligne moyenne » (106). Mais une « ligne moyenne » dont, malgré la phrase gauchiste et en dépit d'un antibellicisme qui honorerait Jaurès, le réformisme allait être le principal bénéficiaire (107).

---

(103) Cf. Michel Launay, *op. cit.*, pp. 10-13.

(104) Archives Guesde, Amsterdam, ds Haupt, « Jaurès et l'Internationale », *op. cit.*, p. 34; — Certains contemporains, tels que Madeleine Rebérioux, estiment, eux, que le réformisme n'était pas l'objectif essentiel de Jaurès, mais bien plutôt la lutte contre la guerre, laquelle rendait indispensable l'unité ouvrière. Je n'en suis, pour ma part, que faiblement convaincu.

(105) Voir page 225 (« L'unification des socialistes français », 1905).

(106) Paul Louis, *Histoire du socialisme en France*, 1925, p. 290.

(107) Le glissement de la S.F.I.O. vers le réformisme sera surtout sensible sur le plan de la politique intérieure française. Par contre sur celui de la lutte contre la guerre, l'attitude de Jaurès sera un peu plus combative. Toutefois on y relève maintes failles : il croira aux vertus « pacifiques » des alliances impérialistes telles que la Triple-Entente (voir page 229); et ses plaidoyers en faveur de la grève générale en cas de conflit seront teintés, de plus en plus, d'un pacifisme utopique, la grève générale étant vue comme un simple moyen de pression pour faire prévaloir l'arbitrage international (Cf. Georges Haupt, *Le congrès manqué*, *op. cit.*) Rosa critiquera vivement le recours à l'arbitrage de la Cour de La Haye proposé par Jaurès (voir pages 240-241).

Lorsque, beaucoup plus tard, en 1936, Léon Blum, demeuré fidèle aux préceptes de Jaurès, formera un gouvernement de Front Populaire avec les radicaux-socialistes, il veillera, selon l'enseignement de son maître, à ce qu'aucune « minorité socialiste » ne s'oppose irréductiblement à la participation gouvernementale. La minorité révolutionnaire d'alors n'osera pas se dérober à l'unanimité sollicitée. Mais, en échange, elle aura la candeur de réclamer du parti la fidélité à la charte de 1905, c'est-à-dire qu'il restât « un parti de lutte de classes et de révolution ». La suite démontrera, si besoin était, que ces conditions réciproques étaient incompatibles. Le mariage contre nature sera rompu entre Gauche révolutionnaire et social-démocratie, entre ministérialisme et lutte de classes (108). Rosa, de son temps, avait vu clair lorsqu'elle observa, dans un de ses articles du présent recueil (109), à propos d'une profession de foi marxiste échappée un jour à Jaurès : « Un parti n'est pas ce qu'il croit et dit de lui-même, mais ce qu'il fait. »

Paul Frölich et Tony Cliff estiment tous deux que le procès intenté par Rosa Luxemburg au réformisme français dépassait de beaucoup le « cas Millerand » et Jaurès lui-même. Il était, dans une certaine mesure, prophétique. Il se trouvera, déplorablement, confirmé par maintes expériences gouvernementales ultérieures dans divers pays et notamment par celle du Front Populaire en France (110).

D'où l'actualité des écrits rassemblés ici. Le réquisitoire de Rosa Luxemburg aide à mieux comprendre, et à mieux empêcher que ne se renouvellent les trahisons perpétrées chez nous, en 1936, puis, une fois encore, en 1968. Il permet d'en mieux clouer au pilori les auteurs, à savoir : les réformismes conjugués de la social-démocratie française et de sa plus récente version, que d'aucuns baptisent « révisionnisme moderne ». Tous deux sont atteints du même mal, diagnostiqué et dénoncé en son temps par Rosa : le « crétinisme parlementaire » (111).

---

(108) Cf. D.G., *Front Populaire révolution manquée*, rééd. 1970.

(109) V. page 150.

(110) Paul Frölich, *op. cit.*, p. 93; — Tony Cliff, *Rosa Luxemburg*, Londres, 1959.

(111) Voir page 173. L'Autrichien Victor Adler avait écrit à Kautsky, en 1902, pour protester contre une section d'un article de Rosa sur la violence paru dans *la Neue Zeit* (« Und zum dritten Male das belgische Experiment » III « Gewalt und Gesetzmässigkeit », *Die Neue Zeit*, 1901/02, vol. II). Kautsky qui, à cette date, n'avait pas encore versé dans le réformisme et pour qui le révisionnisme était encore l'ennemi principal, répondit à Adler : « Si l'on renonce à tout usage de la violence, que reste-t-il, sinon le crétinisme parlementaire ? » (Lettre d'Adler à Kautsky du 6 juin 1902; réponse de Kautsky du 9 juin, toutes deux dans *Briefwechsel...*, *op. cit.*, pp. 403-404).

## PETITS ARTICLES SUR LA FRANCE (1898)

*Dans un souci d'ordre chronologique, nous ouvrons ce recueil par une sélection de petits articles ou fragments d'articles publiés, anonymement, par Rosa Luxemburg, de juillet à septembre 1898, dans la Sächsische Arbeiterzeitung.*

*La matière des correspondances présentées comme « en provenance de France » (Aus Frankreich), mais rédigées en réalité de Dresde, provenait de la lecture assidue des journaux français et sans doute aussi de lettres que Rosa recevait, de Paris, notamment d'Ignacy Urbach et de Boris Kriczewski et aussi, de Zurich, de son ami Leo Jogiches, très informé sur l'affaire Dreyfus.*

*Le contraste entre ces écrits et ceux, postérieurs, qui forment le corps du présent livre, est frappant. En 1898, Rosa est encore inconditionnellement dreyfusarde; elle se range sans réserve aux côtés de Jaurès; elle se montre plutôt sévère pour la position sectaire des guesdistes à l'égard de l'Affaire. On remarquera, par contre, la singulière indulgence qu'elle témoigne aux réformistes invétérés qu'étaient les « socialistes indépendants » du type de Gustave Rouanet, Eugène Fournière, Alexandre Millerand. On notera également la façon dont elle idéalise le programme de Saint-Mandé de 1896 (dont nous avons, dans notre Introduction, souligné le caractère équivoque). Le bref condensé qu'elle en reproduit laisse croire, en effet, qu'il s'agit d'un programme révolutionnaire constituant une base valable pour l'unité socialiste : la Rosa de 1898 se fait, sur ce point, des illusions dont sont, d'ailleurs, responsables les guesdistes eux-mêmes. Il faudra que l'auteur dudit programme entre, l'année suivante, dans un gouvernement bourgeois pour qu'elle retrouve, aussi brusquement que véhémentement, le sens des réalités.*

*Quant aux guesdistes, ils feront leur mea culpa. Paul Lafargue conviendra de l'erreur opportuniste commise : « Nous n'avons jamais*

*critiqué en public le credo de Saint-Mandé parce que nous pensions que son élasticité et son vague pouvaient être utilisés pour attirer au socialisme une partie de l'élite de la bourgeoisie que n'avait pu entamer notre propagande trop précise (...) Nous avons eu tort.* » (Le Socialiste, 30 juillet 1899.)

*Mais les petits articles de 1898 de Rosa sont surtout dignes d'intérêt en ce qu'ils nous donnent une idée de l'atmosphère empoisonnée, de la tension extrême, du remue-ménage, dans lesquelles se déroulaient, au cours de cet été 1898, les nouvelles péripéties de l'affaire Dreyfus.*

*L'agressive coalition du militarisme et du cléricisme était alors d'autant plus déchaînée que la vérité sur l'Affaire commençait à percer en dépit des mensonges et des falsifications entretenues depuis quatre ans : Jaurès allait ouvrir, dans La Petite République, la série d'articles sur l'Affaire qui seront réunis en livre sous le titre Les Preuves; des hommes courageux, épris de justice, relevaient maintenant la tête et osaient publiquement dénoncer le scandale, prendre parti pour Dreyfus. D'où l'exaspération des « bien-pensants ». D'où, aussi, les mesquines sanctions dont un gouvernement radical, soumis aux pressions de la réaction, frappait les intellectuels rebelles. (N. d. E.)*

23 juillet 1898. — LES SOCIALISTES ET L'AFFAIRE DREYFUS.

(...) La campagne énergique de *La Petite République* et de Jaurès contre l'oligarchie militariste-cléricale et pour la révision du procès Dreyfus porte ses fruits : à travers toute la France des résolutions sont adoptées et rendues publiques par des groupes socialistes qui dénoncent dans les termes les plus véhéments la tromperie « nationale » et, en particulier, son porte-parole [Henri] Rochefort, tandis qu'ils assurent Jaurès, Gérault-Richard (\*), etc., de leur plus chaleureuse sympathie.

26 juillet. — TENTATIVES D'UNIFICATION DES FRACTIONS SOCIALISTES.

La question de l'unification des divers groupes socialistes en France revient de nouveau au premier plan. Les allemanistes ont déjà élu leurs délégués en vue de l'entente avec d'autres organisations. Au même moment les blanquistes déclarent également nécessaire de parvenir à une base d'action commune de tous les partis et les guesdistes ont inscrit la même question à l'ordre du jour du prochain congrès de leur parti qui doit se tenir à Montluçon. Il n'y a eu d'ailleurs jusqu'ici

---

(\*) Gérault-Richard, qui avait été condamné à un an de prison pour avoir attaqué, dans un article, Casimir-Périer, président de la République de juin 1894 à janvier 1895, fut élu député socialiste de Paris et devint, par la suite, aux côtés de Jaurès, un des plus ardents dreyfusards. Il fut le rédacteur en chef de *La Petite République*. (N. d. E.)



aucun doute quant à la bonne volonté et au désir sincère des socialistes français de mettre fin à la division de leurs forces qui a existé jusqu'à ce jour. Mais de grandes difficultés pratiques entravent toujours la réalisation d'une idée excellente en soi. L'une de ces difficultés est, entre autres, la question des socialistes dits indépendants, c'est-à-dire n'appartenant à aucune organisation et qui comptent parmi eux des camarades aussi notoires et éminents que Rouanet, Fournière, Millerand, etc., avec lesquels un accord est très difficile à atteindre. La proposition a été faite aussi que l'unification socialiste se limite pour l'instant à des organisations dûment constituées ou bien alors que les socialistes individuels forment entre eux une organisation *ad hoc*, pour rendre possible les négociations. Mais la difficulté véritable, la plus grande difficulté, ne réside pas tant dans les questions formelles de l'unification que dans les questions de tactique. En effet ces dernières sont conçues par les nombreuses organisations socialistes de France de façons si différentes que les débats sur ces points devraient donner lieu aux discussions les plus vives. Déjà l'hétérogénéité des prises de position socialistes sur l'affaire Dreyfus, autour de laquelle gravite l'ensemble de la vie publique en France, constituera une pierre d'achoppement de ce genre.

27 juillet 1898. — L'EGLISE ASPERGE D'EAU BÉNITE L'ETAT-MAJOR.

La plus récente manifestation du cléricanisme en France en faveur du pouvoir du sabre a provoqué une sensation générale. A l'occasion de la distribution des prix au collègue dominicain Albert-le-Grand à Arcueil, le directeur de l'école, le célèbre père Didon, a fait un grand discours sur le thème de « l'esprit militaire dans la nation ». L'allocution prononcée avec un puissant talent oratoire ne fut qu'une glorification enflammée du pouvoir du sabre : « Un pays pourrait plutôt se passer de littérature et d'art, de science et de philosophie que de la puissance », déclara entre autres le dominicain et par « puissance », il entendait, sans ambages, selon ses propres termes, « la puissance matérielle, qui ne raisonne pas, mais qui commande et dont l'armée est l'expression suprême ». Cette puissance, Didon la convia à une croisade en règle contre toute opposition, toute démocratie, contre le « civilisme », qu'il traita de « mot barbare ». Pour conclure, il reprocha au gouvernement — en une allusion transparente à l'affaire Dreyfus — de n'avoir pas compris qu'il fallait maintenir dans la masse le respect de l'armée, fût-ce au prix du sang. Cette glorification du militarisme ne resta pas sans réponse. Le général en chef de l'armée, Jamont, était présent à la cérémonie qu'il présidait et il donna le signal d'un tonnerre d'applaudissements, si bien que la solennité prit le caractère d'une manifestation officielle de fraternisation entre l'Etat-major et l'Eglise.

Cette dernière circonstance fait maintenant l'objet de commentaires passionnés de l'ensemble de la presse. La question de savoir si [le général] Jamont a pris part de son propre chef à la cérémonie cléricale ou s'il avait sollicité à cet effet l'autorisation du ministre de la Guerre Cavaignac, fait l'objet d'hypothèses contradictoires. Cependant Cavaignac s'est cru obligé de rassurer l'opinion publique par une circulaire, dans laquelle il a mis en garde « ses chers généraux » contre le fait qu'il était déplacé de participer à des manifestations cléricales. Toutefois le journal *Le Soir* affirme en même temps que Cavaignac avait été prévenu à l'avance que le général Jamont présiderait la cérémonie d'Arcueil.

Le socialiste Eugène Fournière adresse dans *La Petite République* une lettre ouverte au président du conseil [Henri] Brisson dans laquelle il lui annonce son intention de l'interpeller au sujet de cette affaire. Un autre socialiste, Colly, membre du conseil municipal de Paris, va interpeller le préfet de police pour lui demander de quel droit la musique de la garde républicaine a pris part à la cérémonie dominicaine antirépublicaine.

28 juillet 1898. — L'incident Didon-Jamont est un coup dur pour le cabinet radical Brisson. Le pouvoir civil ne pouvait être injurié et giflé plus outrageusement qu'il ne l'a été à travers le discours du père dominicain Didon et là-dessus Brisson, le chef du pouvoir civil, a dû se taire. Telles sont les conséquences fatales du premier faux pas qu'il a commis lorsque, dans l'affaire Dreyfus, il a confié le gouvernail à un homme brutal et borné comme Cavaignac. Pour avoir une fois abandonné le haut du pavé au militarisme, il doit maintenant subir les orgies réactionnaires du militarisme et du cléricanisme. C'est ainsi que le radicalisme en France s'enfonce petit à petit dans le marécage. « Déjà, sous le ministère Bourgeois », écrit Jaurès « le parti radical avait capitulé devant le Sénat, représentant l'oligarchie bourgeoise. Maintenant, sous le ministère Brisson, le parti radical capitule devant l'oligarchie militaire (...). Voilà où en sont tombés, de compromission en compromission, de faiblesse en faiblesse, les fiers défenseurs du pouvoir civil. Voilà où en est, définitivement, le parti radical ! et voilà — ajoute Jaurès dans une mise en garde — où glisserait le parti socialiste lui-même si par peur de Rochefort et de Drumont, il se laissait débilitier par le virus nationaliste. Qu'on prenne garde : les premiers glissements sont insensibles, et ensuite la chute est lourde. » (\*)

---

(\*) *La Petite République* du 26 juillet 1898 (N. d. E.).

A Bordeaux, en liaison avec l'affaire Dreyfus, un incident s'est produit qui a fait sensation. Aux obsèques du recteur de l'académie de cette ville, Conat, le professeur Stapfer, ami personnel du disparu, a prononcé un éloge funèbre pathétique qui a fait une profonde impression sur la nombreuse assistance; mais soudain il a conclu de façon inattendue en laissant entendre de façon très transparente que le recteur Conat avait été un adversaire du gouvernement dans l'affaire Dreyfus et que sa douleur devant la violation du droit et les tristes circonstances dans lesquelles se trouvait la France n'avait pas peu contribué à son décès prématuré.

« Messieurs, conclut Stapfer, le droit est quelquefois voilé par le brouillard de la passion. Si nous ne savions pas aujourd'hui où est le droit, nous n'aurions qu'à suivre la voie tracée par ce juste; alors nous pourrions être sûrs de suivre la bonne voie. » Cette sortie audacieuse a plongé dans la consternation toute l'assistance. Bien caractéristique de la soumission servile devant le militarisme qui s'est emparée aujourd'hui des esprits en France est le fait que nombre de professeurs présents se sont empressés, après le discours de Stapfer, de serrer la main du général Bazaigue, également présent, pour répudier toute solidarité avec leur collègue.

30 juillet 1898. — UNIVERSITÉ ET SOCIALISME.

Jaurès a fait la proposition à la faculté des sciences politiques de l'université de Paris que soit mise à sa disposition une chaire de socialisme scientifique. La faculté a bien entendu décliné cette proposition. Elle a motivé ainsi son refus : bien qu'en principe elle assure le champ libre à toutes les directions du savoir, dans les présentes circonstances il existerait peu de probabilité que les cours fussent empreints d'un caractère objectif et strictement scientifique. Les journaux bourgeois approuvent cette décision de l'université et y ajoutent cette remarque de leur cru que le socialisme n'est nullement fondé à revendiquer une chaire du fait qu'il ne serait pas une science, mais une « métaphysique sentimentale ». Au surplus, les représentants de l'intelligentsia bourgeoise en France, qui prétendent contester le caractère scientifique du socialisme, sont atteints d'une ignorance si fondamentale de la théorie socialiste qu'elle n'a peut-être son équivalent dans aucun autre pays.

9 août 1898. — JAURÈS ET L'AFFAIRE DREYFUS. — LES GUESDISTES.

(...) Au sujet de l'importance de l'affaire Dreyfus pour la vie publique en France, Gérault-Richard écrit pertinemment dans *La Petite République* : « L'affaire Dreyfus a provoqué plus de discussions au parlement que celle de Panama; elle a ébranlé tous les partis, elle

divise les familles, la France, le monde civilisé en deux camps. La secousse qu'elle a provoquée dans le corps social est si forte que toutes ses faiblesses et ses maladies sont remontées à la surface. » Vu cette portée de l'Affaire, vu l'obscurité et la confusion qui règnent au sujet de cette question dans les têtes, y compris dans celles des socialistes, Jaurès, un des meilleurs connaisseurs du sujet, à la demande de quelques organisations socialistes, va publier dans *La Petite République* une série d'articles sur l'affaire Dreyfus.

Les guesdistes de leur côté semblent peu à peu comprendre qu'il n'est guère possible, face à la crise sociale qui sévit partout, de se laver les mains en signe d'innocence et de tourner le dos à la politique quotidienne : le député guesdiste Zévaès va, comme l'annonce *Le Socialiste*, interpellier le ministère au sujet de la suspension du professeur Stapfer à Bordeaux, pour le retentissant discours dreyfusard de ce dernier à l'enterrement du recteur Conat.

10 août. — Les signes que l'opinion publique en France revient peu à peu à la raison se multiplient. Dans le village de Salles-Montgiscard [Basses-Pyrénées] sur la tombe de l'ancien inspecteur général de l'enseignement Pécaut, son ami [Ferdinand] Buisson, professeur à la Sorbonne, a prononcé un discours dans lequel il critiquait sévèrement le gouvernement. De même que le défunt, le professeur considère comme le plus grand malheur de la France le système du recel, du mensonge et de l'hypocrisie qui, depuis des années, a été mis en œuvre dans l'affaire Dreyfus. Le ministre de l'Instruction publique [Léon] Bourgeois ne va probablement pas hésiter à suspendre de ses fonctions le rebelle Buisson, tout comme il l'a fait pour Stapfer.

18 août. — LES RADICAUX AU GOUVERNAIL DE L'ÉTAT.

Comme on pouvait s'y attendre, le professeur Buisson qui, comme Stapfer, avait pris la parole sur la tombe de son ami, l'inspecteur général de l'Enseignement Pécaut, contre la violence faite à la justice dans l'affaire Dreyfus, a été réprimandé par le ministre de l'Instruction publique Bourgeois, au moins de façon indirecte. En effet Buisson devait, au nom du ministère, présider la cérémonie de distribution des prix de la Ligue de l'Enseignement dans le canton de Montfort-l'Amaury le 14 de ce mois. Mais cet honneur lui a été retiré. Bien entendu à la grande satisfaction de la presse de l'Etat-major. Les journaux radicaux de gauche apprécient beaucoup ces génuflexions comme d'autres du même genre. *Le Rappel* déplore la pitoyable banqueroute politique du radicalisme personnifié par le ministre Brisson et, avec l'énergie du désespoir, fait appel aux éléments sincèrement démocratiques pour qu'ils se ressaisissent et se rassemblent, afin de former à côté des socialistes un parti démocratique pour la défense de la liberté.

2 septembre 1898. — LE 16° CONGRÈS NATIONAL DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS.

Le 16° Congrès national du Parti ouvrier français (guesdistes et marxistes) aura lieu du 17 au 20 septembre à Montluçon. L'ordre du jour des travaux du Congrès est ainsi fixé :

1. La situation du Parti (rapport général du conseil national et rapports sur l'évolution et l'activité des organisations représentées);
2. Les dernières élections législatives et leurs suites (proposition concernant l'unification des fractions socialistes, propositions sur la protection du droit de vote, etc.);
3. Les représentants du Parti à la Chambre et dans le pays;
4. Antisémisme et nationalisme;
5. L'organisation du Parti, son agitation et les moyens de les rendre plus efficaces.

(..) La proposition du conseil national (c'est-à-dire de la direction) du Parti ouvrier, qui concerne l'unification de toutes les fractions socialistes, est rédigée en ces termes : entre le Parti ouvrier français (guesdistes), le Comité révolutionnaire central (blanquistes), la Fédération des travailleurs socialistes (broussistes), le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (allemanistes) et des socialistes dits « indépendants » (\*), une « Union centrale » sera constituée, sans que de ce fait un changement quelconque intervienne dans l'organisation interne et dans le caractère de ces diverses fractions non plus qu'en ce qui concerne leur mode de propagande. Pour pouvoir entrer dans l' « Union centrale », les « socialistes indépendants » doivent s'entendre au préalable entre eux et s'organiser sur la base du programme minimum, dit programme de Saint-Mandé.

(Ce programme, que Millerand en son temps avait formulé et qui servait de base à l'action commune de tous les députés socialistes dans la dernière Chambre ou, tout au moins, qui était censé l'être, comportait trois points :

1. Socialisation de tous les moyens de production;
2. Conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé en parti de classe;
3. Internationalisme du mouvement socialiste.)

L' « Union centrale » sera constituée par une délégation de chacune des cinq fractions précitées. Le nombre des délégués de chaque fraction est fixé en proportion des voix que leurs candidats ont recueillies aux dernières élections législatives. Les délégués se

---

(\*) Pour la nomenclature de ces diverses fractions, voir plus haut notre Introduction, pp. 42-43. (N. d. E.)

réunissent chaque fois qu'un événement dans le domaine de la lutte politique et économique exige une décision commune ou une attitude commune.

Le conseil national [du Parti ouvrier français] reçoit pleins pouvoirs pour se concerter avec les autres fractions socialistes ci-dessus mentionnées sur la base des décisions existantes.

La proposition ci-dessus est le résultat de la campagne incessante menée par Jaurès en faveur de l'unification de toutes les forces socialistes.

## LA CRISE EN FRANCE

La chute du cabinet Brisson et notamment l'ordre du jour de la Chambre qui le fit tomber (\*) ont montré, sans nulle équivoque, ce qui fait la trame de la vie officielle de la France actuelle : la lutte du pouvoir bourgeois, c'est-à-dire la République, contre le pouvoir militaire. Ce phénomène — la lutte entre une République bourgeoise et sa propre armée, le rôle énorme joué ces derniers temps en France par le pouvoir militaire — ne laissent pas de surprendre au premier abord. Il serait faux de considérer la campagne menée actuellement par les plus hauts chefs de l'armée contre la République comme une conspiration monarchiste. Bien entendu, le monarchisme cherche à exploiter à ses fins la crise, il peut très bien, au premier tournant des choses en sa faveur, entrer en scène, et dans certaines conditions remporter la victoire. Ce n'est pourtant pas lui qui joue le rôle essentiel dans la crise actuelle, mais l'armée, le pouvoir militaire, qui livrent un combat désespéré contre la République. Il s'agit de l'existence même, des intérêts mêmes, du pouvoir militaire suprême; le monarchisme n'apparaît que comme son allié naturel dans la lutte contre le pouvoir civil républicain. L'armée joue maintenant un rôle autonome en France, et de ce fait a une signification historique étendue — on pourrait même dire : symptomatique.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que l'on observe ce phénomène d'un pouvoir militaire, organe créé pour la défense, au service du corps social dans son ensemble, qui commence à mener une existence autonome, qui se retourne contre la société même et se

---

(\*) Le gouvernement qu'avait constitué Henri Brisson en juin 1898 fut obligé, le 25 octobre de la même année, de se retirer, après rejet d'une motion de confiance. Brisson avait repoussé le reproche des monarchistes et militaristes de n'avoir pas défendu suffisamment l'armée contre les attaques que lui avait values son attitude dans l'affaire Dreyfus (N. d. E.).

maintient en vie à ses dépens. Spectacle que nous offrait déjà l'ancienne Rome des derniers siècles, lorsque l'armée des prétoriens s'érigea en maîtresse de l'Etat, établit sur le trône des empereurs et les renversa, dévasta et pilla le pays comme s'il s'agissait d'un territoire ennemi. C'est un tableau semblable que nous offrait l'ancienne Pologne au xvii<sup>e</sup> siècle, lorsque l'armée ravagea le pays plus durement que les Turcs, dirigea de sa main la politique étrangère, à l'épouvante du pouvoir civil et de la société tout entière. Un tel phénomène, chaque fois, constitue un signe sûr, infaillible, de l'*effondrement* de la société existante. Tout corps social fonctionne normalement aussi longtemps que ses divers organes exercent régulièrement leurs fonctions et, en particulier, se soumettent à l'ensemble. Mais quand la société va vers son déclin, les symptômes en sont avant tout que les divers organes et, en premier lieu, l'organe de la défense extérieure : l'armée, dégénèrent et acquièrent une existence autonome. Au lieu de servir la société, l'armée se dresse contre celle-ci et hâte son effondrement. Mais cette émancipation des intérêts de l'armée — car en elle-même l'armée n'a pas d'intérêts particuliers fondés dans la structure matérielle de la société — ne signifie pas autre chose que la corruption, l'esprit de clique, la prolifération des plus vils *intérêts privés* dans ses rangs.

C'est ce phénomène que nous constatons dans la France actuelle. L'affaire Dreyfus n'a revêtu une importance aussi énorme que parce qu'elle a, comme un abcès, mis au jour la pourriture morale et politique qui avait envahi l'armée. Et si c'est en France précisément que la corruption de l'armée a fait son chemin comme dans aucun autre pays capitaliste, c'est dû, entre autres, à la forme républicaine de l'Etat. Celle-ci en effet réalise au maximum la séparation des pouvoirs civil et militaire et, d'autre part, comme forme politique adéquate de l'évolution de la société bourgeoise, en accélère l'effondrement.

La France bourgeoise d'aujourd'hui est totalement impuissante devant le pouvoir militaire insolent qui relève la tête. Les milieux agrariens, ainsi que la haute finance, depuis toujours et a priori favorables aux idées monarchiques, espèrent faire servir la révolte des militaires à leurs plans anti-républicains. Néanmoins la plus grande partie de la bourgeoisie, le parti des républicains à magot, est lui-même lié à l'armée par des fils innombrables — liens de famille, corruption commune et surtout peur du prolétariat — et ces liens sont si forts qu'il ne peut porter aucun coup contre le danger menaçant de la dictature militaire sans s'infliger à lui-même des blessures.

C'est cet état de choses qui amène périodiquement à la barre le parti radical petit-bourgeois. Bien que bâtard lui-même, formation intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat, il est appelé, à la fois par la bourgeoisie en pleine décadence et le prolétariat impuissant, à



sauver la République bourgeoise d'un effondrement où l'entraîne sa propre inconsistance. L'émotion soulevée par le scandale de Panama (\*) hissa le cabinet Bourgeois au pouvoir, l'affaire Dreyfus porta aux affaires le cabinet Brisson. C'est justement ce caractère du radicalisme petit-bourgeois qui lui confère périodiquement la mission de sauver la République mais le rend par ailleurs incapable de se montrer à la hauteur de sa tâche. Aux yeux de la bourgeoisie, son programme de réforme sociale le fait apparaître comme avancé, trop bourgeois. A ses propres yeux, le prolétariat paraît trop révolutionnaire. C'est pourquoi, si l'on en vient à l'action, la bourgeoisie trahit toujours le gouvernement radical et les radicaux, le prolétariat. Ainsi le parti radical ne peut avoir de majorité solide au parlement, il ne se maintient sur l'eau que grâce à des majorités occasionnelles et des astuces parlementaires. Mais c'est le sentiment intérieur de sa propre impuissance qui a pour conséquence cette attitude instable, faible, lâche, des gouvernements radicaux qui les mène régulièrement à leur perte dans les plus courts délais. Le radicalisme petit-bourgeois moderne n'a pas changé depuis un demi-siècle; il ressemble exactement au portrait que Marx en traçait dans le *Dix-Huit Brumaire* : il ouvre l'action de façon claironnante pour chercher ensuite à la première occasion un prétexte à se faire mettre en minorité et à disparaître de la scène. Le cabinet Bourgeois prit prétexte d'un vote de méfiance du Sénat, en lui-même insignifiant, pour tourner le dos au parlement et, battre en retraite. Brisson, qui avait confié à un général le poste le plus important et le plus dangereux — le ministère de la guerre — au lieu de l'assumer lui-même, tomba sur la trahison de ce même général.

Le radicalisme ne peut pas plus sauver la République bourgeoise que celle-ci ne peut sauver la bourgeoisie opportuniste.

*C'est au prolétariat* français que revient, dans la situation actuelle, comme dans presque tous les pays capitalistes aujourd'hui, la mission de protéger les conquêtes historiques bourgeoises contre la bourgeoisie. La République bourgeoise, qui ne concède au prolétariat aucune réforme sociale, même la plus misérable, qui riposte aux ouvriers en lutte par des balles, qui a persécuté furieusement leur organisation syndicale, cette république bourgeoise corrompue et pourrie n'a aujourd'hui pour seul gardien fidèle et sûr que le prolétariat. Le groupe parlementaire socialiste est le seul, au moins dans sa partie la meilleure, qui, malgré toutes les trahisons, les fluctuations et les erreurs du parti radical,

---

(\*) En 1892, à la suite de la faillite de la Compagnie française du Canal de Panama en 1888-1889, une affaire de corruption parlementaire avait été découverte, où furent impliqués un grand nombre de leaders politiques. Des milliers de petits épargnants, à qui on avait fait appel pour financer la construction du canal, furent ruinés. (N. d. E.)

le soutienne fidèlement chaque fois, jusqu'au dernier moment. Mais le groupe socialiste est lui-même trop faible pour garantir de façon durable la vie à un gouvernement et, par ailleurs, même compte tenu de ses moyens actuels, il n'est pas assez homogène ni uni pour exercer l'influence requise par la situation politique du pays. La France est dans un impasse; et parce que la situation contradictoire où elle est enfermée ne peut être dénouée dans le cadre de la République bourgeoise, elle doit se résoudre par des crises périodiques et de kaléidoscopiques changements de cabinets. La République a maintenant dans son armoire un cadavre : l'affaire Dreyfus; ne pouvant s'en débarrasser par ses propres moyens, elle est menacée d'étouffer, asphyxiée par les miasmes de ce corps en putréfaction.

La vie sociale et politique de l'Angleterre a inspiré à Eduard Bernstein la certitude de la solidité et du caractère inébranlable de la société bourgeoise, et du long délai de développement dont elle dispose encore. Il a conclu de l'exemple anglais que la société bourgeoise est encore beaucoup trop vigoureuse, intérieurement saine et capable d'évoluer pour que la classe ouvrière puisse, dans un avenir proche, ébranler ses bases. La France d'aujourd'hui nous présente un tableau d'où se dégagent des conclusions radicalement opposées. En France la domination de la bourgeoisie est déjà frappée d'une telle décadence qu'elle menace l'existence normale de la société et transforme la vie sociale en une crise sournoise. En France nous avons affaire à un pays où la société bourgeoise décline non pas trop lentement mais *trop rapidement*, où ce n'est pas le développement politique du prolétariat qui précède l'effondrement de la bourgeoisie, mais inversement l'effondrement de la bourgeoisie qui devance l'évolution du prolétariat. En France, nous ne voyons pas une classe ouvrière politiquement mûre en face d'un ordre bourgeois puissant et inébranlable qui serait capable de prendre en main les rênes du pouvoir politique, mais, à l'inverse, une société complètement bouleversée et disloquée qui attend pour la gouverner une main forte et résolue, tandis que la classe ouvrière n'est pas, et de loin, assez nombreuse, organisée et éclairée pour maîtriser la situation. Tout schématisme dans l'analyse des problèmes de l'évolution bourgeoise en général s'avère donc complètement faux. S'il est vrai que l'Angleterre peut en imposer par la solidité de ses institutions bourgeoises, la France en revanche peut effrayer par la décomposition prématurée de sa bourgeoisie.

Cependant, de la situation actuelle de la France, on peut tirer encore une autre leçon. C'est précisément ce pays en plein déclin, dans lequel l'ordre bourgeois est aujourd'hui en péril de mort, qui est déjà pris dans le cercle vicieux de la décomposition, qui erre comme un bateau sans gouvernail, qui, de tous les pays d'Europe

occidentale, est celui où la grande industrie a fait le moins de progrès, où l'artisanat et les couches moyennes sont encore prépondérants. Si l'on déchiffrait le destin social de la France d'après la statistique de ses métiers, on arriverait nécessairement à la conclusion que la France n'est qu'au début de son évolution bourgeoise, qu'elle a encore devant elle un laps de temps colossal lui permettant un essor puissant et sain.

Mais les faits démentent ces conclusions et prouvent que juger les grandes lignes d'une évolution sociale à partir de quelques chiffres arides, c'est faire preuve d'un doctrinarisme figé et se montrer toujours incapable de saisir la totalité, la variété, la complexité de la vie sociale. La France actuelle démontre précisément que le rythme de l'évolution bourgeoise est déterminé non seulement par des facteurs économiques mais aussi par des facteurs politiques et historiques et ceci de manière telle que ces facteurs peuvent renverser et démentir n'importe quelle théorie subtile sur les chances de survie de l'ordre capitaliste (\*).

Et, pour terminer, encore une troisième leçon. Il serait ridicule d'affirmer que le prolétariat — s'il y était préparé — pourrait utiliser la situation actuelle pour renverser l'ordre bourgeois, sans se soucier de la situation des autres pays. Mais il ne fait aucun doute qu'il aurait pu jouer dans cette crise un rôle incomparablement plus important et progresser davantage dans la lutte de classes qu'il ne le fait actuellement. Et si l'on cherchait où réside la responsabilité de ce que la classe ouvrière, par sa division, sa désunion, son indécision, n'a pas été tout à fait à la hauteur de la situation, la faute en revient au *manque de clarté dans les principes, au manque de formation socialiste, de conscience théorique et tactique*. En France comme partout, c'est en nous-mêmes d'abord qu'il faut créer les conditions préalables permettant d'agir avec succès sur la situation donnée par le développement politique et économique; et ici intervient en première ligne la clarté des principes.

*Sächsische Arbeiterzeitung*, 29 octobre 1898.

---

(\*) Allusion à l'hypothèse « révisionniste » de Bernstein. (N. d. E.)

一、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

二、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

三、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

四、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

五、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

六、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

七、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

八、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

九、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

十、此 爲 一 種 新 式 之 汽 車 也 其 名 曰 飛 車 其 行 之 速 度 實 非 尋 常 之 汽 車 所 能 及 也 且 其 形 式 亦 極 其 美 觀 且 其 價 格 亦 極 其 廉 宜 凡 欲 購 者 請 向 本 行 洽 詢 可 也

## UNE QUESTION DE TACTIQUE

L'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau mérite d'être étudiée au point de vue de la tactique et des principes, aussi bien par les socialistes français que par les socialistes étrangers. La participation active des socialistes à un gouvernement bourgeois est, en tout cas, un phénomène qui dépasse le cadre de l'activité habituelle du socialisme. S'agit-il ici d'une forme d'activité aussi justifiée et aussi opportune pour les intérêts du prolétariat que, par exemple, l'activité au parlement ou au conseil municipal ou, au contraire, d'une rupture avec les principes et la tactique socialistes ? Ou bien encore la participation des socialistes au gouvernement bourgeois n'est-elle qu'un cas exceptionnel, admissible et nécessaire sous certaines conditions, condamnable et même néfaste dans d'autres ?

Au point de vue de la conception opportuniste du socialisme telle qu'elle s'est manifestée ces derniers temps dans notre parti et particulièrement dans les théories de Bernstein — c'est-à-dire au point de vue de l'introduction progressive du socialisme dans la société bourgeoise — l'entrée d'éléments socialistes au gouvernement doit sembler aussi souhaitable que naturelle. Si, d'une part, l'on arrive à faire pénétrer progressivement, par petites doses, le socialisme dans la société capitaliste et si l'Etat capitaliste arrive, peu à peu, à se transformer de lui-même en Etat socialiste, l'admission, de plus en plus large, de socialistes au sein du gouvernement bourgeois serait même une conséquence toute naturelle du développement progressif des Etats bourgeois, qui correspondrait entièrement à leur prétendue évolution vers une majorité socialiste dans les corps législatifs.

Si donc la participation ministérielle de Millerand s'accorde ainsi avec la théorie opportuniste, elle ne répond pas moins à la pratique opportuniste. Etant donné que l'obtention de résultats immédiats et tangibles, par n'importe quels moyens, constitue la ligne directrice

de cette pratique, l'entrée d'un socialiste au gouvernement bourgeois doit apparaître aux « politiques pratiques » comme un succès inappréciable. En effet, que ne saurait réaliser un ministre socialiste en fait de petites améliorations, d'adoucissements et de raccommodage social de toute sorte !

Si, par contre, on part du point de vue que l'introduction du socialisme ne peut être envisagée qu'après la ruine de l'ordre capitaliste, et que l'activité socialiste se réduit présentement à la préparation objective et subjective de ce moment au moyen de la lutte de classes, la question se pose autrement. Certes, il est évident que la social-démocratie, pour mener une action effective, doit occuper toutes les positions accessibles dans l'Etat actuel et qu'elle doit gagner du terrain partout. Mais à une condition : c'est que ces positions permettent de mener la lutte de classes — la lutte contre la bourgeoisie et son Etat.

Or, à ce point de vue, il y a une différence essentielle entre les corps législatifs et le gouvernement d'un Etat bourgeois. Lorsque, au parlement, les élus ouvriers ne réussissent pas à faire triompher leurs revendications, ils peuvent, tout au moins, continuer la lutte en persistant dans une attitude d'opposition. Le gouvernement, par contre, qui a pour tâche l'exécution des lois, l'action, n'a pas de place, dans ses cadres, pour une opposition de principes; il doit agir constamment et par chacun de ses organes; il doit, par conséquent, même lorsqu'il est formé de membres de différents partis, comme le sont en France depuis quelques années les ministères mixtes, avoir constamment une base de principes communs qui lui donne la possibilité d'agir, c'est-à-dire la base de l'ordre existant, autrement dit, la base de l'Etat bourgeois. Le représentant le plus extrême du radicalisme bourgeois peut en somme gouverner côte à côte avec le plus réactionnaire des conservateurs. Un adversaire principal du régime existant se trouve par contre devant l'alternative suivante : ou bien faire à chaque instant de l'opposition à la majorité bourgeoise dans le gouvernement, c'est-à-dire de ne pas être en fait un membre actif du gouvernement, ce qui créerait évidemment une position intenable aboutissant à écarter le membre socialiste du gouvernement; ou bien collaborer, s'acquitter quotidiennement des fonctions nécessaires au maintien et à la marche de la machine étatique, c'est-à-dire, en fait, *ne pas être socialiste*, tout au moins dans le cadre de ses fonctions gouvernementales.

Certes, le programme de la social-démocratie contient bien des revendications qui pourraient — abstraitement parlant — être acceptées par un gouvernement ou par un parlement bourgeois. On pourrait donc s'imaginer à première vue qu'un socialiste peut, au gouvernement

aussi bien qu'au parlement, servir la cause du prolétariat en s'efforçant d'arracher en sa faveur tout ce qu'il est possible d'obtenir dans le domaine des réformes sociales. Mais, là encore, apparaît un fait que la politique opportuniste oublie toujours, le fait que, dans la lutte que mène la social-démocratie, ce n'est pas le *quoi*, mais le *comment* qui importe. Lorsque les représentants social-démocrates cherchent à réaliser dans les corps législatifs des réformes sociales, ils ont la pleine possibilité par leur *opposition* simultanée à la législation et au gouvernement bourgeois dans leur *ensemble* — ce qui trouve son expression manifeste dans le refus du budget, par exemple — de donner également à leur lutte pour des réformes bourgeoises un caractère socialiste et principiel, le caractère d'une lutte de classes prolétarienne. Par contre, un social-démocrate qui chercherait à introduire les *mêmes* réformes sociales en tant que membre du gouvernement, c'est-à-dire en soutenant en même temps l'Etat bourgeois, réduit en fait son socialisme (en mettant les choses au mieux) à un démocratisme bourgeois ou à une politique ouvrière bourgeoise. Ainsi, tandis que la progression des social-démocrates dans les représentations populaires conduit au renforcement de la lutte de classes, leur pénétration dans les gouvernements ne peut qu'apporter la corruption et le trouble dans les rangs de la social-démocratie. Les représentants de la classe ouvrière ne peuvent, sans renier leur raison d'être, entrer dans un gouvernement bourgeois qu'en *un seul cas* : pour s'en emparer et le transformer en gouvernement de la classe ouvrière maîtresse du pouvoir.

Sans doute il peut y avoir dans l'évolution, ou plutôt dans le déclin de la société bourgeoise, des moments où la prise finale du pouvoir par les représentants du prolétariat ne serait pas encore possible et où, cependant, leur participation au gouvernement bourgeois apparaîtrait comme nécessaire : lorsqu'il s'agirait par exemple de la liberté du pays ou de conquêtes démocratiques telles que la République, à un moment où le gouvernement bourgeois serait précisément trop compromis et déjà trop désorganisé pour déterminer, sans l'appui des députés ouvriers, le peuple à le suivre. En pareil cas, bien entendu, les représentants du peuple travailleur n'auraient pas le droit, par amour abstrait des principes, de se refuser à la défense de la cause commune. Mais, même en ce cas, la participation des social-démocrates au gouvernement devrait être pratiquée sous des formes ne laissant ni à la bourgeoisie ni au peuple le moindre doute sur le caractère passager et le but exclusif de leur action. En d'autres termes, la participation des socialistes au gouvernement ne devrait pas, même alors, aller jusqu'à la solidarité, en général, avec l'activité et l'existence de ce dernier. Il ne semble pas qu'une telle situation se soit précisément présentée actuellement en France. Les partis socialistes s'étaient déclarés prêts, de prime abord,

et sans envisager la participation ministérielle, à soutenir tout gouvernement sincèrement républicain. Mais aujourd'hui, depuis l'entrée de Millerand au ministère, entrée qui s'est, en tout cas, produite sans l'assentiment de ses collègues, ce soutien effraie, en partie, les socialistes.

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas pour nous de juger le cas spécial du cabinet Waldeck-Rousseau, mais de déduire de nos principes fondamentaux une règle de conduite générale. A ce point de vue, la participation socialiste à des gouvernements bourgeois apparaît comme une expérience qui ne peut se terminer qu'au grand dommage de la lutte de classes.

Dans la société bourgeoise, la social-démocratie, de par son essence même, est destinée à jouer le rôle d'un *parti d'opposition*; elle ne peut accéder au gouvernement que sur les ruines de l'Etat bourgeois.

*Leipziger Volkszeitung*, 6 juillet 1899.



## LE CONGRES FRANÇAIS D'UNITE

(Japy, décembre 1899)

Le congrès d'unité des socialistes français, sur lequel se tournent les regards de l'ensemble de la social-démocratie internationale, se réunit dans des circonstances bien différentes de celles où il avait été convoqué. Avec la solution apparente et de surface apportée à l'affaire Dreyfus et la mise hors d'état de nuire des principaux chefs du nationalisme, la crise qui avait secoué la France ces dernières années a, tout au moins provisoirement, pris fin. Mais du même coup, la crise intérieure du socialisme français entre dans une nouvelle phase.

La cause immédiate de cette crise était, on le sait, l'attitude différente des fractions socialistes sur l'affaire Dreyfus et l'entrée de Millerand dans le gouvernement. Maintenant la crise est passée, et le ministère de « salut républicain » redevenu, avec la reprise des travaux parlementaires, le ministère habituel de la république bourgeoise. De la sorte les considérations sur la situation politique actuelle, qui avait amené l'un des groupes socialistes à s'allier aux éléments bourgeois, repassent à l'arrière-plan, et passe au premier plan la position fondamentale des socialistes, à savoir l'opposition à tout gouvernement bourgeois, position commune aux deux groupes adverses.

Comment cette opposition de principe peut-elle se manifester dans le moment présent ? La réponse a été donnée dès la première séance de la Chambre, le 14 novembre, par les interventions du groupe Vaillant-Zévaès-Groussier, à savoir, la revendication de la milice populaire à la place de l'armée permanente et une interpellation énergique sur la politique générale, économique et sociale du gouvernement.

Les revendications ci-dessus furent formulées par celui des groupes de la représentation parlementaire socialiste qui, à l'époque, s'était prononcé aussi bien contre la participation à l'affaire Dreyfus que contre l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau, c'est-à-dire les fractions groupées autour de Guesde et de Vaillant.

Leur position durant la crise en France les avait tenus à l'écart de la lutte concrète contre le militarisme, que l'exploitation de l'affaire Dreyfus rendait pourtant possible. On n'en comprend que mieux leurs récentes interventions à la Chambre par lesquelles ils reprennent, avec vigueur, une fois la crise terminée, l'agitation antimilitariste.

Cependant, d'autre part, ce même groupe socialiste, tirant la leçon des récents événements, se voit obligé, contrairement à sa conduite antérieure, malgré la présence du détestable Galliffet dans ce cabinet et tout en maintenant contre lui une attitude de ferme opposition, de soutenir, à des moments décisifs, un gouvernement sincèrement républicain contre les attaques des nationalistes, comme l'a montré le vote du 16 novembre à la Chambre française (\*).

En cette circonstance, les auteurs du retentissant manifeste de Guesde-Vaillant (\*\*), qui proclamait la scission de la représentation parlementaire socialiste, ont fait un pas important vers une entente avec le groupe de *La Petite République*.

Mais, de même, les socialistes groupés autour du camarade Jaurès sont amenés, de leur côté, en raison de leur propre point de vue, à occuper à la Chambre une position tout à fait semblable à celle du groupe Vaillant-Zévaès.

Jusqu'à présent, en effet, le groupe Jaurès, face à la crise nationaliste-cléricale, avait marché la main dans la main avec des éléments bourgeois antinationalistes, ce qui avait provoqué une opposition violente de l'autre tendance socialiste. Or il va sans dire qu'une telle alliance ne pouvait être que superficielle et c'était en partant de deux points de vue directement opposés que chacune des deux ailes de l'armée dreyfusarde menait le combat contre l'Etat-major.

En effet, tandis que les socialistes, à travers les crimes de l'Etat-major, combattaient le militarisme, et à travers ses excès le système lui-même, les dreyfusards bourgeois cherchaient tout au contraire à assainir et à rendre viable le militarisme en le dépouillant de ses excès.

Pour diverses raisons, cette différence fondamentale entre les deux sortes de dreyfusards n'apparut pas assez clairement au cours de la campagne pour faire admettre aux autres fractions socialistes que la tactique de Jaurès était parfaitement légitime.

Maintenant que la campagne est terminée, il paraît d'autant plus indiqué de passer à une attaque directe et systématique contre le

---

(\*) Le 16 novembre 1899, le gouvernement, grâce au soutien des socialistes, obtint un vote de confiance par 317 voix contre 212 tandis que la motion de défiance des droites était rejetée. Ces dernières avaient attaqué violemment le gouvernement pour avoir grâcié Alfred Dreyfus et pour son attitude contre des démonstrations d'officiers. (N. d. E.)

(\*\*) Voir un extrait de ce manifeste dans notre Introduction, p. 20 (N. d. E.).

militarisme, telle que la revendication d'une milice populaire. Poser une telle revendication à la Chambre, c'est briser les liens entre les socialistes et leurs alliés bourgeois d'hier et révéler l'abîme qui sépare en réalité, au cours de l'affaire Dreyfus, les deux ailes de l'armée « révisionniste » [dreyfusarde].

Au surplus, la pression ainsi exercée sur le groupe de Jaurès ne manquera pas d'inciter celui-ci à adopter, en matière de politique générale et sociale, la même position à la Chambre que celle déjà prise par le groupe Vaillant-Zévaès.

Le fait que l'entrée de Millerand dans le ministère a suscité tant d'indignation dans une partie du camp socialiste ne peut sans doute s'expliquer que par une aversion contre la théorie de ce qu'il est convenu d'appeler la conquête partielle du pouvoir. Cette théorie considère, en effet, l'acceptation des portefeuilles ministériels tout comme la conquête des sièges dans les divers corps législatifs comme une méthode de la lutte socialiste. Si le groupe de *La Petite République* adoptait un tel point de vue, alors l'unité entre les fractions adverses serait certes une tâche ardue, car l'objet du litige serait dans ce cas une conception fondamentalement différente des méthodes de la lutte socialiste.

Or, Jaurès et ses amis ont à plusieurs reprises placé la question sur un tout autre plan, en considérant l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois comme une mesure exceptionnelle de temps de crise, strictement délimitée dans son objectif.

Mais si l'on ne voit dans la participation de Millerand au cabinet Waldeck-Rousseau qu'une mesure dictée par un cas de force majeure en vue de mettre fin à la crise nationaliste-cléricale, toujours est-il que la fin de cette crise met également fin à la mission particulière du ministre socialiste. Que Millerand reste ou non dans le cabinet Waldeck-Rousseau, il cesse en tout cas, une fois cessée la crise, de servir pour le groupe socialiste parlementaire de trait d'union avec le gouvernement, et le groupe socialiste, dans sa conduite générale à la Chambre, n'a plus à tenir compte du ministre.

Sans aller jusqu'à renverser le cabinet dans des moments décisifs, tant qu'il assure encore la protection de la République, les socialistes n'en doivent pas moins mener à son égard une politique agressive visant à le pousser de l'avant, telle qu'ils l'ont pratiquée à l'égard de tout autre gouvernement bourgeois et telle qu'elle s'est manifestée par exemple dans l'attitude du groupe Vaillant-Zévaès le 14 novembre dernier.

Ainsi les deux groupes de députés français sont amenés logiquement par la force des choses, de leur point de vue respectif, à suivre à la Chambre une tactique tout à fait semblable.

De ce fait sera déblayé, bien entendu, le terrain le plus favorable pour le congrès d'unité à venir. Il ne se déroulera plus sous les auspices de la discorde mais dans des circonstances tout à fait changées, où la querelle, privée de son aiguillon passionnel, ne sera plus qu'un souvenir et où, au contraire, le travail d'unification aura été élaboré concrètement à l'avance.

Les préparatifs inévitablement longs et pénibles du congrès d'unité des socialistes français, qui se réunira le 3 décembre, ont cette fois un bon côté : ils ont permis aux préliminaires de l'œuvre d'unification de durer plus longtemps que la cause de la discorde, et ils ont ainsi ouvert la voie, dans le Parti français, à une concorde aussi ardemment désirée en France que hors de France.

*Leipziger Volkszeitung*, 25 novembre 1899.

## L'UNIFICATION FRANÇAISE

(Après le congrès de Japy)

### I

La dispersion des forces socialistes est toujours fatale, l'unification toujours nécessaire. Ce principe permanent de la conception social-démocrate pourrait facilement faire apparaître l'œuvre d'unification, tout récemment réalisée, des camarades français comme un événement fortuit qui aurait pu aussi bien se produire il y a dix ou quinze ans. Un regard sur la situation intérieure du mouvement ouvrier français, et en particulier sur son développement, montrera que dans les problèmes d'unification toute schématisation mène à l'erreur.

Lorsque le mouvement ouvrier français, après le coup terrible que lui avait infligé la chute de la Commune, commença à se relever à la fin des années 70, il présentait un assemblage incohérent d'éléments disparates : mutuellistes proudhoniens, utopistes de la vieille école (comme Malon, le créateur du socialisme intégral), anarchistes, syndicalistes bornés patronnés par des radicaux bourgeois, blanquistes, collectivistes, enfin anciens communards inclinant à un radicalisme pur. Ce mélange varié de tous les programmes et de toutes les écoles, avec forte prédominance des mutuellistes constituait pour ainsi dire le noyau originel autour duquel se développaient les organisations socialistes. Ce développement devait s'accomplir, selon les lois naturelles, par un processus de différenciation et d'élimination progressives des éléments hétérogènes. En 1879, au congrès de Marseille, sur la question du but final socialiste s'accomplit le divorce entre socialistes et mutuellistes (\*).

---

(\*) Cf. notre Introduction, page 42. Les partisans de Jules Guesde, qui professaient le marxisme, l'avaient emporté, au congrès de Marseille, sur les courants socialistes petits-bourgeois. (N. d. E.)

La question du programme électoral au parlement entraîne la scission entre les socialistes et les anarchistes d'une part, entre les collectivistes et les possibilistes de l'autre. Les blanquistes, les possibilistes et les collectivistes sont les groupes principaux issus du processus de différenciation; ce dernier groupe, le Parti ouvrier de Guesde était, depuis le début, le plus proche de la social-démocratie allemande, par son programme et sa tactique.

Si les scissions étaient, dans l'intérêt de la clarification et de la délimitation du point de vue de classe, une démarche naturelle à l'origine du mouvement ouvrier français moderne, elles constituaient, au stade suivant, un obstacle essentiel à son développement. Or, le fait capital, c'est que le prolétariat français, dans les années 70 et 80, n'avait pas besoin d'entreprendre une action politique généralisée. Les libertés politiques fondamentales : droit de vote, de coalition, liberté de la presse, les partis socialistes les trouvaient déjà conquises. Dans les années 80 les répressions gouvernementales se limitaient, par la force des choses, à des tracasseries policières et judiciaires contre des agitateurs et des organisations isolées, tracasseries auxquelles il suffisait de riposter par des actions isolées.

La lutte parlementaire se révélait tout aussi incapable de créer le lien unificateur. Lorsque les premiers députés socialistes des années 80 furent élus, il régnait à la Chambre des députés un radicalisme petit-bourgeois alors à son point culminant; leur petit nombre les empêcha de jouer un rôle d'envergure.

Enfin — troisième point — il faut noter l'indifférence du caractère français à l'égard des débats théoriques et son inclination à l'action concrète plutôt qu'à la spéculation. Mais *dans la pratique* les différences entre partis s'estompèrent de plus en plus.

Les mutuellistes de jadis furent assimilés par les blanquistes et formés à l'action politique. Les blanquistes eux-mêmes s'adaptèrent à la situation de la III<sup>e</sup> République, et, en dernier ressort, adoptèrent complètement la position social-démocrate, qu'ils exprimaient parfois même plus brutalement que les guesdistes (\*). Les allemanistes (tendance issue du groupe possibiliste) qui étaient proches de l'anarchisme, et sur le plan théorique et dans les questions d'organisation, participaient, en fait, autant que les autres partis, à l'action parlementaire. Pour soutenir l'action syndicale, les guesdistes rivalisaient d'ardeur avec les allemanistes. Et si les guesdistes — le parti le plus fort et le

---

(\*) Par exemple lors du débat sur les tarifs douaniers, le groupe Vaillant proposa au parlement la suppression totale des douanes alors que les guesdistes demandaient que l'on utilise les revenus produits par les douanes au bénéfice de la classe ouvrière. (Note de R.L.)

plus influent — avaient sur tous les autres l'avantage de se réclamer de la doctrine scientifique de Marx, par ailleurs leur programme agraire et leurs compromis électoraux montraient qu'eux aussi, comme les autres, savaient sacrifier aux moments opportuns les principes abstraits aux succès immédiats.

C'est ainsi qu'au cours des années 90 la division des partis socialistes en France fut beaucoup moins sensible qu'on ne pourrait le croire en théorie, surtout si l'on se place dans la perspective allemande. Aussi bien n'avons-nous vu, jusqu'à une époque encore récente, aucun des vieux partis tenter une démarche dans le sens de l'unification. Alors qu'en Allemagne lassalliens et eisenachiens se livraient un duel sans répit, ce qui faisait apparaître le caractère *anormal* de la division, en France au contraire les différents groupes, malgré les frictions, se concédaient mutuellement le droit à l'existence. La déclaration de Guesde au congrès d'unification (\*), selon laquelle l'existence des diverses organisations autonomes était justifiée par le principe de la division du travail, exprime clairement cet état de choses. La division du mouvement avait acquis une sorte de légalité. Et c'est ici précisément que résidait le *danger* de la *situation*.

Il était clair que le problème de l'unification était parvenu au point mort. Si des éléments externes n'étaient pas intervenus, les vieilles organisations des partis n'auraient pu, *de l'intérieur*, réaliser l'unification avant une époque lointaine. Allons plus loin : la trêve qui régnait entre les diverses organisations, dont chacune, indifférente à l'égard des autres, vaquait à ses tâches propres, était sans aucun doute, au stade primitif du mouvement ouvrier français, un grand avantage. Mais à partir d'un certain moment, elle aurait nécessairement mené à la stagnation et enfermé dans une impasse le problème de l'unification, et même l'agitation.

Mais la paisible et lente évolution du socialisme durant des décennies, au sein d'organisations autonomes elle-mêmes arrivées à un certain point de maturité, ainsi que l'intervention de facteurs externes, ont rendu nécessaire la création de *nouvelles* formes de lutte dont chaque organisation séparée se révélait incapable.

En effet, aussi longtemps que le travail socialiste consistait uniquement à faire de la propagande de principes dans le pays ou à la tribune parlementaire, à développer les syndicats et le socialisme municipal, les diverses organisations autonomes suffisaient aux besoins du mouvement. Leur insuffisance devait apparaître dès que le prolétariat français se trouva confronté à des tâches importantes de la lutte de classes au sens précis du terme, c'est-à-dire de la lutte politique à

---

(\*) De Japy, décembre 1899. (N. d. E.)

mener par les masses ouvrières dans une action commune. Et ce fut le cas dans les années 90.

S'il est vrai que la possession des droits politiques essentiels n'a pas incité le prolétariat à se regrouper pour une *offensive générale* contre la république bourgeoise, en revanche la décomposition rapide de la bourgeoisie au pouvoir assigna à la classe ouvrière la mission historique de *défendre la République* contre cette bourgeoisie. Le scandale de Panama, l'aventure du général Boulanger (\*), l'affaire des Chemins de Fer du Midi (\*\*), la crise suscitée par l'affaire Dreyfus, autant de bornes marquant les étapes de la dégradation de la bourgeoisie française depuis la fin des années 1880 jusqu'à celle des années 1890.

Il s'agissait de sauver la République, la démocratie, le présent Etat d'une chute dans la barbarie afin de construire sur ses bases la communauté socialiste. Le prolétariat était confronté avec la grande mission historique, la grande lutte de classes d'ensemble et la dispersion des forces socialistes se révélait pour la première fois comme un sérieux obstacle au développement du socialisme en France.

## II

La crise interne chronique que la III<sup>e</sup> République traverse depuis la fin des années 80 a placé le socialisme français devant une tâche nouvelle et importante : sauver le présent Etat d'une décomposition prématurée, assurer sa survivance et préserver ses chances de développement. A elle seule la première crise, la crise boulangiste, a montré les insuffisances des anciennes structures des partis et ce qui leur manquait pour assumer cette tâche : la capacité de relier organiquement le but final socialiste à la politique quotidienne concrète.

Devant ce bloc, dans l'affaire Boulanger, le camp socialiste éclata. Les uns sacrifièrent le but ultime à la politique quotidienne, et, comme Ernest Roche, Granger, Breuille, suivirent le général « révision-

---

(\*) Le général français Georges Boulanger, adversaire de la République, avait tenté, en 1889, d'instaurer une dictature militaire réactionnaire. Il s'enfuit en Belgique après que ses vellétés de coup d'Etat eussent lamentablement échoué. (N. d. E.)

(\*\*) En janvier et octobre 1895, une crise ministérielle avait été provoquée par la découverte d'importantes irrégularités comptables de la Compagnie des chemins de fer du Midi ayant son siège à Marseille. La Compagnie avait abusé des concessions passées entre elle et l'Etat pour la construction de lignes de chemin de fer et, de ce fait, empoché d'énormes bénéfices. (N. d. E.)



niste » (\*) dans son camp, où se rencontraient pêle-mêle cléricaux, bonapartistes, radicaux; tandis que les autres, comme Brousse, Allemane, Joffrin, soutenaient le camp adverse des Jules Ferry, des Constans et de la bourgeoisie opportuniste.

A l'inverse, les autres, guesdistes et blanquistes, sacrifièrent, afin de maintenir le *point de vue de classe*, la politique quotidienne au but final socialiste et promulguèrent le mot d'ordre : « Ni Boulanger ni Constans, mais la *République sociale* ! ». De la sorte ils opposaient au conflit politique interne de la bourgeoisie l'abstention politique de la classe ouvrière. Ainsi la première grande crise de la République, loin d'aboutir à la concentration des forces socialistes, produisait au contraire une division plus grande encore; loin d'avoir pour résultat une politique autonome du prolétariat, elle l'amenait à se subordonner aux partis bourgeois ou conduisait à l'abstention politique.

Toutefois au début des années 90 ce n'est pas le prolétariat qui assumait la responsabilité de diriger l'opposition, mais la *petite bourgeoisie radicale*. Le radicalisme se posait en sauveur tout désigné de la démocratie, en représentant du « peuple » et de ses intérêts. Mais précisément la crise boulangiste a coûté la vie au radicalisme dont le cabinet Bourgeois, cinq ans plus tard, mit pour la dernière fois à l'épreuve la solidité; la faillite du ministère, au printemps de 1896, fut aussi celle du radicalisme. Le rôle de la petite bourgeoisie française était terminé; c'était à la classe ouvrière de jouer. Autrefois appui fidèle de la petite bourgeoisie à chaque remous révolutionnaire du passé, depuis la révolution de Février [1848] jusqu'au cabinet Bourgeois, le prolétariat devait désormais reprendre en mains l'étendard de la démocratie.

La première épreuve du feu ne se fit point attendre : ce fut *l'affaire Dreyfus*. Mais ici les défauts de la division socialiste étaient encore plus sensibles que dix ans auparavant. Non seulement plusieurs organisations dispersées, sans lien commun, prêchant des tactiques différentes, exerçant des influences diverses, sont incapables de déclencher et de diriger une action commune puissante du prolétariat, mais ces partis dispersés se révèlent même ouvertement *hostiles* à de grands mouvements de masses.

La crise boulangiste leur a, en effet, enseigné clairement quelque chose. Elle a montré que, le cas échéant, les organisations ne peuvent maîtriser les masses; plus encore : que les masses les débordent et se détournent du socialisme et de l'organisation. D'où une répugnance instinctive, naturelle, des vieux partis pour tout mouvement de masses

---

(\*) Ici « révisionniste » signifie partisan d'une révision des institutions parlementaires du genre de celle opérée par le général de Gaulle, après 1958. (N. d. E.)

politique spontané, qu'elles considèrent comme un ennemi menaçant d'emporter, dans le remous des luttes quotidiennes, les conquêtes les plus précieuses : le point de vue de classe, les objectifs finaux et les organisations elles-mêmes. D'où également, conséquence logique, la répugnance des trois groupes dirigeants à participer activement à la campagne en faveur de Dreyfus. « Ni l'un ni l'autre » (\*) : par ce mot d'ordre hérité de la crise boulangiste les vieux partis voulaient, cette fois, encore, prêcher l'abstention politique du prolétariat.

Mais l'effondrement du radicalisme n'a pas seulement légué à la classe ouvrière de *grandes tâches*; il lui apportait de nombreuses *forces* neuves qui, dans la situation donnée, étaient seules qualifiées pour prendre l'initiative de l'action politique du prolétariat. Doués de grands talents journalistiques, oratoires, parlementaires, par ailleurs n'étant gênés dans leur liberté de mouvement ni par des opinions doctrinales rigides, ni par les traditions de leur propre passé, les socialistes « indépendants » [jaurésistes] étaient faits par nature pour saisir les tâches de la politique présente. Intervenant franchement, ils lancèrent le mot d'ordre pratique : « Contre le militarisme ! » et entraînèrent les masses socialistes. Ainsi la classe socialiste, au cours de la crise dreyfusiste, a joué pour la première fois un rôle actif et autonome dans la lutte politique quotidienne.

Néanmoins de sérieux dangers étaient liés à un mouvement de masse né en de telles circonstances. Sous la direction des socialistes indépendants, le *caractère de classe* du mouvement n'était pas assez fermement maintenu. La ligne de démarcation nette qui séparait, du camp « révisionniste » (\*\*) de la bourgeoisie, le prolétariat hostile aux nationalistes, la lutte contre le militarisme de la lutte pour sauver et maintenir le militarisme, s'estompa çà et là au gré des remous de la politique quotidienne. Mais c'est surtout le cas Millerand qui brouilla les frontières naturelles de la lutte de classes.

Si les vieux partis se révélaient incapables de traduire l'objectif final socialiste en mots d'ordre pratiques applicables à la politique du moment, les « indépendants » ne pouvaient, dans la conjoncture politique présente, préserver l'empreinte de l'objectif final socialiste. Les fautes des indépendants prouvaient avec évidence que le mouvement de masse du prolétariat avait besoin pour le diriger d'une force organisée et éduquée sur des principes solides; d'autre part, l'attitude des anciennes organisations prouvait qu'aucune d'entre elles ne se sentait capable de mener à elle seule cette tâche.

---

(\*) En français dans le texte. (N. d. E.)

(\*\*) Dreyfusard. (N. d. E.)

La crise dreyfusiste a placé ainsi le socialisme français devant l'alternative suivante : ou bien renoncer à faire participer les masses aux grandes luttes quotidiennes de l'Etat présent, c'est-à-dire à la lutte de classes proprement dite, ou bien renoncer à la division. Pour chacune des organisations, l'alternative se présentait ainsi : ou bien perdre leur influence sur les masses, au profit des « indépendants » et de ce fait ne plus garder en mains les rênes socialistes du mouvement, ou bien se regrouper avec les « indépendants » en une unité supérieure.

Cette dernière attitude vient d'être adoptée par le congrès du gymnase Japy.

L'association présente des partis ouvriers français marque ainsi le résultat logique de l'évolution sociale et politique de la France durant la dernière décennie. La décomposition de la République bourgeoise et, en même temps, l'effondrement du radicalisme petit-bourgeois ont appelé le prolétariat sur la scène politique comme le seul gardien de la République et de la démocratie. C'est lui qui devra défendre les grands intérêts nationaux du présent, mais aussi, dans l'intérêt de l'avenir socialiste, les couler dans le moule de la lutte de classes prolétarienne.

Cette double tâche de la classe ouvrière a, pour la première fois, posé dans la pratique le problème de l'unification socialiste. Les diverses organisations se révélaient incapables dans leur dispersion de prendre conscience des grandes tâches nationales; mais sans organisation socialiste les mouvements de masse politiques perdaient leur caractère de classe. L'unification socialiste devait surgir comme solution à cette contradiction.

C'est dans ce fondement historique de l'unification présente que résident aussi ses garanties futures. L'opposition des éléments hétérogènes à l'intérieur du jeune parti unifié aura beau se manifester avec violence, l'unification socialiste est déjà devenue une nécessité historique autant pour la République française que pour le prolétariat français.

### III

La tendance naturelle de l'unité socialiste en France doit être l'unification, la fusion de tous les groupes isolés au sein du parti unifié. C'est seulement si l'unité actuelle y aboutit qu'elle remplit sa véritable tâche. Mais l'unification doit également en découler comme son produit naturel. Loin de la faire avancer, une brusque dissolution des anciennes organisations des partis détruirait aujourd'hui l'œuvre

d'unification. Il faut d'abord, par un travail d'éducation, lier peu à peu les éléments hétérogènes en une conception théorique commune et en une tactique identique.

Et ceci, seule la politique, au cours du temps, peut l'accomplir. De même que les tâches pratiques ont rendu nécessaire l'unité et ont permis de la réaliser, de même par la suite elles souderont organiquement, toujours davantage, les pièces juxtaposées mécaniquement. La *conception* commune résultera naturellement de *l'action* commune.

Pour que de son côté cette action fût possible, il a fallu nécessairement établir certaines conditions telles qu'un accord parlementaire, un exécutif commun, une consultation périodique de tous les groupes, le contrôle de la presse et du groupe parlementaire. Ce fut, dans la situation donnée, la seule tâche du congrès d'unification et il l'a parfaitement menée à bien. Renforcer et développer par la suite les organismes *communs* aux dépens des organisations particulières est un problème qui dépend de la situation politique en France.

Du point de vue social-démocrate l'œuvre du congrès d'unification du mouvement français est un événement qui fait époque.

Surtout le regroupement de tous les groupes socialistes en vue d'une action commune constitue en lui-même un progrès spécifiquement social-démocrate. De même que le programme prévu pour l'ensemble du prolétariat international ne peut être réalisé dans toute son étendue par une classe ouvrière nationale isolée, de même il peut encore bien moins l'être par un groupe isolé à l'intérieur d'un prolétariat national.

Selon la conception anarchiste ou utopique du socialisme qui voit dans la *propagande* pour l'objectif final le moyen principal de le réaliser, il n'existe entre un groupe isolé et la totalité de la classe prolétarienne qu'une différence quantitative. La lutte *social-démocrate*, qui est d'abord une *lutte de classes politique* pour la démocratisation de l'Etat bourgeois, ne peut en tant que telle être menée que par la classe ouvrière dans son ensemble.

Inversement, une lutte de classes politique de grande envergure, telle qu'elle a été rendue possible en France par l'unification est la meilleure école d'éducation des masses ouvrières pour les amener à la *conception social-démocrate*. Les principes de la social-démocratie s'apprennent aussi peu dans les brochures et par les conférences que la natation dans une salle d'étude. Ce n'est que sur la haute mer de la vie politique, dans une large lutte contre l'Etat présent, par l'ajustement à toute la richesse variée de la réalité vivante que l'on peut former le prolétariat et l'éduquer dans le sens de la social-démocratie. Et c'est la vie qui lui impose cette orientation avec une force irrésistible.

Voilà pourquoi nous ne craignons nullement pour les principes social-démocrates en voyant s'accoupler des éléments si divers tels ceux représentés au congrès du gymnase Japy. Quels que soient les préjugés, les théories bigarrées avec lesquelles les différents groupes se lancent dans l'action commune, la lutte même les soudera tôt ou tard en un parti social-démocrate homogène. L'histoire ici aussi procède de façon matérialiste, ne faisant naître la conception scientifique du socialisme qu'à partir de la lutte de classes *effective* du prolétariat dont elle est le reflet spirituel.

Enfin l'unification socialiste en France constitue un chapitre important dans le devenir historique général de la social-démocratie.

Le point crucial de l'évolution du socialisme a toujours été dès le départ celui de la fusion organique du travail pratique quotidien avec l'idéal futur, du mouvement avec le but final socialiste. L'évolution de la société bourgeoise et la croissance de la classe ouvrière elle-même remettent sans cesse en question le rapport entre ces deux termes et il faut périodiquement en rétablir l'équilibre. La série continue des solutions concrètes apportées à ce problème constitue au sens propre l'évolution du socialisme en général et de la social-démocratie en particulier.

La solution *définitive* du rapport entre but final et mouvement, entre avenir socialiste et présent bourgeois ne sera atteinte que lorsque le but final se confondra entièrement avec le mouvement, c'est-à-dire lorsque l'avenir socialiste deviendra le présent. Alors la lutte de classes et l'évolution social-démocrate auront atteint leur objectif.

Jusqu'à-là, tant que l'évolution bourgeoise ou l'évolution socialiste n'aura pas atteint un point mort, le problème fondamental du mouvement ouvrier doit conduire périodiquement à des crises au sein de la social-démocratie. Et assurément ces crises sont d'autant plus violentes que la vie du mouvement est plus active, sa *croissance* plus intense.

En Allemagne, au cours d'une violente controverse, nous avons réussi temporairement à couper court à toute tentative de rompre l'équilibre entre le but final et le mouvement, mais aux dépens du premier. En France, c'est la jonction des extrêmes qui a permis d'établir l'équilibre sur toute la ligne.

L'unification française est, à tous points de vue, une nouvelle étape aussi bien vers le regroupement international du prolétariat que vers l'effondrement du capitalisme international.

*Leipziger Volkszeitung*, 18, 19, 20 décembre 1899.

何處尋佳句  
無心見妙詞  
不須憑賦詠  
直欲問漁樵  
春樹鳴鶯處  
野橋流水邊  
山歌歌欲遍  
風起落花前

## AFFAIRE DREYFUS ET CAS MILLERAND

*Réponse à une « consultation internationale » (\*)*

Le principe socialiste de la lutte de classes exige l'action du prolétariat partout où ses intérêts en tant que classe sont en cause. Cela est le cas pour tous les conflits qui divisent la bourgeoisie. Tout déplacement dans les rapports des puissances sociales de la société bourgeoise, tout changement dans les rapports politiques du pays influe aussi en première ligne sur la situation de la classe ouvrière. Nous ne pourrions assister à ce qui se passe à l'intérieur de la bourgeoisie, comme des témoins indifférents, qu'au cas où le socialisme pourrait être réalisé à l'extérieur de la société bourgeoise, par exemple par la fondation dans chaque pays d'une colonie séparée. Mais comme nous ne songeons pas à émigrer pour ainsi dire de la société bourgeoise dans la société socialiste, mais au contraire à renverser la société bourgeoise par des moyens créés au sein même de cette société, le prolétariat doit s'efforcer, dans sa marche en avant vers la victoire, d'influencer *tous* les événements sociaux dans le sens qui lui est favorable. Il doit tâcher de devenir une puissance qui, dans tous les événements politiques de la société bourgeoise, pèse d'un poids de plus en plus lourd dans la balance. Le principe de la lutte de classes non seulement ne peut l'interdire, mais au contraire il impose l'intervention active du prolétariat dans tous les conflits politiques et sociaux de quelque importance qui se produisent à l'intérieur de la bourgeoisie.

Pour ce qui est de l'affaire Dreyfus en particulier, l'intervention du prolétariat dans ce cas n'a besoin pour être justifiée ni de ce point

---

(\*) La consultation portait sur deux questions : l'affaire Dreyfus et la participation des socialistes au gouvernement. C'est *La Petite République*, journal de Jaurès, qui en avait pris l'initiative. Mais elle ne publia pas la réponse de Rosa Luxemburg et se borna à la communiquer aux *Cahiers de la Quinzaine* de Charles Péguy. — Le titre est de nous. (N. d. E.)

de vue général au sujet de conflits bourgeois, ni du point de vue des intérêts de l'humanité pour la société. Car dans le cas Dreyfus se sont manifestés quatre facteurs sociaux qui lui donnent directement le cachet d'une question intéressant la lutte de classe, ce sont : militarisme, chauvinisme-nationalisme, antisémitisme et cléricalisme. Ces ennemis directs du prolétariat socialiste, nous les combattons toujours dans l'agitation générale par la parole et la plume en vertu et de nos principes et de nos tendances générales. Combien incompréhensible serait-il donc de ne pas entrer en lutte contre ces ennemis là où il s'agissait de les démasquer, non pas en tant que clichés abstraits mais en se servant des vivants événements du jour !

La participation même des socialistes au mouvement provoqué par l'affaire Dreyfus ne peut donc faire aucun doute au point de vue de la lutte de classes. Il ne peut donc s'agir que du *comment* de cette participation. A ce point de vue le rôle de la classe ouvrière socialiste se distingue essentiellement du rôle des éléments « révisionnistes » bourgeois. Tandis qu'il ne s'agissait pour ceux-ci que de la réparation d'un assassinat légal, le cas présentait aux socialistes l'occasion rare de rendre évidente la désagrégation de la société bourgeoise. Tandis que les éléments bourgeois, par leur action sur l'Etat-major, voulaient guérir le militarisme de son abcès afin de le rendre capable de vivre, les socialistes au contraire étaient forcés de combattre le système même du militarisme dans sa décadence et de lui opposer la revendication des milices et de l'armement populaire.

L'attitude du parti socialiste pouvait donc se différencier d'une façon *tellement fondamentale* de celle des dreyfusards bourgeois qu'on n'avait même pas besoin de parler d'un *appui* du monde « révisionniste » bourgeois de la part des socialistes, ces derniers ayant trouvé l'occasion de mener *une lutte* tout à fait indépendante, c'est-à-dire une *lutte de classes* nettement caractérisée qui les différençait des autres fractions du mouvement.

Dans quelle mesure ce mouvement a eu en fait ce caractère, cela est une autre question. Il nous semble que par-ci par-là le point de vue de la justice abstraite et de la défense de la personne de Dreyfus a été peut-être mis trop en avant par nos camarades et que l'on a un peu négligé l'agitation en faveur du système des milices. Ce qui a eu pour conséquence que le prolétariat a peut-être acquis moins de conscience de classe qu'il ne pouvait en acquérir. Mais la critique est aisée, l'art est difficile. Et du reste les camarades français auront encore bien des occasions d'utiliser avec toutes leurs conséquences, au profit de la lutte de classes, les enseignements de l'affaire Dreyfus, lorsque l'ensemble des socialistes en France aura saisi la portée de cet événement social pour la cause du prolétariat.



L'importance politique proprement dite de l'affaire Dreyfus pour le prolétariat consiste, d'après nous, en ce que cette affaire a donné la possibilité de faire d'un grand mouvement politique remuant tout le pays l'objet de la lutte de classes et de cette façon de répandre en un court espace de temps plus de conscience socialiste qu'on n'aurait pu en développer pendant de longues années par la propagande abstraite de nos principes.

C'est pour cela que ce mouvement a entraîné dans son courant irrésistible les socialistes de plusieurs organisations. Et si le mouvement dreyfusard a provoqué dans les rangs socialistes une forte répulsion, cela vient, selon nous, du sentiment vrai, quoique instinctif, que tout grand mouvement spontané de classe du prolétariat français ne s'arrête pas devant les limites des différentes organisations et menace de les balayer. Mais c'est à cause de cela, précisément, que la réunion des forces éparpillées du socialisme français est apparue comme la condition préalable de toute action large et énergique. Et nous, personnellement, nous ne craignons pas, de la réunion des différentes organisations socialistes dans le libre jeu de la lutte politique quotidienne, le moindre danger pour la doctrine de Marx et les principes de la démocratie socialiste pour autant qu'ils ont déjà pris racine en France. Il n'y a pas pour la démocratie socialiste de meilleure école que la grande et vivante lutte de classes délivrée des clichés abstraits. La conception matérialiste de l'histoire ne nous permet pas ici non plus de croire au développement d'un mouvement populaire vivant, engendré par les formules abstraites, mais au contraire c'est sur la base matérielle d'une grande et forte lutte de classes embrassant tout le prolétariat que s'élèvera une conception claire de la théorie et des principes.

La réponse à la deuxième question, à savoir la participation des socialistes au gouvernement bourgeois, dépend de la façon dont on entend cette participation — soit comme une forme normale de la lutte socialiste, telle que la participation aux assemblées législatives — soit comme une mesure exceptionnelle dans un moment exceptionnel de la vie de l'Etat. Il nous semble que le citoyen Jaurès dans son article « Organisons-nous » — *Petite République* du 17 juillet — s'est placé à ce dernier point de vue. Il y pose la question clairement et distinctement : « Un socialiste peut-il dans un temps de crise et pour un temps déterminé répondre à l'appel des partis bourgeois et s'associer à eux pour un acte gouvernemental ? » Il dit ensuite, en se référant à

un article de nous paru dans la *Leipziger Volkszeitung* — 6 juillet — (\*) dans lequel nous aussi nous ne reconnaissons comme admissible l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement que dans les cas absolument exceptionnels, mais doutions qu'un cas de ce genre se présentât en ce moment en France : « C'est là une question de fait » (et non de principe). Si on pose la question de cette façon, si on n'envisage qu'une œuvre déterminée, alors ce serait vraiment du doctrinarisme étroit que d'opposer un non catégorique aux exigences du moment et aux complications de la situation.

Alors, dans le cas Millerand, la question se ramènerait à savoir si la situation donnée en France rendait vraiment nécessaire l'entrée d'un socialiste dans le ministère. Ici, ne peuvent entrer en considération les conditions de fait que les camarades français sont seuls capables de juger. Mais dans la mesure où il est permis à une personne du dehors d'avoir une opinion, il nous semble déjà que le manque d'une des conditions préalables, c'est-à-dire un parti fort et unifié qui pourrait seul donner mandat pour cette dangereuse expérience, fait apparaître cette expérience comme inacceptable. Mais dans un article postérieur, Jaurès paraît poser la question un peu différemment. Dans l'article « Méthode socialiste » — *Petite République*, 3 août — il paraît mettre l'activité des socialistes dans le gouvernement bourgeois sur le même plan que leur activité au parlement, au conseil municipal, etc. : « Ce qui est vrai, dit-il, c'est qu'aujourd'hui le socialisme est assez fort pour pénétrer toutes les institutions et s'approprié tous les pouvoirs sans se laisser absorber par la société bourgeoise. »

Avec cela (\*\*\*) nous accepterions en principe la pénétration dans le gouvernement comme l'un des nombreux moyens de l'action socialiste, mais cela n'est pas en harmonie avec le caractère essentiel du socialisme. Les points de vue qui d'après nous doivent servir de guides, nous les avons développés dans l'article du 6 juillet cité plus haut et nous ne pouvons ici que nous limiter à l'essentiel.

L'unique méthode à l'aide de laquelle nous puissions atteindre la réalisation du socialisme est la lutte de classes. Nous pouvons et nous devons pénétrer dans toutes les institutions de la société bourgeoise et utiliser tous les événements qui s'y passent et qui permettent de mener la lutte de classes. C'est à ce point de vue que la participation à l'affaire Dreyfus était imposée pour les socialistes par l'esprit de conservation. Mais c'est précisément à ce point de vue aussi que la participation au pouvoir bourgeois paraît contre-indiquée, car la nature même du

---

(\*) C'est l'article reproduit plus haut, page 63, sous le titre : « Une question de tactique ». (N. d. E.)

(\*\*) Rosa veut dire par « avec cela » : si nous suivions la méthode de Jaurès. (N. d. E.)

gouvernement bourgeois en exclut la possibilité de la lutte de classes socialiste. Ce n'est pas que nous craignons pour les socialistes les dangers et les difficultés de l'activité ministérielle : nous ne devons reculer devant aucun danger et aucune difficulté attachés au poste auquel nous placent les intérêts du prolétariat. Mais le ministère n'est pas, d'une façon générale, un champ d'action pour un parti de la lutte de classes prolétarienne. Le caractère d'un gouvernement bourgeois n'est pas déterminé par le caractère personnel de ses membres, mais par sa fonction organique dans la société bourgeoise. Le gouvernement de l'Etat moderne est essentiellement une organisation de domination de classe dont la fonction régulière est une des conditions d'existence pour l'Etat de classe. Avec l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement, la domination de classe continuant à exister, le gouvernement bourgeois ne se transforme pas en un gouvernement socialiste, mais un socialiste se transforme en un ministre bourgeois. Les réformes sociales qu'un ministre ami des ouvriers peut réaliser n'ont en elles-mêmes rien de socialiste, elles ne sont socialistes qu'en tant qu'elles ont été obtenues par la lutte de classes. Mais venant d'un ministre, les réformes sociales ne peuvent pas avoir le caractère de classe prolétarien, mais uniquement le caractère de classe bourgeois, car le ministre, par le poste qu'il occupe, les rattache à sa responsabilité pour toutes les autres fonctions du gouvernement bourgeois, militarisme, etc. Tandis qu'au parlement, au conseil municipal, nous obtenons des réformes utiles en combattant le gouvernement bourgeois, nous n'arrivons aux mêmes réformes en occupant un poste ministériel qu'en soutenant l'Etat bourgeois. L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'Etat bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'Etat bourgeois.

*Cahiers de la Quinzaine*, 1899, n° 11, pp. 77-82.

卷之四  
四

四

四

四

四

四

四

四

四

四

四

四

## PAUL LAFARGUE, LE SOCIALISME ET LA CONQUETE DES POUVOIRS PUBLICS

(*Compte rendu de livre*)

L'un des vétérans de la social-démocratie française vient de faire paraître un petit ouvrage ayant pour sujet l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau, une question qui devait entraîner la division du mouvement socialiste français.

Après un bref résumé de l'histoire ainsi que de la tactique à ce jour du Parti ouvrier français, Lafargue pose la question : les socialistes peuvent-ils ou non former un parti ministériel ? Il explique tout à fait justement ce que signifie le parlementarisme pour le mouvement ouvrier français. Il y voit principalement un moyen d'élargir l'agitation, aussi bien pendant les élections qu'à la tribune du parlement, et, en plus, la possibilité d'exercer une influence positive sur la politique gouvernementale. Prenant comme exemple la législature de 1893, il démontre que le Parti socialiste peut exercer une telle influence sans avoir besoin d'être représenté au gouvernement. L'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau est, à elle seule, la meilleure preuve que les cercles dirigeants ont officiellement reconnu la force que représente le mouvement socialiste et en sont réduits à rechercher son soutien. Mais c'est justement la raison pour laquelle les socialistes pourraient tout aussi bien, et dans une large mesure, influencer la politique qui les concerne sans la moindre participation gouvernementale. En sens contraire, du fait même de leur participation au gouvernement, les représentants ouvriers endossent la responsabilité de toutes ses bévues, faiblesses, indécisions ou insuffisances. « Le ministre socialiste, quel qu'il soit, est un homme perdu pour le socialisme. » (\*)

---

(\*) Dans le texte original de Lafargue, cette phrase est libellée comme suit : « Le ministre socialiste est un homme perdu pour le socialisme, *quoi qu'il fasse.* » (N. d. E.)

En fait, les réformes sociales de Millerand, bien qu'accueillies avec tant d'enthousiasme dans les milieux ouvriers, ne font, comme le constate Lafargue, que réaliser le vieux programme du Parti radical — parti déjà mort politiquement et incapable de mener à bien ses propres tâches. Ce courant social-réformateur au sein du mouvement ouvrier français est, selon Lafargue, à imputer à des éléments bourgeois semi-socialistes, qui au fond seraient bien mieux à leur place dans un parti radical de réformes et qui n'affluent vers le mouvement de classe prolétarien que parce qu'un tel parti réformiste n'existe pas. Libres de toute entrave organisationnelle et de toute obédience à un programme, ces « indépendants » se sont cuisiné chacun un « socialisme » à leur goût et qui, à part un vocabulaire analogue, n'a souvent rien de commun avec celui des ouvriers organisés. Ce serait surtout l'arrivée de Jaurès dans le mouvement ouvrier qui aurait attiré tout un essaim de ces semi-socialistes. C'est contre eux que Lafargue invite les groupes socialistes organisés de France à se défendre avec la dernière énergie.

Face à ces agissements désinvoltes des « indépendants », la mauvaise humeur des dirigeants des vieilles organisations de parti est facile à comprendre. Egalement, le portrait que trace Lafargue de cette sorte de socialistes ressemble parfaitement à bon nombre d'entre eux. Néanmoins, il nous paraît peu pratique d'opposer tout simplement, comme le fait notre ami Lafargue, socialistes et « indépendants », surtout en France. En général, le critère décisif pour juger un socialiste est l'appartenance au parti. Mais, en France, où il y a toujours eu, non pas un parti unifié mais plusieurs fractions rivales, le critère d'organisation perd beaucoup de sa valeur. Etant donné les conditions si peu réjouissantes existant dans les organisations, même un socialiste très sincère, éduqué et féru de discipline, peut hésiter à joindre une formation de parti. Nous n'en voulons comme preuve que la puissante personnalité de Jaurès et l'excellente campagne antimilitariste qu'il a menée dernièrement avec son groupe d' « indépendants » — campagne qui montre bien qu'en l'absence d'un parti unifié, l'on peut être obligé de mener, tant bien que mal, la lutte de classes prolétarienne en dehors de tout organisme structuré. Le fait même que, parmi les adeptes de Jaurès, l'on trouve de nombreux membres des trois partis existants prouve bien que ces organisations, en raison de leur division, loin d'assurer aux socialistes organisés une supériorité vis-à-vis des « indépendants », ne font au contraire que les paralyser; à tel point que, chaque fois qu'il y a un mouvement de classe important et spontané, ils risquent fort d'être débordés par les « indépendants ». En effet, ces derniers temps ceux-ci ont fortement augmenté en nombre et joué un rôle important en France, ce que Lafargue a entièrement raison d'attribuer à l'effondrement du parti radical. Seu-

lement hélas, il est tout aussi vrai que les socialistes prolétariens, vu le manque d'une organisation commune adéquate, sont incapables d'absorber et d'assimiler les résidus du radicalisme. D'ailleurs de ces circonstances anormales résulte une autre particularité, à savoir que, vu cette division des socialistes organisés, c'est finalement le groupe des « indépendants » qui devient le porte-drapeau de l'unité socialiste. Et c'est à notre avis cette idée-force qui, en dehors du prestige personnel de Jaurès, confère à son activité aussi bien qu'à son groupe le poids et la valeur qu'on lui connaît depuis quelque temps dans le mouvement ouvrier de France.

En conclusion les organisations socialistes n'auront des chances d'assimiler les « indépendants » et de les subordonner à leur propre tactique qu'à condition de faire leur le mot d'ordre principal de ceux-ci, à savoir l'unité socialiste, et de les intégrer dans une organisation de parti homogène et commune.

Au moment où ces lignes seront entre les mains de nos lecteurs, le congrès national de l'ensemble des fractions socialistes se sera réuni. Souhaitons qu'il réussisse dans sa tâche d'unification !

*Neue Zeit*, n° 10, 1899-1900 (écrit fin 1899).

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二

卷之二



# LA CRISE SOCIALISTE EN FRANCE

## I

### *Introduction*

Le cas Millerand constitue la première question intérieure du mouvement socialiste d'un pays, méritant l'intérêt général et international et ayant été l'objet de discussions d'un congrès socialiste international.

Malheureusement, le congrès de Paris (\*) a envisagé sa tâche plus en théoricien qu'en politicien pratique; il n'a pas ajouté, à sa réponse générale et théorique à la neuvième question de son ordre du jour, une stipulation expresse au sujet du cas Millerand. Toute résolution d'un caractère général, si heureusement formulée soit-elle, laisse place à des interprétations diverses. C'est ainsi que, tout de suite après le congrès, Jaurès en France et Bernstein en Allemagne se sont empressés de présenter l'issue du congrès de Paris comme favorable à Millerand; enfin Vollmar intervient dans le numéro de décembre des *Cahiers mensuels socialistes* pour nier la compétence de Kautsky dans l'interprétation de la résolution Kautsky, et explique cette dernière comme une victoire de Millerand. Tant que Vollmar exprime son propre enthousiasme pour Millerand ministre et les suites bienheureuses de ce fait pour le socialisme, tant qu'il déclare en soupirant que la social-démocratie allemande est, hélas ! restée très en arrière de ces progrès du socialisme français, il n'y a là rien de particulier. Nous n'avons jamais douté qu'il se trouve également dans nos rangs de belles Hélènes qui, au premier coup d'œil bienveillant de Pâris, seraient prêtes à se laisser enlever par lui, et nous pouvons dire à notre tour ce que disait le malin Itzig lorsqu'on lui demandait si un scandale tel que l'affaire de Panama pourrait

---

(\*) Le congrès socialiste international de Paris de septembre 1900 : voir notre Introduction, pp. 29-31. (N. d. E.)

se produire en son pays de Galicie : « Les gens, on les trouverait bien, mais ce qui manque, c'est le canal. » En ce sens, l'article de Vollmar ne nous apprend rien de nouveau. Même dans son argumentation positive en faveur de Millerand, il ne fait que reproduire les arguments souvent repris en France par Jaurès et par d'autres. Nous aurons par la suite l'occasion de nous occuper de la conception de Jaurès, et ainsi celle de Vollmar s'éclairera d'elle-même. Son article exige seulement une réplique particulière lorsqu'il sort de l'exposition des vues particulières de Vollmar et entreprend d'exposer aux Allemands les faits de France et aux Français les opinions d'Allemagne, et cela, il faut le dire, avec une égale inexactitude.

Il y a deux questions qui, pour juger le cas Millerand, sont d'importance cardinale. En premier lieu, la question de savoir si Millerand a accepté son poste de ministre sans ou avec l'approbation des socialistes français; en second lieu, celle de fixer quel jugement le congrès de Paris en général et la social-démocratie allemande en particulier ont porté sur l'entrée de Millerand au ministère par l'adoption de la résolution Kautsky.

Le public allemand est d'abord informé que Kautsky l'a malignement trompé par imprudence, dans son article paru dans la *Neue Zeit*, n° 2 (\*), en représentant l'entrée de Millerand au gouvernement bourgeois comme un acte fait par ce dernier de son propre chef sans que le Parti socialiste en eût connaissance. Vollmar, qui n'est certes pas un étourdi comme Kautsky, a mené à Paris une enquête approfondie sur la question et s'est fait donner « par les milieux les mieux informés » un rapport « exact » qu'il veut bien nous faire la grâce de porter à la connaissance du public.

D'après ce rapport, Millerand apparaît comme l'honnête garçon qui, aussitôt après la proposition de Waldeck-Rousseau, a fait convoquer une réunion de la fraction socialiste de la Chambre et, s'étant tourné vers ses camarades pour les prier de lui donner des directives, non seulement a rencontré là une approbation unanime en faveur de son entrée au gouvernement, mais encore a été tout particulièrement béni pour son acte par les blanquistes et les guesdistes, en particulier par Vaillant et Sembat, et, pour ainsi dire, au milieu de larmes de joie.

Si les choses s'étaient passées comme Vollmar nous les présente, certes cela ne pourrait changer notre appréciation sur la participation de socialistes à des gouvernements bourgeois en général, mais cela infirmerait complètement le jugement porté jusqu'ici sur les agissements de Millerand, sur les luttes intestines du Parti socialiste français. Si Millerand apparaissait, en ces circonstances, comme le représentant

---

(\*) *Neue Zeit*, 1900-1901, tome I. (N. d. E.)

légitime du Parti socialiste, qui porterait ainsi la responsabilité de son acceptation, l'opposition intransigeante du Parti ouvrier français et de la fraction Vaillant deviendrait tout à fait incompréhensible, et tous deux apparaîtraient réellement comme des trouble-fête de l'unité socialiste, tels que Vollmar s'évertue à nous les présenter.

Fort heureusement le socialisme international n'a pas besoin de rejeter ce qui a été dit ou écrit jusqu'ici sur le cas Millerand, car Vollmar a été — cela arrive bien entendu aux hommes les plus prudents — tout bonnement la victime d'un plaisantin et ses « milieux les mieux informés » lui ont fait avaler une couleuvre de taille. La lettre suivante de Vaillant, du 4 décembre de l'année précédente [1900] dont il nous permet la publication à toutes fins utiles, fixe les faits d'une façon absolument nette.

Vaillant écrit (\*) :

« J'ai eu maintes fois l'occasion d'exposer les faits en public. Deux jours avant la constitution du ministère, dans une réunion de la fraction socialiste de la Chambre, Millerand raconta, " comme une

---

(\*) La revue *Le Mouvement socialiste* du 15 février 1901 a publié un récit de Vaillant quelque peu différent, sous forme d'une lettre au rédacteur de cette revue :

Paris, 28 janvier 1901.

Cher citoyen rédacteur,

A l'instant seulement, je lis, dans *Le Mouvement socialiste* du 1<sup>er</sup> janvier, la traduction d'un article de Vollmar « A propos du cas Millerand » publié par les *Sozialistische Monatshefte*. C'est avec stupéfaction que j'y lis ce qu'il dit de moi et de l'attitude du groupe socialiste. Je ne supposais pas que de telles inventions, contraires non seulement à la vérité, mais même au bon sens et à des faits certains, connus, pussent être imaginées. Les paroles qui me sont prêtées sont autant de *faux*. Mais je ne discute pas de telles assertions; je me contente de leur opposer un démenti formel. Je leur oppose aussi le récit suivant que j'ai fait bien des fois publiquement, de vive voix et par écrit, que j'ai rappelé au Congrès de 1900, que j'ai envoyé à la citoyenne Rosa Luxemburg qui l'a publié dans la *Neue Zeit* et que je vous adresse en le découpant de « l'Annuaire pour 1900 » du P.S.R. et de l'A.C. :

« Divers socialistes ministériels ont écrit et affirmé que Millerand avait avisé ou cherché à avertir le groupe socialiste et les députés socialistes des offres qui lui avaient été faites de participer à une combinaison ministérielle. C'est faux, et je ne crois pas que Millerand l'ait jamais prétendu.

« Le mardi, convoqué par son bureau, ainsi qu'on en fut avisé au début de la séance, et non à la demande de Millerand, le groupe socialiste se réunit. Millerand vint à cette séance. On s'entretenait de la situation politique. Il demanda la parole. Il dit que, comme nous l'avions sans doute entendu dire, il lui avait été fait des offres d'entrer dans une combinaison ministérielle au début de la crise; mais que les négociations, à cet effet, n'avaient pas abouti, avaient été rompues, qu'il ne lui était plus parlé de rien à cet égard, que cela n'avait donc qu'un intérêt tout rétrospectif; et que ce qu'il pouvait affirmer, c'était qu'à aucun moment de ces négociations, il n'avait parlé au nom du groupe socialiste, ne l'avait engagé, qu'il n'avait parlé et agi qu'en son nom personnel.

» histoire qui désormais était du domaine du passé », qu'après la chute du cabinet Dupuy, on lui avait proposé d'entrer dans une combinaison ministérielle, et qu'il avait pris part à ces négociations uniquement sous sa propre responsabilité, en laissant le Parti entièrement hors de jeu. Je déclarai immédiatement que je prenais acte des paroles de Millerand et que, si de semblables tractations se renouvelaient exceptionnellement, et devaient aboutir, j'exigerais de la fraction de la Chambre comme du Parti, une déclaration, pour dégager entièrement le Parti d'une telle initiative individuelle, le Parti ne pouvant participer en aucune façon au pouvoir central de la bourgeoisie, au ministère. Millerand fit après ces paroles un signe d'assentiment, et nous nous rendîmes ensuite pour la plupart à la séance de la Chambre. Aucun de nous ne pensait alors qu'on pouvait douter des paroles de Millerand d'après lesquelles les tractations ministérielles étaient une " histoire du passé ".

« Je fus dans ces conditions très étonné le lendemain, lorsqu'un ami, qui se tenait pour bien informé, me raconta que le cabinet

---

« Je demandai et pris aussitôt la parole, et dis que j'étais satisfait d'apprendre qu'il en était ainsi, et que nous n'avions été en rien mêlés et engagés dans ces négociations. Mais que, si elles avaient abouti, et au cas où elles seraient reprises et aboutiraient, en ce cas, je m'étais réservé de déclarer avec mes amis, et de demander au groupe socialiste de déclarer, que les négociations et l'acceptation de Millerand, comme il venait de le reconnaître, ne pouvaient engager que lui personnellement et exclusivement, et ne pouvaient en rien engager le Parti et le groupe socialiste, qui ne pouvaient jamais et à aucun titre devenir gouvernementaux et ministériels.

« Millerand dit un mot et fit un geste d'assentiment.

« On s'entretint quelques minutes encore des événements et on se sépara, convaincus que toutes négociations ou propositions ayant pour objet l'entrée de Millerand dans le ministère étaient, suivant le dire de Millerand, chose rétrospective et hors de toute probabilité future. Aucun des présents, ni Millerand, ni aucun autre membre du groupe socialiste, ne prononça le nom de Galliffet, ne parla d'une combinaison où Galliffet participât.

« Ce n'est que le lendemain jeudi, à trois heures, que je fus avisé par un ami que, depuis la veille, un ministère Waldeck-Rousseau-Millerand-Galliffet avait été décidé, était maintenant constitué. J'envoyai aussitôt à Millerand une carte-télégramme lui disant que je n'y pouvais croire, que je le priais de me rassurer de suite en démentant cette nouvelle, que si par malheur elle était vraie, je le priais de revenir sur sa décision, qui effaçait même tout ce qui avait été dit au groupe socialiste, que son entrée dans une combinaison où était Galliffet était une impossibilité morale, etc., etc. Je ne reçus la réponse télégraphique de Millerand que le lendemain matin vendredi, en même temps que les journaux publiant les noms des nouveaux ministres du ministère constitué la veille par Waldeck-Rousseau-Millerand-Galliffet. Aussitôt je courus chez les députés du Parti socialiste révolutionnaire, de l'Alliance communiste, du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, et le groupe socialiste révolutionnaire de la Chambre était aussitôt constitué. Je ne pouvais rencontrer les députés du Parti ouvrier français que l'après-midi à la Chambre, où comme nous ils décidaient de se séparer du groupe d'union socialiste de la Chambre et de former une fraction parlementaire du P.O.F.

» Tels sont les faits dans leur entière exactitude. » (N. d. E.)

Waldeck-Rousseau était constitué et comprenait Millerand aux côtés de Galliffet. Je refusai de le croire et j'envoyai aussitôt à Millerand un pneumatique, dans lequel je le priais de démentir sans délai ces bruits que je considérais comme une calomnie, et dans lequel j'ajoutais que si cela était vrai, les paroles que j'avais prononcées en séance de fraction étaient nulles et non avenues. Je voulais dire par là que par suite de la présence de Galliffet au ministère, il ne nous suffirait plus de déclarer que Millerand ne pourrait par son entrée au gouvernement ni représenter, ni engager le Parti, mais que nous devrions en outre protester de toute notre force contre un acte par lequel un socialiste se faisait collègue du bourreau de la Commune.

« Aussi, lorsque le jour suivant je reçus à la fois les journaux avec la nouvelle de la formation du cabinet Waldeck-Millerand-Galliffet et un pneumatique de Millerand où il m'écrivait qu'il avait reçu ma lettre au sortir de la première séance du Conseil des ministres, que la chose était faite, qu'il croyait avoir fait son devoir et que l'avenir en jugerait, je me précipitai chez les députés de mon parti (P.S.R.) et les députés amis, et le soir même, les journaux contenaient notre protestation, à laquelle nous donnâmes une autre sanction positive en nous séparant de la fraction socialiste de la Chambre et en constituant un groupe socialiste révolutionnaire.

« En relisant votre lettre, je vois que nos adversaires de tendance, sur le récit d'un député, m'accusent moi et Sembat d'avoir repoussé une résolution proposée dans l'affaire Millerand à la fraction. Ce que je vous écris plus haut suffit pour démentir ce récit, que j'ai déjà entendu une fois, et qui n'en est pas moins faux. Il est ou bien une erreur ou une contre-vérité. »

La chose est donc bien claire. Millerand n'a convoqué aucune réunion de la fraction socialiste, il n'a pas mis en vue l'éventualité de son entrée au ministère et n'a pas reçu l'approbation de celle-ci à ce propos. Au contraire, après son exposé, la fraction ne pouvait pas le moins du monde supposer qu'il s'agît d'une circonstance actuelle de signification positive, et toute la façon dont Vaillant et d'autres ont accueilli ces vagues allusions de Millerand ne pouvait lui laisser le moindre doute, qu'il ne pouvait entrer au gouvernement que *contre* le vœu des représentants des vieilles organisations du Parti.

D'ailleurs, si Vollmar avait commencé par pratiquer cette conscience dans l'information qu'il recommande si chaudement à Kautsky, il eût pu trouver cela *imprimé* depuis des mois, et jusqu'ici à notre connaissance incontesté, dans *l'Annuaire du Parti socialiste-révolutionnaire* de l'année 1899-1900, Paris, 45, rue de Terre-Neuve, pages 39-43; cela lui eût épargné la peine de répandre de fausses nouvelles et de vouloir en remonter aux autres.

Ce n'est plus en se basant sur des informations discrètes, c'est au moyen d'observations profondes et personnelles et de subtiles constructions que Vollmar rectifie les interprétations de Kautsky, sur le sens à donner à sa propre résolution adoptée par le congrès international. D'après Vollmar, la grande majorité du congrès de Paris, par le vote de cette résolution, se serait prononcée, non comme Kautsky se l'imagine, *contre* Millerand, mais plutôt *pour* Millerand. A l'appui de sa thèse, il compare et met en opposition toute une série de déclarations isolées de chefs de parti, aussi bien en paroles qu'en gestes, au congrès et hors du congrès.

Certes, le Belge Vandervelde, par exemple, comme rapporteur de la résolution Kautsky, s'est prononcé tout court *contre* le ministérialisme de Millerand. Mais Vollmar, en profond connaisseur des hommes, sait que les paroles de Vandervelde à ce sujet ne pouvaient être bien sérieuses, car il était précisément rapporteur, et devait, comme tel, faire plaisir aux deux camps. Que Vandervelde, il y a déjà presque un an (dans *La Petite République* du 21 septembre 1899) ait exprimé la même opinion sur le cas Millerand, cela est sorti de la mémoire de Vollmar, il est donc très compréhensible qu'il ne puisse en faire part au lecteur. Mais même si Vandervelde avait été réellement *contre* Millerand, Anseele a tout de même parlé après Vandervelde et s'est déclaré « sans restrictions » pour le ministre. Et puisque un Belge a parlé *contre*, un autre *pour* Millerand, il est donc clair que la majorité des Belges était pour Millerand.

Mais Vollmar n'a même pas besoin d'entendre un seul délégué pour être fixé sur le jugement de la délégation. Les Anglais, par exemple, se sont tenus sur la réserve au sujet de la question Millerand, mais Vollmar sait que vraisemblablement eux aussi étaient pour et non *contre* Millerand. Car autrement ils n'auraient pas applaudi avec plus de chaleur Jaurès que Guesde et Vaillant, ce que Vollmar avait très bien remarqué dans le vacarme du congrès de Paris. Qu'est-ce qu'un homme avisé ne remarque pas?

En ce qui concerne la délégation allemande, il n'y a pour Vollmar « aucun doute » que, dans sa « majorité écrasante », elle partageait l'enthousiasme de Vollmar pour Millerand. Et puisque Vollmar ne doute pas, le lecteur non plus n'a pas besoin de douter. Ainsi l'affaire est réglée.

Que d'ailleurs cette approbation de la délégation allemande à l'entrée de Millerand au ministère corresponde à l'opinion du Parti, cela est prouvé, selon Vollmar, par les « nombreux articles sympathiques » de la presse du Parti, qui traitent d' « actions isolées de Millerand » et ne s'occupent donc pas de la question de son entrée.

Les Italiens non plus n'ont pas échappé à l'argumentation irrésistible de Vollmar. Car Costa a prouvé *contre* Ferri que la majorité

des délégués italiens étaient pour la résolution Kautsky. Et puisque les Italiens ont voté pour la résolution, qui peut encore douter qu'ils l'ont comprise non dans le sens de Kautsky, mais dans celui de Vollmar ?

Bien mieux, Ferri même, l'adversaire le plus acharné de Millerand, est transformé par Vollmar en ami. Pour déterminer le sens du vote au congrès de Paris, Vollmar découvre que Ferri, deux mois plus tard, « réfléchit encore une fois à la chose » et qu'à Mantoue il aurait parlé en termes approuvateurs de la participation ministérielle (\*). Ainsi l'adoption de la résolution Kautsky au congrès de Paris se transforme en une éclatante manifestation internationale en faveur de Millerand.

Malheureusement, de toute cette argumentation profondément mûrie, il s'ensuit seulement que nous sommes également à point en Allemagne pour accepter un portefeuille, puisque nous ne manquons pas d'avocats de talent. Mais en se fiant au simple bon sens le fait suivant suffit pour découvrir le véritable point de vue de la majorité du congrès international de Paris.

La résolution Kautsky dit :

« (...) Mais en tout cas cette dangereuse expérience [l'entrée d'un socialiste au ministère] ne peut être avantageuse que si elle est approuvée par une organisation du parti compacte, et si le ministre socialiste est et reste le mandataire de son parti. Du moment où le ministre socialiste devient indépendant de son parti et qu'il cesse d'en être le mandataire, son entrée dans un ministère, de moyen de fortifier le prolétariat devient un moyen de l'affaiblir, de moyen de hâter la conquête du pouvoir, un moyen de la retarder. »

Que Millerand *n'ait pas* accepté le poste de ministre comme mandataire du Parti socialiste français, cela ne découle pas seulement de

---

(\*) Nous sommes obligés de rectifier aussi cette affirmation de Vollmar qui a un caractère positif. Dans une lettre du 12 décembre de cette année (1900) que Kautsky nous transmet, Enrico Ferri écrit :

« Après comme avant je suis *contre*. A Mantoue j'ai dit seulement que si la nouvelle monarchie veut réellement entrer dans la voie des réformes (comme nos politiciens le répètent après l'attentat contre le roi et après que la campagne d'obstruction leur a démontré l'impuissance des lois réactionnaires), on devrait prendre des hommes qui seraient capables de faire les réformes, et non de vieux réactionnaires (du genre de Sonnino), qui aujourd'hui ne font que parler de réformes pour mieux accéder au gouvernement.

« Et comme l'extrême gauche est composée de socialistes, de républicains et de *radicaux*, je disais qu'on pourrait appeler à gouverner les *radicaux* (dont le leader, le député Sacili, a accepté ouvertement le monarchisme). Par contre, j'ai toujours dit que la participation de républicains ou de socialistes au ministère dans la monarchie italienne serait une impossibilité ou une absurdité. Je l'ai répété brièvement dans un discours à la Chambre (le 3 décembre) en présence du programme de la nouvelle monarchie. Je n'ai donc en rien modifié mon opinion depuis Paris. » (Note de R. L.)

la non-existence d'un tel parti cohérent en France, mais encore du fait que Millerand n'a été autorisé ni par les organisations isolées, ni par la fraction de la Chambre. De ces intéressants secrets des « milieux les mieux informés » qui furent ensuite confiés à Vollmar à Paris, le congrès international n'avait pas même le pressentiment. Au contraire, l'ensemble de la social-démocratie, sans exception, pensait et pense que l'entrée de Millerand au gouvernement était un acte tout à fait personnel et individuel. Et même le défenseur de Millerand, Jaurès, confirme cette conception en invoquant à plusieurs reprises cette initiative arbitraire comme un argument en faveur de la nécessité de l'unité socialiste.

La majorité du congrès a donc déclaré, en adoptant la résolution Kautsky, même sans nommer Millerand, qu'elle considérait sa participation ministérielle comme un moyen d'affaiblir le prolétariat français et de retarder en France la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Et ce fait ne permet pas la moindre équivoque.

Par conséquent, lorsque Vollmar donne ensuite à son vote une interprétation favorable à Millerand, il n'y faut voir qu'un nouvel exemple du procédé bien connu, d'après lequel on signe une résolution signifiant la défaite de sa conception, afin de la compter plus tard comme une victoire.

En ce qui concerne spécialement le Parti allemand — il est important de fixer ce point pour les camarades de France — dans l'enquête internationale publiée par *La Petite République*, à l'exception de Vollmar, les vieux chefs du Parti militant en Allemagne, Liebknecht, Bebel, Singer, Kautsky, se sont prononcés contre la participation ministérielle de Millerand. En fin de compte, Vollmar pourra décider de lui-même si c'est lui ou les quatre chefs ci-dessus qui expriment les vues de la social-démocratie allemande, s'il veut bien se souvenir des cas pratiques où sa tactique s'opposait à celle de Liebknecht, Bebel, Singer et Kautsky, et de la solution qui leur fut donnée.

## II

### *Le gouvernement de défense républicaine*

L'entrée de Millerand est défendue par Jaurès et ses partisans pour trois motifs : la nécessité de défendre la République, la possibilité de réaliser des réformes sociales au profit de la classe ouvrière, enfin la conception générale d'après laquelle l'évolution de la société capitaliste vers le socialisme doit produire un stade de transition dans lequel le pouvoir politique sera exercé en commun par la bourgeoisie



et le prolétariat, ce qui se manifeste extérieurement par la participation des socialistes au gouvernement.

L'argument de la défense républicaine a été avancé le premier : « La République est en danger ! ». Il était donc nécessaire qu'un socialiste devînt ministre du Commerce. La République est en danger ! c'est pourquoi le socialiste devait rester au ministère après les massacres de grévistes à la Martinique (\*) et à Chalon (\*\*). La République est en danger ! il fallait donc repousser l'enquête sur ces massacres, il fallait rejeter l'enquête parlementaire sur ces horreurs coloniales, il fallait voter la loi d'amnistie (\*\*\*). Tous les agissements du gouvernement, les votes des socialistes, tout cela est motivé par la considération de la République menacée et de sa défense. Il est grand temps, sans se laisser égarer par le tourbillon superficiel des luttes quotidiennes et de leurs mots d'ordre, de soumettre à une analyse approfondie la situation et d'étudier notamment de plus près la question : qu'en est-il exactement de ce danger et de cette défense ?

Aux Etats-Unis d'Amérique nous n'entendons pas parler, malgré l'acharnement des luttes intestines de classes et de partis, d'un danger pour l'existence de la forme républicaine de l'Etat. La chose est aisément compréhensible, l'union américaine ayant conquis la République en même temps que l'indépendance, et n'ayant, depuis lors, jamais été gouvernée monarchiquement. En France, au contraire, les craintes pour les destinées de la République semblent d'autant plus naturelles que celle-ci fut deux fois déjà conquise de haute lutte, pour être peu après escamotée de nouveau par la monarchie. C'est donc le passé qui projette des ombres sur le présent et voile l'étape du développement historique parcourue entre les deux.

Bien que les deux coups d'Etat napoléoniens du 18 Brumaire et du 2 Décembre aient été étroitement liés aux circonstances extérieures, ils n'ont cependant pas éclaté brusquement. Le premier comme le second Empire furent, avant tout, les produits immédiats des *révolutions* qui les précédaient, le point mort du mouvement de reflux de la vague révolutionnaire, porté dans les deux cas par deux puissantes classes de la société bourgeoise : la grande bourgeoisie et la paysannerie.

---

(\*) En février 1900, la force armée fut employée contre les travailleurs agricoles martiniquais qui s'étaient mis en grève à l'occasion de réductions de salaires. 5 grévistes furent tués et 14 blessés. (N. d. E.)

(\*\*) En juin 1900, à Chalon-sur-Saône, 3 ouvriers furent tués et de nombreux autres blessés, quand les forces de l'ordre intervinrent contre des grévistes (voir notre Introduction, page 23, note). (N. d. E.)

(\*\*\*) Le 19 décembre 1900, la Chambre avait adopté une loi d'amnistie aux termes de laquelle toutes les condamnations politiques des récentes années, à part quelques exceptions, furent levées. Au surplus, on passa l'éponge sur toutes les activités délictueuses, menées en liaison avec l'affaire Dreyfus. (N. d. E.)

Dans le premier cas, nous voyons une bourgeoisie qui, la révolution ayant dépassé les objectifs qu'elle lui avait assignés, à savoir la fondation d'un Etat juridique bourgeois, et menaçant les fondements mêmes de cet Etat juridique, voulut briser son élan impétueux, la ramener à son point de départ et l'y étouffer. A côté d'elle, une classe paysanne s'étant personnellement libérée, ayant acquis la propriété du sol, et craignant aussi bien toute innovation plus accentuée que tout retour de l'Ancien Régime, cherchait à assurer ses conquêtes grâce à un gouvernement qui fût également hostile à l'ancienne monarchie et aux révolutions. De l'autre côté, pendant son règne éphémère, une classe ouvrière ayant brisé la petite bourgeoisie et l'ayant jetée dans les bras de la réaction, mais, en même temps, en ce qui la concernait, démontrant qu'elle ne possédait pas encore de programme d'action réalisable et indépendant, et complètement épuisée au cours des luttes révolutionnaires. Enfin, en face, une coalition de l'Europe féodale et réactionnaire qui mettait au second plan tous les antagonismes et luttes intérieurs et rendait avant tout indispensable le développement d'une puissance fortement concentrée, tournée vers l'extérieur.

Dans le deuxième cas, nous voyons au premier plan une bourgeoisie qui, effrayée autant que la grande propriété foncière par la montée révolutionnaire du prolétariat et de la petite bourgeoisie, écrase d'abord, à l'aide de la petite bourgeoisie, le prolétariat dans les boucheries de Juin; puis, pour en finir avec la petite bourgeoisie, fortifie progressivement le pouvoir gouvernemental aux dépens de la représentation populaire pour finalement passer elle-même sa tête dans le nœud coulant, cela avec d'autant plus de résignation qu'étant auparavant d'esprit monarchiste, elle n'a rien d'autre à reprocher à la dynastie Bonaparte que de ne pas être celle des Bourbons ou des Orléans. A côté, la classe paysanne dévouée depuis le premier Empire à la tradition napoléonienne, devait voir dans un second Empire le moyen de maîtriser par la forte main du soldat l'élément détesté et perturbateur des villes, dont elle n'avait plus rien de bon à attendre pour elle-même.

Le schéma du coup d'Etat est donc, malgré les courbes opposées du déroulement de la révolution, absolument identique dans les deux cas. Dans le premier comme dans le second nous trouvons, d'une part, de grands intérêts politiques, économiques, positifs, de grandes classes de la société, liés à la monarchie et, d'autre part, l'élément véritablement républicain, la classe ouvrière précédemment réduite à l'impuissance. A la fin, la monarchie trouve, dans les deux cas, une base toute prête dans la fonction de consul à vie, voire de président plébiscité, fonction justement dotée par la marche même de la contre-révolution de tous les attributs de l'omnipotence du chef de guerre et du gouvernement. Par conséquent, ce qui éclatait comme fruit de la

contre-révolution était déjà mûr au sein de la République; le coup d'Etat ne créait pas un nouvel état de choses, il ne faisait que le consacrer et lui donner son nom.

Les circonstances, en France, lors de la crise Dreyfus, furent tout à fait différentes. Ceux qui voyaient dans les excès des généraux insubordonnés ou des nationalistes les signes avant-coureurs d'un troisième coup d'Etat sur le modèle des deux premiers, ont tout simplement oublié de tirer les conclusions de l'ensemble de l'évolution sociale de la France dans les trente dernières années. Dans ce laps de temps se sont accomplis, dans le sein de la société française, de grands déplacements dont le résultat dans ses lignes générales peut se résumer ainsi : la République qui, dans les deux premiers cas, fut étranglée avant même de s'être débarrassée des scories révolutionnaires, a eu enfin pour la première fois les moyens de se maintenir assez longtemps pour pouvoir mener une existence normale et prouver à la société bourgeoise qu'elle sait s'adapter à ses intérêts d'une façon plus brillante que n'importe quelle monarchie au monde.

Le gros de la bourgeoisie a atteint pour la première fois dans la troisième République une souveraineté politique intégrale, qu'elle exerce depuis 1880 environ grâce aux ministères et aux majorités de la Chambre presque continuellement opportunistes. La politique coloniale et le militarisme de la France ainsi que sa dette d'Etat géante montrent que la République peut, dans ces entreprises les plus lucratives de la bourgeoisie, faire concurrence à n'importe quelle monarchie. L'affaire de Panama et celle des chemins de fer du Midi (\*) ont enfin démontré que le parlement et l'administration de la République se laissent utiliser aussi commodément, comme instrument d'augmentations de dividendes capitalistes, que l'appareil politique de la monarchie orléaniste.

Pour la petite bourgeoisie, la troisième République s'est montrée un sol nourricier par excellence, en créant, grâce à sa politique de la dette d'Etat et à la bureaucratie sans cesse croissante, une armée immense de petits rentiers d'Etat et d'employés d'Etat qui sont attachés de tout leur être à l'existence paisible de la République.

Mais même à ses ennemis les plus anciens et les plus acharnés, les propriétaires terriens, aux grands encore plus qu'aux petits, la corne d'abondance républicaine a versé à profusion les bienfaits.

Si la paysannerie, dans une de ses parties, avait déjà assez progressé au temps du second coup d'Etat pour renoncer à prouver sa fidélité monarchiste par une série de soulèvements cruellement réprimés, elle a eu désormais largement l'occasion de changer à un

---

(\*) Voir pages 59 et 74, notes. (N. d. E.)

degré supérieur ses idées sur la République. Toute une série de mesures qui favorisent surtout les paysans les plus aisés, l'appui traditionnel du bonapartisme, ont été réalisées dans les deux dernières décennies. Les *réductions d'impôts* fonciers se montent, depuis 1897, à 25 millions de francs; le fardeau des contributions de la propriété terrienne a été abaissé d'un sixième depuis 1851, malgré la forte augmentation du revenu net. Le système des tarifs protecteurs, en particulier sur le bétail et les céréales, vise avant tout l'enrichissement des propriétaires terriens. Ajoutons-y l'attribution de centaines de millions de francs pour des travaux d'amélioration, pour la construction de chemins vicinaux, pour l'abaissement des tarifs de transports des produits du sol, pour des primes de production du sucre, etc.

Enfin l'arrêt presque complet des *réformes sociales* effectives et le déplacement de tout le poids des recettes de l'Etat vers les impôts indirects — de 1869 à 1897 les recettes des douanes ont augmenté de 183 %, celles du monopole du tabac de 49 %, celles de l'impôt sur les boissons de 84 %, cela malgré l'état stationnaire de la population ! Tout cela prouve que la troisième République offre des avantages matériels très palpables aux classes possédantes, dont les charges pèsent le plus lourdement sur la seule classe non possédante, le prolétariat.

A quoi s'ajoute encore que, par son alliance avec l'Empire des tsars, la République a donné d'une façon éclatante la preuve de sa faculté d'adaptation aussi bien en politique intérieure qu'*extérieure*, en faisant ainsi de la tête de la réaction européenne et de sa vieille ennemie une protectrice et une bienveillante alliée.

Les trente dernières années ont donc apporté à ce pays des changements certains. La troisième République a développé son contenu social et, de fantôme redouté des bouleversements révolutionnaires, elle est devenue, pour la France, la formule normale d'existence de la société bourgeoise.

Aujourd'hui, la République a derrière elle le gros de la bourgeoisie, « les repus », de larges couches de la petite bourgeoisie, elle a désarmé la défiance de son adversaire principal d'autrefois, la paysannerie, pour qui elle s'est avérée une mère pleine d'amour. Et même cette classe traitée comme un enfant d'un autre lit, et qui cependant lui garde toujours sa vieille fidélité, la classe ouvrière, est tout à fait autre qu'au temps du premier et du second coup d'Etat. Elle est politiquement instruite, éclairée, organisée, et quoique divisé en fractions, le prolétariat socialiste français, dont le parti a réuni aux dernières élections législatives près d'un million de voix, constitue un redoutable rempart de la République.

Il est clair que dans un milieu ainsi conditionné le monarchisme est réduit à un tout autre rôle que celui qu'il a joué dans le passé.

Dans la campagne contre Dreyfus, le camp nationaliste, que l'on s'est habitué, sous l'influence de mots d'ordre de la politique quotidienne, à considérer, sans plus d'examen, comme le quartier général du coup d'Etat (de même qu'on s'est habitué à voir dans tout réactionnaire à la Méline, Barthou ou Ribot, un monarchiste), ne constitue, si on l'examine de plus près, rien moins qu'un tout cohérent et d'une constitution homogène. En réalité, ce camp était plutôt un ramassis d'éléments divers aux tendances et aux intérêts les plus opposés.

Nous voyons ici au centre les officiers supérieurs compromis, l'Etat-major et sa clique qui, certes, dans leur crainte d'être amenés par le pouvoir civil républicain à rendre des comptes, étaient poussés à la révolte contre ce pouvoir, mais ne pouvaient avoir un véritable intérêt au rétablissement de la monarchie. Au contraire, c'est précisément la troisième République qui, par toutes sortes de réformes et de privilèges et par un culte chauvin et délirant, a fait de l'armée cette idole qu'elle ne fut jamais auparavant. L'affaire Dreyfus a montré, de façon éclatante, que, dans la République, les cadres supérieurs menaient une existence véritablement paradisiaque. On peut affirmer, sans crainte, qu'un arbitraire et une autocratie des chefs militaires, tels qu'ils ont prospéré sous les ailes de la République opportuniste, n'eussent pas été si facilement imaginables en régime monarchique. Les militaires ne pouvaient donc nullement regretter sérieusement la monarchie. Leur attitude antirépublicaine n'était, dans ce cas, qu'un réflexe naturel de défense de filous que la République avait pris la main dans le sac.

Ensuite, nous voyons le clergé qui, en République, vit, il est vrai, depuis toujours sur le qui-vive et n'attend qu'une occasion pour l'étrangler, qui exerce sans doute une influence énorme sur l'opinion publique, mais qui, lui-même impuissant pour l'action, ne peut agir que par les autres, n'être que le metteur en scène et le souffleur, mais non l'acteur.

En troisième ligne, nous trouvons en France, pays de la petite production et de la finance juive, la petite bourgeoisie la plus fortement antisémite qui, accessible, comme à tout courant réactionnaire, à l'agitation contre les « dreyfusards », fournissait un terrain propice pour la démagogie nationaliste, mais cela ne signifie pas encore qu'elle eût besoin de s'abandonner au coup d'Etat césarien, et, en fait, elle ne s'y abandonna pas.

Enfin, nous rencontrons aussi des monarchistes authentiques; des représentants de la paysannerie dans les régions les plus arriérées de France, des aristocrates qui dans la période paisible avaient été obligés, en grande partie, par le cours des choses dans la troisième République, de faire ouvertement comme « ralliés » la paix avec elle, ou tout au moins de se soumettre silencieusement. Encouragés alors

par le trouble de cette crise ils apparaissaient à la surface suivis de leur cortège de clients, journalistes et écrivains royalistes.

Ces éléments, faibles et impuissants par eux-mêmes, s'étant groupés avec les prêtres autour des généraux dans l'embarras pour les pousser comme un bélier et exploiter la crise à leurs propres fins, tout cela joint à l'attitude de rebelle du grand Etat-major dut, cela va de soi, donner à tout le camp un vernis césarien. Mais ces tendances monarchistes apportées du dehors ne trouvèrent aucune base matérielle. Non seulement dans aucune classe de la société il n'y avait de mouvement sérieux dans ce sens, mais il n'y avait même pas le point de ralliement superficiel qu'eût été un prétendant au trône qui pût être pris au sérieux le moins du monde. L'un de ces prétendants, lieutenant-colonel de l'armée russe, mène dans une ville de province de l'Empire des tsars une obscure vie de garnison et, comme seul titre de légitimité, ne peut plus se réclamer d'Austerlitz et d'Iéna, mais de Metz et de Sedan. L'autre, une nullité qui vagabonde de-ci de-là, à l'étranger, et dont les partisans, quelques centaines de petits hommes et de femmelettes, épuisent toute leur agitation dans un banquet annuel, comme cela fut encore le cas récemment, où ils expriment leurs espérances sur la « marche de l'évolution » en des discours traditionnels.

Dans de telles circonstances, à quoi devait aboutir cette action concertée, sinon à provoquer une explosion de chauvinisme national, un déchaînement antisémite et une apologie effrénée de l'armée ? Pour un acte politique sérieux, le renversement de la République, tout l'essentiel manquait : la cohésion interne, un programme d'action et, avant tout, le développement interne des circonstances sociales qui, dans les cas précédents, avait porté dans ses flancs la monarchie comme un fruit mûr, destiné à en être détaché par le coup d'Etat. L'affaire Dreyfus pouvait soulever tous ces éléments, préparer le terrain pour une agitation monarchiste, créer le moment pour l'accomplissement d'un coup d'Etat, mais elle ne pouvait créer les forces motrices positives du bouleversement. Le monarchisme était la surface, il n'était point le *contenu* même de la crise.

Les racines de la crise étaient tout autres. La troisième République est devenue la forme parfaite de la domination politique de la bourgeoisie, mais en même temps, elle a développé ses propres contradictions internes. Une des contradictions intrinsèques est celle qui oppose une République basée sur la souveraineté du parlement bourgeois, et une grande armée permanente à la mesure d'une politique coloniale et mondiale. Réduite, dans une monarchie forte, au rôle d'instrument docile entre les mains du pouvoir exécutif, l'armée, avec son esprit de caste prononcé, a tout naturellement tendance, dans une République parlementaire avec un gouvernement central de civils, chan-

geant à tout moment, avec un chef d'Etat électif, dont la fonction est accessible à n'importe qui de la « canaille bourgeoise », qu'il ait été compagnon tanneur ou avocat éloquent, à devenir une puissance indépendante, n'ayant avec l'ensemble de l'Etat que de faibles liens.

En France, l'évolution sociale qui a tant favorisé les intérêts de la bourgeoisie qu'elle l'a laissée s'éparpiller en groupes isolés, lesquels, n'ayant aucun sentiment de responsabilité pour l'ensemble, faisaient du gouvernement et du parlement le jouet de leurs intérêts particuliers, a abouti, d'autre part, à la transformation de l'armée, instrument de l'intérêt de l'Etat, en un groupe d'intérêts ayant ses propres fins et prêt à les défendre malgré la République et contre la République.

La contradiction entre la République parlementaire et l'armée permanente ne peut trouver sa solution que dans l'intégration de l'armée dans la société civile et dans l'organisation de la société civile en armée, dans la transformation de l'armée d'instrument de conquête et de puissance coloniale en un instrument de défense nationale, bref, *dans le remplacement de l'armée permanente par une armée de milices*. Aussi longtemps que cette solution ne sera pas réalisée, la contradiction interne continuera à se manifester par des crises périodiques, des conflits entre la République et sa propre armée, dans lesquels les résultats palpables de la constitution de l'armée en corps indépendant, sa corruption et son indiscipline apparaissent au grand jour. Les affaires Wilson (\*), du Panama, des chemins de fer du Midi, devaient fatalement trouver leur couronnement dans l'affaire Dreyfus.

Ainsi, la rébellion des cadres supérieurs de l'armée provenait de leur désir de conserver leur indépendance vis-à-vis du pouvoir civil républicain, et nullement du dessein de perdre tout à fait cette indépendance avec une monarchie.

De la situation ainsi esquissée découlait naturellement le caractère burlesque de cette action apparemment monarchiste. Une furieuse guerre de plume dans les journaux, un bruit assourdissant des voyous antisémites, des attroupements, des hurlements approbateurs devant les rédactions de feuilles nationalistes, un tintamarre, de vitres brisées dans les rédactions de feuilles dreyfusardes, des vexations à l'égard de passants paisibles, le fort de Guérin rue Chabrol (\*\*), enfin une agression à coups de bâtons de la jeunesse dorée contre le président de la République aux courses; mais dans cette atmosphère agitée chargée d'électricité, pas une seule action politique sérieuse en vue de réaliser le coup d'Etat. Le point culminant de cette effervescence fut le grand moment historique où Déroulède, ce polichinelle surexcité, saisit la

---

(\*) Gendre, trafiquant, du président de la République Jules Grévy (1885-1887). (N. d. E.)

(\*\*) Jules Guérin, antidreyfusard antisémite, se retrancha dans une maison de la rue Chabrol pour éviter d'être arrêté. La police en fit le siège et, le 19 septembre 1899, l'énergumène finit par se rendre. (N. d. E.)

bride du général Roger qui, à la tête de ses troupes, rentrait à la caserne, pour l'entraîner vers l'Elysée, sans avoir la moindre idée de ce que Roger devait y faire et à quoi devait aboutir toute cette aventure.

Le fripon en uniforme s'est avéré d'ailleurs plus malin que le bouffon en civil : une tape de l'épée sur les doigts de Déroulède fut la réponse au « beau geste » du chef des antisémites. Ainsi finit l'unique tentative de coup d'Etat monarchiste.

Du court exposé ci-dessus il s'ensuit que les circonstances étaient en réalité considérablement différentes de ce qu'elles pouvaient paraître à la surface. Pas plus qu'autrefois, le sort de la République ne dépendait alors de « sauveurs » isolés, et encore moins de ceux assis sur des fauteuils ministériels, mais bien de l'enchaînement interne des conditions économiques et politiques du pays.

Il est bien compréhensible que les dangers d'un coup d'Etat en France pouvaient paraître sérieux dans le tumulte de la lutte quotidienne, où les événements et les faits prennent naturellement des dimensions exagérées et où l'examen des vraies causes sociales des phénomènes est extrêmement difficile, presque impossible, même pour les participants directs. Et, sans conteste, une action énergique des républicains s'imposait d'urgence au Parlement et surtout au dehors, pour tenir la bride à la racaille nationaliste et aux gens de l'Etat-major.

Mais aujourd'hui, après la fin de la crise et en voyant les choses avec recul, rabâcher les formules de la lutte quotidienne, célébrer sérieusement le ministère Waldeck-Rousseau, et notamment Millerand, comme le vrai « sauveur » de la République française, c'est donner une preuve de la conception historique vulgaire qui est la sœur jumelle de l'économie politique vulgaire, concevoir les éléments tels qu'ils se présentent à la surface de la vie politique, comme l'œuvre des ministres et autres « sommités » de l'histoire, au lieu de les concevoir dans leur véritable enchaînement interne. Le salut de la République par Millerand doit être pris avec le même sérieux que le danger monarchiste qui la menaçait de la part de Déroulède et de Guérin.

En effet, si la défense de la République devait dépendre de l'action du cabinet Waldeck-Rousseau, elle se serait écroulée il y a longtemps. A la farce du coup d'Etat monarchiste correspond la farce de la défense républicaine.

Rarement un gouvernement a pris la barre dans une époque plus grave, rarement on a mis dans un gouvernement de plus grandes espérances.

Certes, le danger *monarchiste* était plutôt un fantôme qu'une réalité, mais plus sérieuse que ce danger imaginaire était la possibilité que la République montrât son impuissance dans la guérilla contre



les éléments de l'anarchie, à savoir les chefs insubordonnés de l'armée et le clergé excitant à la révolte, et rendant ainsi inévitable le retour de crises analogues.

Les regards du monde entier étaient fixés sur la France. Il s'agissait de prouver la vitalité de l'ordre républicain, il s'agissait de montrer que la France bourgeoise avait encore assez de force pour expulser et neutraliser les éléments de désagrégation qu'elle ne cesse de produire. Les mesures à prendre dans ce cas étaient dictées par la situation même. Si l'armée s'était développée en un corps indépendant et si elle se dressait contre la République, il fallait briser net cette indépendance et provoquer sa réintégration dans la société civile, par l'abolition de la durée du service militaire. Si la prêtraille soutenait les menées subversives des chefs militaires et les incitait à la lutte contre la République, il fallait anéantir sa puissance par la dissolution des congrégations, par la confiscation de leurs biens et la séparation simultanée de l'Ecole et de l'Eglise, et de l'Eglise et de l'Etat.

Et, avant tout, si la corruption dans l'armée et l'assassinat judiciaire patent, avec son cortège de mensonges, de parjures et d'autres crimes encore avaient ébranlé complètement le prestige de la France à l'intérieur et à l'extérieur, il s'agissait, alors, de rendre à la justice républicaine la considération et l'autorité par un châtement exemplaire des coupables et l'acquittement des innocents.

Voilà déjà dix-neuf mois que le ministre est au pouvoir. Il a deux fois dépassé la durée moyenne d'un gouvernement français, les neuf mois fatals. Où sont ses œuvres, qu'a-t-il fait ?

Il est difficile de s'imaginer une contradiction plus éclatante entre le moyen et le but, entre la tâche et l'exécution, entre la publicité préparatoire et le spectacle qui s'ensuit, que celle existant entre les espérances placées en Waldeck-Rousseau et ses actes.

En fait de réforme de la justice militaire, nous avons aujourd'hui *une promesse* du ministre de la Guerre d'introduire dans les procédés des conseils de guerre les « circonstances atténuantes ». En fait de « démocratisation » de l'armée — une ordonnance sur les journaux à lire par les officiers. Le socialiste Pestre propose à la Chambre, dans la séance du 27 décembre de l'année précédente (1899), l'introduction du service de deux ans; le général André, ministre radical de la défense républicaine, répond qu'il ne peut prendre position au sujet de cette réforme réalisée par l'Allemagne mi-absolutiste. Le socialiste Dejeante réclame, dans la même séance, l'éloignement de tout prêtre des écoles militaires, le remplacement du personnel ecclésiastique dans les hôpitaux militaires par un personnel laïque, l'abolition des dépenses culturelles de l'armée — le ministre de la défense républicaine, qui devait laïciser l'armée, répond par un *rejet* pur et simple des propositions et une glorification du clergé, de l'armée, au milieu d'une tem-

pête d'applaudissements de la part des nationalistes. Les socialistes dénoncent à la Chambre (février 1900) une série d'abus flagrants dans l'armée, le gouvernement se refuse à toute enquête parlementaire à ce sujet. Le radical Vigné d'Octon fait à la Chambre (séance du 7 décembre 1900) des révélations terrifiantes sur le régime militaire français aux colonies, à Madagascar et en Indochine — le gouvernement repousse l'enquête parlementaire comme « dangereuse et injustifiée ». Après tout cela, le ministre de la Guerre monte à la tribune de la Chambre pour raconter la défense héroïque... d'un officier de dragons, boycotté par ses collègues parce qu'il avait épousé une femme divorcée.

Vient ensuite la lutte gigantesque avec le Dragon : le clergé. La guerre avec les prêtres s'étend à travers l'histoire de France au dernier siècle comme un fil rouge. La troisième République seule a mûri trente-trois projets de lois anticléricales. Jusqu'ici toutes les mesures se sont montrées impuissantes, parce qu'elles ne visaient pas l'Eglise dans son ensemble, mais seulement une partie inséparable du tout, le clergé régulier; et ce dernier elles voulaient seulement le soumettre à l'Etat, non par une interdiction totale, mais en le contraignant à l'autorisation légale. Malgré toutes les clauses légales, les congrégations ont, sous la troisième République, augmenté leur effectif de 200.000 individus et triplé leur fortune. Survient maintenant le coup de hache du « gouvernement de défense républicaine » : le projet Waldeck-Rousseau qui, copié sur les anciens modèles, est, de nouveau, dirigé, seulement et uniquement, contre des ordres non autorisés. Pour limiter leur nombre, on fixe une norme légale qui met sur le même pied les ordres religieux de moines et les associations publiques, et dont l'application est laissée à la bonne volonté des prochains ministères, s'il s'agit du clergé, et à leur mauvaise volonté, s'il s'agit des socialistes. La République conserve, après comme avant, les ordres autorisés avec leur fortune de près de 400 millions de francs, le clergé séculier subventionné par l'Etat avec ses 87 évêques, ses 87 séminaires, ses 42.000 prêtres, le budget des Cultes d'à peu près 40 millions. La puissance capitale du clergé se trouve dans l'influence qu'il exerce sur l'éducation. Deux millions d'enfants français sont actuellement empoisonnés dans les écoles cléricales et élevés dans la haine de la République. Le gouvernement se décide à frapper un grand coup et interdit l'instruction... par les congrégations *non autorisées*. Or toute l'instruction religieuse se trouve justement entre les mains des congrégations autorisées, et par cette réforme radicale, 15.000 enfants en tout sur deux millions environ sont soustraits au goupillon. La capitulation du gouvernement devant l'Eglise est précédée d'un hommage de Waldeck-Rousseau au pape et scellée d'un vote de confiance des nationalistes.

Le point culminant de la défense républicaine du ministère est atteint par la loi d'amnistie de décembre de l'année précédente. Pendant deux ans, la France s'est consumée dans le désir de la Vérité, de la Lumière et de la Justice. Pendant deux ans, un meurtre judiciaire inexpié a pesé sur sa conscience. La société étouffait presque dans l'atmosphère empestée des mensonges, des parjures et des faux.

Enfin le gouvernement de défense républicaine est arrivé. Le monde entier retient son souffle. « Le grand soleil de la Justice » va se lever.

Et il se lève. Le 19 décembre, le gouvernement fait voter par la Chambre une loi, promettant l'impunité à tous les crimes, refusant aux victimes la satisfaction légitime et étouffant tous les procès commencés. Ceux qu'on déclarait hier encore les plus dangereux ennemis de la République sont accueillis aujourd'hui avec amour dans son sein comme des enfants prodiges. Afin de défendre la République, on accorde un pardon général à tous ses agresseurs; pour réhabiliter la justice républicaine, on escamote la réhabilitation des victimes du meurtre judiciaire.

Le radicalisme petit-bourgeois est resté fidèle à lui-même. Le radical Bourgeois, appelé en 1893 dans le cabinet Ribot à liquider le scandale de Panama, fit mettre à l'abri des poursuites, sous le prétexte de la République en danger, tous les parlementaires incriminés, et laissa toute l'affaire s'enliser d'elle-même. Waldeck-Rousseau, syndic de faillite de l'affaire Dreyfus, conduit l'affaire à un fiasco complet, afin de mettre le verrou au danger monarchiste. Le schéma reste le même :

*« L'ouverture claironnante qui annonçait le combat se perd en un faible grognement, aussitôt qu'il doit commencer; les acteurs cessent de se prendre au sérieux, et toute l'action tombe à plat, comme un ballon gonflé qu'on pique avec une aiguille. » (Marx, Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte.)*

Et pour mettre au monde cette action grotesque et minime, la participation d'un socialiste au gouvernement et avec lui toute l'énergie de la classe ouvrière auraient donc été indispensables? Car ce n'est même pas d'un point de vue socialiste, du point de vue d'un parti radical plus ou moins viable que cette action est ridicule; c'est en la comparant aux mesures que prirent les républicains, pourtant opportunistes, des années 1880, les Gambetta, les Jules Ferry, les Constans, les Tirard.

En 1879, l'opportuniste Gambetta, avec ses républicains modérés, exigeait l'expulsion de tous les monarchistes des services de l'Etat et chassait ainsi Mac-Mahon de la présidence. En 1890, ces mêmes républicains honnêtes arrivèrent à obtenir l'expulsion des jésuites, l'ins-

truction gratuite et obligatoire. En 1883, l'opportuniste Jules Ferry chassait six cents juges monarchistes.

Et pour que le ministre *radical* Waldeck-Rousseau restât en arrière de ces combien modestes mesures républicaines des opportunistes; pour qu'après une série de manœuvres de façade il n'entreprît rien en dix-neuf mois, pas la moindre réorganisation de la justice militaire, pas la moindre réduction du service militaire, pas la moindre action décisive contre les monarchistes dans l'armée, la justice et l'administration, pas une mesure énergique contre la cléricaille; pour qu'il déclarât enfin, après de longues tergiversations, toujours en posant à l'intrépidité, à l'inflexibilité et à la droiture, attitude classique du petit-bourgeois du haut de son ignominie politique, que la République n'était pas capable d'en finir avec la bande de coquins militaires et qu'on n'avait qu'à laisser tout simplement courir : c'est donc pour cela qu'on exigeait la collaboration d'un socialiste au ministère ?

On a affirmé que Millerand a été personnellement indispensable à la formation du cabinet Waldeck-Rousseau, sinon l'avènement même du ministère eût été mis en question. Autant qu'on le sache, la France ne souffre pas d'une pénurie d'amateurs de portefeuilles, et si Waldeck-Rousseau a pu trouver dans l'armée rebelle deux généraux utilisables pour le ministère de la Guerre, il avait sûrement dans son propre parti une demi-douzaine de ministres du Commerce à sa disposition. Mais lorsqu'on a vu le cabinet à l'œuvre on peut affirmer carrément que Waldeck-Rousseau pouvait tranquillement prendre n'importe quel radical comme collaborateur.. L'avorton de la défense républicaine n'eût certes pu être pire. Jusqu'à présent, les radicaux ont su tout seuls et sans aide étrangère se compromettre à fond.

Nous avons vu que le danger monarchiste qu'on croyait percevoir au cours de la crise Dreyfus était beaucoup plus un fantôme qu'une réalité. Ainsi s'explique suffisamment le fait que la « défense » Waldeck-Millerand n'a pas encore livré la République au coup d'Etat. Mais ceux qui aujourd'hui encore parlent du danger monarchiste avec la même conviction qu'il y a deux ans et qui, après comme avant, justifient par ce danger l'initiative de Millerand jouent là un jeu peu dangereux. Car, plus on dépeint la situation comme très grave, plus l'action du ministère apparaît pitoyable et plus contestable le rôle des socialistes dans ce ministère.

Si le danger monarchiste était, comme nous avons cherché à l'exposer, faible, l'action salvatrice du gouvernement s'annonçant par de grandes promesses et se terminant en fiasco est tout simplement *ridicule*. Si au contraire ce danger était grand et sérieux, alors le semblant d'action du cabinet est une *trahison* envers la République et les partis qui avaient confiance en lui.

Et dans les deux cas la classe ouvrière par la participation ministérielle de Millerand n'a pas eu cette « large part de responsabilités » que Jaurès et ses amis revendiquaient si fièrement, mais une part à l'éclatante déconfiture « républicaine » du radicalisme petit-bourgeois.

### III

#### *La tactique de Jaurès et le radicalisme*

La contradiction entre ce qu'on attendait de la défense républicaine du cabinet Waldeck-Rousseau et ce qu'il a réalisé en fait, a placé cette fraction du socialisme français qui a soutenu l'entrée de Millerand dans le cabinet devant une alternative. Ou bien elle devait avouer sa désillusion, reconnaître l'inutilité de la participation de Millerand au gouvernement et exiger sa démission, ou bien se déclarer satisfaite de la politique du cabinet, la présenter comme la réalisation de ses espérances et, en conséquence, au fur et à mesure de la dégringolade de l'action gouvernementale vers le néant, elle devait modérer de plus en plus ses espérances et ses revendications : Jaurès et ses amis ont choisi la seconde voie.

Tant que le ministère tournait autour du point capital et demeurait encore dans la phase des escarmouches provisoires (et cette phase a duré 18 mois entiers), la tendance de sa politique et la position des socialistes en face de cette politique pouvaient encore rester dans l'incertitude. Le premier pas décisif, la loi d'amnistie, éclaira d'un seul coup la situation.

C'était précisément pour le groupe Jaurès que la liquidation de l'affaire Dreyfus devait être décisive. Toute sa tactique depuis deux ans reposait sur cette carte. Pendant deux ans, la lutte pour Dreyfus fut l'axe de toute sa politique; elle était pour lui « une des plus grandes batailles du siècle, une des plus grandes de l'histoire humaine » (Jaurès, *Petite République*, 12 août 1899), le devoir le plus honorable de la classe ouvrière; ne pas y répondre serait la « pire abdication et la pire humiliation, la négation même du grand rôle de classe du prolétariat » (*Petite République*, 15 juillet 1899). « Toute la vérité ! la pleine lumière ! », tel était le but de la campagne socialiste. Rien ne pouvait arrêter Jaurès et ses amis, ni les difficultés et les manœuvres des nationalistes, ni les protestations de l'autre fraction du socialisme, menée par Guesde et Vaillant. « Nous continuons la bataille », s'écrie Jaurès avec une noble fierté, « et si les juges de Rennes, circonvenus par les ignominieuses manœuvres de la réaction, sacrifiaient une fois de plus l'innocent pour sauver les grands chefs criminels, demain encore, malgré les conseils d'abstention, malgré les manifestes

d'excommunication, malgré les prétendus rappels à la lutte de classes faussée, rapetissée et travestie, nous nous dresserions, à nos risques et périls, pour crier aux généraux et aux juges qu'ils sont des bourreaux et des infâmes ! » (*La Petite République*, 15 juillet 1899).

Pendant le procès de Rennes, Jaurès s'écrie avec une conviction rayonnante de la victoire : « Et quoi qu'ils fassent, la justice est prochaine ! L'heure de la libération arrive pour le martyr, l'heure du châ-timent arrive pour les scélérats ! » (*La Petite République*, 13 août 1899).

En novembre encore, peu de temps avant la loi d'amnistie, il déclare à Lille : « Pour moi, j'ai voulu continuer, j'ai voulu persévérer jusqu'à ce que la bête venimeuse ait été obligée de dégorger son venin. Oui, il fallait poursuivre tous les faussaires, tous les menteurs, tous les bourreaux, tous les traîtres; il fallait les poursuivre à la *pointe de la vérité comme à la pointe du glaive*, jusqu'à ce qu'ils aient été obligés, à la face du monde entier, de confesser leurs crimes, l'ignominie de leurs crimes » (*Les deux méthodes*, Lille, 1900, p. 5.)

Et Jaurès avait raison. L'affaire Dreyfus avait réveillé toutes les forces latentes de la réaction en France. Le vieil ennemi de la classe ouvrière, le militarisme, était là démasqué, et il fallait diriger toutes les lances contre sa poitrine. Pour la première fois, la classe ouvrière était appelée à mener une grande lutte politique. Jaurès et ses amis l'ont conduite au combat et ont inauguré ainsi une nouvelle époque dans l'histoire du socialisme français.

Aussi, lorsque la loi d'amnistie fut proposée à la Chambre, les socialistes de l'aile droite se virent soudainement au bord du Rubicon. Il était clair qu'appelé avant tout pour liquider l'affaire Dreyfus, au lieu de répandre la « pleine lumière », de faire obtenir à la « vérité entière » tous ses droits, et de faire mettre à genoux la clique militaire, le gouvernement s'apprêtait plutôt à étouffer la lumière et la liberté et à tomber lui-même à genoux devant la clique. Du point de vue de Jaurès et de ses amis c'était l'abandon des espérances qu'ils avaient placées dans le gouvernement. Le ministère s'avérait un outil inutilisable pour la politique socialiste et pour la défense républicaine, l'outil se retournait contre son maître. Si la fraction Jaurès voulait rester fidèle à son attitude dans l'affaire Dreyfus et au devoir de défense républicaine, elle devait aussitôt retourner son arme et chercher par tous les moyens à déjouer la loi d'amnistie. Le gouvernement avait enfin montré ses cartes, il fallait contrarier son jeu.

Mais la décision sur le projet d'amnistie se transformait en même temps en décision sur l'existence même du ministère. Comme les nationalistes se déclaraient contre l'amnistie et que le cabinet avait posé la question de confiance, une majorité pouvait se faire facilement contre le projet et provoquer une crise ministérielle.

Jaurès et ses amis avaient donc le choix : ou renoncer aux buts de leur campagne de deux ans en faveur de Dreyfus, ou bien renoncer au cabinet Waldeck-Rousseau, renoncer à la « pleine lumière » ou bien au ministère, à la défense républicaine ou bien à Millerand. La balance ne vacilla que quelques minutes; Waldeck et Millerand pesèrent plus lourd que Dreyfus, l'ultimatum du ministère obtint ce que n'avaient pu obtenir les manifestes d'excommunication : afin de sauver le gouvernement, Jaurès et son groupe abandonnèrent leur campagne pour Dreyfus et se déclarèrent pour le projet d'amnistie.

Les dés étaient jetés. En acceptant la loi d'amnistie, l'aile droite socialiste faisait du maintien du gouvernement, et non plus de ses propres intérêts politiques, la ligne directrice de sa conduite. Le vote de la loi d'amnistie fut le Waterloo de sa campagne pour Dreyfus; en un instant Jaurès anéantit tout ce qu'il avait fait en deux ans.

Après cet abandon de son principal enjeu politique, la tactique de Jaurès acheva son évolution avec une aisance et une rapidité extraordinaires.

D'abord, pour sauver le gouvernement, on abandonna à contre-cœur ce qu'on avait de plus cher; le but de deux années de combats gigantesques : « toute la vérité et la pleine lumière ». Mais pour justifier son propre attachement à un gouvernement de fiasco politique, il faut nier le fiasco du gouvernement. Le pas suivant c'est donc la justification de la capitulation du gouvernement.

Il a étouffé l'affaire Dreyfus, au lieu de la mener jusqu'au bout ? Mais, c'était nécessaire pour se débarrasser de procès ennuyeux et maintenant inutiles, pour éviter la satiété du public, qui bientôt se fermerait à la vérité elle-même (Jaurès, *Petite République*, 18 décembre 1900) (\*).

Certes, il y a deux ans, « toute la France loyale et probe » fut invitée à crier : « Je jure que Dreyfus est innocent, que l'innocent sera réhabilité, que les criminels seront punis » (Jaurès, *Petite République*, 9 août 1899).

« Mais aujourd'hui toutes les procédures juridiques seraient une chose ridicule. Elles ne feraient que fatiguer le pays sans l'éclairer, et nuiraient à la cause même que nous voulons servir. » « La vraie sanction de l'affaire Dreyfus » se trouve aujourd'hui dans « une œuvre républicaine d'ensemble » (Jaurès, *Petite République*, 18 décembre 1900).

Encore un pas en avant et les anciens héros de l'affaire Dreyfus apparaîtront comme des fantômes importuns dont on ne saurait se débarrasser assez vite.

---

(\*) Vérification faite, l'article de Jaurès du 18 décembre 1900 exprime bien la même idée mais pas tout à fait dans les mêmes termes. (N. d. E.)

Zola le « grand ouvrier de la justice », la « fierté de la France et de l'humanité », l'homme du coup de tonnerre de « J'accuse ! », lance une protestation contre l'amnistie, après comme avant il veut « toute la vérité et la pleine lumière », il accuse de nouveau. Quel aveuglement ! Ne voit-il pas, s'écrie Jaurès, qu'il y a déjà « assez de lumière » pour que tous les esprits en puissent être pénétrés ? Que Zola se console de sa justification, devenue inutile, du fait que le « grand jury, l'humanité tout entière » le glorifie devant le tribunal, que désormais donc il nous laisse en paix avec son éternel « J'accuse ! ». Surtout pas de plaintes, pas de répétitions ! (*Petite République*, 24 décembre 1900) (\*). « Une œuvre républicaine d'ensemble », voilà le principal.

L'héroïque Picquart repousse comme une offense la réintégration dans l'armée qui lui est offerte ainsi que l'amnistie — quelle présomption ! Est-ce que le gouvernement, par le rappel projeté, ne lui assure pas la « plus éclatante satisfaction » ? Certes, ce qui intéresse le plus Picquart, c'est la consécration judiciaire de la vérité ; mais que l'ami Picquart n'oublie pas que la vérité n'intéresse pas seulement lui, Picquart, mais « l'humanité tout entière », et que dans l'humanité entière, somme toute, son affaire à lui, Picquart, ne joue qu'un rôle secondaire. « Notre effort vers la justice ne saurait en effet se borner à des cas individuels » (Gérault-Richard, *Petite République*, 30 décembre 1900). « Une œuvre républicaine d'ensemble », voilà l'essentiel.

Dreyfus, « cet exemple de l'humaine souffrance en ce qu'elle a de plus poignant » (Jaurès, *Petite République*, 10 août 1898), Dreyfus se défend désespérément contre l'amnistie qui lui enlève son dernier espoir de réhabilitation, quel homme insatiable ! Ses bourreaux ne souffrent-ils pas assez ? — Esterhazy se traîne « déguenillé et affamé dans les rues de Londres », Boisdeffre a dû « fuir de l'Etat-major », Gonse est « hors cadres et il marche comme accablé », de Pellieux est « mort en disgrâce », Henry a dû « se couper la gorge », du Paty de Clam est « en retraite », que veut-on de plus ? Les remords des criminels ne sont-ils pas une punition suffisante pour eux ? Et puis, si Dreyfus ne se contente pas de ces coups du sort, accablant ses ennemis, mais s'obstine à exiger partout une punition par la justice humaine, patience ! « Le châtement saura bien trouver un jour » les misérables (Jaurès, *Petite République*, 5 janvier 1901). Un jour ! Mais maintenant le brave Dreyfus doit bien s'apercevoir qu'il y a au monde des questions plus importantes que ces « procès désormais inutiles et

---

(\*) Vérification faite, Jaurès écrit dans cet article : « Ne nous plaignons pas (...) ne nous attardons pas aux vaines redites ». (N. d. E.)



fastidieux ! » (*ibid.*, 24 décembre 1900) — « Nous avons mieux à tirer de l'affaire Dreyfus que ces émotions et ses vengeances (Gérault-Richard, *Petite République*, 15 décembre 1900). « Une œuvre républicaine d'ensemble », voilà l'important.

Un pas de plus et même la critique de la politique gouvernementale, à laquelle on a sacrifié la campagne pour Dreyfus, paraîtra un jeu frivole avec le gouvernement de la « défense républicaine ».

Dans le propre camp de Jaurès s'élèvent peu à peu des voix désenchantées au sujet de l'action du cabinet pour la « démocratisation de l'armée » et la « laïcisation » de la République; quelle frivolité ! Qu'il est dangereux de dénigrer systématiquement et avec une sorte d'impatience nerveuse (après dix-huit mois ! — R.L.) les premiers résultats obtenus par l'effort commun ! — « Pourquoi s'exposer à décourager le prolétariat ? » (Jaurès, *Petite République*, 5 janvier 1901). Les projets gouvernementaux au sujet des congrégations seraient une capitulation devant l'Eglise ? Seuls des « dilettanti », des « virtuoses » peuvent l'affirmer. En fait, c'est « le plus grand combat qui se soit livré, depuis les lois de laïcité scolaire, entre l'Eglise et la société civile » (Jaurès, *Petite République*, 12 janvier 1901).

Et, en général, si le gouvernement enregistre un fiasco après l'autre, ne reste-t-il pas comme consolation la « certitude de victoires futures » ? (*Petite République*, 5 janvier 1901). Il ne s'agit pas de lois isolées, l'« œuvre républicaine d'ensemble », voilà le principal.

Mais qu'est-ce donc après tout que cette « œuvre républicaine d'ensemble » ? Ce n'est plus la liquidation de l'affaire Dreyfus, la réorganisation de l'armée, la soumission de l'Eglise. Aussitôt que menace la chute du ministère, on abandonne tout, et il suffit que le gouvernement pose, à propos de n'importe quelle mesure, la question de confiance, pour soumettre à son joug Jaurès et ses amis. Hier, ils préconisaient le soutien du gouvernement pour le salut de la République, et aujourd'hui le salut du gouvernement par l'abandon de la défense républicaine. L'« œuvre républicaine d'ensemble » c'est aujourd'hui l'union de toutes les forces républicaines pour le maintien du ministère Waldeck-Rousseau à la barre.

L'attitude du groupe de Jaurès vis-à-vis de la politique du gouvernement actuel est, il est vrai, d'une part, directement opposée à son attitude dans l'affaire Dreyfus. Mais d'autre part, elle en est la continuation directe. En effet, c'est le même principe de l'union avec la démocratie bourgeoise qui, il y a deux ans, a servi de base au combat acharné des socialistes pour une solution définitive de l'affaire

Dreyfus, et qui les amène aujourd'hui, parce que la démocratie bourgeoise laisse tomber son devoir, à se désintéresser eux aussi de la liquidation de l'affaire, ainsi que de la réforme complète de l'armée et des rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Cela prouve que dans la tactique de Jaurès, ce ne sont pas les aspirations propres du Parti socialiste qui sont l'élément permanent, l'élément de base, et l'alliance avec les radicaux l'élément variable, accessoire, mais que, au contraire, l'alliance avec les démocrates bourgeois constitue l'élément constant, ferme, et les aspirations politiques, qui parfois se font jour, ne sont que le produit fortuit de cette alliance. Déjà pendant la campagne pour Dreyfus l'aile fidèle à Jaurès n'a pas su conserver la ligne de démarcation entre les camps bourgeois et prolétarien. Si, pour les amis bourgeois de Dreyfus, il s'agissait exclusivement d'extirper les excès du militarisme, de supprimer la corruption dans l'armée, de l'assainir, la lutte des socialistes devait porter contre les racines du mal, contre l'armée permanente elle-même. Et si pour les radicaux la réhabilitation de Dreyfus et la punition des coupables de l'Affaire étaient le but de l'agitation, le cas Dreyfus ne pouvait être pour les socialistes que l'occasion d'entamer une agitation en faveur de l'armée de milices. C'est en ce cas seulement que l'affaire Dreyfus et les étonnants sacrifices de Jaurès et de ses amis auraient pu, par l'agitation, rendre au socialisme des services énormes. En fait, l'agitation du camp socialiste, vue dans son ensemble, à l'exception de déclarations isolées, qui pénétraient plus profondément la nature de l'Affaire, se maintint dans la même voie que celles des « révisionnistes » bourgeois. Là déjà, les socialistes, bien qu'ils aient dépassé de très loin le camp bourgeois par la durée, la dépense de forces et l'éclat de leur campagne, ne furent pas les dirigeants, mais seulement les suiveurs des radicaux. Avec l'entrée de Millerand au ministère, ils se sont placés entièrement sur le même terrain que leurs alliés bourgeois.

Ce qui distingue la politique socialiste de la politique bourgeoise, c'est qu'en tant qu'adversaires de l'ordre existant, les socialistes sont obligés, par leurs principes, de se tenir sur le terrain de l'*opposition* au parlement bourgeois. La tâche primordiale de l'activité parlementaire des socialistes : éclairer la classe ouvrière, réside avant tout dans la critique systématique de la politique gouvernementale. Mais, loin de rendre impossibles des résultats pratiques, des réformes immédiates d'un caractère progressif, l'opposition de principes est, pour tout parti en minorité, en général, et particulièrement pour le Parti socialiste, l'unique moyen efficace d'arracher des résultats pratiques.

Etant dans l'impossibilité de donner à leur propre politique la sanction directe de la majorité parlementaire, les socialistes sont obligés

d'arracher à la majorité bourgeoise des concessions dans une lutte incessante. Mais grâce à leur critique d'opposition, ils y parviennent par trois moyens : en faisant aux partis bourgeois une concurrence dangereuse par leurs revendications les plus larges et en poussant ces partis en avant par la pression des masses électorales, ensuite en dénonçant le gouvernement devant le pays et en l'influençant par l'opinion publique, enfin en groupant autour d'eux, de plus en plus, par leur critique à la Chambre et au dehors, les masses populaires jusqu'à devenir ainsi une puissance telle que le gouvernement et la bourgeoisie aient à compter avec elle.

Avec l'entrée de Millerand au ministère les socialistes français groupés autour de Jaurès se sont privés de ces trois moyens.

Et d'abord, la critique sans réserve de la politique gouvernementale leur est devenue impossible. S'ils voulaient flageller sa faiblesse, ses demi-mesures, sa lâcheté, les coups leur retomberaient sur le dos. Car si l'action républicaine du gouvernement est un fiasco, la question se pose aussitôt de savoir quel rôle un socialiste joue dans ce gouvernement ? Ainsi, pour ne pas compromettre le portefeuille de Millerand, Jaurès et ses amis se voient obligés de taire tout ce qui pourrait ouvrir les yeux de la masse ouvrière sur les défaillances de la politique gouvernementale. En fait, depuis l'existence du ministère Waldeck-Millerand, toute critique de cette activité est disparue de l'organe de l'aile droite socialiste, *La Petite République*, et toute tentative de critique est aussitôt combattue par Jaurès comme « nervosité », « pessimisme », « exagération ». La première conséquence du ministérialisme socialiste est donc le renoncement à la tâche primordiale de la social-démocratie en général et notamment au parlement, celle d'*éclairer et éduquer politiquement les masses*.

De plus, les partisans de Millerand, même lorsqu'ils critiquent le gouvernement, ont enlevé à leur critique toute signification pratique. Leur attitude à l'égard du projet d'amnistie a montré qu'aucun sacrifice ne leur semblait trop grand pour maintenir le gouvernement au pouvoir, qu'ils sont d'avance décidés à le soutenir de leurs voix dès qu'il leur braque sur la poitrine le pistolet de la question de confiance. Ainsi ils se sont livrés entièrement au gouvernement.

Evidemment, dans un pays gouverné par les méthodes parlementaires, les socialistes ne sont pas toujours aussi libres dans leur attitude que, par exemple, en Allemagne, au Reichstag, où ils peuvent toujours donner à leur attitude d'opposition une expression nette au moyen du vote de défiance. Eu égard au « moindre mal », les socialistes français se voient fort souvent obligés, au contraire, d'empêcher par leurs voix la chute d'un gouvernement bourgeois. Mais, justement par le régime parlementaire, le vote des socialistes devient une arme qu'ils brandissent au-dessus de la tête du gouvernement comme une épée de Damoclès

et par laquelle ils peuvent appuyer leurs critiques et leurs revendications. Jaurès et ses amis en se rendant dépendants du gouvernement par la participation ministérielle de Millerand, ont rendu le gouvernement indépendant d'eux; en se privant du moyen d'amener le cabinet à des concessions par le spectre de la crise ministérielle, ils ont fait, au contraire, de cette crise une épée de Damoclès qui les menace eux-mêmes et au moyen de laquelle le cabinet peut, à tout moment, les contraindre à des concessions.

Les négociations actuelles au sujet de la loi sur les associations illustrent d'une façon éclatante cette situation de Prométhée enchaîné, dans laquelle le groupe Jaurès s'est mis lui-même. Certes, l'ami de Jaurès, Viviani, dans un brillant discours à la Chambre, a mis en pièces le projet gouvernemental sur les congrégations et a indiqué la vraie solution du problème. Mais si, le lendemain, à côté des éloges les plus emphatiques de ce discours, Jaurès met dans la bouche du gouvernement la réponse par laquelle il doit réfuter cette critique (\*), si *avant* l'ouverture des débats, *avant* toute tentative d'amélioration au projet gouvernemental, il donne aux socialistes et radicaux le mot d'ordre d'assurer à tout prix l'*adoption* du projet gouvernemental, tout l'effet politique de la manifestation de Viviani est détruit par le fait même.

La participation ministérielle de Millerand — et c'est sa deuxième conséquence — transforme les critiques socialistes de ses amis à la Chambre en *boniments*, en exposés des « horizons lointains » du socialisme, *sans la moindre influence sur la politique pratique du gouvernement*.

Enfin, dans cette situation, la pression des socialistes sur les partis bourgeois se révèle être un beau rêve.

Pour assurer la durée du gouvernement, les partisans de Millerand se voient obligés d'observer une solidarité très intime avec les autres groupes de gauche. Mais comme ce n'est pas le résultat politique qui les intéresse chaque fois, mais plutôt la fidélité au cabinet des gauches unifiées, ils se voient obligés de rechercher partout non point les motifs qui les séparent des autres groupes bourgeois, mais au contraire ce qui les en rapproche. Dans la bouillie « républicaine » de l'union des gauches, que la grande pensée de Jaurès est de maintenir, son groupe disparaît complètement.

---

(\*) « Il est *trop aisé* au gouvernement de répondre que s'il reste en deçà de ce qui est le programme de la République, s'il ne frappe d'abord que les congrégations, c'est parce qu'il pare d'abord aux *périls les plus pressants*. Sa tâche est de mettre la liberté en état de *se défendre elle-même*. » (*Petite République*, 17 janvier 1901.) (Note de R.L.)

Au service de Millerand ses amis jouent actuellement le rôle de radicaux bourgeois.

Oui, dans la majorité républicaine d'aujourd'hui, les radicaux sont l'élément avancé, l'élément d'opposition et les socialistes de l'aile droite l'élément modéré, l'élément gouvernemental.

Ce furent les radicaux d'Octon et Pelletan qui, à la séance de la Chambre du 7 décembre de cette année, réclamèrent de toute leur énergie l'enquête parlementaire sur les atrocités coloniales, alors qu'il s'est trouvé à l'aile droite des socialistes deux députés pour voter contre l'enquête ! Ce fut le radical Vazeille qui s'opposa à l'étouffement de l'affaire Dreyfus par l'amnistie tandis que les socialistes votèrent finalement contre Vazeille. Enfin c'est le radical-socialiste Pelletan qui, dans *La Dépêche de Toulouse* du 26 décembre, donne aux socialistes la leçon suivante :

« Il s'agit de savoir si un gouvernement est fait pour servir les idées représentées par le parti sur lequel il s'appuie, ou pour les lui faire trahir. Oh ! les hommes que nous maintenons au pouvoir ne nous gâtent pas. A part deux ou trois ministères, tous gouvernent à peu près comme pourrait le faire un cabinet Méline(\*) et les partis qui devraient, dans leur propre intérêt, l'avertir et le ramener sont à *plat ventre devant lui* ! Je suis, pour ma part, de ceux qui estimaient excellent que le parti collectiviste ne se renfermât pas dans une attitude de luttés systématiques et qu'un des siens entrât au pouvoir. Oui, je jugeais cette nouveauté excellente; dans quelle pensée ?... Pour que la politique avancée eût dans le cabinet une force et une garantie de plus, et non pour que les plus navrants abandons y eussent un otage dont le nom pût suffire à entraîner la défection des voix socialistes.

« Aujourd'hui, voilà M. Waldeck-Rousseau, non pas l'allié, comme nous le désirions, mais *le directeur de conscience des partis avancés*. Il les mène, ce me semble, un peu trop loin (...) Il lui suffit, pour être obéi, de tirer de sa poche le grand Croquemitaine de la crise ministérielle. Prenez garde : il y aura quelque chose de moins dans la politique du pays, quand on aura fait des nôtres et des vôtres(\*\*) une nouvelle catégorie de sous-opportunistes. »

Des socialistes qui cherchent à détourner des démocrates petits-bourgeois de leur attitude d'opposition et des démocrates bourgeois qui reprochent aux socialistes de se vautrer devant le gouvernement

---

(\*) Jules Méline (1838-1925) avait présidé, de 1896 à 1898, un ministère républicain conservateur soutenu par la réaction rurale et protectionniste ainsi que par l'Etat-major. (N. d. E.)

(\*\*) Pelletan s'adresse à Jaurès en personne. (N. d. E.)

et de trahir leurs propres idées, c'est la plus profonde humiliation qu'ait jamais subie le socialisme et c'est, en même temps, l'ultime conséquence du ministérialisme socialiste.

Ainsi la tactique de Jaurès qui voulait atteindre des résultats pratiques en sacrifiant l'attitude d'opposition s'est montrée la moins pratique du monde.

Au lieu d'accroître l'influence socialiste sur le gouvernement et le parlement bourgeois, elle a fait des socialistes l'instrument sans volonté du gouvernement et l'appendice passif de la petite bourgeoisie radicale. Au lieu de donner une nouvelle impulsion à la politique progressiste à la Chambre, elle a laissé perdre avec l'opposition des socialistes le stimulant qui seul eût pu amener le parlement et le gouvernement à une politique décisive et courageuse.

Et c'est là leur plus grande faute. Le fiasco de l'action de défense républicaine espérée de Waldeck-Millerand n'est pas un phénomène dû au hasard, mais un produit logique aussi bien de l'impuissance dans laquelle se trouvait dès le début le radicalisme à la Chambre que de la paralysie à laquelle les socialistes s'étaient, par surcroît, condamnés eux-mêmes par la participation au gouvernement radical.

Si pour tout homme impartial la pitoyable « action » du gouvernement Waldeck-Rousseau signifie la triste fin de sa mission « républicaine », elle n'en est pas moins pour Jaurès, malgré toutes ses faiblesses (qu'il ne peut complètement nier sous la pression des critiques de ses propres partisans), le commencement réjouissant d'une grande ère de renaissance démocratique en France basée sur la solide alliance du socialisme avec la démocratie petite-bourgeoise.

« Voilà pourquoi la fonction d'une majorité de gauche, si timide qu'elle soit, soutenant avec constance un gouvernement de gauche, si hésitant ou insuffisant qu'il soit, est à mes yeux un fait d'une importance extrême. C'est, selon moi, le rudiment informe, mais nécessaire, de l'organisme législatif et gouvernemental qui devra diriger prochainement le mouvement de notre société vers les fins suprêmes d'égalité voulues par nous. » (*Petite République*, 8 janvier 1901.)

Ce large coup d'œil sur cette époque prochaine du pouvoir en commun du prolétariat socialiste et de la petite bourgeoisie radicale fait paraître nécessaire, en deuxième analyse, le maintien du gouvernement Waldeck-Rousseau au prix de l'abandon des buts politiques immédiats, et le maintien de l'alliance avec la gauche bourgeoise en lui sacrifiant l'opposition indépendante socialiste. Mais Jaurès dans sa construction grandiose a tout simplement oublié que le radicalisme

petit-bourgeois, qu'il veut actuellement conduire au pouvoir politique à l'aide du soutien socialiste, a depuis longtemps perdu tout ressort précisément par une tactique qui a une troublante ressemblance avec la tactique actuelle de Jaurès.

La base du rôle politique de la petite bourgeoisie en France depuis la grande révolution a été *le programme républicain*. Tant que la grande bourgeoisie s'est retranchée derrière la monarchie, la petite bourgeoisie pouvait se présenter comme chef de la masse populaire, car même l'antagonisme entre la classe ouvrière et la bourgeoisie prenait en grande partie la forme de l'opposition entre la République et la monarchie et formait la solide épine dorsale de l'opposition petite-bourgeoise.

Au cours de l'histoire de la troisième République, les circonstances ont changé. Tandis que la plus grande partie de la bourgeoisie, hier son ennemie, devenait le porte-parole de la République, et qu'étaient réalisés les points principaux du programme petit-bourgeois : forme républicaine de l'Etat, « souveraineté du peuple » par le régime parlementaire, liberté de la presse, liberté d'association, liberté de conscience, le rôle politique de la petite bourgeoisie perdait toute base matérielle et l'axe de son antagonisme à la bourgeoisie était brisé. Il ne restait donc au programme radical que des accessoires secondaires bons à orner la République bourgeoise : système d'impôt progressif, réforme de l'instruction publique, lutte contre le cléricalisme.

Mais pendant que l'antagonisme politique entre la petite bourgeoisie et la bourgeoisie disparaissait, l'antagonisme social entre la bourgeoisie et la classe ouvrière se développait. En même temps que le contenu essentiel de son programme, la petite bourgeoisie perdait une grande partie de ses partisans. Le prolétariat entra en jeu, comme parti autonome, en opposition irréductible aussi bien au radicalisme qu'à l'opportunisme. Dans le radicalisme lui-même, une différenciation interne s'accomplit. Tandis qu'une partie de ses membres se sent, par ses intérêts essentiels, attirée vers la bourgeoisie dominante, une autre partie se voit forcée de se teinter de socialisme.

Le radicalisme « pur », réduit de cette façon dans la République opportuniste à un faible parti intermédiaire, était, s'il voulait réaliser son programme politique, placé devant l'alternative : ou de se cantonner dans l'*opposition* et lui donner la vigueur nécessaire par l'influence extra-parlementaire des masses; ou bien de ne s'appuyer que sur des combinaisons *parlementaires* avec la perspective d'arriver au pouvoir aux côtés de la bourgeoisie opportuniste.

La première méthode, regagner aux côtés du Parti ouvrier socialiste les sympathies des masses populaires, était doublement impossible pour le radicalisme. Non seulement il ne pouvait rien offrir aux ouvriers, mais, étant donné la prédominance et la stabilité relative de

l'artisanat en France, les aspirations sociales du prolétariat devaient y effrayer la petite bourgeoisie plus qu'en aucun autre pays. En persistant dans son programme politique étriqué, le radicalisme s'acheminait dans la voie exclusive du condominium parlementaire avec la bourgeoisie opportuniste. Et c'est là que commença sa dégringolade.

Condamné en période normale, à côté des opportunistes dans les gouvernements « mixtes », au rôle de complice passif, le radicalisme réussit de temps à autre à être indispensable et cela, chaque fois que la bourgeoisie opportuniste est compromise par un scandale et que la République traverse une crise. Le radicalisme trouve alors l'occasion d'agiter de nouveau son vieux haillon de programme de « défense républicaine » et d'arriver pour quelque temps au gouvernail. Mais, chaque fois, un fait dont il a seulement oublié de tirer les conséquences, se reproduit régulièrement, c'est que le radicalisme n'a pas de majorité à la Chambre pour accomplir ses réformes.

Pour gouverner, et se maintenir au pouvoir, il est ainsi obligé de laisser tomber son propre programme ou de cacher son inaction par une activité de façade, ou bien de mener directement une politique opportuniste. Dans les deux cas, il prouve bientôt à la Chambre sa nullité, au pays son inconsistance, et ainsi il devient, de plus en plus, un appendice impuissant de la bourgeoisie opportuniste.

L'action du cabinet Waldeck-Rousseau est un reflet fidèle de cette pratique radicale. En effet, il y a autant d'exagération à concevoir l'« union des gauches », sur laquelle Jaurès veut bâtir toute la politique actuelle du socialisme, comme un groupe politique compact, qui s'est attaqué à l'assainissement et à la réformation de la République, qu'à considérer le camp nationaliste comme une masse cohérente avec de sérieuses aspirations monarchistes.

Tout au contraire, nous voyons ici les éléments les plus divers qui représentent toutes les nuances, depuis le socialisme jusqu'à la réaction; l'aile de l'extrême droite, les progressistes du groupe Isembère coudoient les gardes du corps de Méline. Intérieurement divisée, la gauche d'aujourd'hui ne s'est retrouvée que par la nécessité commune de rétablir *le calme et l'ordre apparents*. Une fois cette tâche accomplie — et la fameuse loi d'amnistie apparaît en l'occurrence comme la solution classique — l'intérêt qui les lie passe à l'arrière-plan, la gauche se décompose et le gouvernement de salut républicain reste suspendu en l'air. Le fait que, au début dans la même Chambre, le cabinet Méline ait pu obtenir une majorité prouve tout le caractère occasionnel de la majorité présente. Et l'élection récente de Deschanel comme président de la Chambre, élection qui n'était possible que par la trahison d'une partie des gauches envers leur propre candidat Brisson, montre que la désagrégation des gauches n'est plus qu'une question de temps.



De cette situation découle logiquement la conduite du cabinet Waldeck-Rousseau. Dans l'impossibilité d'entreprendre aucune action énergique, il se voit nécessairement réduit à atténuer par une série de capitulations les antagonismes devenus aigus pendant la crise et, fidèle aux traditions du radicalisme, il trahit, une fois de plus, son programme en prenant le pouvoir encore une fois sans aucune garantie de réalisation de ce dernier.

Le gouvernement Waldeck-Millerand n'est donc pas, comme l'admet Jaurès, le commencement d'une nouvelle ère de domination de la démocratie sur la base de l'alliance radico-socialiste. Il est plutôt la continuation de l'histoire de la petite bourgeoisie radicale, dont le destin n'est pas de réaliser son propre programme démocratique, mais de sauvegarder l'existence normale de la réaction bourgeoise dans sa forme républicaine en balayant périodiquement le fumier politique accumulé par la bourgeoisie opportuniste. La nouvelle ère ouverte par le ministère Waldeck-Rousseau consiste uniquement en ceci que, pour la première fois, le socialisme prend part à cette mission historique de la petite bourgeoisie par le fait que, croyant servir le programme socialiste, il prête en réalité main-forte au radicalisme, tout comme ce dernier, en s'imaginant réaliser le programme de la démocratie, a toujours prêté main-forte à la bourgeoisie opportuniste.

La tactique de Jaurès est donc bâtie sur le sable. La résurrection de la démocratie petite-bourgeoise, que devait servir la participation de Millerand au gouvernement et à laquelle l'opposition socialiste à la Chambre fut sacrifiée, se révèle comme un mirage. En attachant le prolétariat socialiste au cadavre du radicalisme petit-bourgeois, Jaurès a, au contraire, paralysé la seule force vivante qui pouvait défendre en France la République et la démocratie.

#### IV

#### *Les réformes sociales de Millerand*

Outre l'« action de défense républicaine » du ministère Waldeck-Rousseau, on a allégué comme second motif à la participation ministérielle de Millerand, l'activité *réformatrice* de celui-ci en matière sociale.

Et, en effet, en aucun pays la rénovation et la modernisation de la politique sociale ne sont une nécessité aussi pressante qu'en France. Après que les premiers pas décisifs de la Révolution de 1848 (la

journal de travail légale de 11 heures et de 10 heures à Paris et l'interdiction du marchandage — la cession des travaux à des tâcherons) eurent été anéantis par l'écrasement de la classe ouvrière, la législation ouvrière ne fut reprise que vers 1875, bien que, dès 1840, les résultats effrayants de l'« accumulation primitive » eussent été dénoncés par des économistes bourgeois. Dès ce moment commence cet étrange travail de réforme sociale de la troisième République qui n'a son pareil en aucun autre pays. Pendant des années, chaque projet de loi erre à travers différentes commissions de préparation et d'examen, fait la navette de la Chambre au Sénat et du Sénat à la Chambre, adopté ici, repoussé là; accepté ici pour être rejeté là. Enfin après qu'à force de suppressions, de corrections, d'amendements, le projet n'est plus qu'un bousillage et obtient enfin la bénédiction de la Chambre et du Sénat, dès son application il se révèle comme une monstruosité. C'est pourquoi, dès le lendemain, on doit de nouveau tout mettre en train pour remanier la loi, travail qui, après dix ans de pénibles efforts, aboutit à son tour à une réforme sociale mort-née. Et l'histoire peut recommencer : la première loi de la République pour la protection du travail des femmes et des enfants (1874) montre aussitôt sa stérilité; après de longs efforts, commencés en 1883, elle est améliorée et remplacée par la loi de 1892. Mais cette dernière nécessite, dès 1894, un nouveau projet au Sénat et d'autres transformations qui traînent jusqu'en 1900.

La première loi sur la protection de la santé des ouvriers fut menée à bonne fin en 1893, après un remaniement de sept ans du projet gouvernemental. La garantie du salaire a seulement été réglée légalement en 1895. La première loi générale sur les assurances contre les accidents a abouti en 1898 après une préparation de 20 ans. Enfin une loi sur les assurances sur la vieillesse et l'invalidité, qui est « préparée » depuis 25 ans et qui a déjà passé par douze rédactions différentes, n'a pas encore été votée jusqu'à ce jour.

A côté de ce triturage sans fin des lois réformatrices, à côté de leur insuffisance congénitale, leur *application* défectueuse est également caractéristique en France. Le lourd appareil bureaucratique créé pour en surveiller l'application, à savoir : les commissions départementales et locales de protection des enfants, etc., n'est même pas entré en fonction. Ce n'est qu'en 1892 que l'inspection des usines a été soustraite à l'arbitraire des conseils généraux, et modifiée ensuite par les voies gouvernementales. Mais à l'indifférence et à l'inexpérience des inspecteurs, à l'insuffisance des commissions d'inspection s'ajoutent encore l'attitude ouvertement bienveillante des organes administratifs envers les patrons et les tribunaux ainsi que l'état extraordinairement retardataire de l'opinion publique au point de vue social. Pour caractériser à ce sujet la bourgeoisie française, il suffit d'indiquer

que, en 1888, il se trouva encore 171 voix à la Chambre pour l'abolition complète de l'inspection du travail à peine ébauchée en 1874, et que, en 1891, un projet fut présenté qui confiait aux gardes-champêtres l'inspection du travail dans les districts ruraux. A côté de la vieille politique sociale anglaise, de la politique allemande, suisse, autrichienne, l'ossification de la politique sociale française est quelque chose d'unique.

Le cabinet Waldeck-Rousseau avait plus d'une raison de développer une action énergique sur ce terrain. Le radicalisme français, qui dépasse encore les opportunistes en chinoiserie sociale, s'était entièrement compromis aux yeux des ouvriers par toute sa conduite passée. C'était une nécessité d'autant plus pressante de tout faire pour gagner l'appui du prolétariat que les propres troupes du radicalisme, la petite bourgeoisie parisienne, s'étaient montrées des recrues très peu sûres, aussi bien dans l'affaire Dreyfus qu'aux élections municipales.

Mais le facteur déterminant était la situation particulière du ministère actuel. Le cabinet Waldeck-Rousseau était forcé, comme ses prédécesseurs radicaux, de s'appuyer sur les socialistes et, comme ses prédécesseurs, il apparut sur la scène avec pour programme politique propre la trahison des aspirations et des espérances socialistes.

Jamais auparavant les socialistes n'avaient été aussi immédiatement intéressés à l'activité politique du gouvernement, jamais l'attention et la vigilance de la classe ouvrière n'avaient été aussi éveillées qu'après l'affaire Dreyfus, dont la constitution du ministère Waldeck-Rousseau a été le résultat immédiat et au cours de laquelle une grande partie des socialistes avait joué un rôle de premier ordre dans la politique quotidienne du pays. C'est pourquoi jamais l'impuissance du radicalisme n'avait contrasté d'une façon aussi frappante avec les espérances de la classe ouvrière socialiste que pendant le ministère Waldeck-Rousseau. L'inaction de dix-huit mois et la loi d'amnistie qui suivit, auraient pu, après la tension et l'émotion de cette crise de deux ans, épuiser la patience éprouvée des socialistes eux-mêmes. Le maintien de l'appui socialiste était donc cette fois pour le gouvernement radical une tâche bien plus difficile que dans les cas précédents. Il fallait, par avance et sans conditions, offrir quelque chose à la classe ouvrière pour compenser ses déceptions. Les réformes sociales se présentaient d'elles-mêmes comme ce dédommagement.

Des lois favorables aux travailleurs étaient pour le ministère le seul moyen qui pût amener les socialistes à avaler son fiasco politique. S'il n'y avait pas eu les réformes, grâce auxquelles les ouvriers furent aveuglés et les socialistes tenus en haleine, l'influence même de Jaurès ne fût pas arrivée à faire croire ses troupes à la politique de « défense républicaine » du cabinet. Seuls les lois et les décrets

sociaux obnubilèrent le jugement politique des cercles socialistes tant et si bien qu'ils purent voir plus tard une « grande œuvre républicaine », là où les démocrates bourgeois eux-mêmes ne voient que honte et trahison. L'amnistie et le projet sur les congrégations ne purent se risquer à la lumière qu'après la loi sur la durée de la journée de travail et le projet sur l'élargissement du droit de coalition. Les réformes sociales de Millerand assurèrent l'impunité à la capitulation politique de Waldeck-Rousseau. L'attitude amicale du gouvernement envers les travailleurs fut le prix auquel on a acheté la complicité passive d'une partie de la classe ouvrière dans cette capitulation.

C'est par conséquent méconnaître la logique interne de toute la situation politique que d'affirmer que le ministre socialiste est le seul initiateur de l'activité sociale du ministère radical, inconcevable sans lui. Bien au contraire, même si l'esprit, le caractère, l'étendue de l'œuvre sociale pouvaient être portés au compte de ce seul ministre, cette œuvre même était la base sur laquelle le cabinet Waldeck-Rousseau a assis son existence parlementaire, compte tenu de son complet abandon de ses devoirs politiques.

A première vue, la tactique du ministère radical que nous venons d'exposer semble un non-sens. Afin de pouvoir ménager les intérêts *politiques* de la réaction, a-t-il pu se décider à sacrifier ses intérêts *économiques* ? Pour pouvoir camoufler les antagonismes politiques à l'intérieur de la bourgeoisie, s'est-il décidé à faire ressortir les antagonismes sociaux entre la bourgeoisie et le prolétariat ? Mais cette tactique n'est absurde qu'en apparence. Une analyse plus poussée démontre qu'en fin de compte elle n'est pas une négation, mais une continuation directe de l'action politique du cabinet.

Ce qui est caractéristique des réformes sociales les plus importantes de Millerand, c'est qu'elles ont provoqué d'un côté un enthousiasme délirant et de l'autre une condamnation totale, qu'elles ont été en France, aussi bien qu'à l'étranger, l'objet des jugements les plus contradictoires. Tandis qu'on les prône d'un côté comme des mesures nettement socialistes, des signes avant-coureurs de la souveraineté future de la classe ouvrière, des jalons de la nouvelle ère de politique sociale, ailleurs on les stigmatise comme des actes de trahison envers la classe ouvrière, ou tout au moins comme des tentatives entièrement avortées de réforme sociale.

La cause en est bien simple. Elle ne réside pas, comme un observateur superficiel pourrait le croire, dans des positions fondamentalement différentes de ceux qui les jugent sur la question du ministéria-

lisme socialiste, mais dans le caractère même des mesures de Mille-  
rand. Elles se distinguent toutes, en effet, par leur duplicité, leur  
nature contradictoire, qui marquent les trois mesures de Millerand les  
plus importantes dans son œuvre comme dans l'esprit du public : la  
loi sur la durée de la journée de travail, les projets sur les syndicats et  
sur la grève obligatoire.

La France qui dans le domaine de la politique sociale était en  
retard sur l'Angleterre, sur l'Allemagne, sur le monde capitaliste tout  
entier, obtient dans les industries mixtes la journée générale de  
11 heures et dans quelques années de *10 heures* ! D'un bond, le pays  
classique du « manchestérianisme » social est à la tête du progrès, la  
classe ouvrière française, la Cendrillon d'hier, se change soudain sous  
nos yeux étonnés en une fière princesse. Il est clair que seul le  
ministre socialiste a pu accomplir un tel prodige.

Mais, ainsi que le camarade Jaurès l'a philosophiquement remar-  
qué après la loi d'amnistie, l'histoire ne connaît pas de victoire sans  
mélange. Ce qui gâte la loi Millerand, qui fait date dans l'histoire,  
c'est que la journée de 10 heures ne sera appliquée que quatre ans  
après sa promulgation (le 1<sup>er</sup> avril 1904). En quatre ans la Seine peut  
charrier beaucoup d'eau et bien des ministères français peuvent être  
plongés dans le Léthé. Si jusqu'ici les lois de protection ouvrière ser-  
vaient surtout à orner le *Journal officiel*, cela tenait à la résistance con-  
certée du patronat et des organes administratifs et judiciaires. Con-  
traste déplorable avec les flottements, les variations (\*), l'éphémère  
existence des ministères, ces forces de résistance forment en France  
un mur solide, inébranlable. Une loi livrée à l'action de gouverne-  
ments futurs inconnus, avec la réaction sociale pour rempart, c'est  
tout au plus une lettre de change sur une banque de l'avenir.

Mais le doute au sujet de sa réalisation future n'est pas la seule  
ombre qui s'étend sur la lumineuse loi de Millerand. La diminution du  
temps de travail pour les adultes à 11 heures et ensuite, 10, a été  
obtenue au prix d'un lourd sacrifice : *la prolongation provisoire d'une  
heure de la journée de travail des enfants*.

Il est vrai que la journée de 10 heures, fixée en 1892 pour les  
enfants, fut aussi peu observée dans la pratique que les autres lois  
protectrices du travail. La malice des patrons français avait répondu à  
la loi comme l'ont fait leurs collègues anglais après 1840, par l'intro-  
duction d'un système compliqué d'équipes où, pour employer l'expres-  
sion de Marx, les mains travailleuses étaient mêlées comme des cartes

---

(\*) En allemand Rosa emploie, entre guillemets, des citations poétiques à  
peu près intraduisibles : zu dem « Hinundherschweben », dem « wechselnd  
Weben ». (N. d. E.)

à jouer et le contrôle de l'application de la loi était par là devenu presque impossible.

Donc si la journée légale des enfants était prolongée d'une heure, le sacrifice, à ce que nous assuraient les politiciens réalistes, n'était qu'imaginaire. On pouvait renoncer d'un cœur léger à une heure de loisir des enfants en usine, heure n'existant que sur le papier, en échange de la diminution légale de la journée de travail des adultes, et de l'égalisation de leur temps de travail avec celui des enfants, grâce à quoi — tout au moins Millerand l'affirmait — le contrôle de l'application de la loi sur la journée de travail devenait possible. En réalité l'adoption de cette disposition de la loi révèle un dilettantisme social que même la législation française n'avait pas encore atteint.

Protéger particulièrement les enfants et les adolescents des usines, leur assurer un temps de travail plus court que celui des adultes, c'est le principe le plus élémentaire de la législation ouvrière, dans tous les pays capitalistes, c'est l'a b c de toute politique sociale, même de la politique *bourgeoise* la plus primitive, c'est la première exigence de la simple et saine raison humaine, le résultat direct des différences *naturelles* d'âge, c'est enfin la mesure la plus sûre pour *limiter* le nombre des enfants dans les usines. En prolongeant provisoirement d'une heure la journée des enfants, la loi Millerand ne sacrifie pas seulement cette heure matérielle de leur repos, non seulement cette prescription légale formelle, mais quelque chose d'infiniment plus important : elle sacrifie *le principe même de la protection particulière des enfants*.

Seule la « politique réaliste » habituée aux tripotages, avec sa conception grossièrement mécanique, pouvait voir dans la réduction future de la journée de travail des enfants aux dix heures réglementaires d'autrefois une compensation à l'augmentation actuelle de la journée. Au point de vue de la *politique sociale*, pour laquelle le temps de travail des enfants est une grandeur relative, variant en proportion du travail des adultes, l'assimilation actuelle et future du temps de travail des enfants et adolescents à celui des adultes *est une monstruosité sociale*. Comme il ne faut pas s'attendre à une réduction de la journée de travail au-dessous de la durée légale de 10 heures, ni en France, ni ailleurs pendant un temps considérable, la « réforme » Millerand n'est autre chose que la condamnation des enfants de prolétaires de 12 à 16 ans aux travaux forcés de 10 heures, au service de l'exploitation capitaliste, pendant des dizaines d'années encore.

Et ce ne sont pas seulement les enfants, ce sont aussi les adultes qui sont sacrifiés. La protection particulière du travail des enfants ne crée pas, en réalité, avec une inspection sérieuse, un obstacle à l'application des lois sur la durée du travail. Dans *tous les pays*, ces dispositions sont appliquées malgré la journée de travail partout plus courte

des enfants, et ce n'est qu'au parlement français qu'un ministre a pu prétendre le contraire sans être accueilli par un éclat de rire général. La protection particulière des enfants joue d'ailleurs un rôle très important pour la protection des adultes. Toute l'histoire des pays industriels, et en particulier de l'Angleterre, montre que la limitation du travail des enfants entraîne mécaniquement celle des adultes. La protection des enfants est en quelque sorte *le stimulant de l'évolution* et du progrès de la protection du travail en général.

Millerand donc, en assimilant la durée du travail des enfants à celle des adultes et en nivelant d'un audacieux trait de plume bureaucratique toutes les catégories naturelles de travailleurs, a non seulement ramené la législation ouvrière française en arrière de celle des autres pays, mais il l'a paralysée dès ses débuts. De quelque façon que la journée de travail maximum soit appliquée, la même durée de travail pour toutes les catégories de travailleurs est devenue la règle pour les industries françaises. La réalisation éventuelle de la journée de 10 heures pour les adultes est un élément problématique qui dépendra de l'orientation de chaque gouvernement et de ses organes, mais, par contre, la confusion de la durée de travail des enfants avec celle des adultes, voilà tout ce qui restera de la nouvelle réforme (\*).

Ainsi on voit crûment toute la duplicité de la première des grandes réformes de Millerand : tandis qu'il accorde aux ouvriers des conquêtes illusoire, il leur impose des sacrifices évidents et palpables. Et cela le deuxième projet important de Millerand, celui qui concerne *les syndicats*, nous le confirme.

Le droit de coalition assuré aux travailleurs en 1884 reste jusque maintenant sans protection légale. Livrés à l'arbitraire du patronat, les ouvriers organisés sont obligés de défendre par une lutte désespérée leur droit le plus élémentaire. Les plus grandes grèves françaises, par exemple celle de Carmaux, celle du département du Nord en 1885, la grève des employés des omnibus de Paris, enfin la grève récente du Creusot, furent provoquées par des sanctions contre des ouvriers.

Le projet Millerand assure au droit de coalition *une garantie juridique*, en prévoyant pour l'ouvrier sanctionné à cause de son

---

(\*) Nous recevons justement une nouvelle et intéressante confirmation des critiques que nous avons formulées. *La Petite République* du 9 février publie un projet de décret de Millerand prévoyant toute une série d'augmentations exceptionnelles de la journée de travail des adultes (de 1 à 2 heures) dans les industries mixtes. Les exceptions à la durée légale du travail sont en elles-mêmes un phénomène constant dans la pratique de la protection de l'ouvrier. Mais si Millerand, après avoir basé sa loi sur l'égalité de la durée de la journée de travail pour les enfants et les adultes, augmente ensuite par décret le temps de travail des adultes, il prouve qu'il ne prend pas au sérieux soit l'application de sa loi, soit les motifs dont il la justifie. Dans les deux cas, le sacrifice des enfants ouvriers paraît également vain. (Note de R.L.)

adhésion au syndicat, un droit de procès en dommages-intérêts contre le patron, et envisage une punition légale pour ce dernier s'il a usé de menaces et de violences. Mais ce n'est pas tout, le projet de loi reconnaît aux syndicats et à leurs fédérations *la personnalité juridique*, c'est-à-dire qu'elle leur permet de posséder des biens en quantités illimitées et d'entreprendre des transactions commerciales.

Au premier abord, nous voyons, là encore, une réforme sociale audacieuse dépassant de loin la législation ouvrière des autres pays. Mais hélas ce beau fruit est également rongé par un ver.

L'ouvrier syndiqué avait déjà auparavant en France *un droit personnel de plainte* contre le patron sur la base du code civil ordinaire (art. 1780 et 1782). Mais la garantie de droit privé s'est montrée *totalemeut inefficace*, à cause de la pauvreté des travailleurs leur rendant impossible les procès coûteux, de la difficulté de prouver devant la justice *l'intention* du patron, et de l'insuffisance des amendes infligées aux capitalistes. Il s'agissait de créer une garantie *pénale* correspondant seule au caractère de droit public du droit de coalition. Et par trois fois déjà (1890, 1892 et 1895), la Chambre avait, dans ce but, adopté une loi qui s'était régulièrement brisée contre la résistance du Sénat. Lorsque Millerand, au lieu d'imposer le vœu des travailleurs au Sénat, se courbe devant lui et introduit, comme garantie du droit de coalition, un droit de plainte de l'ordre du droit privé, il offre uniquement aux travailleurs, sous couleur de nouvelle protection juridique, l'ancienne absence de protection contre les abus du patronat.

Le second cadeau, le droit illimité de possession et de transaction est tout aussi illusoire. Déjà jusqu'ici les syndiqués avaient le droit, dans le cadre de leurs fonctions syndicales, de posséder des biens, meubles et immeubles, ainsi que la possibilité de fonder des coopératives de production et de consommation, quoique seulement indépendantes du syndicat. En fait, près d'un quart des coopératives françaises ont été formées par les syndicats. La réforme projetée consiste seulement en ceci, qu'elle permet aux syndicats de fonder comme tels des coopératives. Mais quand on connaît les expériences faites jusqu'aujourd'hui et les rapports mutuels des deux organisations, une telle interpénétration immédiate entre le mouvement syndical et le mouvement coopératif semble un bienfait extrêmement problématique. Sans répondre à un besoin réel du syndicat ou des coopératives, l'innovation projetée ne peut que créer une source de conflits et de frictions continuelles entre les deux organisations (\*).

---

(\*) Aussi la Confédération générale du travail, ainsi que le congrès des Bourses du travail françaises, qui siégea en 1900 à Paris, se prononcèrent-ils résolument contre la réforme. Pour ce qui a trait au côté juridique du projet, voir l'excellent article de Marius Moutet dans *Le Mouvement socialiste*, n° 30. (Note de R.L.)



Mais à ces conquêtes illusaires correspondent des pertes très réelles et incontestables, car le projet de loi non seulement accorde le droit de plainte aux ouvriers sanctionnés, mais en même temps reconnaît celui de l'entrepreneur contre les ouvriers qui mettent son établissement à l'index; non seulement il maintient dans toute sa vigueur l'article détesté du code pénal sur l' « entrave à la liberté du travail », mais il crée encore une protection pénale particulière pour l'entrepreneur et ses « volontaires de travail » contre « des menaces ou des violences » de la part des grévistes. Ainsi une mesure contre les grévistes, abrogée déjà en 1884 et correspondant à une motion déposée au parlement par les *réactionnaires* en mai 1890, est remise en vigueur, et, ainsi, toute la réforme se transforme, en sous-main, d'un prétendu élargissement et simulacre de garanties, en *une restriction du droit de coalition ouvrière*.

Voyons enfin le projet de loi qui a fait le plus sensation : celui sur l'*arbitrage obligatoire* et la *grève obligatoire*. Si quelqu'un n'a pas encore pu reconnaître le caractère socialiste des premières réformes de Millerand, ce projet doit lui ouvrir les yeux. Car si les autres mesures se meuvent dans le cercle connu de la législation ouvrière internationale, celle-ci introduit un *principe* tout nouveau : l'*obligation à la grève*. Une réforme ne peut pas visiblement aller plus loin. Le bond du « projet de loi sur les travaux forcés » (\*) au projet Millerand sur les grèves est si énorme qu'on croit y voir déjà le bout du nez de l'Etat futur. Et si le premier projet était un couteau sur la gorge de l'ouvrier, celui-ci porte le coup de grâce à la toute-puissance économique du Capital. « Le patron » — quelques journaux du Parti l'ont reconnu tout de suite — « cesse d'être maître dans sa propre maison ».

Mais, si l'on examine le projet de plus près, des doutes sérieux viennent à l'esprit. L'application de la loi projetée n'est assurée que dans les industries d'Etat, dans les industries privées elle continue à dépendre de l'arbitraire du patron. L'arme mortelle contre le Capital est donc mise dans le coffre des capitalistes. La minorité des ouvriers doit, aux termes mêmes de la loi, se soumettre à la décision de grève de la majorité, mais la loi ne prévoit pas de peines pour le cas où elle ne se soumet pas au vote et continue le travail. Le poignard redoutable mis dans la main du patron pour son suicide n'a donc pas de lame, quand on le regarde de plus près. Enfin les ouvriers ont absolument le droit, s'ils ont fait appel en vain aux commissions de conciliation, de décider la grève à la majorité, mais, après comme avant, le patron a la possibilité, et sans aucune procédure de conciliation, de les envoyer chacun et tous au diable et de les remplacer.

---

(\*) Projet de loi contre les grèves présenté, et repoussé, au Reichstag en 1899. (N. d. E.)

En dernier examen ce n'est donc pas seulement la lame qui manque au terrible poignard, c'est encore le manche !

Mais cette réforme, comme les autres réformes de Millerand, ne donne pas seulement, d'une main, un leurre à l'ouvrier, mais elle lui enlève de l'autre des avantages gros comme le poing.

D'après les dispositions du projet de loi, seuls décident chaque fois de la grève — donc aussi des revendications à formuler — les ouvriers employés dans une industrie ou un atelier. Lorsqu'il s'agit d'un contrat de travail, ce n'est donc pas avec le *syndicat* que le patron doit traiter, mais seulement avec les ouvriers de l'*atelier*. Cette mesure ferait d'une pierre deux coups : d'une part elle empêcherait que, par la généralisation syndicale des conquêtes et des revendications les plus étendues, l'esprit d'unité se développât dans les groupes isolés du prolétariat, et, d'autre part, elle supprimerait toute action commune de grève dans la corporation même, et en particulier les grèves politiques ou de solidarité si fréquentes en France (\*). En prenant comme *unité dans la bataille économique* l'atelier au lieu du syndicat, on enlève au combat le levier de la solidarité de profession et de toute la classe ouvrière ainsi que la force motrice que donne aux luttes la direction de classe du syndicat.

Le projet de loi sur les grèves s'oppose directement au développement normal des syndicats, comme la loi sur la journée de travail à l'évolution normale de la législation ouvrière. De même que celle-ci nivelle d'un trait de plume bureaucratique les catégories naturelles d'ouvriers, celui-là cherche à dévier artificiellement les axes naturels de cristallisation de l'organisation économique de la classe ouvrière. L'effet néfaste qui pourrait en résulter pour les syndicats a déterminé le jugement des experts les mieux qualifiés, les secrétaires de syndicats, et les a conduits, aussi bien en Allemagne, qu'en France, en Autriche, à la *condamnation principielle de la loi* (\*\*).

Mais, à notre avis, *la force d'obligation des décisions arbitrales* constitue un autre point très névralgique. Etant donné que le projet

---

(\*) Herbert dans les *Deutsche Worte*, n° 1 de l'année courante, prétend que les conflits de travail dans chaque région industrielle sont résolus par la même Chambre du travail, et que, par conséquent, il se produit un certain nivellement, une certaine généralisation dans les conditions de travail. Cette argumentation est très faible. Les Chambres du travail n'ont à juger que les revendications posées par les ouvriers d'un même atelier, et ne peuvent, dans leur sentence, excéder ces revendications. Mais c'est précisément la fixation de revendications communes qui est décisive, et cela, seul le syndicat peut le faire.

(\*\*) Voir l'excellent commentaire de Legien dans le *Vorwärts* du 25 décembre 1900, ainsi que les articles dans la *Correspondance des syndicats*, n°s 47 et 51 de l'année précédente; *Le Métallurgiste autrichien* du 29 novembre 1900 et *La Voix du peuple* du 3 au 10 février 1900. L'attitude d'opposition nette d'une grande partie des syndicalistes français est influencée, notamment, par leur enthousiasme bien connu pour la grève générale. (Notes de R.L.)

semble exclure toute possibilité pour le tribunal arbitral de pouvoir aboutir à une entente, puisque d'ailleurs les jugements de la Chambre de travail ont force de loi sans avoir été approuvés par les grévistes, le but de la grève (à moins que nous n'ayons ici affaire simplement à une obscurité du texte), devient incompréhensible. Les ouvriers n'ont manifestement aucun moyen de repousser éventuellement la sentence arbitrale et, en continuant la grève, d'obliger directement les patrons à céder, ou d'influencer indirectement le jugement arbitral. Le jugement du tribunal d'arbitrage n'est donc pas, comme il le serait en cas d'adoption volontaire, l'expression du rapport réel des forces des deux parties tel qu'elle s'est révélée dans la lutte. Le cours de la grève, les possibilités plus ou moins grandes de la poursuivre, n'ont pas la moindre influence sur le tribunal d'arbitrage, car sa sentence devient obligatoire sans condition.

Quel rôle joue donc la grève dans le projet de loi Millerand ? Elle n'est qu'un signal incitant le tribunal d'arbitrage à siéger, résultat qui pourrait être atteint avec autant de succès par la suspension d'un drapeau à une fenêtre d'atelier.

Ce n'est qu'à la lumière de l'arbitrage obligatoire qu'apparaît tout à fait clairement le « bienfait » des grèves obligatoires : on assure les travailleurs contre les briseurs de grève, mais on enlève en même temps à la grève tout sens et tout but. De même les prescriptions minutieuses et compliquées sur la manière de voter, pendant et après la grève, sur la tenue des ouvriers avant le vote, revêtent un intérêt singulier. Le seul sens réel de tout ce cérémonial chinois est donné par les rigoureuses mesures de protection destinées à empêcher toute influence « de personnes non intéressées » sur les grévistes. Etant donné qu'en France les grandes grèves sont régulièrement conduites par des socialistes éminents et surtout par les députés, les mesures de prudence prévues dans le projet ne sont rien d'autre qu'un moyen d'écartier les « agitateurs et fauteurs de troubles » socialistes du champ de bataille économique.

D'ailleurs, dans le projet Millerand la grève ne figure que comme une formalité creuse, que l'on ne conserve, comme l'a dit ouvertement la déclaration ministérielle, que par condescendance envers la classe ouvrière et pour ne pas heurter ses préjugés. La tendance et le but de la loi c'est d'aboutir à l'abolition, une fois pour toutes, de la grève, ce qui existe déjà en Nouvelle-Zélande, pays qui a servi de modèle au projet.

La nouvelle réforme ne signifie donc pas seulement la rupture de l'unité de profession et de classe dans la lutte économique et son émiettement en cellules isolées, mais aussi le retour de la lutte économique dans le cadre de l'atelier.

Cette réforme limite donc toute la fonction du syndicat aux élections aux Chambres du travail, et celle de la grève, à avertir les Chambres du travail de se réunir en tribunal d'arbitrage, et ainsi toute la lutte économique prolétarienne se transforme en un procès civil.

Après avoir, par son projet de loi, tranché le nerf vital des syndicats, Millerand, dans son exposé des motifs, prêche avec éloquence aux ouvriers la nécessité de l'organisation syndicale.

Si les réformes les plus importantes de Millerand aboutissent, après examen, à un résultat lamentable, cela ne vient pas du mauvais vouloir du ministre socialiste. Certes, il faudrait de la mauvaise volonté pour ne pas reconnaître l'extraordinaire labeur qu'a dû coûter aux bureaux du ministère l'élaboration pénible de ces projets tarabiscotés. Là où l'activité de Millerand se montre la mieux intentionnée, c'est sur le terrain où le ministre du Commerce n'est pas immédiatement lié par la législation parlementaire, c'est-à-dire dans ses décrets, tel l'octroi de la journée de 8 heures aux employés des postes. Cependant les lacunes des lois et des projets ministériels ne sont pas dues au hasard, mais s'enchaînent l'une à l'autre à travers toute l'œuvre de réforme sociale.

Nous avons caractérisé cette dernière par la tendance à ménager la chèvre et le chou, à reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre, enfin à unir les concessions aux ouvriers aux concessions aux patrons. C'est le même système de bascule qui caractérise toutes les mesures politiques du cabinet. Là, comme ici, la politique de bascule aspire non à résoudre les antagonismes, mais à les atténuer. La loi d'amnistie était la liquidation juridique du conflit entre la société civile et l'armée permanente, la loi sur les associations constitue une tentative de camoufler l'hostilité entre la République et l'Eglise, les réformes sociales sont l'abrogation juridique de la lutte entre le Capital et le Travail.

La « majorité républicaine » qui modèle fatalement la politique gouvernementale, représente aussi peu les intérêts du Travail que ceux de la démocratie. Et de même que dans l'amnistie, en apparence impartiale, qui terminait l'affaire Dreyfus, les victimes de la réaction militariste lui étaient en fait livrées, de même la réforme sociale, soi-disant égalitaire, se fait sur le dos des ouvriers. Pendant que Millerand fait cadeau aux ouvriers de droits de représentation à toutes sortes de corps délibératifs et paritaires comme le Conseil supérieur du travail, les Chambres du travail qui, en eux-mêmes, représentent tout au plus des moyens auxiliaires pour la lutte indépendante des ouvriers, nous le voyons, en même temps, tarir les sources vives de cette lutte : développement de la législation ouvrière, garantie du droit de coalition, libre extension de l'action syndicale. Et si l'on peut dire de l'œuvre sociale du cabinet que, comme son œuvre politique, elle aspire seulement à l'atténuation des antagonismes et à

l'adoucissement de leurs manifestations, on peut ajouter qu'elle atteint ici son but aux dépens des intérêts ouvriers comme, là, aux dépens de la démocratie.

Par conséquent ce n'est ni un hasard ni une monstruosité lorsque nous voyons, au moment même où s'élaborent les lois « pour la protection des grévistes », des massacres de grévistes à Chalon et à la Martinique. Tandis qu'on encourage officiellement les ouvriers à s'organiser, on envoie des soldats comme briseurs de grève, comme en ce moment même à Montceau-les-Mines (voir *La Petite République*, 7 février 1901) (\*). Ce n'est pas là une contradiction de l'activité réformatrice de Millerand, c'en est le complément logique. L'idée maîtresse de cette activité, la sauvegarde légale des intérêts ouvriers et patronaux, les premiers par des concessions illusoires, les seconds par des concessions matérielles, s'exprime par l'élaboration simultanée de mesures de protection qui, pour les ouvriers, n'existent que sur le papier, et pour le Capital dans la réalité de fer des baïonnettes.

Les lacunes des réformes sociales de Millerand s'expliquent par le fait que les réformes ne sont qu'une application des principes directeurs de l'activité politique gouvernementale dans le domaine de la politique sociale. En d'autres termes, Millerand agit non en ministre socialiste, mais en ministre radical.

Et c'est là que se trouve le centre de gravité de la question. On cherche à justifier l'entrée de Millerand au ministère en invoquant son activité réformatrice. Mais Millerand non seulement n'est pas l'auteur de l'œuvre sociale du cabinet — celle-ci constituait une condition d'existence pour le ministère radical même; il n'a même pas *déterminé le caractère* de la réforme sociale. Les circonstances se sont montrées plus fortes que les individus, et le socialiste qui est entré au gouvernement bourgeois n'a pas fait de la politique sociale du gouvernement l'instrument des aspirations socialistes, mais, au contraire, est devenu dans sa politique sociale l'instrument du gouvernement bourgeois.

La réforme sociale dans l'Etat bourgeois bien qu'elle ne doive pas être fatalement aussi lamentable que celle de Millerand, malgré ses meilleures intentions, est nécessairement une demi-mesure, un replâtrage. Et c'est très naturel. Abstraction faite des débuts de la

---

(\*) En février 1901, les mineurs de Montceau-les-Mines s'étaient mis en grève pour une augmentation de salaire et une réduction de la durée du travail. Peu après, 3 000 soldats furent cantonnés dans la ville sous la protection desquels, en mars, des membres de syndicats « jaunes » reprirent le travail. La grève ne se termina qu'en mai, sans résultat pour les mineurs. (N. d. E.)

législation ouvrière partout rendus obligatoires par des considérations de conservation nationale, la réforme sociale n'est dans tous les pays capitalistes qu'un produit de la lutte acharnée et tenace entre la classe ouvrière et les classes dominantes. Les concessions ne sont faites que sous la pression de la nécessité politique, pour apaiser la classe ouvrière stimulée par le Parti socialiste. La présence d'un socialiste au gouvernement ne change en rien cet état de choses, car un ministre socialiste, tant qu'il fait partie d'un ministère *bourgeois*, c'est-à-dire tant que les intérêts du Capital et non ceux de la classe ouvrière dominant dans l'Etat, est lié au vote de la majorité bourgeoise du gouvernement et du parlement.

Donc, l'espoir d'amener, grâce au ministre socialiste, un essor inespéré de la réforme sociale, était d'avance une utopie qui ne tenait nul compte des circonstances concrètes. Au contraire, le ministre socialiste, par le fait qu'il éveille des illusions et des espérances non fondées, peut devenir un obstacle à l'évolution normale de la réforme sociale.

Le principal moyen d'exercer une pression sur la politique sociale des classes dominantes : la *critique impitoyable* de la part du Parti socialiste, devient, dès qu'un socialiste se fait le porte-parole de la politique sociale officielle, encore moins possible que la critique de l'ensemble de la politique gouvernementale. Car si celle-ci porte sur l'ensemble des actes, auxquels le ministre socialiste n'est pas forcément mêlé, tout au moins d'une façon directe, celle-là se tourne directement contre le ministre socialiste et son œuvre propre.

En fait, les partisans de Millerand en France ont créé un état d'aveuglement et d'hypnose dans lequel toute mesure sociale du gouvernement est accueillie, a priori, comme une œuvre socialiste qui fait époque.

La loi sur la durée du travail, la seule au monde qui, dans le principe, autorise à faire travailler aussi longtemps les enfants de douze ans que les adultes, cette loi est, selon Jaurès, « un des plus grands progrès dont puisse se réjouir la classe ouvrière, une des plus heureuses réussites du prolétariat » (*Petite République*, 16 janvier 1900), bien plus, ainsi « l'unité de la classe ouvrière est en quelque sorte légalement reconstituée » (*Petite République*, 20 janvier 1900) (\*).

---

(\*) Jaurès peint même un tableau idyllique montrant comment les ouvriers sortiront tous ensemble joyeusement de l'atelier. Les jeunes filles pour jouir de leur saine fraîcheur, les mères pour courir au berceau de leurs nourrissons, les hommes pour se cultiver par une sérieuse étude afin de devenir des travailleurs de la révolution, et les enfants pour s'enivrer de la grande lumière et de la musique de la forêt. Jaurès a seulement oublié qu'à l'heure où les enfants, d'après la loi Millerand, sortent de la fabrique joyeusement, il fait déjà noir dans la forêt et que les petits oiseaux sont endormis depuis longtemps. (Note de R.L.)

La circulaire du ministre du Commerce aux inspecteurs du travail, par laquelle il les invite à s'entendre avec les syndicats, est l'« œuvre la plus audacieuse », « une date mémorable dans les annales du prolétariat organisé » (Gérault-Richard, *Petite République*, 21 janvier 1900).

Le décret modeste par lequel les conditions locales de travail deviennent obligatoires pour les travaux publics, est une « œuvre socialiste de Millerand » (*Petite République*, 7 août 1899).

Le droit électoral partiel des syndicats au Conseil supérieur du travail — institution créée par Napoléon III et composée, d'après la réforme de Millerand, de huit modes d'élection et dont l'étude demande au moins quatre semaines pour un simple mortel, alors que le rôle de cette institution se borne à quinze jours de session par an — le droit d'élection du tiers des membres de cette institution sensationnelle, ainsi que le décret déjà cité, font s'exclamer Gérault-Richard : « Quels fruits merveilleux portent ces plants socialistes, logés en terre capitaliste ! » (*Petite République*, 21 janvier 1900).

La glorification de chaque acte de Millerand va chez ses partisans jusqu'au reniement patent de leurs propres vues. Jaurès, après avoir défendu systématiquement et en toute occasion la grève générale, présente le projet sur la grève obligatoire, par lequel toute action concertée et à plus forte raison la grève générale est rendue impossible, comme « le plus magnifique acheminement à l'action collective du prolétariat » (*Petite République*, 20 décembre 1900).

Bien mieux, même des mots et des gestes isolés de Millerand sont servis au public ouvrier comme les plus grands triomphes du socialisme. Par exemple, le voyage du ministre du Commerce à un banquet de l'école industrielle de Lille « est une des plus grandes et des plus fécondes journées que l'histoire du socialisme et de la République ait enregistrées » (Jaurès, *Petite République*, 18 octobre 1899).

Après cela il ne reste plus qu'à rectifier l'opinion d'après laquelle la Commune de Paris fut considérée, par erreur, comme le plus grand moment de l'histoire du socialisme français.

Si la politique sociale française reste en retard sur celle de presque tous les Etats capitalistes, le conservatisme économique et politique de la société bourgeoise en France n'est pas seul responsable, cela provient en grande partie de l'indifférence de la classe ouvrière. En héritage des nombreuses révolutions, il est resté au prolétariat français un penchant pour deux tendances extrêmes : d'une part une estime excessive de l'action politique et l'espérance en des bouleversements politiques; d'autre part un mépris borné de l'action politique et la confiance exclusive dans « l'action directe ». Ces deux extrêmes ont abouti à négliger la lutte économique quotidienne et, allant de pair, ses répercussions politiques sur la réforme légale.

Malgré le nombre assez imposant de leurs membres, au moins sur le papier (493.000 en 1899), les syndicats français représentent une puissance très réduite. A la plus extrême division — presque chaque profession est représentée dans chaque localité par plusieurs organisations — s'ajoute le vide des caisses; le Comité de la C.G.T. par exemple (union comprenant plus de 100.000 membres, et ayant des ramifications nombreuses) annonce pour deux ans (1898-1900) une recette de 2.100 marks ! — enfin le caractère semi-anarchiste dominant des syndicats avec la prépondérance de l'idée de grève générale.

Dans cet état des organisations ouvrières, la meilleure réforme sociale eût été condamnée à rester, en grande partie, lettre morte. En France, étant donné que la classe ouvrière elle-même se désintéresse à peu près du développement de la réforme sociale, elle ne sort pas des cadres de la chinoiserie opportuniste-radical. Et précisément, dans ces expériences désordonnées de dilettante qui caractérisent la législation ouvrière française, apparaît nettement le manque de contact de l'activité réformatrice avec un mouvement syndical conscient et vigoureux et avec la pratique du combat quotidien.

Pour y remédier, il faudrait avant tout que les syndicats français mènent une action indépendante, une lutte vigoureuse pour l'amélioration des conditions de travail par les voies légales et économiques, mais la réforme sociale de Millerand agit justement dans la direction opposée. Concrètement, elle tend à enlever aux syndicats tout contenu vivant, toute lutte économique libre, et à les intégrer dans un mécanisme artificiel de paix sociale; par surcroît, elle rend impossible la critique et l'action indépendante de la classe ouvrière contre la politique sociale officielle.

La participation ministérielle de Millerand, bien loin d'inaugurer en France une nouvelle ère des réformes sociales, signifie la cessation de la lutte de la classe ouvrière pour des réformes sociales, avant même qu'elle soit commencée, c'est-à-dire l'étouffement du seul élément qui eût pu insuffler à la politique sociale ossifiée de la France une vie saine et moderne.

## V

### *Le cas Millerand et les partis socialistes*

Dans les articles précédents nous nous sommes placés exclusivement sur le terrain de la politique pratique, et nous n'avons examiné la question de la participation ministérielle socialiste que du point de vue des objectifs immédiats auxquels Jaurès prétendait les faire servir.



La leçon qui s'est dégagée, c'est que la pratique, ici encore, comme toujours, aboutit aux mêmes résultats qui sont à l'avance donnés par la théorie et les principes de la social-démocratie. En effet, si la tactique de Jaurès se révèle impuissante à accomplir les tâches pratiques qu'elle s'est imposées, ce n'est que la conséquence logique du fait suivant : en faisant de la participation ministérielle socialiste, non plus une mesure exceptionnelle, mais un instrument normal de la lutte de la classe ouvrière, elle renie les principes fondamentaux de la social-démocratie.

Le socialisme qui a pour mission d'abolir la propriété privée des moyens de production et de supprimer la domination bourgeoise de classes, participe au gouvernement de l'Etat bourgeois dont la fonction est de conserver la propriété privée et de perpétuer la domination de la classe bourgeoise. Les socialistes, qui ont pour tâche d'organiser le prolétariat en un parti de classe séparé et de mener la lutte contre *toutes* les classes bourgeoises, font de la classe ouvrière un simple appendice de la bourgeoisie républicaine.

Participer à l'asservissement du prolétariat sous prétexte de l'émanciper, l'enchaîner politiquement à des partis bourgeois sous prétexte de lutter contre la bourgeoisie — la contradiction interne paraît évidente.

Certes, Jaurès le nie. Dans la participation du socialisme au gouvernement central bourgeois, il ne voit qu'une extension logique du principe reconnu de la participation aux corps législatifs et aux municipalités, une étape suivante de la tactique socialiste passant de l'abstention utopique et sectaire à la politique réaliste et active. Pour lui, l'alliance avec le républicanisme bourgeois est la conséquence du principe selon lequel la classe ouvrière doit soutenir les fractions progressistes de la bourgeoisie et jouer de leur opposition contre les fractions réactionnaires.

Nous estimons que Jaurès, en prétendant appliquer dans les deux cas la tactique reconnue de la social-démocratie, s'appuie sur une conception erronée de la nature de l'Etat et de l'évolution de la société bourgeoise.

Du point de vue des tâches socialistes, le corps législatif et le gouvernement central de l'Etat actuel représentent par leur nature et leur fonction deux institutions absolument différentes.

Tandis que le parlement constitue, au sein de la société bourgeoise, un instrument de la lutte des classes et des fractions, donc le terrain le plus propice à l'opposition systématique des socialistes contre la domination de la bourgeoisie, de ce rôle sont par avance exclus les représentants des ouvriers au sein du gouvernement. Le pouvoir central, dont la fonction est de traduire en actes les résultats des luttes de partis menées au parlement et dans le pays, est avant tout un organe d'exécution, qui n'est viable que s'il est homogène.

Dans l'économie capitaliste, les différentes branches de la production, échange, crédit, transports, sont très étroitement imbriquées et il est inconcevable qu'un marché industriel mondial puisse fonctionner avec un système de transports archaïque et qu'un échange socialiste puisse se faire au sein d'une production économique privée; de même dans l'Etat bourgeois, qui n'est que l'organisation politique de l'économie capitaliste, l'harmonie la plus totale règne nécessairement entre les différentes fonctions.

Une politique coloniale moderne liée à la grande industrie implique un développement correspondant du militarisme qui le rend apte à être l'organe d'une politique mondiale. Une politique commerciale agressive, protectionniste, trouve son complément naturel dans une politique coloniale avide de conquêtes. Le militarisme moderne est inconcevable sans une politique financière qui, par le système des impôts indirects, s'entend à extorquer à la masse du peuple les ressources nécessaires. La politique financière, c'est-à-dire le système des impôts, de la dette publique, des monopoles, est très étroitement liée, directement ou par l'intermédiaire de la Bourse, à la politique industrielle. Le militarisme, la politique coloniale et la politique commerciale déterminent dans leur ensemble le contenu et l'orientation de la politique étrangère.

Ainsi le gouvernement central d'un Etat moderne constitue un engrenage dont les rouages sont imbriqués de toutes parts, déterminant et réglant réciproquement leurs mouvements. Le mécanisme de transmission directe qui met en mouvement tout l'engrenage, c'est le parlement bourgeois; mais la force motrice, ce sont d'abord les rapports de classes et de partis dans les pays, puis en dernier ressort les rapports de production et d'échange de l'économie sociale. A l'unité capitaliste de l'économie, d'un côté, correspond l'unité bourgeoise de la politique gouvernementale, de l'autre.

De ces considérations il faut tirer deux conclusions :

La première, c'est manifester une conception entièrement mécaniste de l'Etat que de nier la responsabilité de chaque membre du gouvernement dans l'ensemble de la politique et de regarder chaque fonction ministérielle comme une sphère indépendante et isolée des autres. Les différentes fonctions du gouvernement étant liées entre elles, chacun de ses membres porte solidairement une part de la responsabilité collective des actes du cabinet tout entier. Et le paragraphe de la Constitution française — comme de toutes les Constitutions fondées sur un régime parlementaire — qui rend les ministres collectivement et solidairement responsables de la politique gouvernementale, n'est ni un hasard, ni une subtilité juridique de pure

forme, mais l'expression légale adéquate de l'unité dans la fonction qui constitue le principe vital du gouvernement bourgeois.

Jaurès, il est vrai, considère la notion de responsabilité collective du ministère devant le pays comme une formalité vide de contenu, comme un rituel chinois (\*). Pour lui, la responsabilité d'un membre du gouvernement socialiste vis-à-vis du gouvernement bourgeois n'est que de pure forme, comme la cérémonie du serment au roi et à la Constitution que les socialistes doivent prêter lors de leur élection au Landtag de Saxe. Il en appelle à l'exemple de Liebknecht, qui, avec un mépris souverain, ne s'est pas arrêté à cet « obstacle de papier ».

Jaurès oublie ainsi les différences fondamentales entre les deux cas. Tandis que la cérémonie du serment n'empêche nullement les socialistes, une fois entrés au Landtag, de passer immédiatement à l'opposition contre le gouvernement et la majorité, le socialiste qui fait partie d'un gouvernement bourgeois est contraint de collaborer à sa politique. L'analogie se justifierait si les députés socialistes du Landtag se voyaient obligés, par leur serment, de prendre place sur les bancs de la majorité bourgeoise et de voter solidairement avec elle. En fait il n'y a aucune analogie, mais une contradiction radicale entre les deux exemples : les socialistes se font les représentants du peuple afin de combattre la domination de classe bourgeoise — ils entrent dans le gouvernement bourgeois pour assumer la responsabilité des actes qui sont l'expression même de cette domination de classe.

Seconde conclusion : il est parfaitement utopique d'imaginer que sur un plan le gouvernement pourrait mener une politique bourgeoise et sur un autre une politique socialiste, et que le pouvoir central pourrait ainsi être conquis fragmentairement, en pièces détachées, par la classe ouvrière.

Si les socialistes partisans de Millerand s'efforcent de contester la part de responsabilité portée par celui-ci dans les actes des autres ministres, et de la limiter à sa propre activité, c'est parce qu'ils croient pouvoir présenter l'action personnelle de Millerand comme une « politique socialiste ». Mais s'ils caressent cette illusion — sans parler de leur manière aveugle d'admirer sans la moindre critique les réformes sociales de Millerand — c'est parce qu'ils présentent les réformes sociales comme la seule occupation du ministre du Commerce et passent tout le reste sous silence.

Mais, de même que dans l'économie capitaliste l'ouvrier n'est qu'un rouge de la production parmi beaucoup d'autres, de même la protection sociale ouvrière n'est qu'une part — et une part accessoire — des fonctions du ministère bourgeois de l'Industrie et du

---

(\*) Voir Jaurès, discours de Lille : « Les deux méthodes », p. 8. (Note de R.L.)

Commerce; toute l'activité de ce ministère est concentrée en effet sur l'expansion de la production capitaliste et de l'échange. Sa fonction essentielle, c'est la *politique commerciale*.

Si Millerand voulait agir en ce domaine conformément au programme socialiste minimum, il devrait essayer de saper le système protectionniste établi par Méline en 1892, fondé sur le tarif minimum et maximum, et surtout supprimer les droits de douane sur les denrées. Or que fait-il en réalité? Il conclut en 1899 un traité avec l'Union nord-américaine. Et ce fut lorsque ce Méline, avide d'un portefeuille ministériel, essaya de dénoncer le traité en le présentant comme une trahison des droits légitimement acquis par les agriculteurs protectionnistes que les amis socialistes de Millerand crièrent à la vile calomnie. Ils purent constater avec fierté que dans le traité commercial les produits agricoles étaient exclus du tarif préférentiel, que le traité commercial ne s'appliquait pas aux denrées dont l'importation était réglementée par une loi spéciale, qui protégeait davantage et mieux les intérêts des éleveurs que le projet Méline, puisque les peaux et les cuirs américains étaient exclus du tarif minimum (\*).

Ainsi on était heureux de démontrer que Millerand, comme ministre du Commerce, remplaçait avec succès le « père la famine » (\*\*)  
Méline et on prouvait par là même qu'un socialiste au sein du gouvernement bourgeois ne peut agir que s'il met ses capacités au service de la politique bourgeoise et renie la politique socialiste.

L'activité de Millerand comme ministre du Commerce projette sur toute la participation gouvernementale socialiste une nouvelle lumière. Non seulement le socialiste, s'il est membre du gouvernement actuel, se voit contraint d'appliquer une politique bourgeoise aussi longtemps que sont maintenus les fondements de la société bourgeoise, de la propriété privée et de la domination de classe; mais dans le cadre de la société actuelle il ne peut absolument pas mener d'autre politique que la politique bourgeoise et, même si le ministre appliquait les points du programme socialiste réalisables au sein de l'Etat actuel, il n'en cesserait pas moins d'être un ministre *bourgeois*. Tout au plus, par son activité, servirait-il les tendances *progressistes* de l'évolution bourgeoise. Mais mieux encore : il s'avère qu'un ministre dans le gouvernement actuel n'est pas seulement lié à l'ordre social bourgeois en général, mais à chacun des intérêts des groupes et coteries respectifs, qu'il n'est pas seulement le valet de l'évolution bourgeoise, mais aussi de la *réaction* bourgeoise.

Nous l'avons déjà dit, Jaurès, en refusant de voir dans la responsabilité de Millerand dans la politique collective du cabinet autre

---

(\*) Voir Fournière, *Petite République*, 17 août 1899. (Note de R.L.)

(\*\*) En français dans le texte (N. d. E.).

chose qu'une clause vide de sens, la comparait au serment prêté par Liebknecht à la Constitution de Saxe. Nous avons montré que cette hypothèse se fondait sur une conception toute mécaniste de la nature de l'Etat bourgeois. Mais nous nous limitons volontiers à la responsabilité de Millerand dans sa propre sphère ministérielle. Il reste à Jaurès à prouver que le serment prêté par Liebknecht au roi de Saxe a eu les mêmes conséquences pour la classe ouvrière de ce pays que la politique de Millerand comme ministre du Commerce pour le peuple français. On trouve alors une réponse directe à la question posée par Jaurès à Lille : hésiterions-nous, si cela s'avérait utile à notre cause, à lancer quelques-uns des nôtres dans la forteresse du gouvernement bourgeois ? Ce plan équivaldrait tout simplement à ce que « les nôtres » tirent avec la bourgeoisie du haut de la forteresse bourgeoise sur nos propres rangs.

Tout autrement se pose la question de la participation au *conseil municipal*. Il est vrai que le conseil municipal comme le maire assument aussi entre autres des fonctions administratives qui leur ont été confiées par le pouvoir central, ainsi que l'exécution des lois bourgeoises. Cependant, historiquement, leur rôle est tout autre que celui du gouvernement.

Tandis que le gouvernement incarne le pouvoir de l'Etat centralisé, la municipalité se développe à partir de l'administration locale autonome *aux dépens* du pouvoir central, en tant qu'*émancipation* de ce pouvoir. Tandis que pour le gouvernement les instruments spécifiques de la domination de classe bourgeoise, à savoir le militarisme, le culte, la politique commerciale, la politique étrangère, constituent son essence propre, en revanche la municipalité est appelée à remplir des tâches *culturelles* et *économiques*, c'est-à-dire les mêmes fonctions qui correspondent aux mécanismes administratifs de la société socialiste, laquelle ignore la division des classes. C'est pourquoi le gouvernement central et la commune représentent historiquement dans la société actuelle deux pôles opposés : la lutte permanente entre la municipalité et le gouvernement, entre le maire et le préfet, est en France l'expression concrète de ce contraste historique.

Cette analyse dicte aux socialistes des attitudes pratiques entièrement différentes dans les deux cas : le gouvernement central de l'Etat actuel est l'incarnation de la domination de classe bourgeoise ; la victoire socialiste ne sera remportée qu'au prix de son indispensable renversement, tandis que l'autogestion municipale est l'élément de l'avenir vers lequel la révolution socialiste doit tendre de façon positive.

Certes les partis bourgeois cherchent aussi à imposer leur contenu de classe aux fonctions économiques et culturelles de la municipalité. Mais ici les socialistes ne sont jamais amenés à renier leur ligne

politique propre. Tant qu'ils sont en minorité au sein des organismes municipaux élus, ils font de l'opposition leur ligne de conduite, exactement comme au parlement. Mais s'ils conquièrent la majorité, ils transforment la municipalité elle-même en une arme de lutte contre le pouvoir central bourgeois.

Pour justifier son *alliance avec le républicanisme bourgeois* Jaurès se réfère à un passage où Marx recommande aux socialistes de s'unir avec la bourgeoisie contre la réaction (\*). Il a visiblement à l'esprit les conclusions du *Manifeste communiste* où il est dit : « En Allemagne le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie (...). En somme les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant. » (Ed. sociales, p. 94). Mais la citation invoquée repose sur un contenu historique tout à fait précis.

Le *Manifeste communiste* en effet fait allusion à la lutte de la première moitié du siècle précédent qui visait à instaurer la *domination de classe bourgeoise* à la place de la domination féodale. A l'époque il s'agissait d'assurer le soutien du prolétariat à une classe montante dont la victoire politique sur la réaction était une nécessité économique. Aujourd'hui la situation est entièrement différente. Partout la bourgeoisie a atteint le but auquel elle aspirait et nous ne la voyons plus lutter contre la réaction, mais bien plutôt s'allier aux restes du féodalisme pour incarner officiellement la réaction (\*\*).

Ce qui aujourd'hui dans les pays capitalistes s'appelle la démocratie bourgeoise est presque exclusivement la *petite bourgeoisie*. Or la démocratie petite-bourgeoise ne constitue pas l'expression d'une classe montante qui prendrait la relève de la bourgeoisie. Ce vers quoi nous allons, ce n'est pas la domination politique de la petite bourgeoisie, pas plus que la victoire du petit artisanat sur la grande industrie. Le sens de l'évolution sociale actuelle c'est — comme autrefois la lutte entre la bourgeoisie et le féodalisme — non point l'opposition entre la petite bourgeoisie et la bourgeoisie, mais entre le *prolétariat* et la bourgeoisie.

Toutefois la position intermédiaire de la petite bourgeoisie l'amène parfois à unir sa lutte momentanément à celle de la classe ouvrière. Mais dans la période actuelle le prolétariat est amené à jouer le rôle dominant et à diriger la lutte, la petite bourgeoisie marchant provisoirement dans son sillage, et non pas l'inverse. Le Parti socialiste a donc

---

(\*) Jaurès, « Les deux méthodes », p. 8. (Note de R.L.)

(\*\*) Ce passage a surtout trait à la situation de la bourgeoisie allemande en 1848, voir plus loin page 201, R.L., *Une « caricature » de 1848.* (N. d. E.)

la tâche, même lorsqu'il suit momentanément une voie commune avec la démocratie bourgeoise, de ne pas limiter sa lutte propre au terrain qu'elle a en commun avec la petite bourgeoisie. Il doit s'efforcer au contraire de dépasser systématiquement les luttes des partis petits-bourgeois et de les pousser à l'extrême.

Déjà dans le *Manifeste communiste*, auquel se réfère Jaurès, Marx ne conseillait pas à la classe ouvrière de *fusionner* politiquement avec les partis révolutionnaires de la bourgeoisie. Tout au contraire le *Manifeste* pose en principe que le Parti communiste doit appuyer la bourgeoisie révolutionnaire, mais il ajoute immédiatement : « A aucun moment [le Parti] ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'*antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat* » (*Ibid.*, p. 93).

Mais, si Jaurès prétend directement s'inspirer dans sa tactique de la doctrine marxiste, il doit prendre en considération les directives données par Marx au prolétariat *après* la Révolution de 1848, donc après la bataille décisive de la bourgeoisie contre le féodalisme. Il est vrai qu'alors Marx comptait sur la poursuite de la Révolution, et ses directives sont devenues le fil conducteur du comportement de la social-démocratie même en temps de paix. Dans la première Adresse du Conseil central à la Ligue communiste de 1850 Marx recommande aux ouvriers « *de pousser à l'extrême* les propositions des démocrates qui ne seront peut-être pas révolutionnaires mais simplement réformistes, et de transformer les propositions en attaques directes contre la propriété privée (...). *Les revendications des ouvriers* (conclut Marx après une série d'exemples concrets) *devraient donc se régler partout sur les concessions et les mesures des démocrates* »; ce qui veut dire que les ouvriers devront absolument sur tous les points aller *plus loin* que les petits bourgeois (\*) [les mots soulignés le sont par R.L.].

Or quelle est l'attitude de l'aile jaurésiste dans l'alliance avec le radicalisme français ? Nous avons vu comment le soutien du ministérialisme de Millerand a contraint les socialistes à appuyer toute leur tactique sur l'alliance avec le radicalisme, et ainsi à rétrécir, à renier toujours davantage la lutte de classes révolutionnaire. D'abord les socialistes cessèrent complètement la critique contre le gouvernement et le travail d'éducation politique entrepris dans le pays; la lutte politique se concentra au parlement. Puis au parlement même on abandonna toute opposition. Le vote sur la loi d'amnistie nous montre la fraction socialiste de droite renonçant au combat indépendant contre le gouvernement.

---

(\*) *Karl Marx devant les jurés de Cologne, révélations sur le procès des communistes* (4 octobre 1852), édition Costes, 1939, *Adresse du Conseil central de la Ligue* (mars 1850), pp. 248-249. (N. d. E.)

Or le glissement continue. Dans les négociations sur la loi d'association, les amis de Jaurès ont fait un pas de plus. Lors de la séance du 4 janvier, le gouvernement ayant repoussé une motion signée de l'ensemble du groupe socialiste, demandant pour les travailleurs la garantie du droit de coalition, dix députés socialistes en arrivèrent à voter *contre leur propre motion* ! Nous voyons ici les socialistes abandonner un parti dont la fonction est de mener une lutte de classes fondamentale, d'être à la tête de l'ensemble de l'opposition du pays, pour se transformer en un groupe parlementaire sans principes, navigant au gré des combinaisons du moment, en un pantin dont les mouvements seraient réglés par les partis bourgeois, en un tas de « mamelucks », comme les appelait l'ancien radical Urbain Gohier dans *L'Aurore*, avec un mépris écrasant.

La référence de Jaurès au *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels se révèle donc aussi peu fondée que la référence qu'il fait aux expériences de la social-démocratie allemande. Nulle part dans l'histoire ou la pratique actuelle de notre parti, on ne trouve une analogie quelconque ni une justification de la théorie du ministérialisme socialiste.

Il est vrai que le parti allemand, comme tout parti socialiste, s'est développé et, en conséquence, a modifié sa tactique. Cependant la tendance dominante de son développement historique était et reste le constant *élargissement*, l'*intensification* croissante de la lutte de classes, jamais son *abandon*. Aussi la tactique préconisée par Jaurès, bien loin de s'inspirer des méthodes de la social-démocratie allemande, est-elle pour le mouvement ouvrier allemand et français une « méthode entièrement nouvelle ».

C'est seulement lorsqu'on considère les ultimes conséquences de la tactique jaurésienne que l'on comprend le profond antagonisme qui divise les deux tendances du socialisme français.

Ces temps derniers, et surtout depuis l'affaire Dreyfus, on a vu naître l'idée, même dans notre presse, que la querelle fratricide française s'expliquerait parce que les représentants de la tendance révolutionnaire, les anciens partis de Guesde et de Vaillant, se feraient les adeptes d'un fanatisme dogmatique purement sectaire, d'une politique d'abstention stérile, qu'ils ignoreraient les exigences pratiques de la réalité quotidienne. La fraction de Jaurès, au contraire, représenterait l'évolution vivante de la tactique socialiste, l'adaptation à toute la diversité de la vie politique et sociale, la perception des intérêts immédiats de la classe ouvrière.

Cette idée repose sur une complète ignorance de la situation réelle du socialisme français. Ce furent précisément les anciennes organisations, le *Parti ouvrier* (dit guesdiste) et le *Parti socialiste révolutionnaire* (dit blanquiste) qui ont frayé la voie à la lutte pratique, selon



laquelle avance le mouvement socialiste en France, et qui ont conçu une tactique rejoignant dans ses caractères essentiels la tactique de la social-démocratie allemande, malgré la divergence profonde d'opinions qui sépare la France et l'Allemagne sur une question importante, celle du programme agraire.

Ce fut le *Parti ouvrier* qui, le premier en France, fit de l'*action parlementaire*, pour employer l'expression employée par Marx qui rédigea le programme de ce parti, « d'un instrument de duperie bourgeoise un instrument d'émancipation prolétarienne ». Et cela non pas seulement à des fins de travail éducatif ou d'agitation, mais en vue de la lutte pour des réformes pratiques immédiates.

Nous choisissons à dessein pour exemple la période législative qui va de 1889 à 1893, c'est-à-dire une période où le meilleur des forces de l'aile jaurésiste ne participait pas encore au mouvement socialiste. Au cours de cette période les représentants du Parti ouvrier français sont intervenus à la Chambre sur les points suivants : 1° pour un programme complet de législation de protection ouvrière, tel qu'il a été élaboré au congrès socialiste international de 1889; 2° l'interdiction des amendes dans les usines et la révision des règlements d'usine par des commissions locales paritaires; 3° la gestion exclusive par les ouvriers des caisses d'assistance mutuelle ouvrière; 4° l'interdiction de toute intervention militaire dans les conflits du travail; 5° la poursuite pénale des employeurs pour atteinte portée au droit de coalition; 6° la réorganisation du Conseil supérieur du travail de sorte que la moitié des membres en soit élue par le syndicat; 7° l'introduction de la journée de huit heures, un salaire minimal égal pour les ouvriers et les ouvrières, l'interdiction du travail des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans dans les fabriques d'allumettes étatisées; 8° la nationalisation des mines; 9° la protection des ouvriers étendue aux magasins et aux industries à domicile, et enfin l'élection des inspecteurs du travail par les ouvriers. Nous avons donc ici l'exemple d'un travail de réforme élaboré au parlement jusque dans les plus petits détails et qui correspond exactement à l'action de notre groupe parlementaire social-démocrate en Allemagne.

Au cours de la législature actuelle, nous avons un bilan semblable de l'activité des deux partis cités. Qu'il s'agisse de la protection du travail ou de la taxe sur les boissons, de la politique étrangère ou des conseils de prud'hommes, de la défense des droits de regard et du contrôle budgétaire au parlement ou de la défense de la République contre le cléricanisme, l'armée d'élite des députés blanquistes, entourée de ses alliés de l'Alliance communiste, et du Parti ouvrier français (les Breton, Dejeante, Groussier, Sembat, Vaillant, Zévaès), se bat toujours au premier rang.

Ce sont aussi ces deux organisations qui ont développé en France une action dans les conseils municipaux, action qui peut servir de modèle aux socialistes de tous les autres pays. Le Parti ouvrier français à lui seul représente la majorité dans plus de cent municipalités, et dans des centaines d'autres une forte minorité, et accomplit chaque année un modeste travail positif et inlassable de réforme, qui va des questions scolaires, des problèmes d'hygiène et de bienfaisance, d'éclairage, d'adduction de l'eau, au théâtre et à l'art. Notons-le bien, ce travail n'est pas du domaine du passé, mais il se poursuit avec toujours plus d'ampleur jusqu'à aujourd'hui.

Enfin sur le plan de la lutte syndicale, les partis de Guesde-Lafargue et de Vaillant peuvent témoigner de réalisations remarquables.

Après que le Parti ouvrier français eut reconnu dès 1882 la nécessité et l'importance de l'organisation syndicale, il recommanda en 1890 à tous ses adhérents d'entrer dans les syndicats respectifs, résolution qui correspond au vœu de nos syndicats allemands. En 1895, il décide de proposer une loi rendant obligatoires dans tous les secteurs du travail les statuts syndicaux pour tous les ouvriers employés. Grâce à une propagande infatigable, il crée : la Fédération nationale des ouvriers du textile, des marins, des ouvriers du cuir, plusieurs syndicats locaux de mineurs, etc., et dirige tous les mouvements de grève importants : à Roanne en 1882, à Decazeville en 1885, à Calais en 1890, à Carmaux en 1892, et 1895. Actuellement il lutte à Chalon-sur-Saône et à Montceau-les-Mines. Tandis que Jaurès et ses amis entretenaient par tous les moyens l'illusion des syndicalistes français — l'idée de la grève générale —, le Parti ouvrier, en combattant systématiquement cette idée, place le mouvement syndical sur un terrain réaliste; et tandis que la fraction jaurésiste, au bénéfice de ses intérêts politiques, veut absolument incorporer les syndicats au mouvement socialiste, Guesde et Vaillant, dans l'intérêt du libre développement des syndicats, se font les avocats de leur autonomie sur le plan de l'organisation en face du parti politique.

Après toutes ces considérations, il est clair que, dans la divergence entre la fraction « anti-ministérielle » et la fraction « ministérielle » du socialisme français, il ne s'agit pas d'une prétendue opposition entre travail pratique et « phraséologie révolutionnaire ». Si les partisans de Millerand font grief à leurs adversaires de négliger le travail pratique de réformes, c'est uniquement parce qu'ils identifient le travail pratique avec l'approbation inconditionnelle de tous les faits et gestes du gouvernement actuel.

Quiconque proteste contre la loi Millerand-Colliard, c'est-à-dire la loi condamnant les enfants à la même durée de travail que les adultes, est *contre la protection des ouvriers!* Quiconque critique le projet

de loi gouvernemental sur les congrégations comme une mesure insuffisante et impotente, travaille pour le *triomphe de la réaction cléricale* ! Quiconque dénonce au pays les activités « républicaines » déplorables du cabinet Waldeck-Rousseau est — *contre la défense de la République* !

Ces affirmations sont de la même eau que la fameuse formule des réactionnaires du Reichstag allemand selon laquelle la social-démocratie allemande serait l'adversaire des réformes sociales pour s'être opposée à l'époque à la loi de Bismarck sur les assurances sociales.

En réalité il ne s'agit pas dans la polémique qui divise le Parti socialiste français, du travail pratique, mais du choix entre les « *deux méthodes* » par lesquelles aborder ce travail pratique; la violence de l'opposition entre ces deux conceptions ne peut être appréciée et comprise qu'en fonction de la situation politique française.

Dans les pays gouvernés par une monarchie, comme en Allemagne, le mot d'ordre de la République est une revendication exclusive de la classe ouvrière socialiste, et donc intimement liée au socialisme; en France, à l'inverse, la République a été la forme concrète de la domination de la classe bourgeoise contre laquelle, dès le premier instant, le socialisme eut à s'opposer et à concentrer ses critiques. C'est seulement dans la mesure où les socialistes réussirent à détruire les illusions entretenues par la classe ouvrière sur la forme d'Etat républicaine, à montrer l'envers de son contenu social, qu'ils purent la détacher du camp bourgeois et l'organiser en parti de classe indépendant. L'existence du socialisme fut liée dès le début à une lutte inlassable contre le républicanisme bourgeois. Et c'est le mérite historique impérissable des vieux partis, des guesdistes et des blanquistes (ainsi que dans une certaine mesure des allemanistes, bien que par d'autres voies, à savoir la négation absolue de la lutte politique) d'avoir su séparer la classe ouvrière des républicains bourgeois.

Comblent entièrement ce fossé entre le prolétariat et la petite bourgeoisie radicale — que Guesde, Lafargue, Vaillant et leurs amis n'ont pas cessé depuis bientôt vingt-cinq ans de creuser toujours plus profondément — telle est la *tendance objective* de la tactique jaurésienne. Si cette tendance ne se manifeste pas pleinement dans la position du groupe socialiste de la Chambre, cela tient à ce qu'à côté des partisans de Jaurès, ses adversaires déclarés, Vaillant, Zévaès, et leurs camarades, influent sur la ligne tactique du groupe parlementaire et paralysent dans une forte mesure la portée des directives de Jaurès.

Pendant le groupe jaurésiste fait aussi une propagande intensive et croit fermement que sa « nouvelle méthode » se révélera propre à rendre des services immenses au socialisme. Jaurès lui-même, dans une conférence tenue à Paris le 10 février 1900, s'est déclaré d'accord avec toutes les idées essentielles du socialisme scientifique. Cependant

un parti n'est pas ce qu'il croit et dit de lui-même, mais ce qu'il fait. Les facteurs décisifs de l'action, la *tactique politique* de l'aile jaurésiste, malgré sa conviction sincère et le plus grand dévouement à la cause du prolétariat, conduit tout droit à la réintégration de la classe ouvrière dans le camp républicain, autrement dit à l'anéantissement de toute l'œuvre accomplie par le socialisme depuis un quart de siècle.

Or c'est justement la crainte de retomber dans le sillage des partis bourgeois qui a incité les anciennes organisations socialistes à aller parfois trop loin pour maintenir les intérêts suprêmes du socialisme aux dépens des intérêts politiques quotidiens et à proposer pendant les crises qui ont secoué la République le mot d'ordre de l'abstention à la classe ouvrière. C'est ainsi sans aucun doute que s'explique un fait infiniment regrettable : dans la crise Dreyfus le Parti ouvrier français et le Parti socialiste révolutionnaire se sont tenus à l'écart, au lieu de prendre la tête du mouvement et de déterminer ainsi son orientation.

Toutefois, il serait absolument faux d'expliquer cette attitude par l'indifférence à l'égard des formes politiques. Dès 1889 les guesdistes et les blanquistes déclaraient sans ambages dans leur manifeste rédigé à l'occasion de la crise boulangiste : « *La République est la forme nécessaire à l'émancipation du prolétariat. Elle doit être maintenue à tout prix.* »

Aujourd'hui encore les deux partis soutiennent fermement le ministère de « défense républicaine » comme un moindre mal, si lamentable qu'il soit.

Il ne s'agit pas de savoir s'il faut toujours défendre la République, mais si la classe ouvrière doit constituer un parti politique indépendant en opposition à *toutes* les classes bourgeoises ou seulement une composante factice de la fraction républicaine de la bourgeoisie.

Et si Kautsky a dit il y a deux ans que Jaurès par sa campagne pour Dreyfus a sauvé l'honneur du socialisme français, il faut ajouter aujourd'hui que Guesde et Vaillant par leur résistance inflexible contre le ministérialisme socialiste, ne sauvent pas seulement l'honneur du socialisme, mais quelque chose de plus : le socialisme lui-même.

Depuis le dernier congrès international à Paris, la situation du socialisme français a totalement changé, sans qu'à l'étranger on en ait pris conscience ni apprécié la portée de cette transformation.

Lors du congrès, la sympathie internationale très vive qui s'est manifestée pour la fraction de Jaurès avait pour origine sa courageuse *campagne en faveur de Dreyfus* et sa vigoureuse action pour l'*unité socialiste*.

Depuis, l'alliance des socialistes avec les éléments bourgeois dans l'affaire Dreyfus, comme suite à l'entrée de Millerand au ministère,

a dégénéré en une tactique d'obéissance de cadavre au gouvernement et au Parti radical. Jaurès et ses partisans ont donc cessé de jouer le rôle dirigeant dans la lutte politique de la classe ouvrière, qu'ils avaient conquis momentanément pendant l'affaire Dreyfus, au bénéfice des anciennes organisations qui représentent comme dans le passé la force la plus avancée de la politique du pays.

De même, le ministérialisme de Millerand, en transformant l'attitude de l'aile jaurésiste, a eu des conséquences fatales pour l'unité socialiste. Si les Français qui étaient directement concernés ainsi que les observateurs étrangers en arrivaient à justifier tant bien que mal le cas Millerand comme une mesure d'exception pendant la crise Dreyfus, parce que la République semblait à la dernière extrémité, aujourd'hui, après le fiasco de la politique de défense républicaine du cabinet, l'attitude de Millerand n'a plus aucune excuse. Or Jaurès a cessé de considérer la participation des socialistes au gouvernement comme une mesure extraordinaire en déclarant, dans ses discours de Lille et de Bourges, que la participation ministérielle socialiste était un moyen de lutte normal du mouvement ouvrier — une « nouvelle méthode » —, ce qui contredisait ouvertement la résolution du premier congrès français d'unification (1899) tout comme la résolution de Kautsky au congrès international de Paris; ce faisant il a engagé l'action de son groupe sur un terrain qui rendait l'unification avec les autres groupes particulièrement difficile.

C'est donc Jaurès, hier encore le champion infatigable de l'idée d'unité, qui aujourd'hui, en s'obstinant dans une tactique que ses adversaires socialistes ont non seulement le droit mais le devoir de combattre, enterre lui-même son œuvre et devient un facteur de désunion.

Il y a donc eu un tournant à 180 degrés de la politique française depuis le Congrès international; et ces circonstances rendent nécessaires que le monde socialiste procède à une révision fondamentale de son opinion sur la situation du parti français.

Ceci vaut particulièrement pour nous en Allemagne. A mon avis nous n'avons absolument aucune raison de combattre un parti, à l'étranger, si, dans ses caractères essentiels, il se bat sur le même terrain que nous, ni de porter au pinacle une tendance, à l'étranger, dont les faibles éléments chez nous combattent le parti en toutes occasions concrètes.

En fait, nous retrouvons ici dans la tactique de Jaurès tous les traits de l'opportunisme socialiste tels que nous avons appris à les connaître en Allemagne. La théorie de la renaissance du radicalisme petit-bourgeois en France fait politiquement pendant à la théorie de

la solidité inébranlable de l'artisanat. Réduire la politique socialiste à l'action commune avec le républicanisme bourgeois, équivaut au triomphe pratique de la « légende de la panse pleine » (\*). Se garder de critiquer le gouvernement « républicain » en espérant une action bienfaisante de sa part, c'est réaliser le principe de « la main tendue à la bonne volonté ». La politique au jour le jour, sans principes, qui se guide uniquement sur les combinaisons momentanées du parlement, est l'incarnation de la politique qui consiste à agir « selon les circonstances ». Et un ministre socialiste qui fait monter le prix des subsistances, c'est le triomphe suprême de la « politique concrète » sur la morne théorie.

Aussi s'explique-t-on que la participation ministérielle de Millerand et la tactique qu'elle implique en France rencontrent les plus vives sympathies des opportunistes chez nous et ailleurs. Mais c'est aussi cette situation qui confère au cas Millerand son énorme signification internationale et historique pour le mouvement socialiste.

Nous assistons aujourd'hui à une expérience éclatante d'opportunisme tactique du socialisme, qui nulle part ailleurs ne trouve de conditions favorables. En Allemagne, aussi bien la situation politique du pays que l'homogénéité à la fois organique et théorique de la social-démocratie, ne permettent pas aux partisans de cette tactique de modeler le mouvement ouvrier selon leur propre théorie et de traduire ainsi leurs tendances en actes. Il ne leur reste que le loisir de cultiver la phraséologie du « travail pratique » sans influencer d'ailleurs notablement l'élaboration de ce dernier.

En France, nous voyons aujourd'hui l'opportunisme en action. Par la rencontre exceptionnelle de facteurs particuliers de l'évolution du mouvement ouvrier comme de la société bourgeoise, il est soudain parvenu au pouvoir. La phraséologie du « travail pratique » est mise en œuvre, le roi du jeu de cartes est subitement devenu le roi véritable. Il possède en main le sceptre, à lui de montrer ce dont il est capable.

Et il le montre.

Il s'est déjà compromis à moitié, bientôt il se discréditera jusqu'à la moëlle des os. Les expériences du ministère Waldeck-Millerand ont au moins l'avantage de faire perdre à l'ensemble de la social-démocratie internationale l'envie de se fourvoyer dans des expériences opportunistes. Aussi lui souhaitons-nous longue vie !

*Neue Zeit*, 1900-1901, vol. I, pp. 495-499, 516-525, 548-558, 619-631, 676-688.

---

(\*) En allemand *Fresslegende*, allusion au socialisme révisionniste, purement alimentaire, d'Eduard Bernstein.

## AUTOUR DU CONGRES FRANÇAIS D'UNITE

(Lyon, 26-28 mai 1901)

Le 26 mai s'ouvrira à Lyon le 3<sup>e</sup> congrès d'unification des socialistes français. Vraisemblablement, les fanfares traditionnelles de paix retentiront une fois de plus à cette occasion et les exhortations pressantes, les bons conseils ne manqueront pas à nos frères français, comme il en fut au congrès international de Paris. Mais, cette fois encore, ce sera peine perdue. Le 3<sup>e</sup> congrès d'unification s'ouvrira, à la différence des deux précédents, dans la certitude du fiasco. La plus grande organisation socialiste française, le Parti ouvrier français (guesdistes) ne prend pas part au congrès, pas plus que la Fédération de Saône-et-Loire qui embrasse les bassins miniers de cette région. Certes, l'autre vieille organisation, le Parti socialiste révolutionnaire (blanquistes), fidèle à son rôle d'intermédiaire et de pacificateur, prendra part aux débats de Lyon, mais, lui aussi, sans illusions sur les résultats à en attendre. Et même le vieux chef des possibilistes, le partisan actuel de Millerand, Brousse, déclare que, dans les circonstances données, cette tentative d'unification est vouée à l'échec. Notre tâche est, dans ces conditions, de ne pas nourrir de vaines illusions, de ne pas exhorter ni regretter, mais de chercher à voir clair dans la situation intérieure du socialisme français et de saisir les raisons du peu de chances de succès du congrès d'unification.

Certes, il serait plus aisé de découvrir le pelé, le galeux sur qui rejeter tout le mal, et de faire jouer ce rôle au Parti ouvrier français qui tourne avec obstination le dos au congrès de Lyon, et d'expliquer ainsi tout l'échec de l'unification comme l'œuvre du « vieil esprit de secte » et des « jalousies personnelles » entre les chefs ambitieux du Parti.

Cette conception commode trouve une apparence de confirmation dans le fait que les deux projets d'unification élaborés d'un côté par

le Comité général socialiste, de l'autre par les blanquistes et les guesdistes, en commun accord avec l'Alliance communiste, ne diffèrent que sur des questions secondaires. La question de l'admission des syndicats dans le parti politique, la répartition des cartes de membre aux socialistes isolés par la centrale ou par les organisations de partis, enfin la composition du Comité central du parti unifié. Si importantes que ces questions soient en elles-mêmes et spécialement la première, il est clair cependant qu'elles ne peuvent suffire à maintenir la scission dans les rangs socialistes français. S'il n'y avait à la base de la division du mouvement socialiste français que des différends sur les formes d'organisation, l'échec du congrès de Lyon resterait un phénomène inexplicable. En fait, il s'agit de tout autre chose que de formalités d'organisation.

## I

Si peu encourageante qu'ait pu être l'issue du congrès général français, en 1900 (\*), bientôt après pourtant les circonstances se révélèrent assez favorables à l'œuvre d'unification. D'une part, le groupe Vaillant qui avait assisté au congrès jusqu'au bout avec les autres socialistes et qui avait décidé de préparer l'unification finale, prit au plus tôt contact avec le Parti ouvrier qui avait quitté le congrès pour élaborer un plan commun d'unification. De cette façon, le trait d'union entre le plus vieux parti socialiste de France et les autres groupes socialistes était rétabli. D'autre part, les socialistes indépendants se préparaient à définir leur tactique politique comme celle des anciens partis sur le terrain d'une opposition socialiste. A l'ouverture de la session de la Chambre, en novembre 1900, Vaillant, au nom de l'aile gauche, Viviani, au nom de l'aile droite de la fraction, firent des déclarations presque identiques par lesquelles ils entendaient régler leur attitude à l'égard du gouvernement d'une façon indépendante de toutes considérations secondaires et agir, dans chaque cas, selon les intérêts du socialisme.

Pour les partisans de Millerand, la session parlementaire qui s'ouvrit devait avoir une signification décisive. Il s'agissait de savoir si la tactique socialiste indépendante au parlement était compatible avec la participation ministérielle, si l'attitude d'opposition socialiste pouvait s'accorder avec l'alliance avec la bourgeoisie républicaine.

Mais la logique des faits se montra plus forte que les promesses solennelles et la bonne volonté du groupe Jaurès. La première épreuve,

---

(\*) A Paris, salle Wagram, en septembre 1900, voir notre Introduction page 45. (N. d. E.)



les discussions sur les lois d'amnistie, démentait les déclarations de Viviani : les socialistes indépendants votèrent aussitôt, contre leur conviction, l'étouffement de l'affaire Dreyfus. Dès ce moment, il apparut que les ménagements envers le cabinet rendaient une politique d'opposition impossible aux partisans de Millerand. Or, la banqueroute politique du ministère radical, inaugurée par la loi d'amnistie, se continua, pendant toute la session avec une logique d'airain pour se couronner par la loi sur les associations. Parallèlement se précipitèrent, en peu de temps (de décembre 1900 à mars 1901), toutes les conséquences intérieures de la participation ministérielle de Millerand pour la tactique parlementaire de ses partisans.

La discussion de la loi contre les congrégations est une série continue de défaites et de capitulations du « gouvernement de la défense républicaine ». Vicieuse dans sa source, conçue également contre le clergé et contre les ouvriers socialistes, la loi dégringola de plus en plus au cours des débats à la Chambre, cependant que toutes les traces de la réforme radicale qui y étaient contenues s'effaçaient peu à peu, alors que, au contraire, ses germes réactionnaires se développaient. D'abord le gouvernement abandonna son projet d'attribuer les biens des ordres aux caisses de retraites ouvrières, ensuite il renonça tout à fait au droit de réclamer les biens des ordres dissous pour le Trésor, puis il accorda aux « congrégations autorisées » un délai de trente ans, pour se faire attribuer les biens devenus libres. En même temps, on introduisit dans la loi la stipulation d'après laquelle toute organisation ouvrière, politique ou syndicale, de caractère international, peut à tout moment être dissoute par décret. Finalement toute l'action contre le clergé se réduisit à l'interdiction de l'enseignement pour les ordres non autorisés.

La loi sur les associations était l'épreuve finale, l'épreuve de feu, aussi bien pour le gouvernement de « défense républicaine » que pour la théorie jaurésienne de la capacité socialiste-radical de gouverner. Elle fut fatale à toutes deux. La « majorité républicaine » s'avéra être non point un rempart de défense républicaine contre la réaction, mais un rempart de défense capitaliste contre la classe ouvrière; le gouvernement radical-socialiste se montra le serviteur obéissant de cette majorité capitaliste et les socialistes ministériels les dupes de l'« alliance républicaine ».

Toute illusion était désormais impossible. On avait dit, lors de la loi d'amnistie, que la capitulation était nécessaire pour « calmer les esprits » pour apaiser la crise républicaine encore bouillonnante, mais cette mauvaise excuse ne vaut rien pour la capitulation à-propos de la loi sur les associations qui fut discutée dans le calme insipide du train-train républicain. L'étouffement de l'affaire Dreyfus ne fut que l'introduction, l'accessoire préparatoire ; l'action contre le clergé, par

contre, fut l'œuvre proprement dite qui clôtura la « défense républicaine » ; alors commença l'ère des louvoiemens parlementaires habituels. Aucune consolation, aucune allusion à de grandes tâches à venir ne pouvaient plus, cette fois, faire excuser l'attitude de la majorité de la Chambre et du ministère. Avec la loi sur les associations, le dossier de la « défense républicaine » est clos et, en fin de compte, il révèle la trahison du gouvernement radical envers son devoir républicain, la trahison de la bourgeoisie républicaine envers ses alliés socialistes et — la trahison des socialistes ministériels envers le socialisme.

Lors des débats sur la loi d'amnistie, les circonstances avaient voulu que les deux fractions socialistes, bien que partant de points de vue opposés, se rencontrassent dans leur attitude. L'aile droite acceptait l'amnistie, *malgré* son attitude dans l'affaire Dreyfus ; l'aile gauche l'acceptait conformément à son attitude pendant la crise. C'est à cette occasion que, pour la première fois, le groupe Jaurès laissa tomber ses propres conceptions.

Pendant les débats au sujet de la loi sur les associations, les circonstances prirent un autre aspect. N'étant liés dans leur tactique par aucune circonstance extérieure, Vaillant, Zévaès et leurs amis prirent la seule route admissible du point de vue socialiste à savoir : la lutte pour la conservation et le renforcement de toutes les stipulations anticléricales et pour l'affaiblissement et l'abrogation de toutes les stipulations antisocialistes de cette loi à double tranchant. Viviani et ses camarades prirent la voie exactement opposée. En suivant partout et toujours le gouvernement avec la majorité républicaine, ils trahirent à chaque pas leurs propres camarades de fraction.

Vaillant et Groussier combattirent de toutes leurs forces le fameux paragraphe 12 dirigé contre les relations internationales ouvrières, tandis que 21 députés socialistes de l'aile droite votèrent *pour* ce paragraphe, en même temps que des réactionnaires comme Motte, Baudry d'Asson, Méline, le comte de Mun. Vaillant et Zévaès, s'inspirant du discours de Viviani, déposèrent une motion interdisant et dissolvant tous les ordres religieux — Viviani et 22 de ses amis repoussèrent cette motion avec les cléricaux et les monarchistes. Groussier proposa un amendement signé par tous les députés socialistes pour l'élargissement du droit de coalition : 13 députés socialistes de l'aile droite votèrent *contre* leur propre amendement.

Le même spectacle se renouvela à chaque incident qui se produisit au cours des débats au sujet de la loi sur les associations.

Lors de l'interpellation sur les provocations gouvernementales durant la grève des mineurs de Montceau, Dejeante et ses camarades

déposent une motion exigeant du gouvernement le retrait des troupes de la région en grève et la mise en régie des mines abandonnées — 20 députés socialistes refusent d'appuyer cette motion. Bien mieux, dans la même séance, 21 socialistes votent avec les réactionnaires une motion de confiance au gouvernement pour son attitude pendant les grèves. Enfin, tandis que le groupe Vaillant-Zévaès vote unanimement contre le budget, 8 députés de l'autre groupe s'abstiennent, et 4 votent le budget avec ses dépenses pour les cultes, les colonies, l'armée et la marine.

Ainsi la lutte de Vaillant et de ses camarades contre la réaction se transformait en une lutte entre les deux ailes du groupe socialiste à la Chambre, et chaque débat élargissait encore le fossé qui les séparait. De la session parlementaire où elles étaient entrées unies et alliées, elles sortent divisées en deux camps ennemis.

L'action au Parlement a seulement ranimé, renforcé et mis au jour les désaccords entre les deux courants du socialisme français, mais elle ne les a pas créés. L'opposition dans la tactique parlementaire n'est que l'aspect d'une opposition profonde dans la conception générale de la lutte socialiste.

Derrière l'attitude contradictoire devant le vote du budget se cachent des conceptions entièrement opposées du rôle du gouvernement bourgeois : pour les socialistes français de la vieille école, il n'est rien d'autre que le conseil d'administration de la bourgeoisie, à laquelle il faut refuser tous moyens d'existence; pour les partisans de la « nouvelle méthode », il est le gérant des intérêts de toutes les classes qui se font représenter au ministère et qui le soutiennent.

La cause de leur conduite différente à l'égard de la « majorité républicaine » de la Chambre a son origine dans les conceptions opposées qu'ils ont des partis bourgeois : pour Guesde, Vaillant et leurs camarades, ces partis sont, malgré diverses nuances, un camp ennemi, auquel on ne peut arracher des concessions que par une lutte sans merci; pour le groupe Jaurès-Viviani, certaines fractions de la bourgeoisie sont les alliées naturelles du prolétariat dans sa marche vers le socialisme et cette alliance lui paraît si précieuse que, pour la conserver, il n'hésite pas à abandonner la politique prolétarienne indépendante.

Et le socialisme même est pour les uns le résultat de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, et d'une transformation sociale complète, pour les autres, le résultat d'une évolution graduelle au sein de l'entreprise capitaliste et du ministère bourgeois.

On comprend ainsi combien Jaurès se soucie peu des faits lorsqu'il déclare que le désaccord véritable entre les deux camps socialistes porte sur la question de la participation ministérielle, désaccord qui pourrait être tranché d'une façon très simple : en subordonnant

dans l'avenir la participation ministérielle à un vote approuvatif des deux tiers du Parti. Le cas Millerand est certes la source des divergences actuelles. Et si, tout au début de la crise, alors que la présence de Millerand au gouvernement était l'unique point de désaccord, Jaurès et ses amis avaient abandonné Millerand d'une façon décisive et nette, la situation aurait encore pu être sauvée et l'unification rendue possible. Mais aujourd'hui, après que Jaurès a été amené, au contraire, par sa fidélité à la participation ministérielle de Millerand, à une révision totale des notions socialistes et qu'il a créé une « nouvelle méthode » du socialisme, méthode qui a déjà trouvé son application dans l'action parlementaire de ses amis, le désaccord ne pourra plus être écarté par une solution purement formelle de la question ministérielle. Aujourd'hui il ne s'agit plus de savoir si Millerand doit ou non rester dans le cabinet, il s'agit de toute la somme des questions politiques et économiques de principe et de tactique qui représentent l'essence même de la lutte socialiste. Il y a aujourd'hui deux conceptions du monde qui s'opposent, et entre lesquelles la lutte parlementaire a déchiré le voile.

Et si Jaurès, qui a tiré, avec ce courage de pensée et cette force de persuasion qui lui sont propres, toutes les conséquences du premier faux pas de son groupe, se trouve aujourd'hui tout étonné devant l'impossibilité de l'unification pour la propagation de laquelle il a fait plus que tout autre en France, il peut se dire : « Tu l'as voulu, Georges Dandin ! ».

## II

Les destinées de l'unité socialiste qui représente un des problèmes les plus importants du socialisme sont liées naturellement au développement interne du mouvement ouvrier.

Dès que la nécessité de la lutte politique fut devenue un des principes fondamentaux du socialisme, elle devint, en même temps, la condition préalable de l'unité entre socialistes et le mur de délimitation entre socialistes et anarchistes. Marx lui-même, dont toutes les forces dans l'ancienne Internationale furent tendues pendant sept ans pour le maintien de l'union entre les éléments disparates du socialisme, amena finalement une rupture avec les partisans de Bakounine, montrant ainsi que la communauté d'idées sur le but final socialiste n'était pas une base suffisante pour l'unité socialiste, mais qu'il fallait encore une conception commune de la lutte pour ce but final.

La social-démocratie internationale a gardé, jusqu'aujourd'hui, la même ligne de conduite, et à ses derniers congrès (Paris, Bruxelles, Zurich, Londres) elle a repoussé l'union avec les socialistes anarchistes.

Cependant, dans la mesure où la lutte politique de la classe ouvrière de chaque pays gagnait en envergure, en profondeur et en diversité de formes, de nouveaux problèmes surgissaient. Ce n'est plus la reconnaissance de la lutte politique en général, mais telle ou telle conception concrète de cette lutte qui est devenue la question fondamentale du mouvement ouvrier, et, en même temps, l'axe autour duquel se groupent les forces socialistes.

Si en Allemagne, l'union des eisenachiens et des lassalliens pouvait être envisagée dès leur séparation, malgré les luttes de fractions les plus acharnées, c'est, avant tout, parce que Bebel et Liebknecht étaient à même de déclarer qu'*au point de vue des principes* ils étaient absolument sur le même terrain que l'Union générale des ouvriers allemands. Si les lassalliens, comme aujourd'hui les partisans de Jaurès, avaient agi de concert avec les conservateurs et les nationaux libéraux contre les eisenachiens, il n'aurait pu être question d'unification.

Bien mieux, il suffisait d'une simple apparence de « socialisme gouvernemental et en habit de cour », il suffisait d'un simple *soupçon* de relations avec le gouvernement pour contrecarrer et retarder pour de longues années l'œuvre de l'unification en Allemagne. Mais en France un tel socialisme n'est pas une apparence, il s'est fait chair dans toute la pratique actuelle.

Jaurès a, certes, pleinement raison quand il invoque le fait que la social-démocratie allemande a place dans ses cadres pour des conceptions extrêmement divergentes, comme cela s'est révélé au cours des dernières discussions sur le but et le mouvement. Mais il oublie que, jusqu'aujourd'hui, ces divergences de principe n'ont trouvé leur expression que dans des articles de presse, dans des productions littéraires et nulle part dans *le travail pratique* du Parti. Un grand parti sérieux ne se sépare pas pour des articles de journaux ou quelques écarts politiques isolés. Cependant, si la trahison envers les principes fondamentaux du socialisme devient un système dans la pratique d'une fraction du Parti, tout parti sérieux se dira, comme Marx il y a trente ans dans l'Internationale : plutôt une guerre ouverte qu'une paix pourrie !

En fait, que donnerait aujourd'hui une unification de tous les socialistes en France ? Laissons de côté le cas où une différence fondamentale d'opinion ne pourrait, dans la pratique, qu'engendrer une création non viable. Une entente même avec une tendance si divergente soit-elle est plus ou moins possible si celle-ci représente quelque chose de déterminé, de défini, de consistant. Mais l'union avec l'aile droite socialiste en France — même si on voulait faire abstraction des divergences fondamentales — serait aujourd'hui un mariage avec le *chaos*.

Autant la « nouvelle méthode » du socialisme paraît cohérente et systématique dans les exposés de Jaurès, pleins de verve et de feu poétique, autant elle se montre désespérément confuse dans les actes de ses amis. On ne peut trouver dans l'attitude de l'aile droite socialiste avec ses zigzags continuels, aucune règle politique en dehors d'une fidélité au ministère de Millerand. Toute prise de position est déduite non de l'appréciation socialiste de la question même, mais de considérations relatives à des combinaisons politiques immédiates. D'abord on renonce à en finir avec les chefs militaires et l'on se résigne à l'amnistie dans l'affaire Dreyfus, afin de pouvoir en finir par la suite avec le clergé. Quand la loi sur les associations se révèle un pur bluff, on abandonne la lutte contre le clergé pour la promesse de retraites ouvrières. Quand l'utilisation des biens des congrégations en faveur des caisses de retraites s'envole en fumée en même temps que les mesures anticléricales, on vote encore pour la loi, afin de ne pas désagrèger la majorité républicaine. Et lorsque la majorité républicaine trompe toutes les attentes, on ne s'en soumet pas moins à son joug pour maintenir le ministère.

Il en est ainsi de tous les motifs donnés pour justifier chaque vote à la Chambre. On vote contre l'amendement socialiste de Grousier, concernant la garantie du droit de coalition, sous prétexte qu'il est soutenu pour des raisons machiavéliques par les partis réactionnaires. Et on vote également contre la motion socialiste de Zévaès concernant la dissolution de tous les ordres religieux, bien qu'elle soit cette fois combattue par toute la réaction. Cette motion est d'abord adoptée par l'aile droite, lors de son élaboration dans la fraction; dans une deuxième réunion l'aile droite l'abandonne au groupe Vaillant-Zévaès; dans une troisième elle l'adopte à nouveau pour l'abandonner une deuxième fois au groupe Vaillant-Zévaès dans une quatrième réunion et voter finalement *contre* à l'unanimité, à la Chambre, avec les partisans de Méline, les cléricaux et les monarchistes.

C'est une véritable existence de banqueroutier, une politique de la main à la bouche, au jour le jour, réglée uniquement d'après les combinaisons momentanées du parlementarisme, une chasse aux succès politiques dans laquelle, à tour de rôle, tout est sacrifié à tout et d'où l'on revient écoeuré; c'est un glissement désespéré et continu sur la voie des abdications, une perpétuelle oscillation qui ne connaît qu'un point fixe dans l'espace : les basques de l'habit du « ministre socialiste ».

En fusionnant avec ce socialisme incohérent, les anciennes organisations socialistes n'auraient, dans les circonstances données, aucun espoir de faire triompher dans le parti unifié les principes socialistes. D'abord les partisans de Jaurès sont la majorité. L'absence de discipline et de programme unit plus facilement le grand nombre qu'une

organisation ferme et un programme nettement défini. La prédominance resterait ainsi très facilement dans le parti unifié aux indépendants, à n'importe qui.

Mais, en supposant même que les porte-parole de la tactique socialiste fondamentale réussissent à imposer une série de décisions obligatoires sur la tactique, des désaccords profonds ne peuvent être supprimés par des résolutions. A ce sujet aussi nous avons des exemples édifiants. La résolution de Delassalle votée par le premier congrès d'unification en 1899, et qui voyait dans la participation ministérielle une mesure exceptionnelle dont l'application dépendrait du jugement du Parti, n'empêchait pas les partisans de Millerand de rester fidèles à son ministérialisme. Et la résolution du congrès international, qui déclarait expressément la participation ministérielle admissible dans un cas *exceptionnel* seulement, n'a pas empêché Jaurès et ses amis de propager depuis lors la participation socialiste comme une *méthode normale* de la lutte socialiste.

S'unir dans de telles conditions avec les partisans du socialisme ministériel, ce serait endosser la responsabilité de leur politique, et, en même temps, rester impuissant en face d'eux. En d'autres termes, ce serait mettre en jeu les destinées du socialisme et de la République en France.

L'école de Jaurès a remplacé la politique socialiste principielle par la politique des succès tangibles, et l'action indépendante du prolétariat, son action de classe, par l'action de ministres socialistes prétendant agir au nom du prolétariat. Cinq ans de propagation de cette doctrine sous les auspices du Parti socialiste unifié officiel, et le socialisme est ruiné en France. Des résultats pratiques ? Mais l'ouvrier peut les attendre encore davantage des partis bourgeois que de « représentants ouvriers » qui ne se distinguent en rien des politiciens bourgeois, si ce n'est qu'ils pérorent sur le socialisme ! Des réformes sociales ministérielles ? Mais n'importe quel prétendant césarien, n'importe quel aventurier peut promettre « d'en haut » une quantité bien plus grande de réformes sociales qu'un pauvre ministre républicain ! Cinq années d'expérience sur ce terrain et la classe ouvrière française est politiquement corrompue jusqu'à la moelle des os et transformée en un instrument docile de tous les politiciens bourgeois à l'affût de résultats immédiats, de tous les réformateurs sociaux, de tous les spéculateurs césariens.

Jaurès, le défenseur infatigable de la République, préparant le terrain pour le césarisme, cela semble une mauvaise plaisanterie. Mais de telles plaisanteries sont le tragique quotidien de l'histoire. C'est le sort des politiciens bourgeois que de saisir un bonnet de nuit socialiste de la chaire croyant toucher Sirius, et de préparer une récolte pour le

diable lorsqu'ils sèment pour le Seigneur. Seul le socialisme fournit le critérium propre à déduire sciemment les effets des causes et à mener l'histoire à ses propres buts, au lieu de se laisser conduire par elle par le bout du nez. Mais celui qui renie les principes socialistes, même s'il s'imagine servir le socialisme, devient l'instrument de ses actes au lieu d'en être le maître et s'avère dupe lui-même, juste au moment où il s'apprête à duper l'histoire.

### III

Alors que le socialisme semble aujourd'hui plus que jamais éloigné de la réalisation de l'unité, en fait une unité solide germe et monte à vue d'œil de la division même. C'est la fusion des anciennes organisations socialistes et de leurs alliés : le Parti ouvrier français, le Parti socialiste révolutionnaire et l'Alliance communiste.

Grâce à la crise des dernières années et par suite de l'apparition de la « nouvelle méthode », les anciens partis qui avaient vécu pendant des dizaines d'années une guerre sourde de guérilla, ou, tout au moins, étaient restés entièrement étrangers les uns aux autres, ont retrouvé la communauté de principes et de tactique et depuis agissent de concert dans toutes les questions importantes, et, dans l'action, forment un tout cohérent. La division devenue historique — bien que maintenant ces partis partagent les mêmes idées — ne peut, certes, s'effacer du jour au lendemain sans laisser de traces et être remplacée par une fusion complète. Mais les anciens partis se sont déjà engagés dans la voie qui mène à ce but, et ils la suivent résolument. La nécessité même d'opposer aux partisans du socialisme gouvernemental une énergique résistance conduit les partis de Guesde, Lafargue et Vaillant à créer un Comité central exécutif commun et à réaliser le projet d'unification élaboré. Une fois concentrées sur le terrain de la conception commune de principes, les vieilles forces socialistes deviendront un centre d'attraction pour tous les nouveaux éléments réellement socialistes et le point central de la véritable unité socialiste.

Pour réaliser *entièrement* cette unité en France, que Jaurès veut déjà pour aujourd'hui, avec quelque précipitation, une condition est encore nécessaire : l'effondrement complet de la doctrine du socialisme ministériel. Le gouvernement et les partis bourgeois s'y emploient de toutes leurs forces. La lamentable fin de la « défense républicaine » dans la loi sur les associations, le fiasco de la réforme sociale de



Millerand dans la loi sur la grève obligatoire, qui a été jetée par-dessus bord par ses propres partisans, le massacre militaire du 1<sup>er</sup> mai à Grenoble, au cours duquel un socialiste fut tué, les prosternations du cabinet socialiste-radical devant le monarque cosaque de Pétersbourg : autant de coups qui serviront de leçons révolutionnaires aux socialistes d'Etat les plus obstinés. Espérons qu'on ne portera pas le cabinet Waldeck-Rousseau au cimetière ministériel avant qu'il ait troué comme un crible la « nouvelle méthode », et préparé ainsi définitivement et complètement l'unité socialiste en France.

*Neue Zeit*, 1900-1901, vol. I, pp. 202-221.



## APRÈS LE CONGRÈS

(de Lyon)

Le congrès français d'unification à Lyon s'est terminé, comme nous l'avions prévu, par une scission. Il était clair pour ceux qui ont suivi de près le mouvement français de ces derniers temps que les désaccords fondamentaux dans la conception de la lutte socialiste devaient rendre plus que douteux le succès de la tentative d'unification. Mais il faut saluer comme un événement avantageux le fait que, à l'encontre de ce qui se produisit au congrès de l'année précédente à la salle Wagram, la scission s'est produite cette fois-ci sur un terrain qui a mis au jour la *source* interne de la discorde et révélé clairement son caractère fondamental.

Lorsque le parti socialiste révolutionnaire (blanquistes) se décida à aller à Lyon, il déclara formellement ne vouloir, en aucun cas, présenter au congrès une motion demandant l'exclusion de Millerand du Parti ou l'enjoignant d'abandonner son portefeuille. Bien plus, Vaillant lui-même écrivait dans *Le Petit Sou* du 17 mai : « Le congrès n'est convoqué que pour discuter de l'organisation et de la constitution du Parti, et il doit se limiter à cet ordre du jour ».

Il est donc clair que les blanquistes ne cherchaient pas le moins du monde un « prétexte de rupture », comme Jaurès le leur reprocha plus tard, et qu'ils allèrent à Lyon sans intention aucune d'exploiter dans un esprit étroit la question Millerand, mais plutôt uniquement avec le désir sincère, sans toutefois beaucoup d'espoir, d'arriver à une entente sur les questions générales d'organisation et de tactique. Cela est confirmé par la déclaration officielle faite par Gautier au nom du Parti socialiste révolutionnaire le premier jour du congrès de Lyon. Il est très important de souligner qu'un certain nombre de délégués du propre camp de Jaurès soumirent, dès l'ouverture du congrès, une résolution sur le cas Millerand et placèrent ainsi la gauche et la droite du congrès devant le Rubicon. La question ministérielle une fois

soulevée sans leur entremise, Vaillant et ses camarades devaient naturellement prendre position et tirer les conséquences du vote de la majorité du congrès.

Il faut convenir que la résolution proposée par La Porte, Lagardelle, Briand et leurs camarades, au nom de plusieurs fédérations, était conçue d'une façon extrêmement habile. Elle disait :

« Considérant que le devoir essentiel du congrès consiste à écarter les obstacles qui s'opposent présentement à l'unification des forces révolutionnaires françaises; que la fonction ministérielle d'un député, qui appartenait autrefois à la fraction socialiste de la Chambre, crée une ambiguïté favorable aux querelles intérieures du Parti; que la question de la participation au gouvernement a bien été résolue pour le passé et l'avenir, non pour le présent, le congrès déclare une fois pour toutes *que Millerand, qui s'est mis en dehors du Parti, en entrant dans le ministère sous sa propre responsabilité et sous son initiative personnelle*, n'a pu, à aucun moment, engager le socialisme, qu'il ne représentait pas. Le congrès déclare encore que l'attitude du Parti à l'égard du ministère actuel doit être la même qu'à l'égard de tout ministère bourgeois. »

Comme on le voit, cette résolution ne réclame ni l'exclusion formelle de Millerand du Parti, ni sa démission du gouvernement. Elle constate simplement que, par son entrée au ministère, Millerand s'est mis lui-même hors du Parti. Donc sans attaquer Millerand personnellement, sans le condamner, sans demander son exclusion, ce qui aurait provoqué des discussions et des complications à l'infini, la résolution repousse toute responsabilité du Parti quant à la manière d'agir de Millerand.

D'autre part, elle se borne exclusivement au cas Millerand, sans régler la participation des socialistes au gouvernement par une interdiction générale, ce qui rendit impossible aux partisans de Jaurès de se retrancher derrière la résolution de Kautsky et derrière de soi-disant considérations générales de principe. Mais, en même temps, elle règle, de la manière la plus précise, la question ministérielle pour le cas présent, en déclarant qu'un socialiste qui entre dans le gouvernement se met de lui-même hors du Parti. En un mot, la résolution dit le minimum sur la question ministérielle, mais ce minimum tranche le nœud du problème en plein milieu.

La résolution de La Porte fournissait ainsi d'une façon inattendue un moyen de liquider entièrement et d'une manière satisfaisante la première difficulté qui s'opposait à l'unification. Si elle avait été acceptée par le congrès, elle n'eût certes pas encore amené la disparition de tous les désaccords profonds sur la tactique socialiste qui eussent pu facilement se manifester dans les autres débats du congrès. Mais *la question Millerand* eût été complètement écartée. Le « ministre socialiste » eût, en tout cas, cessé d'exister pour le Parti.

Or, c'était précisément là le danger de la résolution La Porte pour les partisans à tout prix de Millerand ; et Jaurès s'est toujours distingué par son talent extraordinaire à découvrir les desseins dangereux pour lui et à les déjouer immédiatement. Une réunion de commission « pour un examen approfondi » et pour éviter des « surprises », dans une question discutée quotidiennement depuis trois années réussit à amener tous les signataires de la résolution à l'exception de La Porte à abandonner leur résolution et à la rendre inoffensive(\*) Briand ne changea que deux mots dans le texte original : au lieu de « *en dehors du Parti* », Millerand se serait mis « *hors du contrôle du Parti* », mais cette petite modification donna à la résolution de De La Porte un sens complètement opposé.

Tout d'abord lorsque Jaurès et ses perroquets inconditionnels font remarquer que la résolution Briand met Millerand « hors du contrôle du Parti » et ne déclare pas celui-ci responsable des actes de Millerand, c'est simplement pour faire un semblant de concessions aux éléments « antiministériels » fortement représentés à Lyon. En réalité cette résolution ne faisait que *répéter* ce que Jaurès avait écrit lui-même tant de fois et ce qu'en outre le « Comité d'entente » de 1899 avait officiellement déclaré. Elle ne représentait donc nullement une nouvelle démonstration *contre* Millerand.

Ce que la résolution de La Porte contenait de *nouveau*, c'est précisément qu'elle tirait les conséquences des déclarations antérieures et proclamait, pour la première fois, que Millerand, étant hors du contrôle du Parti, était aussi en « dehors du Parti ». Par suite de cette petite modification dans les termes, la résolution Briand disait désormais : Millerand *est et reste* membre du Parti socialiste, *quoique* hors de son contrôle.

Il était et il est bien entendu dans l'intérêt de la tendance de Jaurès de persuader tout le monde que la résolution Briand était également une démonstration *contre* le ministre socialiste qui ne se distinguait de la résolution de La Porte que par l'absence d'une pointe personnelle. Mais cette interprétation manqua même son effet dans le camp Jaurès, puisqu'un de ses partisans les plus ardents, de Pressensé, caractérisa la résolution Briand, comme « une résolution vague, molle, incolore, invertébrée », qui « *semble avoir été volontairement conçue de façon à laisser glisser entre ses mailles le ministre du Commerce* ».

La résolution ainsi « révisée » était manifestement le plus grand défi aux adversaires de Millerand. On exigeait d'eux une déclaration suivant laquelle un socialiste pouvait, de son propre chef, accepter un

---

(\*) Littéralement : et à en arracher la dent venimeuse (N. d. E.)

poste ministériel quelconque et abandonner ainsi brutalement son parti, sans toutefois perdre le moins du monde sa qualité de membre du Parti. Bien mieux, pour conserver Millerand au mouvement socialiste, on demandait au congrès d'exprimer une *stupidité criante*. « Comment peut-on appartenir au Parti quand on est hors de son contrôle ? » demandait sans cesse La Porte. Et Jaurès-Briand, embarrassés, ne pouvaient que bégayer que « des conditions anormales nécessitent des résolutions anormales ». La réponse caractérise cependant d'une façon frappante l'essentiel de l'affaire : par cette résolution stupide, c'était l'anomalie politique de la participation ministérielle qui devait être sanctionnée.

En fait, du point de vue des adversaires de Millerand, la résolution Jaurès-Briand ne faisait qu'*aggraver* considérablement les choses. Jusque là ce n'était qu'une opinion privée (bien que fortement répandue parmi les socialistes) que l'on pouvait très bien être socialiste, membre du Parti, et, en même temps si bon vous semblait, membre du gouvernement bourgeois; et voilà qu'on voulait, par une décision de congrès, faire de cette conception l'*opinion officielle du Parti*, annuler aussi, par une voie détournée, la décision du congrès français de 1899 et la résolution Kautsky. Jusqu'alors la situation exceptionnelle de Millerand avait été créée par lui-même, sans le concours du Parti, et voici qu'on voulait la faire sanctionner par le Parti, en créant spécialement pour Millerand une nouvelle catégorie de camarades qui, certes, sont « à l'intérieur du Parti », mais « hors de son contrôle » en quelque sorte « des socialistes en permission », au service du gouvernement bourgeois, suivant l'expression spirituelle de Vaillant.

Résumons-nous. D'une concession aux adversaires de Millerand, la résolution devenait une concession à ses partisans, et les blanquistes qui étaient venus à Lyon, décidés pour leur part à ne pas poser la question Millerand, se trouvèrent subitement devant un ultimatum leur demandant d'admettre une décision du congrès favorable au ministre. Il est évident qu'une telle exigence devait entraîner la scission.

Il est vrai que personne n'a su plaider, d'une façon plus convaincante que Jaurès pendant les trois dernières années, la nécessité de l'unité socialiste et des sacrifices en sa faveur. Mais il ne songeait sans doute qu'aux sacrifices que devaient faire ses adversaires; en tout cas Millerand ne devait pas être du nombre. Pour conserver au Parti le « ministre socialiste » on préféra sacrifier l'unité, et ainsi le « ministérialisme socialiste » a couronné, par la scission à Lyon, l'œuvre de désagrégation qu'il accomplit sur le socialisme en France depuis trois ans.

Le congrès de Lyon a amené un regroupement important des forces socialistes en France. Son premier résultat, que nous devons saluer avec joie à tous points de vue, est la fusion *en un parti* de tous les éléments groupés autour de Jaurès.

Après la sortie des blanquistes, Jaurès a déclaré au congrès « que la France socialiste n'était pas diminuée par le départ d'une secte » et le manifeste du jeune Parti unifié rédigé avec sa collaboration parle au nom de toute la France socialiste. Mais cela prouve seulement que Jaurès a perdu — pour la première fois d'ailleurs — la mesure et l'équilibre, ce qui chez un politique de sa valeur est toujours mauvais signe. La « secte » qui a quitté le congrès de Lyon, forme, avec le Parti ouvrier resté à l'écart du congrès, l'élite du socialisme français, ce sont les forces les mieux éclairées, organisées et trempées par des dizaines d'années de lutte. Par contre, ce qui est resté à Lyon représente un véritable ramassis : à côté d'universitaires sincères et convaincus, mais jeunes et inexpérimentés, nous y trouvons des organisations « socialistes » dans le genre de ce groupe de Marseille, représenté à Lyon, qui compte parmi ses membres, l'opportuniste et ancien ministre du cabinet Dupuy, Peytral; à côté de syndicalistes mi-anarchistes qui tonnent contre tous les « politiciens », des radicaux socialisants, pour lesquels la politique et surtout le parlementarisme sont l'unique conviction; à côté d'adversaires du ministérialisme socialiste, comme les allemanistes, des partisans ardents du socialisme gouvernemental qui attendent de lui tout le salut.

Mais précisément la diversité multicolore des éléments restés à Lyon, dont l'union avec les anciens partis socialistes était aujourd'hui encore impossible, fait que leur fusion provisoire en un parti est un grand progrès, qui constitue à divers points de vue le premier échelon dans le développement ultérieur de l'unité socialiste complète en France. La façon dont le Parti organisé à Lyon parcourt ce développement dépend essentiellement de l'attitude des autres groupes socialistes.

Depuis que les partis de Guesde-Lafargue, de Vaillant et de ses amis se sont définitivement séparés de la tendance Jaurès, *leur union en un parti est également à l'ordre du jour*, et désormais rien ne s'y oppose. Si la fusion avec les éléments qui se plaçaient sur un terrain si différent était impossible, elle est bien naturelle entre des organisations qui ont déjà prouvé, par une action commune de deux ans, leur accord sur toutes les questions fondamentales de tactique et de principe. Bien mieux, cette union est déjà si bien préparée qu'il suffit d'un dernier acte pour la réaliser. Depuis des mois, en effet, un *projet commun d'unification* a été élaboré dans tous ses détails par les groupes susnommés, lequel tout en maintenant provisoirement les organisations de parti existantes, prévoit la fusion en un parti sur

des bases de fédérations départementales, d'un comité général commun et de congrès nationaux annuels. Ce projet a été soumis par le Parti ouvrier français à un référendum de ses groupes dans toute la France et a été déjà accepté avec enthousiasme par de nombreuses sections. Le 14 février, il a été unanimement accepté par la fédération centrale du Parti ouvrier français et le 17 par la fédération de la Drôme. Il a trouvé le même accueil chez les partisans et les alliés du Parti socialiste révolutionnaire.

Par surcroît, le Conseil national du Parti ouvrier français, qui s'est tenu le 24 mars de cette année à Ivry, a déclaré dans un manifeste exposant les motifs de sa non-participation au congrès de Lyon :

« Avec tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui reconnaissent cette triple nécessité organique [les traits fondamentaux du projet d'unification citée plus haut] l'unification n'est pas seulement possible, elle est, en ce qui nous concerne, déjà faite, en ce sens qu'à tout moment, à partir d'aujourd'hui, elle peut être définitivement sanctionnée ou enregistrée, au moyen d'une conférence extraordinaire, c'est-à-dire d'une entente des délégués des organisations en question. »

Il est donc évident qu'il suffit désormais de l'acceptation de cette « conférence extraordinaire » des partis guesdistes et blanquistes ainsi que des groupes qui comme eux se sont détournés du congrès de Lyon pour réaliser l'unification.

Certes, dans sa dernière séance (le 31 mai), le conseil national du Parti ouvrier français déclare, unanimement, qu'il est « prêt », dans l'attente et en faveur de la préparation de l'unité socialiste, laquelle est, après comme avant, le but des aspirations du Parti ouvrier français, à se faire représenter dans un comité d'entente, qui, selon des règles à déterminer, comprendrait tous les groupes se plaçant « sur le terrain de la lutte de classes, sans aucune compromission avec la bourgeoisie ».

Mais nous ne croyons cependant pas que cette bonne disposition à participer à un « comité d'entente » peu délimité et encore à créer, sera le seul effort du Parti ouvrier français pour l'unification. Ce serait non seulement l'abolition du projet d'unification déjà élaboré, le reniement des nombreuses déclarations du Parti ouvrier français, mais encore un recul de la question de l'unification jusqu'à un point dépassé depuis deux ans. La seule voie raisonnable pour la réalisation de l'unification des anciens partis, après tout ce qui a eu lieu et ce qui a été dit, c'est la conférence extraordinaire, déjà citée, et l'application immédiate de leur propre projet d'unification.

Cette unification est d'ailleurs une nécessité pressante. Tant que les forces socialistes de la « vieille école » resteront dispersées, la tendance organisée en un parti à Lyon, a en face d'elle, malgré toute son incohérence interne, une certaine supériorité par le fait même qu'elle



est unifiée. Et, au contraire, les éléments « antiministériels » prendront immédiatement le dessus, dès qu'ils se seront unis en un parti. Ainsi ils commenceront par détruire avec obstination la légende répandue par leurs adversaires prétendant que ce sont les rivalités personnelles des chefs ou un étroit « fanatisme de secte » qui sont les véritables obstacles à l'unité socialiste en France. Alors, quand les deux partis unifiés se trouveront l'un en face de l'autre, éclatera la supériorité des forces disciplinées et expérimentées devant l'amalgame de demi-socialistes et de socialistes de la dernière fournée, la supériorité de la politique conséquente d'opposition devant la politique de la petite semaine. Une fois les forces révolutionnaires socialistes unies, leur parti deviendra aussitôt un aimant vers lequel s'orienteront automatiquement les mouvements du parti qui vient de se constituer.

Ce serait en effet une erreur d'admettre que seuls les partisans du ministérialisme socialiste sont restés à Lyon. Si la fédération de Seine-et-Oise, celle des Deux-Sèvres et de la Vendée avec la fédération du Doubs ont quitté le congrès en même temps que le Parti socialiste révolutionnaire, par contre, toute une série d'autres adversaires convaincus du socialisme gouvernemental, comme les allemanistes, comme le groupe du *Mouvement socialiste*, comme de nombreuses fédérations autonomes ne sont restés à Lyon que pour réaliser l'unité. C'est l'hypnose dans laquelle Jaurès les maintient depuis des années avec son cheval de bataille de l'unité socialiste, qui leur a fait oublier, pour le moment, les points de désaccord. Mais dès que l'unité sera réalisée, ces désaccords reparaitront au premier plan. Aujourd'hui Jaurès est encore obligé de tenir compte des éléments de gauche dans son parti. « Nous sommes résolu, écrit-il « A l'œuvre ! », *La Petite République*, 1<sup>er</sup> juin 1901) à agir, dans la période de lutte et d'organisation où nous allons entrer, comme si toute participation gouvernementale du socialisme était définitivement écartée » et cela, parce que le Parti n'est pas encore mûr pour saisir ce principe aujourd'hui encore « trop révolutionnaire (!) » du socialisme gouvernemental. Mais déjà des symptômes sérieux nous indiquent que cette promesse de Jaurès influencera aussi peu la *pratique* de sa tendance que la déclaration faite par Viviani à la Chambre en novembre dernier.

Ce qui caractérise le jeune Parti, c'est que, tandis que vers la gauche, il est très nettement délimité des organisations socialistes authentiques, il ne peut tracer à droite aucune ligne de démarcation entre lui et les radicaux-socialistes ou bourgeois. Précisément en ce moment, Pelletan et ses partisans ont adressé au parti de Jaurès une proposition publique et formelle de constituer une alliance radicale puisque, insinuaient-ils, il n'y avait, à proprement parler, plus de divergences sérieuses dans les deux camps et que les socialistes de la

tendance Millerand étaient heureusement revenus à la vieille plateforme du Parti radical. La conception pour laquelle les socialistes « ne sont pas assez révolutionnaires » s'avère soudain assez bonne pour des radicaux petits-bourgeois. Il est bien compréhensible que Jaurès décline en rougissant quelque peu cette offre publique compromettante, mais, d'autre part, il sent nettement l'évolution naturelle de sa tendance vers la fusion avec le parti de la petite bourgeoisie radicale. Aussi trouve-t-il aussitôt une issue à cette situation pénible : la fusion avec les radicaux doit être acceptée, mais elle doit être comprise non comme un recul des socialistes vers le radicalisme, mais comme un rapprochement des radicaux vers le socialisme.

Voici ce qu'écrivit, à ce sujet, Jaurès dans *La Petite République* du 4 juin :

« Faudra-t-il s'émouvoir si réellement le radicalisme, obligé d'évoluer dans le sens socialiste, se décide à adopter le programme de Saint-Mandé (la formule millerandienne du socialisme acceptée par la tendance Jaurès). J'imagine que nous n'avons pas la prétention d'immobiliser notre Parti, d'en arrêter le recrutement et d'en séquestrer le programme (...) Et, si par la force de notre action et de notre propagande et par la puissance croissante de l'organisation prolétarienne, nous obligeons, non plus quelques individus isolés mais toute une fraction de la démocratie bourgeoise à reconnaître que la propriété collective est le terme le plus prochain de l'évolution historique et qu'il faut en hâter l'avènement, nous aurions remporté un des succès les plus décisifs que puissent remporter un parti et une classe.

« C'est ainsi que se préparent et s'accomplissent les grandes révolutions, par pénétration et diffusion. Autour du premier noyau ardent se forme comme un halo, dont les cercles un peu incertains et pâissants finissent par envelopper la société presque tout entière. »

Ce qui constitue le « noyau ardent » dans cette théorie cosmogonico-poétique des révolutions historiques, c'est visiblement l'aveu que le parti Jaurès n'est pas opposé à une union éventuelle avec la démocratie petite-bourgeoise. Et même si ce parti se donnait l'illusion que ce ne serait pas sa propre chute dans le marécage bourgeois, mais la montée de la bourgeoisie vers les cimes socialistes, cette hallucination ne pourrait garder longtemps captifs les éléments socialistes de gauche du jeune Parti. Ceux d'entre eux qui n'ont pas encore perdu tout instinct de conservation politique reculeront en frissonnant devant le concubinage avec le radicalisme. Et il suffirait de la force d'attraction naturelle du socialisme *unifié* de la « vieille école » pour les délivrer des liens acceptés à contre-cœur et les rassembler sur la base de la lutte de classes prolétarienne.

*Neue Zeit*, 1900-1901, vol. I, pp. 299-305.

## L'ÉPILOGUE DE LA CRISE SOCIALISTE EN FRANCE

### I

Les farces historiques ont, comme toutes les mauvaises pièces, cette particularité que dans la plupart des cas le spectateur ne remarque pas quand l'action est à sa fin. Tandis que l'opinion publique regarde toujours, les nerfs tendus, vers la France et attend le développement des choses, le dernier acte de la farce socialiste-ministérielle s'est en fait terminé sans qu'on s'en aperçût. C'est en vain qu'on regarde fixement vers le pays de la « grande expérience » et qu'on attend. L'action est épuisée, les rôles sont joués, et les lampes qui s'éteignent commencent à répandre une mauvaise odeur dans la salle de spectacle.

Par là nous ne voulons pas prophétiser la chute prochaine du ministère Waldeck-Rousseau (\*). A notre avis, il faut vraiment être atteint de ce fameux « crétinisme parlementaire » pour établir la chronologie politique et historique d'un pays d'après des événements aussi extérieurs que des changements ministériels parlementaires. Nous voulons seulement dire que *le développement interne logique de la situation particulière* créée pour la France politique et particulièrement pour le socialisme français, par l'entrée d'un socialiste au gouvernement, est déjà terminé, qu'il a produit *toutes ses conséquences* et que, à partir d'aujourd'hui, nous n'aurons à nous attendre à aucun nouvel épisode de la crise, mais uniquement au développement mécanique des circonstances présentes.

Dans notre analyse de la politique du cabinet français lors de la session parlementaire précédente, nous avons caractérisé, comme trait le plus saillant de cette politique de remarquable *duplicité*, les concessions palpables à droite et les apparences de concessions à gauche. Depuis

---

(\*) Le ministère Waldeck-Rousseau tomba le 28 mai 1902 (N. d. E.).

la situation, et, avec elle, la politique du ministère se sont encore déplacées. La cause de la politique à double face du ministère Waldeck-Rousseau était d'une part le manque de base solide au sein du parlement pour une politique réelle de réformes démocratiques. La majorité radicale socialiste du cabinet composée d'éléments hétéroclites s'était montrée douteuse dans toutes les questions importantes, prête à capituler à tout instant devant la réaction et bien décidée à ne pas aller plus loin qu'il ne serait nécessaire pour l'apaisement superficiel des antagonismes sociaux et politiques soulevés par la crise. D'autre part, le ministère dépendait, dès le début, de l'appui des socialistes à la Chambre. Cet état de fait obligea le gouvernement à des semblants de concessions à son programme primitif, à des réformes sociales et démocratiques. Il dépendait alors des socialistes de déterminer la marche ultérieure des choses. Ils pouvaient, par une dénonciation impitoyable de la duplicité de la politique « républicaine » du gouvernement et par une opposition acharnée, ou provoquer la chute du cabinet, ou, tout au moins, l'obliger, pour un certain temps, à des réformes progressistes plus sérieuses.

Mais étant donné que dans leur majorité écrasante au parlement, les socialistes, liés par la présence de Millerand au ministère, prirent la voie diamétralement opposée, ils durent lâcher les rênes politiques. En défendant la politique gouvernementale dans *La Petite République*, en votant à la Chambre n'importe quel ordre du jour et n'importe quel projet de loi : stigmatisation des principes socialistes, étouffement d'une enquête coloniale parlementaire, amnistie des officiers du grand Etat-major dans l'affaire Dreyfus, budget, restriction du droit de coalition par la soi-disant loi sur les associations, bref en votant n'importe quoi dès qu'il venait à l'idée du ministère de poser la question de confiance, les socialistes ont libéré le gouvernement du moindre égard vis-à-vis d'eux. Ils ont prouvé par leur attitude qu'ils sont attachés au ministère à tout prix et dans toutes les circonstances. Ainsi le gouvernement put sans crainte aller plus loin et abandonner même l'apparence de concessions envers ses partisans socialistes et radicaux de gauche. La session parlementaire actuelle nous montre la politique du ministère dans son nouveau stade : la duplicité qui fut le trait caractéristique de la session écoulée a fait place dans tous les domaines à une politique d'ensemble tout à fait dépourvue d'équivoque.

Dans le domaine de la lutte contre les excès du militarisme nous voyons succéder aux promesses de mettre un frein aux menées des chefs militaires une série de mesures ayant pour but, au contraire, de museler tous les adversaires de l'armée permanente et les partisans des milices. Le maire socialiste de Bourges, Vaillandet, est révoqué à cause d'un discours aux conscrits de sa municipalité, dans lequel il leur rappelait les lois de l'humanité et de la fraternité et les invitait à

ne pas tirer sur leurs père et mère. Le professeur de lycée, Hervé, est révoqué à cause de sa collaboration à un journal antimilitariste. Le professeur parisien, Lopicque, est suspendu pour manifestations de sympathie en faveur de son collègue révoqué. Des poursuites judiciaires sont engagées contre les journaux : *Le Pioupiou de l'Yonne*, *Le Drapeau rouge*, *Le Droit du peuple*, *Le Flambeau* pour agitation socialiste et propagation de l'idée des milices. Mais, en même temps, des professeurs de hautes écoles, comme à Lyon et à Toulouse, ainsi que des prêtres occupant une fonction publique, comme l'archevêque de Reims, peuvent se permettre de mener une agitation antirépublicaine frénétique et le cabinet ne sévit même pas contre les écoles publiques, comme, par exemple, le lycée d'Alès, ordonnant des prières pour l'échec de projets gouvernementaux.

Dans le domaine de la politique étrangère, l'esprit actuel du gouvernement radical-socialiste est caractérisé par l'expédition chinoise, faite à l'insu de la Chambre, par l'expédition turque, dans laquelle la flotte de guerre française a été employée sous prétexte de conflits au sujet d'un quai sur le Bosphore, mais, en réalité, pour imposer le recouvrement des créances des banques Lorando et Tubini en Turquie, enfin par la réception du tsar, qui n'a pas son exemple dans l'histoire moderne de l'Europe comme plat ventre républicain devant l'absolutisme (\*).

Dans le domaine de la réforme sociale, en plus d'une maigre réduction de la journée de travail pour les mineurs, soumise au Sénat pour être probablement enterrée, la session actuelle a encore apporté une autre manifestation caractéristique du gouvernement : le rejet pur et simple du projet relatif à l'introduction légale de *la journée de 10 heures pour les ouvriers et employés de chemins de fer*, voté le 14 novembre par la Chambre, pour la troisième fois depuis 1880. Aux divers décrets de réforme sociale du ministre du Commerce, nous voyons, dans le dernier semestre, succéder une série d'autorisations pour les patrons de prolonger la journée de travail au-delà de la durée légale (\*\*). Et ce qui a couronné la « réforme sociale » de Millebrand, c'est le rejet, par toutes les instances judiciaires, des plaintes renouvelées des inspecteurs du travail au sujet de la réintroduction du système des quatre relèves pour les ouvriers adultes. Ainsi la fameuse loi sur la journée de dix heures s'est avérée, dans sa stipulation principale, une cartouche vide.

Mais ce qui constitue le point central de la session parlementaire

---

(\*) L'île de Mytilène avait été occupée, temporairement, en novembre 1901, par la flotte française; — le tsar avait fait une visite officielle en septembre 1901. (N. d. E.)

(\*\*) Comme, par exemple, dans la corporation de la pâtisserie à la veille des fêtes de Noël, malgré les vives protestations du syndicat des ouvriers pâtisseries, attirant l'attention sur le grand nombre de chômeurs. (Note de R.L.)

actuelle et le facteur décisif de la situation à tout point de vue, c'est l'attitude du gouvernement pendant le vote de *l'emprunt chinois* (\*).

La tâche primordiale de la « défense républicaine » du cabinet Waldeck-Rousseau était, comme on le sait, *la lutte contre le cléricalisme*. Toute la campagne pour Dreyfus, toute la crise depuis trois ans tournaient autour de l'infamie et de ses infâmes serviteurs et alliés. Dans la période précédente, la fameuse loi sur les associations — loi qui portait des coups d'épée imaginaires au clergé, et de très réels au droit de coalition ouvrière — devait servir à cette lutte. Cette tactique à double face fut suivie d'un cadeau très réel à l'Eglise d'à peu près 50 millions de francs pour « dédommager » les missions catholiques en Chine de leurs pertes dans la dernière guerre, cadeau qui, cette fois, n'était pas camouflé d'un semblant de donation à la démocratie. Et pour s'aplatir davantage devant le cléricalisme, le président du Conseil lui rendit un hommage encore plus éclatant dans son discours du 18 novembre à la Chambre.

*Le Figaro* écrivait à ce sujet le 20 novembre :

« M. Waldeck-Rousseau a fait hier un discours que nous voudrions voir affiché sur les murs de toutes les communes de France. *La France conservatrice s'ouvre désormais à la nouvelle espérance*. Les révolutionnaires, les sans-patrie, les agents de la division nationale et de la ruine sociale ont trouvé un adversaire là où ils espéraient trouver un complice. »

Et *L'Echo de Paris* :

« M. Waldeck-Rousseau a constaté le rôle historique du catholicisme, reconnu les droits à la reconnaissance des missions qui précèdent la pénétration commerciale et industrielle, il a affirmé que les vraies traditions de la France avaient été maintenues par son autorité à l'étranger et son expansion aux colonies ou dans les protectorats, que lorsqu'on est à la barre des intérêts nationaux, on ne peut se laisser hypnotiser par de petites querelles et oublier que la République française a son noble rôle à jouer dans l'équilibre mondial. » C'était si évident, qu'un cri retentit soudain : « *Mais c'est du plus pur nationalisme !* ».

Enfin, l'« archi-ennemi » Méline (\*\*) dans sa *République* :

« La doctrine exposée si excellemment par M. Ribot, concernant la protection des catholiques en Orient, n'a rien perdu de sa force en

---

(\*) A la fin d'octobre 1901, un projet d'emprunt fut présenté à la Chambre par le gouvernement français, pour couvrir les frais du corps expéditionnaire français participant à l'écrasement du mouvement de libération nationale en Chine en 1900. Ce projet de loi fut voté le 25 novembre 1901 par 295 voix contre 249. (N. d. E.)

(\*\*) Sur Méline, voir page 119, note. (N. d. E.)

passant par la bouche de M. Waldeck-Rousseau. Et même le président du Conseil a souligné plus fortement les grands services rendus par les missionnaires catholiques en Chine et a célébré plus chaudement leurs mérites. Il a dédaigné de répondre à la légère objection qui était sur les lèvres de tous : si les missionnaires étaient si utiles à notre pays, pourquoi les avoir si mal remerciés et avoir dissous les congrégations auxquelles ils appartiennent ?

« Nous laissons aux amis du président du Conseil le soin de relever ces contradictions qui paraissent hier les ébahir; ce n'est pas à nous de nous en étonner. Nous avons exprimé notre étonnement lorsque M. Waldeck-Rousseau, obéissant aux vulgaires instincts de sa majorité, lui livrait les têtes tonsurées et les habits de religieuses. Aujourd'hui nous trouvons son attitude naturelle, répondant à la grande tradition française, répondant à son passé, en un mot digne de lui. Nous saluons son retour ou son passage à la grande famille républicaine, dont il s'était éloigné pour courir des aventures qui ont peut-être amusé son profond scepticisme, mais qui, en fin de compte, commencent à le dégoûter lui-même. »

La volte-face du ministère vers un nationalisme ouvert dans la question de l'emprunt chinois, créa, pour la droite comme pour la gauche du parlement, une situation toute particulière. Dès le début, le cabinet Waldeck-Rousseau était entré en scène comme un épouvantail pour les nationalistes et les mélinistes, et était partout défendu et « sauvé » comme tel par ses partisans. Toute la tactique parlementaire de la droite dans la session précédente consistait à provoquer la chute du cabinet par toutes sortes de manœuvres inopinées. Désormais les « pires ennemis de la République » se virent obligés d'accorder leurs propres voix pour un vote de confiance au cabinet radical-socialiste. La date la plus importante du dernier semestre — le vote de l'emprunt chinois — a conduit les nationalistes dans le camp du gouvernement.

Ce dernier fait n'a rien apporté de nouveau. Dès le début, la politique du cabinet Waldeck-Rousseau était, *dans son essence*, semblable à la politique d'un cabinet Méline et faisait ainsi une vraie concurrence politique déloyale au groupe Méline. Cependant, dans la session parlementaire écoulée, les manœuvres gouvernementales de façade contre l'armée et le clergé permirent aux mélinistes de cacher leur jalousie derrière une hostilité de principe, d'un caractère général. Présentement, ils sont désarmés et obligés d'avouer ouvertement que ce qui les rapproche du gouvernement ce sont précisément *les principes* de la politique, et ce qui les en sépare, c'est une simple convoitise de portefeuilles.

Le renoncement à toutes les manœuvres antinationalistes de la part du gouvernement a causé un certain trouble compréhensible dans

le camp réactionnaire. Les réactionnaires devaient-ils maintenant soutenir le gouvernement « radical-socialiste » ou continuer à le combattre ? Devaient-ils faire passer les principes avant les portefeuilles ou les portefeuilles avant les principes ? La querelle qui s'enflamma au sujet de cette question de tactique dans le camp des droites fut un reflet fidèle des luttes dans le camp socialiste. Si Jaurès, fidèle à son rôle, et contrairement aux principes socialistes, exhortait les socialistes à appuyer aveuglément le gouvernement, même lors de l'emprunt chinois, même si cela ne devrait « pas être sans peine » pour ses amis, de son côté *Le Gaulois*, monarchiste, se chargea de ce rôle dans le camp réactionnaire. Empruntant le style même de Jaurès, il appelait, le 28 novembre, en ces termes, les troupes de la réaction à une lutte courageuse contre le gouvernement, même si les principes devaient être cruellement sacrifiés.

« Qu'ils marchent sans hésitation contre le ministère, et si le succès couronne leurs efforts, ils pourront paraître devant leurs électeurs la tête haute et le cœur tranquille. Et s'ils devaient être accusés d'avoir pris quelque liberté avec les principes, chacun d'eux pourrait répondre comme le général Humbert : Je jure qu'en ce jour j'ai sauvé la patrie ! »

Ainsi il était officiellement constaté que si les nationalistes prennent position *contre* le gouvernement « radical-socialiste » ils le font *en dépit* de leurs principes, et seulement comme manœuvre parlementaire.

D'autre part la situation se simplifia également pour l'aile socialiste de la majorité gouvernementale. Dans la phrase précédente, son rôle était de présenter les apparences de réformes du gouvernement comme des réformes réelles et de défendre sa politique. Mais depuis que celui-ci a laissé tomber le voile, depuis que la politique du ministère est soutenue par les réactionnaires, il ne reste plus aux socialistes fidèles au gouvernement qu'à défendre l'existence du cabinet *malgré* sa politique.

Cet état de choses a créé une situation tout à fait singulière, celle des « deux majorités », comme Sembat l'a constaté du haut de la tribune parlementaire : l'une dans laquelle les socialistes de l'aile Jaurès sont prépondérants et qui apparaît chaque fois qu'il s'agit de sauver *le cabinet*, l'autre, composée de réactionnaires, qui descend dans l'arène lorsqu'il s'agit de questions importantes pour sauver *la politique* du cabinet. *La République* de Méline caractérisait la situation d'une manière classique, en écrivant le 30 novembre :

« M. Waldeck-Rousseau n'a pas à vrai dire une majorité réelle, sauf dans les questions purement politiques, quand la question suprême est posée : doit-on renverser le ministère ? Il n'y a pas un seul de ses principes, comprenez bien, pas un seul sur lequel il soit d'accord avec sa



majorité. Celle-ci est en fait composée d'éléments tellement disparates, qu'on y trouve des opinions opposées sur toutes les questions essentielles. Les socialistes tiennent le sort du gouvernement entre leurs mains. Or, M. Waldeck-Rousseau n'est d'accord avec eux, ni sur les principes religieux, ni sur les principes patriotiques, sociaux ou économiques. Si bien que lorsqu'il s'agit de questions de principes, il doit en appeler à ses adversaires. *Il a des amis ou plutôt des complices pour s'occuper de ses propres affaires et il a besoin de ses ennemis pour s'occuper des affaires du pays.* »

Cela n'est pas non plus un fait *nouveau*. Déjà dans la période précédente toute la politique de Jaurès se réduisit à un appui systématique du cabinet. Depuis le vote du projet d'amnistie dans l'affaire Dreyfus et jusqu'à l'adoption de la loi sur les associations, les socialistes ministériels, en trahissant leurs propres convictions, chaque fois que cela était nécessaire pour l'existence du cabinet, ont prouvé qu'au fond toute leur politique n'avait d'autre but que la conservation du ministère actuel. Mais aujourd'hui ce fait est mis en lumière avec toute la netteté désirable. Après la disparition de l'apparence démocratique gouvernementale ce rôle apparent de la collaboration socialiste à une soi-disant œuvre démocratique de réformes, a été réduit à sa véritable substance : au rôle de *béni-oui-oui* ministériels.

Ainsi pendant le dernier semestre la situation en France s'est éclairée et simplifiée à tout point de vue dans son développement logique, mais, en même temps, elle est devenue l'opposé de son point de départ d'il y a trois ans.

Le point de départ de la période Waldeck-Rousseau était, on le sait, le grand *programme de réformes* sociales et démocratiques ! La défense et l'assainissement de la République expliquaient la formation du cabinet radical. Ils légitimaient l'entrée d'un socialiste au gouvernement, ils motivaient la politique de concentration républicaine à la Chambre, ils justifiaient tous les sacrifices des principes socialistes. Déjà dans la deuxième période de l'épisode ministériel cette œuvre s'avéra un mot vide de sens. Mais dans cette période elle mena néanmoins une existence formelle. Maintenant que le gouvernement a renoncé à la phrase, les derniers vestiges du programme de la « défense républicaine » sont partis en fumée, et le gouvernement se révéla soudain *sans aucun programme*.

Le grand discours électoral du président du Conseil à Saint-Etienne, le 12 janvier, dont on a tant parlé, fut une démonstration éclatante de ce fait. Waldeck-Rousseau passa en revue, sans oublier de se décerner les plus grands éloges, tous les exploits du gouvernement, mais il ne fit pas la moindre allusion aux tâches prochaines, aux actes futurs. Pas un mot sur la réforme de l'armée, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, sur les réformes sociales, sur la « défense

républicaine ». Ce silence du président du Conseil quant à l'avenir, a provoqué en France une stupéfaction générale. Des radicaux bourgeois plus naïfs que d'autres, comme Lacroix dans *Le Radical* demandaient d'un autre membre du gouvernement l'exposé d'un programme gouvernemental. Ils ne comprenaient pas que le silence du chef du gouvernement signifiait que le ministère radical n'avait plus de programme politique si ce n'est, toutefois, le très sincère désir de se maintenir au pouvoir avec n'importe quelle majorité et n'importe quel programme. Dans la période précédente la phraséologie sur le programme était nécessaire pour acheter l'appui des gauches socialistes-radicales. Mais depuis que cet appui était assuré, à titre gratuit, le « Maure » ayant fait sa besogne pouvait s'en aller (\*); la phraséologie fut abandonnée et le portefeuille sans phrases demeura l'unique résidu de la « défense républicaine ».

Le discours-programme sans programme du président du Conseil à Saint-Etienne était la constatation officielle du fait que *l'ère de la crise était terminée en France*. On se débarrasse de tous les costumes, gestes et paroles inutiles et on reprend les formes ordinaires et traditionnelles de la réalité journalière. Pour gagner les masses électorales du prolétariat et de la petite bourgeoisie, le président du Conseil lance dans son discours des éclairs de colère sur la tête des nationalistes qui conspiraient sourdement contre lui, ces mêmes nationalistes qui ne peuvent lui faire opposition qu'à force d'abnégation et d'immolation de leurs propres principes. On met en scène quelque tapage contre les congrégations catholiques, contre ces mêmes congrégations aux filiales chinoises desquelles on a rendu un hommage officiel à la Chambre et accordé généreusement près de 50 millions de francs, pris dans la poche des contribuables. Et le ministre du Commerce fait à nouveau des voyages d'affaires dans le pays pour rappeler à la classe ouvrière — deux mois avant les élections ! — qu'il considère toujours le Parti socialiste comme le « sien ».

Mais ce ne sont plus là des phénomènes extraordinaires, mais les décors ordinaires du théâtre électoral dans la troisième République pour l'arrangement desquels les innombrables ministères de toutes couleurs ont instauré une solide routine.

Qu'est devenue la « nouvelle méthode » du socialisme ministériel au cours de cette évolution ? Nous avons vu qu'elle n'était, dès le début, qu'un réflexe passif des mouvements du ministère radical.

Dans la première phase de l'ère Millerand, pendant les dix-huit mois de préparation du ministère pour l'action de la défense répu-

---

(\*) Citation tirée d'une pièce de Schiller, *La Conjuration de Fiesque*, 1784, acte III, scène IV. Le « Maure » y est un noir de Tunis, payé d'ingratitude. (N. d. E.)

blicaine qui devait tout bouleverser, la nouvelle méthode servit à éveiller, à entretenir et à tendre au plus haut point les attentes et les espérances dans la politique gouvernementale. Ce fut la période des « promesses » aussi bien de la part du gouvernement que de la part de ses partisans socialistes.

Vint ensuite la deuxième phase, celle de la réalisation » : la loi d'amnistie, la loi sur les associations, les réformes sociales de Millerand. La fidélité inébranlable au gouvernement obligea alors la « nouvelle méthode » à faire passer le trompe-l'œil de la « défense républicaine » pour une œuvre réformatrice véritable, à nier sa substance réactionnaire et à grossir démesurément son apparence progressiste.

Mais aujourd'hui le gouvernement met ouvertement au rancart et l'apparence et tout le programme de la « défense républicaine ». Dans ces circonstances à quoi peut encore servir la « nouvelle méthode » ? A faire, vers l'autel du ministérialisme, le dernier pas dans la voie des renoncements et à trouver une justification et une légitimation de l'absence de programme gouvernemental. Ce tour de force paraît bien quelque peu difficile, lorsque, pendant trois ans, on a fait du « programme républicain » l'axe central de la France, de la Terre et des sphères célestes. Mais au service du ministérialisme la « nouvelle méthode » a appris à accomplir « non sans peine » bien des choses difficiles. Et ainsi Jaurès déclare qu'un programme gouvernemental est maintenant tout à fait superflu et même impossible !

Le ministère a accompli dans une large mesure l'œuvre pour laquelle il était créé. Certes il ne s'est pas même attaqué à la tâche principale de « défense républicaine », au premier article du programme radical : la séparation de l'Eglise et de l'Etat; certes il n'a pas dissous le mariage honteux avec le tsarisme russe, il l'a plutôt scellé (\*). Certes, dans le domaine de la politique commerciale, de la liberté de coalition et de la liberté de conscience, il n'a pas osé s'attaquer à l'héritage de Méline, mais le cabinet Waldeck-Rousseau avait-il réellement promis quelque chose de ce genre ? Parole d'honneur, Jaurès ne peut s'en rappeler un traître mot, et c'est pourquoi il trouve qu'il est « trop aisé au gouvernement de répondre que s'il reste en-deçà de ce qui est le programme de la République, (...) c'est parce qu'il pare d'abord aux périls les plus pressants » (*Petite République*, 17 janvier 1901).

---

(\*) Depuis 1887 les prêts français à la Russie, les commandes russes à l'industrie française et l'aggravation de la situation internationale avaient accentué le rapprochement des deux puissances, qui devint une alliance en bonne et due forme avec le pacte consultatif de 1891 et la convention militaire de 1893. (N. d. E.)

Deuxièmement un programme gouvernemental est maintenant impossible. Comment voulez-vous qu'un ministère présente un programme avant les élections législatives et risque ainsi de vexer l'un, de ne pas plaire à l'autre, alors qu'il s'agit avant tout de réunir à nouveau une majorité, même si celle-ci doit se composer des troupes mêmes de Belzébuth ?

Ainsi, de même que, dans la pratique, la « nouvelle méthode » faisait de ses représentants au parlement des béni-oui-oui du gouvernement, de même elle se ravalait dans sa « théorie » au rôle de tire-bottes du gouvernement. Au début, lorsque Waldeck-Rousseau avait besoin d'une réclame tapageuse, la « nouvelle méthode » parlait d' « ère nouvelle », de « tournant historique mondial », d' « époque historique mondiale », et elle ébranlait l'air chaque jour de ces phrases trompeuses. Puis, lorsque le cabinet Waldeck-Millerand entra dans la période du charlatanisme actif, elle emprunta avec zèle son coloris à la poésie, à la philosophie, à l'histoire naturelle et ses images à la lune, aux étoiles, aux fleurs, à la rosée, au bruissement des forêts pour faire de l'avortement pitoyable d'une grossière comédie bourgeoise-parlementaire, une « aurore historique ». Elle était heureuse pourvu qu'on lui permît de compléter en imagination la banalité triviale et grise de tous les jours par « de vastes horizons » et d'en pérorer à son aise.

Or, aujourd'hui, le gouvernement n'a plus besoin d'horizons, il en a soupé, il a d'autres soucis en tête; ce qui l'occupe, ce sont les affaires électorales. A cela, la « nouvelle méthode » répond avec une humilité « philosophique » : qu'importe ! En y regardant de plus près, nous n'avons pas, à vrai dire, besoin « d'horizons », oui, il ne peut y avoir d'horizons avant les élections. *Après* les élections — quand nous serons de nouveau chez nous — tout s'arrangera. .

Cependant la « nouvelle méthode », avec sa capacité extraordinaire d'adaptation, n'a pas remarqué que dans cette dernière évolution au service du ministérialisme, elle a, à proprement parler, épuisé ses services et son évolution politique. *Aujourd'hui, elle n'a plus aucune tâche.* Plus d'espérances (car, « si l'on considère les choses en bloc », tout est déjà accompli !); plus de promesses (qui promettrait quelque chose de précis *avant les élections* ?) plus de duplicités à nier (la politique gouvernementale est devenue diaboliquement nette !). La « nouvelle méthode » est au bout de son répertoire. De temps à autre, il est vrai, elle répète les phrases grandiloquentes des beaux temps de l'affaire Dreyfus : « Toute la bataille ! ». Elle parle encore quelquefois d'une marche en avant « vers un programme toujours plus hardi », d'un « renouveau démocratique ». Mais ces mélodies de Jaurès font penser aux bonnes vieilles ariettes des opéras de Verdi, qui, autrefois, fusaient en trilles sur les lèvres de tous les

joyeux apprentis cordonniers aux yeux noirs de l'Italie ensoleillée, comme l'annonce d'un printemps populaire, mais qui maintenant ne sortent que du mécanisme mort d'un orgue de Barbarie avec une monotonie terrifiante : *tempi passati*.

Et le joueur d'orgue lui-même montre un visage ennuyé et distrait, on voit que, seule, sa main exercée tourne la manivelle : l'esprit n'y est plus.

## II

L'épilogue de l'épisode Millerand se fait également sentir dans le camp de Jaurès. La crise qui a formé ce camp et qui le maintenait uni est passée, et le parti uni formellement il y a à peine un an(\*) s'effrite rapidement.

Le problème de l'unité, qui par suite de circonstances historiques a pris en France une forme particulièrement aiguë, est, à certaines époques, une question vitale pour le socialisme dans chaque pays. Le mouvement socialiste ouvrier est, non seulement à son point de départ, mais toujours et naturellement, une *multiplicité* de groupes et de tendances. Même dans son développement ultérieur, tout parti socialiste déjà uni est soumis à des différenciations et par conséquent à de nouvelles tendances décentralisatrices.

L'unité socialiste n'est donc pas un problème passager qui ne se pose qu'une fois dans le mouvement ouvrier, mais un problème *permanent* dont la solution doit toujours être à nouveau examinée en rapport avec la sauvegarde des principes et de la tactique du Parti ouvrier, comme l'autre problème qui lui est étroitement apparenté, celui de l'équilibre juste entre le travail pratique et le but final du socialisme.

En général, le simple bon sens dit déjà qu'une unité organique des forces de lutte socialistes n'est possible que sur la base d'une *conception commune* des tâches et des moyens de combat, mais les oracles du « bon sens » ne fournissent en somme ici, comme dans la plupart des cas, que des *observations* purement *empiriques* et non des *éclaircissements* sur les phénomènes en question.

Si l'unité ne dépendait que de la *communauté* de conception de la lutte socialiste, on pourrait encore s'expliquer que les organisations et le groupe parlementaire socialiste en France soient divisés en deux fractions : l'une ministérielle et l'autre antiministérielle.

Cependant le sort ultérieur des deux fractions dont chacune était groupée sur la base d'une conception commune : la première sur la

---

(\*) Au congrès de Lyon du 26 au 28 mai 1901, voir p. 153. (N. d. E.)

base de la participation au gouvernement bourgeois, la deuxième sur la base de la lutte de classes fondamentalement oppositionnelle révèle une différence frappante.

Tandis que les « anciennes organisations », malgré une habitude de dix années de séparation et même d'hostilité, parvenaient, sans faire beaucoup de bruit, à réaliser l'unité complète, le parti de Jaurès, composé d'éléments incohérents, pour la plupart récemment encore inorganisés, se désagrège déjà, bien que sa constitution ne date que de l'été dernier. Alors qu'au dehors c'étaient toujours les « vieux sectaires » avec leurs mesquines jalousies personnelles et leur « sectarisme » qui passaient pour les vrais trouble-fête de l'unité, nous voyons maintenant ce fait stupéfiant que les « sectaires » se sont unis en un grand parti compact : l'« Unité socialiste révolutionnaire » tandis que les apôtres de l'unité, l'aile de Jaurès, après avoir été délivrés des menées sourdes des sectaires et après s'être séparés d'eux, se sont dispersés à tous les vents. Les motions contre Millerand soumises par Cipriani et ses camarades au comité général du parti de Jaurès, le plébiscite sur la question Millerand, le retrait du comité des trois allemanistes, c'est-à-dire des représentants du dernier des anciens partis qui appartenaient au comité, le retrait du comité des représentants de quelques fédérations autonomes, la démonstration récente de Viviani dans *La République sociale*, de Pressensé dans *Le Mouvement socialiste*, de Jean Longuet dans la *Neue Zeit*, sont là autant de signes de décomposition du parti de Jaurès.

Les déclarations de Viviani, un des plus fidèles partisans d'autrefois de Millerand et de Jaurès, sont particulièrement intéressantes, il écrit en effet :

« Il faut être délibérément aveugle pour ne pas voir. La loi sur les associations abandonnée au Sénat par le président du Conseil... et le lendemain, la révocation des professeurs; ensuite la résurrection des lois scélérates contre les anarchistes; les platitudes devant le tsar, au moment même où il atteignait en la personne de Tolstoï, la grandeur d'âme et le génie; ensuite la défense à la tribune des missionnaires voleurs; en même temps la protection des financiers à Constantinople. Par contre l'abandon des Arméniens pour confier leur défense à la Russie dont les intérêts sont maintenant autres qu'en 1896; l'abandon du prestige de notre nation comme protectrice du Droit; puis la lettre insolente du président du Conseil aux mineurs, ensuite sa retraite, devant une menace, derrière la commission du travail, en même temps la nomination par le ministre du Commerce de M. Schneider du Creusot dans une grande commission. Et les éloges du rôle de l'Eglise en Orient, les poursuites contre la presse, les perquisitions domiciliaires chez les écrivains! Des dossiers secrets qu'on communiqua à un conseil d'Université [dans l'affaire Hervé].

L'on pourrait continuer ainsi à l'infini ! Et nous demandons : aurait-on soutenu un autre cabinet qui aurait accumulé toute cette honte sur sa tête en moins de sept mois ? Que n'a-t-on pas dit au cabinet Dupuy quand il agissait d'une façon analogue ! »

Le congrès de Tours (\*) enfin nous a montré le « grand parti » réduit à un triste ramassis de ministérialistes à tout prix. Cette fois, les scissions n'ont pas été le *résultat* du congrès, mais elles l'ont *précédé*. Les fédérations, le jeune groupe du *Mouvement socialiste*, tous ceux qui récemment encore ne pouvaient pas pardonner aux anciens partis de s'être retirés des premiers « congrès d'unification », se sont engagés maintenant dans la même voie et ont tourné le dos aux assises des jaurésistes à Tours.

Mais ce qu'il y a de plus caractéristique, c'est l'attitude de la fraction représentative parlementaire de l'aile Jaurès. Car si le parti unifié à Lyon se composait dès sa naissance d'éléments assez mélangés desquels on pouvait difficilement attendre une unité dans l'action, par contre la fraction parlementaire des jaurésistes représente la plus pure élite des partisans du ministérialisme, elle est pour ainsi dire la représentation par excellence du socialisme qui, pour des considérations opportunistes, est toujours prêt à *tout* sacrifice de ses principes.

Et voici que la conduite parlementaire de ce groupe uni en apparence, nous fournit un contraste bien singulier avec l'attitude de la fraction Vaillant-Zévaès. Tandis que cette représentation des anciennes organisations agit en tout, depuis sa séparation des jaurésistes en mai 1901, comme un seul homme, la fraction parlementaire jaurésiste se disperse littéralement à chaque vote en trois directions, en trois parce que, comme l'a spirituellement remarqué L. Dubreuilh, il n'y en a pas de quatrième (\*\*).

---

(\*) C'est à Tours, en mars 1902, que fut définitivement créé, sous la direction de Jaurès, le Parti socialiste français. Voir l'Introduction, page 42. (N. d. E.)

(\*\*) Quelques exemples pris au hasard dans les derniers mois de la session parlementaire :

a) Le 5 novembre interpellation Sembat sur l'expédition turque et demande au gouvernement d'amener, par la voie pacifique, un accord des grandes puissances en faveur des Arméniens.

Tous les députés de l'Unité socialiste révolutionnaire *pour*;

Fraction Jaurès : 6 députés *contre*, 20 *pour*, 4 abstentions.

b) Le 8 novembre motion Zévaès invitant la Chambre à mettre à l'ordre du jour, immédiatement après la décision sur la liberté individuelle, une loi sur la protection des cheminots :

Tous les députés de l'U.S.R., *pour* :

Fraction Jaurès : 16 *pour*, 13 *contre*, 1 abstention.

c) Dans la même séance et sur la même question, vote de confiance au gouvernement :

U.S.R. : Tous *contre*;

Fraction Jaurès : 22 *pour*, 3 *contre*, 4 abstentions. (suite de la note p. 186.)

Pour expliquer cette attitude on ne peut aucunement invoquer l'indiscipline de la fraction parlementaire jaurésiste. Au contraire, elle a montré, dès les débuts du sauvetage du cabinet Waldeck-Rousseau, dès la question de l'amnistie où il fallait abandonner la campagne de deux ans pour Dreyfus et faire ainsi le premier sacrifice pénible sur l'autel du ministérialisme, qu'elle sait fort bien, sur les exhortations de Jaurès, faire demi-tour en vingt-quatre heures et obéir au moindre mot.

Si ce même groupe parlementaire se divise aujourd'hui à chaque question avec une régularité presque mécanique, ce phénomène ne peut s'expliquer que par ceci, que contrairement aux trivialités du simple bon sens, la *communauté* de conception générale de la lutte socialiste est encore tout à fait insuffisante pour obtenir l'unité d'action, mais qu'elle dépend encore de l'application particulière de cette conception fondamentale.

Dès qu'on l'examine de plus près, la chose devient bien simple. L'unité dans l'action socialiste n'est possible que si la conception qui en constitue la base fournit un critère homogène et facile à déduire pour l'appréciation de chaque problème pratique. Mais seul le point de vue *principliel*, le point de vue d'une opposition *fondamentale* à l'égard de l'Etat de classe existant offre un tel critère.

En quoi réside donc l'essence propre des « principes » si ce n'est précisément dans une explication cohérente de tous les phénomènes isolés d'un point de vue donné ?

Au contraire, la conception fondamentale de l'opportunisme socialiste ne permet aucun critère pour l'appréciation de chaque cas concret, car cette conception exclut précisément toute généralisation, apprécie chaque cas isolé, non d'après un principe a priori, mais selon la situation concrète du moment et seulement en raison de son « utilité » vague et ambiguë pour le mouvement socialiste. Or, il est évident que, dans chaque cas concret et dans chaque circonstance, le

---

d) Le 12 novembre article I de la loi sur la marine marchande :

U.S.R. : Tous *contre*;

Fraction Jaurès : 13 *pour*, 6 *contre*, 9 abstentions.

e) Même séance, motion sur l'abolition de la subvention de l'Etat pour navires construits à l'étranger :

U.S.R. : Tous *pour*;

Fraction Jaurès : 17 *pour*, 10 *contre*, 3 abstentions.

f) Le 25 novembre, Emprunt chinois :

U.S.R. : Tous *contre*;

Fraction Jaurès : 2 *pour*, 25 *contre*, 3 abstentions.

g) 28 octobre : Félicitations aux troupes chinoises :

U.S.R. : Tous *contre*;

Fraction Jaurès : 8 *pour*, 11 *contre*, 11 abstentions.

h) Le 2 décembre, budget de l'armée coloniale :

U.S.R. : Tous *contre*;

Fraction Jaurès : 4 *pour*, 10 *contre*, 16 abstentions. (Note de R.L.)



point de vue « utilitaire » peut être apprécié très différemment. Si, en France par exemple, la position à prendre devant un projet militaire est, d'emblée, pour tout socialiste fidèle aux principes, une question qui va de soi, elle est, au contraire, pour un politique « réaliste », libéré des liens du « dogme », un problème très complexe. Selon la situation du ministère, selon le rapport des forces du parti au parlement, selon les conséquences immédiates de tel ou tel vote, enfin selon l'*appréciation* individuelle de tous ces facteurs, le politique pratique peut, indifféremment, résoudre ce problème complexe, soit par un rejet, soit par une adoption, soit par une abstention.

Le « politique réaliste » qui, lorsqu'il s'agit de vanter les mérites de la « souplesse », des coudees franches dans la théorie, s'écrie plein de confiance avec Gœthe :

Je n'ai fondé ma cause sur rien.

C'est pourquoi je me sens si bien dans ce monde. (\*)

est obligé, dès qu'il plonge sans boussole dans le chaos des phénomènes confus de la vie, de soupirer trop souvent avec Faust :

Me voici là, pauvre fou,

Tout aussi sage qu'avant (\*\*)

Les socialistes français qui, après avoir victorieusement surmonté toute « rigidité dogmatique », voulaient voguer à l'aventure sur les flots du parlementarisme bourgeois, sans autre but que de conserver à tout prix à la barre le ministre socialiste, donc tout le ministère, ne pouvaient d'aucune façon maintenir dans leurs actes l'unité d'action.

Au premier abord, on pouvait penser que la « nouvelle méthode » du socialisme avait abouti, grâce à Jaurès, son porte-parole, à l'éclosion d'une doctrine socialiste vaste, générale et systématique. En effet, il n'y avait aucun problème pratique ou théorique de philosophie, d'économie, de politique que Jaurès n'eût inclus dans ses réflexions publiées par *La Petite République*. Bien plus, il a su mieux que personne établir une connexion entre des choses et des questions que personne n'avait encore songé à rapprocher. Mais l'unité dans la *façon de traiter* ces divers problèmes était purement superficielle. Elle n'était obtenue que par l'emploi souvent ressassé des mêmes expressions générales et pompeuses telles que, par exemple, l'« ensemble du prolétariat », du « monde entier », la « haute mer du socialisme, etc. En bref, ce n'était qu'une unité dans la rhétorique. Du point de vue *politique*, tous les exposés de Jaurès, impeccables quant à la forme, se terminaient par le refrain : du reste, je suis d'avis que le cabinet doit rester à la barre ! Il ne s'agissait donc pas d'une théorie ou d'un principe, mais d'une opportunité.

---

(\*) « Vanitas ! Vanitatum vanitas ! » ds *Poésies* de Goethe. (N. d. E.)

(\*\*) *Faust*, monologue liminaire de Faust. (N. d. E.)

Par conséquent, tous les efforts de Jaurès pour la réalisation de l'unité socialiste en France, ainsi que tous les autres points de sa tactique étaient frappés d'avance d'une contradiction interne. Pendant que, avec son caractère expansif et exclusif, il déclarait l'unité le devoir le plus haut, la condition *sine qua non*, la seule garantie des progrès ultérieurs du socialisme, il greffait cette unité sur une conception socialiste qui, par son essence, devait fatalement mener à la division. Et cette contradiction qui, dans le stade précédent, a provoqué la scission entre ministérialistes et socialistes révolutionnaires, fait maintenant de l'unité une utopie même à l'intérieur du camp ministérialiste.

Nous voyons, là encore, un cercle fermé dans l'évolution de la « nouvelle méthode » qui aboutit à la négation de son propre point de départ. L'ironie du sort a voulu qu'au cours de la crise, Jaurès allât jusqu'à se mettre en contradiction avec le dernier de ses mots favoris d'autrefois. Le plébiscite sur la question Millerand proposé par l'enfant terrible Cipriani au comité général avait eu comme résultat une série de jugements extrêmement désagréables des fédérations départementales. La lecture de ces documents au comité général et leur insertion au procès-verbal de ses séances auraient sans doute provoqué un trop mauvais effet dans le pays et à l'étranger. Alors le grand défenseur de Dreyfus, le glorieux dénonciateur de l'Etat-major et de ses méthodes de falsifications et d'étouffement, le chevalier infatigable de « toute la lumière » se prononça de toute son énergie contre la lecture et la publication, autrement dit : pour l'étouffement et l'escamotage des opinions antijaurésistes ! Ce n'est que maintenant que nous comprenons ce que Jaurès voulait dire quand il écrivait récemment dans *La Petite République* (30 janvier 1902) : « Je crois qu'aucune vérité ne peut se passer de beauté, et que le génie antique est, pour notre nation et pour notre race, une source de beauté (...). La Révolution sociale sera plus noble, plus humaine, plus soucieuse de haute culture dans un pays qui n'aura point perdu l'habitude de *certain chemins* et de *certain sommets* ».

Le fiasco de l'unité dans les rangs des jaurésistes signifie sous un autre rapport encore l'épilogue de la « nouvelle méthode ». Une des caractéristiques de cette conception du socialisme est qu'elle concentre chaque fois toute la lutte sur un point pratique et qu'elle tient chaque fois l'opinion publique en haleine par un but immédiat quelconque. Jaurès basa d'abord toute l'activité socialiste sur l'affaire Dreyfus. Quand celle-ci eut été étouffée par la loi d'amnistie, il concentra tous les regards et toutes les forces sur le « salut de la République ». Dès que celui-ci commença à décevoir ses propres rangs, il engourdit tous les doutes en dirigeant les regards sur un nouveau point : sur l'unité socialiste. Tous les scrupules, toutes les controverses devaient être momentanément subordonnés à la réalisation de l'unité. Or, l'unité socialiste

était la *dernière* carte sur laquelle Jaurès avait misé. Maintenant que cette dernière carte a été jouée et perdue et que le dernier reflet de la crise politique est effacé par l'absence de programme gouvernemental, la politique de Jaurès n'a plus d'atouts en mains. Et pour une méthode qui joue sans cesse avec les atouts du moment cela signifie la fin de la chanson.

### III

Ainsi le dossier sur le socialisme ministériel est clos. Marchant de défaite en défaite, il a vécu l'un après l'autre le fiasco de la « défense républicaine » de la réforme sociale, de la politique de concentration républicaine et enfin de l'unité socialiste. Au lieu du renforcement promis de la « puissance politique et économique » de la classe ouvrière, il n'a apporté qu'affaiblissement politique et désorganisation, et la *dégradation morale* par-dessus le marché.

Dans la République du scandale de Panama qui tombe en ruines par suite de la corruption politique de *tous* les partis bourgeois, le parti ouvrier socialiste était appelé plus qu'en aucun autre pays à une tâche particulière d'assainissement de la vie publique et de l'atmosphère politique. Il s'était déjà engagé dans cette voie. En face des scandales des dernières décennies qui noyaient dans leur boue les uns après les autres *tous* les partis, seuls les socialistes français gardaient un drapeau sans tache. En face de l'action corruptrice du régime parlementaire grâce à laquelle le dernier parti démocratique, le parti radical, s'était lamentablement effondré, les Guesde, les Vaillant, les Lafargue avaient prouvé au peuple que la politique pouvait servir à autre chose qu'à mener par le bout du nez les masses populaires, que le parlementarisme n'excluait pas nécessairement l'honnêteté. Pour la première fois depuis l'existence de la République les socialistes avaient montré qu'on pouvait prendre part à la vie politique sans devenir en peu d'années un véritable cadavre politique empestant l'atmosphère. Depuis l'expérience ministérialiste, les circonstances ont considérablement changé. Il serait insensé de considérer toute l'affaire Millerand comme une grande affaire de corruption, comme une conséquence de l'ambition et de la cupidité personnelles. Du côté des *partisans* socialistes de Millerand, tout au moins, il ne s'agissait sans doute que de simples erreurs de tactique, d'illusions opportunistes courantes qui les égarèrent. Cependant tous ceux qui ont suivi les choses de près sont obligés de reconnaître que l'ère Millerand a créé un *terrain fertile* pour toutes sortes de corruptions politiques et personnelles dans les rangs socialistes.

C'est pourquoi on trouve aujourd'hui dans les articles de la presse bourgeoise sur le Parti socialiste, de la réaction opportuniste à l'extrême gauche radicale, du *Figaro* au *Bloc* de M. Clemenceau, ce ton de mépris, de condescendance qu'on aurait difficilement pu imaginer il y a quelques années. Si autrefois, malgré toute sa fureur et toute sa haine, le monde politique bourgeois en France montrait un respect forcé pour les socialistes, après les expériences du ministérialisme, ce respect a fait place chez les hommes du scandale du Panama à un sentiment de joie maligne : *tout comme chez nous !* (\*) Si la masse populaire dupée depuis la grande Révolution, et pendant tout un siècle successivement, par tous les partis et les chefs de partis commençait à revenir de son mépris borné du parlementarisme, la presse syndicaliste répond aujourd'hui avec une force redoublée à l'œuvre du ministre socialiste et de ses partisans au parlement par l'ancien cri funeste de l'ouvrier français : « Méfiez-vous des politiciens ! »

Et le résultat de cet épisode, qui a duré à peine trois ans, c'est qu'aujourd'hui le parti socialiste possède, lui aussi, sa collection de parlementaires et de journalistes usés jusqu'à la corde, qui ont déjà plaidé, voté, écrit pour et contre tout, tout promis et rien tenu, perdu toute assurance intérieure, et dont le blason n'a plus un seul recoin qui ne soit terni.

Ainsi le vaisseau du socialisme libéré de tout dogme revient au port les mâts brisés, le gouvernail en morceaux et des cadavres à bord, de sa première croisière sur les eaux de la politique pratique. La vie politique de la France ainsi que le mouvement ouvrier français, rentrent dans les voies normales. Que le ministère Waldeck-Millerand reste au pouvoir ou cède la place à un autre, désormais personne ne croit plus à la « crise » en France. Mais cette crise a laissé un résultat durable : l'« Union socialiste révolutionnaire », et elle est une garantie de l'évolution normale ultérieure du socialisme. Plus le parti jaurésiste ira se décomposant, plus cette « Union » deviendra l'axe de cristallisation de toutes les forces capables et vitales du socialisme. Certes, il faut s'attendre, là encore, à une certaine période de transition, car les fuyards du camp ministérialiste pourraient bien, avant de s'unir aux anciens « sectaires », tenter encore quelques expériences d'organisation. En ce sens il n'est pas exclu non plus que les éléments d'opposition du parti de Jaurès créent provisoirement un « troisième parti ».

Mais il est évident que, s'il devait se constituer, ce « troisième parti » serait condamné dans les circonstances actuelles à rester quelque temps encore « assis entre deux chaises » pour adhérer finalement à

---

(\*) En français dans le texte. (N. d. E.)

l'Union socialiste révolutionnaire ou devenir une quantité négligeable. Car il est certain que ce ne seront pas des différences principales qui formeront la base de la constitution éventuelle d'un parti socialiste intermédiaire en France, mais, tout au plus, quelques obscurités sur la tactique, quelques mots éloquentes hérités du vocabulaire de Jaurès à propos de l' « esprit borné des fanatiques du dogme » et quelques réminiscences et antipathies du temps des heurts et des conflits violents des trois dernières années.

Mais, tôt ou tard, ces dernières vagues de la crise se calmeront également peu à peu, elles ne pourront plus changer le cours du grand fleuve du mouvement socialiste en France.

L'opinion publique dans les autres pays ? Elle aussi se détourne visiblement des prairies desséchées du ministérialisme.

Il est vrai qu'ici et là ce furent des circonstances insignifiantes qui provoquèrent une compréhension tardive. C'est ainsi, par exemple, qu'après avoir avalé sans broncher le massacre des grévistes, les votes socialistes pour la stigmatisation du socialisme, le fiasco de toute la « défense républicaine », on découvre la condamnation du ministérialisme socialiste, dans l'opérette relativement inoffensive de la réception du tsar en France.

Depuis que, par la chute d'une pomme, Newton a été mis sur la trace des lois de l'attraction universelle, il semble que c'est une loi pour les hommes de ne pas arriver à démêler les événements les plus simples, tant qu'une avalanche de pommes pourries ne leur tombe pas sur le nez.

En tout cas, le temps n'est sans doute pas loin où il n'y aura qu'une seule voix pour condamner le ministérialisme et, où, le phénomène psychologique est bien connu, personne ne voudra avoir été d'un autre avis à ce sujet. Cependant avant que l'Internationale socialiste passe définitivement à l'ordre du jour sur cette grande expérience de l'opportunisme en France, il serait absolument indispensable qu'elle en tirât les enseignements. La période de trois ans du « millerandisme » en France est, à notre avis, une étape aussi importante dans l'histoire du mouvement ouvrier international que le furent, dans un autre sens, les dix semaines de la Commune de Paris en 1871.

*Neue Zeit*, 1901-1902, vol. I, pp. 710-718.

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

卷之六

## UN ADMIRATEUR BELGE DE MILLERAND (\*)

(...) Curieusement toutefois tous ceux qui ont la plus grande admiration pour l'« expérience » Millerand et ne peuvent évaluer assez haut le courage de cette expérience n'ont pas un mot de blâme pour les camarades belges qui reculent avec épouvante devant l'expérience du suffrage féminin. Ainsi le leader belge Anseele qui, pour sa part, s'empressait d'adresser au « camarade Millerand » ses félicitations pour son « audacieuse » expérience ministérielle, est aujourd'hui l'adversaire le plus décidé de toutes les tentatives de faire voter les femmes dans son propre pays (...).

*Leipziger Volkszeitung*, 4 avril 1902.

---

(\*) Le titre est de nous. (N. d. E.)





## LES RESULTATS DES ELECTIONS EN FRANCE

(mai 1902)

S'il y a aujourd'hui un pays qui démontre de manière éclatante la dégradation interne et le non-sens politique du parlementarisme bourgeois, c'est bien la France actuelle; et si quelque chose éclaire crûment tous les symptômes de cette dégradation et de cette absurdité ce sont bien les dernières élections parlementaires françaises.

L'intérêt majeur que présentent les élections aux corps législatifs d'un pays pour les hommes politiques sérieux et les spécialistes des sciences sociales, et avant tout pour un prolétariat conscient, consiste surtout en ceci : on croit pouvoir avoir une vue d'ensemble sur le rapport de forces politiques à l'intérieur d'un pays en se fondant sur les résultats électoraux. On part de l'hypothèse selon laquelle le regroupement des représentants du peuple au sein du parlement correspond au regroupement des forces des différentes couches sociales et ce dernier à la structure économique et sociale des divers intérêts.

Or, à partir de cette idée *formelle* du parlementarisme, un contenu réel se développe qui en est le reflet inversé et, d'une image fidèle, devient la caricature confuse de la situation sociale et politique du pays.

En lisant les rapports des résultats des dernières élections en France, on s'aperçoit qu'ils concordent tous, dans ce double bilan : les *ministériels* ont conservé intacte leur majorité, l'assaut des *nationalistes* a été repoussé. Les journalistes bourgeois, les bureaux de télégraphe officiels de France et de l'étranger, tous jubilent de la *défaite* du *nationalisme* français et de la victoire des partis gouvernementaux. Mais en réalité que se cache-t-il derrière ces hiéroglyphes ?

La différenciation des groupes parlementaires en « ministériels » et « anti-ministériels » est un pur produit du régime parlementaire; déjà, de prime abord, la question du maintien du présent cabinet ministériel est posée comme l'axe central de la vie politique du pays.

L'idée, en elle-même rationnelle, que le gouvernement ne doit pas cesser d'être l'instrument de la majorité de la représentation populaire, est renversée en son contraire par la pratique du parlementarisme bourgeois : à savoir la dépendance servile de la représentation populaire de la survie du présent gouvernement. La mission pendant trois ans du cabinet Waldeck-Rousseau en offre une preuve éclatante; et jamais le parlementarisme n'a poussé l'absurdité aussi loin qu'en décembre dernier lors du vote sur les crédits pour l'expédition chinoise, lorsque le journal *La Lanterne* s'écriait dans un soupir de désespoir que le seul moyen de rendre au parlementarisme français sa liberté d'action politique et un jugement indépendant était de *supprimer le fatal vote de confiance*, c'est-à-dire la pierre angulaire du régime parlementaire.

Le mot d'ordre : « ministériels contre anti-ministériels », est assimilé aujourd'hui à un autre mot d'ordre d'un caractère plus généralement politique : « républicains contre nationalistes ». La France entière semble divisée en deux grands camps entre lesquels sévit une lutte à mort et dont chacun suspecte l'autre des intentions les plus menaçantes pour le destin de la France. Si l'on écoute le vieux Rochefort, Jules Lemaître ou Méline, les partis gouvernementaux français poussent directement à une catastrophe nationale et à une terrible défaite militaire. Au contraire, si l'on en croit les Waldeck-Rousseau, [Léon] Bourgeois ou Jaurès, les « nationalistes » n'attendent que le moment d'étrangler la République et de rétablir la monarchie la plus réactionnaire.

Mais en fait quels intérêts se cachent derrière ces deux camps ? Qu'est-ce qui les divise ? Peut-être le problème de la *République* ou de la monarchie ? Mais parmi ceux que l'on confond sous l'étiquette de nationalistes se trouvent aussi, à côté de clans monarchistes, des groupes manifestement républicains, tel celui de Méline. Le problème de l'*Armée* ? Mais sur ce point règne entre le gouvernement et les nationalistes — les Lasies, les Humbert, les Montebello — la plus parfaite harmonie; ils se sont entendus pour féliciter les troupes de l'expédition chinoise, pour faire traîner la loi sur le service militaire de deux ans ainsi que pour accorder diverses distinctions aux officiers d'état-major compromis. Le problème du *cléricalisme* ? Lors du vote des indemnités aux missions catholiques en Chine les nationalistes les plus enragés donnèrent leurs voix au gouvernement. La *politique étrangère* ? Mais, en recevant le tsar, en ordonnant l'expédition turque et l'expédition chinoise, les radicaux au pouvoir gagnèrent le soutien de tous les bons « patriotes ». La *politique douanière* ? Mais le gouvernement « républicain » de Waldeck-Rousseau ne fait que poursuivre la politique de protectionnisme pratiquée par Méline sans y apporter le moindre changement. La *politique sociale* ? Mais le mas-

sacre des grévistes, le jeu de dupes pratiqué avec les ouvriers mineurs, le traitement infligé aux travailleurs dans les entreprises nationalisées (fabriques d'allumettes) rappellent fidèlement l'époque de Dupuy ou de Méline; par ailleurs les plus récentes lois ou projets de loi sur la protection des ouvriers n'ont rien à envier dans leur insuffisance et leurs malfaçons aux réformes instaurées par les ministères opportunistes !

Ce qui ne veut pas dire que les deux camps « républicain » et « nationaliste » soient exactement identiques politiquement ! Au contraire, tous deux, chacun pour sa part, représentent un conglomerat disparate de groupes sociaux et politiques les plus variés, allant de la grande bourgeoisie la plus réactionnaire à certains éléments petits-bourgeois et prolétariens. Mais le caractère commun aux deux camps, le facteur essentiel qui caractérise l'un et l'autre, c'est leur accord, non sur la base d'intérêts économiques ou politiques réels, mais sur des mots d'ordre confus qui ignorent la structure sociale des classes.

Cette juxtaposition désordonnée des groupes d'intérêts est, en France, le produit original de la prolifération des intérêts des groupes bourgeois particuliers sur le terrain fertile de la III<sup>e</sup> République, à la fois cause et effet des crises qui renaissent périodiquement depuis vingt ans environ : affaire de Panama, affaire des Chemins de fer du Midi, affaire Dreyfus, boulangisme. La dernière de ces crises, l'affaire Dreyfus, a mis en avant le mot d'ordre du nationalisme et de la défense républicaine. En ce sens, la division de toute la France selon des mots d'ordre de circonstance aussi vagues est un phénomène bien compréhensible.

Néanmoins pour la première fois, et ceci représente le *caractère particulier des élections actuelles en France*, une grande partie des socialistes a totalement failli à sa mission politique. Il est clair que les intérêts de classe bourgeois sont favorisés au maximum quand la bourgeoisie réussit à imposer comme mots d'ordre de lutte au prolétariat ses propres querelles internes et à lui transmettre ses divisions intérieures comme axes autour desquels s'articuler. Il est tout aussi évident que la principale tâche du socialisme consiste, en sens inverse, à souligner sans cesse, en face des conflits internes de la bourgeoisie, l'opposition fondamentale des classes, en face de mots d'ordre politiques superficiels et circonstanciels, les revendications permanentes de classe.

Telle a été l'œuvre, pendant vingt-cinq ans, des socialistes français, des Guesde, Vaillant, et autres. Et c'est à elle que l'on a dû les résultats surprenants des élections de 1898, où l'on avait enregistré environ 800.000 voix socialistes contre 400.000 en 1893.

Cette fois, depuis qu'à propos de l'affaire Dreyfus, Jaurès et tout son groupe ont rallié le camp bourgeois des « républicains », et, en

particulier, depuis que la participation ministérielle de Millerand a abouti à la coalition républicaine des socialistes ministériels avec les partis bourgeois de toutes nuances, tous les résultats obtenus par le socialisme ont en grande partie rétrogradé. Les socialistes ministériels, bien loin d'élever la moindre critique à l'égard des républicains bourgeois, ont participé au contraire avec la plus grande ardeur au charlatanisme bourgeois pendant les élections. Il n'a pas été question de problèmes économiques ou sociaux, de politique douanière, fiscale, ni d'antagonismes de classes : « républicains » ou « nationalistes » — telle a été la seule différence que les « socialistes » ont présentée à la classe ouvrière. La campagne électorale de Jaurès s'est présentée sous le signe de candidats communs, de soutiens réciproques, d'alliances les plus fraternelles entre partis bourgeois et socialistes !

En face, l'Unité socialiste révolutionnaire (Guesde, Vaillant) représentant la classe prolétarienne, a mené toute seule la lutte électorale contre l'ensemble du mouvement bourgeois, socialisme ministériel y compris. Ses candidats ont obtenu environ 350.000 voix, seule expression incontestable de la conscience socialiste en France. Les 500.000 voix recueillies par les socialistes ministériels qui se sont fait passer pour « socialistes » ont représenté par leur composition comme par leur qualité un mélange aussi hétéroclite que l'était tout le camp « républicain » dont le télégraphe communiquait joyeusement le message de victoire dans tous les pays du monde.

Aux yeux de la social-démocratie internationale les élections françaises démontrent une fois de plus la profonde décadence politique du socialisme opportuniste ministériel. En même temps, le chiffre imposant de 350.000 prolétaires conscients apporte l'assurance reconfortante que, malgré l'influence terriblement corruptrice de l'expérience ministérialiste en France, l'étendard du socialisme est toujours porté haut.

*Leipziger Volkszeitung, 7 mai 1902.*

JAURES, UN TARTARIN DE TARASCON (\*)  
(*A propos de la grève générale de 1902 en Belgique*)

(...) Les libéraux alliés des socialistes apparaissent comme les véritables chefs, les socialistes comme leurs exécuteurs soumis et la classe ouvrière comme une masse passive, entraînée par les socialistes à la remorque de la bourgeoisie.

(...) Pour la première fois en Belgique, le Parti socialiste entre dans la lutte lié au Parti libéral par un compromis formel, et tout comme la fraction ministérielle du socialisme français allié au radicalisme, il se trouve dans la situation de Prométhée enchaîné.

(...) A l'occasion de la défaite belge, on oppose d'ordinaire aux « moyens révolutionnaires », c'est-à-dire avant tout à la révolution violente, aux batailles de rues, l'organisation et l'éducation quotidienne des masses ouvrières. Mais une telle manière de procéder est erronée pour la bonne raison que l'organisation et l'éducation en elles-mêmes ne sont pas encore la lutte, mais uniquement des moyens de préparation à la lutte et, comme tels, sont nécessaires tant à la révolution qu'à toute autre forme de lutte (...). Ce que l'on préconise, en réalité, en opposant aux « moyens révolutionnaires » les avantages de l'organisation et de l'éducation, c'est, d'un côté, révolution violente, de l'autre côté, réforme légale, parlementarisme. « Il est possible de passer du capitalisme au communisme par une série de formes sociales, d'institutions juridiques et économiques; c'est pourquoi nous avons pour devise de développer devant le parlement cette progression logique ». Ces paroles de Jaurès (*Petite République*, 11 février 1902) formulent nettement et clairement cette conception, et cette autre déclaration de Jaurès également : « La seule méthode qui reste au prolétariat est celle de l'organisation légale et de l'action légale » (*Petite République*, 15 février 1902).

---

(\*) Le titre est de nous (N. d. E).

(...) Devant les misérables réformes de Millerand et les succès microscopiques du républicanisme, Jaurès exulte, en proclamant pierre angulaire de l'ordre socialiste toute loi sur la réforme de l'instruction dans les collèges, tout projet d'une statistique du chômage. Ce faisant, il nous rappelle son compatriote Tartarin de Tarascon, qui, dans son fameux « jardin enchanté », entre des pots de fleurs et des bananes grosses comme le doigt, des baobabs et des cocotiers, s'imagine qu'il se promène à l'ombre fraîche d'une forêt vierge des tropiques.

« Réponse au camarade E. Vandervelde », *Neue Zeit*, 14 mai 1902, ds R.L., *Grèves sauvages...*, Cahiers Spartacus, décembre 1969, pp. 19, 22, 35, 40.

## UNE « CARICATURE » DE 1848 (\*)

*On croit devoir donner ici des extraits d'un compte rendu, par Rosa Luxemburg, des tomes II et III des œuvres posthumes de Marx et d'Engels, publiés en 1902 par Franz Mehring sous le titre : Aus dem litterarischen Nachlass von Karl Marx und Friedrich Engels 1841 bis 1850. Le tome III contenait les articles de la Neue Rheinische Zeitung (\*\*), où Marx, au cours de la révolution allemande de mars 1848, avait, provisoirement, substitué à son vocabulaire communiste des mots d'ordre exclusivement « démocratiques ». Il espérait ainsi sceller un front unique avec la bourgeoisie libérale allemande alors, pour un temps, en conflit avec l'absolutisme. (Cf. Boris Nicolaïevski et Otto Mænchen-Helfen. La vie de Karl Marx, rééd. 1970, p. 194).*

*Si nous avons retenu pour notre recueil ces extraits du compte rendu de Rosa, c'est parce que les réformistes de son temps, parmi lesquels Jaurès, prétendaient ressusciter la tactique, depuis longtemps périmée, de la Neue Rheinische Zeitung, pour tenter de justifier leur collaboration avec le radicalisme bourgeois et leur ministérialisme. On va voir avec quelle énergie Rosa Luxemburg fustige ce qui est à ses yeux une « caricature » de la position prise par Marx en 1848.*

(...) Marx ne revendiquait rien qui soit dirigé contre l'ordre bourgeois économique et politique, rien qui portât un caractère spécifiquement socialiste (...). La politique de la *Neue Rheinische Zeitung* était celle d'un radicalisme bourgeois conséquent.

(...) Mais ce qui ressort de la politique de Marx dans ce moment historique en tant que leçon pour l'actuelle social-démocratie devrait demeurer surtout présent à l'esprit de ceux qui, en France et ailleurs,

---

(\*) Le titre est de nous. (N. d. E.)

(\*\*) Trad. franç. : Marx et Engels, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 2 vol. parus, 1964, 1970.

prétendent *aujourd'hui* que la vocation de la social-démocratie serait exactement ce que la *Neue Rheinische Zeitung* a fait en 1848-1849 : à savoir jouer le rôle d'aile gauche de la démocratie bourgeoise.

(...) La tactique de la *Neue Rheinische Zeitung* correspondait à un moment historique où la bourgeoisie moderne [en Allemagne] faisait ses premiers débuts sur la scène politique. A cet instant, prendre au sérieux sa lutte contre le féodalisme et croire la possibilité de la pousser de l'avant au moyen de l'attitude décidée d'une aile gauche socialiste étaient le droit et le devoir de tout vrai révolutionnaire et politicien pratique (...).

Au surplus, la conception propre que Marx et Engels avaient de la révolution de mars [1848] était l'espoir en la « révolution permanente » ; ils escomptaient que la révolution bourgeoise ne serait qu'un premier acte (...) Ils utilisaient le soulèvement bourgeois révolutionnaire comme un degré préparatoire à une révolution qui serait finalement prolétarienne.

Toutes ces données (sur lesquelles se fondait la tactique de la *Neue Rheinische Zeitung*) sont aujourd'hui directement et manifestement inversées. Nous assistons à la fin, et non plus au commencement, de la carrière politique de la bourgeoisie (...). Nous avons vécu depuis cinquante ans un constant déclin du démocratisme bourgeois. L'action révolutionnaire est pour la classe bourgeoise un rêve oublié depuis longtemps et une fois pour toutes. Les tentatives actuelles de renouveler la tactique de la *Neue Rheinische Zeitung* ne peuvent plus se fonder sur le soulèvement révolutionnaire d'une jeune bourgeoisie, mais elles ont bien plutôt pour terrain le marécage paisible, quotidien, « normal » d'un parlementarisme bourgeois sénile, c'est-à-dire du compromis, érigé à l'état de norme, entre la bourgeoisie et le féodalisme.

Dans cette situation historique directement inversée, le renouvellement de la tactique de la *Neue Rheinische* n'est plus qu'une caricature de la notion marxiste de « révolution permanente » qui, précisément, est persiflée, en toute occasion et avec la plus grande suffisance, par les actuels partisans de la collaboration avec la démocratie bourgeoise (\*).

L'action commune, telle que l'avait entendue Marx, du prolétariat avec la bourgeoisie sous le feu des canons et sur les barricades [de la révolution allemande de 1848] est aujourd'hui déformée en marchandages de la social-démocratie avec le libéralisme et en un partage de portefeuilles ministériels. L'espoir marxiste, dès le lendemain de la

---

(\*) Notamment par Eduard Bernstein dans son livre publié en allemand en 1899 et traduit en français en 1903 sous le titre *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* (ch. II, b, « marxisme et blanquisme », p. 51-52 de l'édition de 1903). (N. d. E.)



victoire de la bourgeoisie, de faire entrer la classe ouvrière en lutte contre la bourgeoisie et d'arracher à cette dernière le gouvernail de l'Etat pour faire place à une dictature prolétarienne, est déformé en une « réalisation graduelle du socialisme » au moyen des réformes parlementaires d'un cartel électoral socialiste-démocrate.

Mais c'est aussi pour une autre raison qu'aujourd'hui la tactique de Jaurès et consorts est une caricature de la *Neue Rheinische Zeitung*. En effet, le concours prêté par Marx à la démocratie bourgeoise au cours de la révolution de mars [1848] ne s'exprimait point par une participation docile à toutes les bassesses et traîtrises de la bourgeoisie, mais, bien au contraire, il cravachait impitoyablement et de main de maître ces bassesses et ces traîtrises. Même quand Marx voulait pousser en avant la bourgeoisie, il le faisait à coups de pied, de pointes d'éperon, qui causaient des blessures sanglantes. Et si les Jaurès et Cie ont oublié en quoi consiste une politique socialiste de classe, ils devraient, au moins, apprendre aujourd'hui de la *Neue Rheinische Zeitung* en quoi consistait une véritable politique radicale-démocratique.

Et de cette expérience classique ils pourraient aussi tirer un enseignement majeur. Car, que fut, en fin de compte, le résultat d'une tactique menée dans le moment historique le plus favorable, avec la plus grande habileté, avec les moyens les plus brillants du génie ? La *Neue Rheinische Zeitung* a-t-elle réussi en quoi que ce soit à entraîner vraiment la bourgeoisie vers la gauche, ne fût-ce que d'un pouce de terrain, à grouper autour d'elle une aile tant soit peu importante d'éléments plus avancés, à exercer sur la marche de la révolution une influence quelconque, à susciter une deuxième grande vague révolutionnaire, de même que, jadis, *L'Ami du Peuple* de Marat, rédigé dans les caves parisiennes, avait préparé la domination du prolétariat français sur la Convention ? Pas le moins du monde.

Historiquement, la *Neue Rheinische Zeitung* a sauvé l'honneur de la révolution allemande, mais en même temps elle a occupé dans cette révolution une position entièrement isolée, elle est demeurée une voix dans le désert. Avec cette expérience, le socialisme a cessé pour toujours de jouer le rôle d'aile gauche de la démocratie bourgeoise.

« Aus dem Nachlass unserer Meister »,  
*Vorwärts* (Berlin), 9 novembre 1902.



## LE CONGRES DE COMMENTRY (\*) (26-28 septembre 1902)

Le socialisme doit combattre non seulement l'idéologie bourgeoise proprement dite, mais aussi, de temps à autre, les falsifications du socialisme enfantées par le monde capitaliste : affublées du nom de socialisme, ces falsifications prêchant la « nouvelle méthode » grâce à laquelle les idéaux socialistes se réaliseraient « mieux, plus vite et plus facilement », ne font que troubler la source pure du vrai socialisme et, comme toutes les mauvaises herbes, elles requièrent pour être extirpées une dépense considérable de forces et d'énergie. Ceux qui prêchent la « nouvelle méthode » réussissent parfois à prendre la tête du mouvement, à entraîner les masses derrière eux et à les détourner de la bonne voie. Seuls les fidèles du socialisme scientifique et qui sauvegardent les intérêts du prolétariat sont capables de démasquer ces fourbes et leur politique nuisible aux intérêts de la classe ouvrière.

En France, une telle fourberie est celle du socialisme ministériel, dont l'origine remonte à Millerand. Dans le cabinet Waldeck-Rousseau, le socialiste « modéré » Millerand a été nommé au poste de ministre du Commerce. En l'occurrence la politique gouvernementale visait très loin : en faisant entrer un socialiste dans son sein, le gouvernement espérait attirer vers lui d'autres socialistes. Ces prévisions se sont partiellement confirmées. Les partisans de Jaurès ont cru que le fait d'avoir dans le gouvernement un ministre socialiste signifiait qu'un fragment de socialisme était déjà installé dans l'Etat, que le prolétariat avait conquis une partie du pouvoir politique. Sous l'égide de Jaurès, les indépendants, les possibilistes, les allemanistes se sont unis pour former un Parti socialiste français — avec Millerand comme leur représentant dans le gouvernement et Jaurès comme leur chef spirituel.

---

(\*) Pour les citations des textes adoptés par le congrès, nous les donnons d'après leur rédaction originale tirée du *1<sup>er</sup> Congrès National, Compte rendu complet*, Lille, 1902. (N. d. E.)

Avec le socialisme le Parti socialiste français n'avait en commun que le nom. En réalité il pratiquait un socialisme petit-bourgeois qui le poussait dans les bras du gouvernement. Monsieur Millerand — socialiste — signait des décrets qu'un bon radical petit-bourgeois aurait rejetés avec répugnance.

Cependant, ceux qui restent sincèrement dévoués à la cause de la libération du prolétariat et qui n'affrontent pas la réalité à travers le brouillard de l'idéologie petite-bourgeoise, n'avaient pas besoin de l'expérience Millerand pour arriver à de tristes conclusions quant à la valeur de la « nouvelle méthode ». Les partisans du socialisme scientifique — les socialistes révolutionnaires — ont vu tout de suite ce qu'était Millerand et ont pris une attitude hostile à son égard. Les guesdistes, les blanquistes et certains groupes autonomes, *fidèles aux principes de la lutte de classes*, ne pouvaient pas accepter qu'un socialiste siège dans un gouvernement capitaliste et, au nom des principes de base du Parti, ils ont rejeté tous compromis avec le ministérialisme, en ces termes :

« Nous ne pouvons être et ne serons jamais, en régime capitaliste, des ministériels. Nous sommes et restons le parti de la Révolution (...). Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier, un parti d'opposition (...). Seuls l'intérêt de la République, l'intérêt de la classe ouvrière dictent nos actes (...). Nous voterons en faveur de tous les actes du gouvernement qui frapperont le militarisme, le cléricalisme et la réaction, ainsi que pour toutes les réformes sociales réellement efficaces pour la classe ouvrière (...). » (\*)

C'est le gouvernement [Waldeck-Rousseau] qui, par ses actes, a créé les bases matérielles favorables à l'unification des guesdistes (Parti ouvrier français), des blanquistes (Parti socialiste révolutionnaire) et de certaines fédérations et groupes autonomes. Leur hostilité commune envers le ministérialisme a été le ciment de cette unification. Avec l'intensification de la lutte contre la participation gouvernementale, la nécessité d'unification de toutes les fractions d'opposition a acquis une importance vitale. Le problème a été abordé au cours de plusieurs congrès consécutifs et, finalement, à celui d'Ivry, le 3 novembre 1901, une résolution a sanctionné l'unité des guesdistes, des blanquistes et de plusieurs fédérations ou groupes autonomes qui ont formé le Parti socialiste de France.

Il était indispensable de brosser ce schéma général de l'état actuel du mouvement socialiste français, afin de mieux saisir le rapport entre le congrès de Commeny et l'ensemble du mouvement socialiste en France.

---

(\*) Déclaration lue par le porte-parole du groupe parlementaire socialiste-révolutionnaire à la Chambre des députés le 12 juin 1902. (N. d. E.)

A l'origine, l'importance de la résolution d'Ivry était plutôt théorique que pratique; le principe d'unification était admis, mais il manquait un organisme vivant pour diriger l'ensemble du Parti et agir en son nom. Les premiers pas timides du nouveau Conseil central ont tenté de niveler les quelques divergences qui auraient pu gêner l'unification complète. Ainsi les activités menées pendant de longues années en vue d'un rapprochement, puis le congrès d'Ivry, ont préparé le terrain pour l'unification réelle en un seul parti homogène de toutes les organisations précitées. Le congrès de Commentry a donc été la *première manifestation officielle* du Parti en tant qu'entité. Dès lors les organisations fondatrices du nouveau parti s'effacent devant le Conseil central élu par le congrès. Les fédérations départementales unitaires élisent leurs représentants au congrès de sorte que, malgré la centralisation, l'autonomie des groupes demeure en ce qui concerne leurs compétences propres. La direction de l'ensemble des activités du Parti repose entre les mains du Conseil central.

Le Conseil central fonctionne en permanence; les délégués élus par les fédérations départementales participent à ses assemblées plénières qui doivent avoir lieu une fois par trimestre (\*).

Le congrès de Commentry a entendu le compte rendu de l'activité antérieure du Conseil central et les nouvelles propositions pratiques à partir desquelles commencera l'activité proprement dite du Parti socialiste de France unifié. L'unanimité des vues sur les projets présentés a été la meilleure preuve de l'unification organique du Parti.

Les propositions suivantes ont été, notamment, adoptées :

« 1° [La mise à la disposition du Conseil central] d'un budget suffisant pour constituer un secrétariat permanent actif et sans cesse en rapport avec les fédérations, secrétariat qui serait le bureau de statistiques et de renseignements du Parti et l'organisateur de sa propagande;

« 2° la possession d'un organe de publicité (\*\*), lien indispensable pour créer et entretenir la communauté de vues et d'aspirations entre tous les membres du Parti et assurer à l'ensemble de l'organisation une tactique homogène et cohérente. »

Ce rôle est confié au journal *Le Socialiste*, l'ancien organe du Parti ouvrier (guesdiste); le Parti hérite aussi de la bibliothèque et du stock de livres qui appartenaient auparavant au Parti ouvrier.

Ensuite il faut signaler les décisions relatives à la tactique électorale. Partant du principe que la lutte contre la bourgeoisie doit être menée

---

(\*) En fait ce n'était pas le Conseil central qui fonctionnait en permanence, mais une commission exécutive permanente nommée directement par le congrès. (N. d. E.)

(\*\*) C'est-à-dire d'un journal. (N. d. E.)

dans tout le pays, le Parti a considéré qu'il lui est indispensable de propager ses idées pendant la campagne électorale. A son avis c'est le meilleur moyen d'agitation en vue de recruter de nouveaux membres. Toutes les fédérations doivent essayer de trouver des fonds nécessaires pour la campagne d'agitation.

« Nul ne pourra être désigné comme candidat du Parti aux élections législatives ou cantonales sans justifier d'un an au moins de présence dans l'organisation. »

L'attitude à l'égard des syndicats a été définie dans la résolution suivante :

« Le Parti socialiste de France, constitué uniquement pour l'émanipation des travailleurs, rappelle qu'il a toujours appuyé et continuera à appuyer toute résolution votée par les organisations syndicales, susceptibles d'entraîner un mouvement révolutionnaire. »

Il est intéressant, par ailleurs, de noter les vues du Parti en ce qui concerne le rapport entre la situation sociale actuelle et les possibilités de réalisation d'une société socialiste :

« A l'encontre de ceux qui reculent indéfiniment l'avènement de cette société nouvelle, le Parti socialiste de France affirme que les éléments matériels ou économiques en existent dès à présent, et qu'il ne manque à leur mise en train que les éléments humains, c'est-à-dire l'action d'un prolétariat organisé et conscient, possible également dès aujourd'hui. »

Enfin le congrès a manifesté sa solidarité avec le mouvement socialiste international en exprimant sa sympathie envers le mouvement révolutionnaire russe :

« Le congrès national de Commeny envoie au prolétariat russe en lutte contre la tyrannie barbare du tsar, pour son émancipation, l'expression des encouragements et des sympathies fraternelles du Parti socialiste de France. » Cet ordre du jour est voté par acclamations aux cris de " A bas le tsarisme ! A bas l'alliance russe ! Vive l'Internationale des travailleurs ! "

Analysant les congrès tenus depuis un an, il n'est pas difficile d'y trouver un trait commun : la concentration de toutes les forces à l'intérieur du Parti afin d'augmenter sa force à l'extérieur. Dans la vie de tout groupe social une telle concentration est un signe de vitalité; dans la vie du Parti elle prouve le passage de la période de préparation à la période de création. La puissance du socialisme augmente chaque jour, de nouvelles voies s'ouvrent à lui. Partout, avec des forces accrues, le Parti socialiste est à l'œuvre.

*Przegląd Socjaldemokratyczny,*

4-5 décembre 1902, traduit du polonais.

## ANTICLERICALISME ET SOCIALISME

(Réponse à une enquête)

### I

#### *L'Eglise sous la Monarchie et sous la République*

Quand on parle de politique anticléricale du socialisme, il ne peut évidemment jamais s'agir de combattre au point de vue socialiste les convictions religieuses. La religiosité des masses ne disparaîtra complètement qu'avec la société actuelle, quand l'homme, au lieu d'être dominé par le procès social, le dominera et le dirigera consciemment. Ce sentiment d'ailleurs s'émousse déjà à mesure que des couches entières de la population, instruites par le socialisme, arrivent à comprendre l'évolution sociale.

Le principe socialiste, « la religion est une affaire privée », ne nous oblige à la neutralité et à l'abstention absolues dans les questions religieuses que dans la mesure où elles relèvent de la conviction intime, de la conscience.

Mais cette règle a encore un autre sens : elle ne constitue pas seulement un principe directeur qui doit déterminer la conduite propre des socialistes, c'est encore une revendication adressée à l'Etat actuel. Au nom de la liberté de conscience, nous demandons l'abolition de tous les privilèges publics dont les croyants jouissent vis-à-vis des incroyants, nous combattons tous les efforts tentés par l'Eglise pour devenir un pouvoir dominant dans l'Etat. Il ne s'agit plus ici de conviction, mais de question politique, et, sur ce point, les partis socialistes des différents pays peuvent, suivant les circonstances, adopter une tactique très dissemblable.

L'Allemagne et la France nous offrent une attitude diamétralement opposée. Dans le premier de ces pays, non seulement la

démocratie socialiste n'a pas coopéré au *Kulturkampf* (\*) de 1870 à 1880, non seulement elle intervient régulièrement en faveur de la rentrée des jésuites. Il y a plus. Notre parti fait très peu de propagande en faveur de la réalisation du point de son programme déclarant que la religion est affaire privée, demandant la suppression de tout emploi des deniers publics à des buts ecclésiastiques et religieux. Sans doute, dans les corps légiférants, nous refusons tous les chapitres du budget affectés à des dépenses religieuses. Mais on ne fait de cette question l'objet d'une propagande spéciale ni dans les réunions, ni dans la presse, ni dans les parlements. La démocratie socialiste allemande fait donc preuve d'une grande réserve non seulement dans l'ordre des convictions religieuses, mais encore dans la politique religieuse; de même qu'en pratique elle ne s'occupe pas de propagande républicaine, sans faire tort d'ailleurs pour cela aux sentiments républicains naturels à tout socialiste.

Il est impossible de songer à observer en France une tactique semblable vis-à-vis du cléricalisme. Il est vrai que les conditions sont absolument différentes dans les deux pays. En Allemagne, c'est surtout l'église protestante qui l'emporte; en France c'est l'église catholique. Sans doute cette dernière est également à considérer en Allemagne, mais elle ne prédomine pas; il y a dix ans encore elle était opprimée. Le *Kulturkampf* bismarckien devait naturellement donner naissance à une espèce d'alliance entre socialistes et catholiques, combattus en même temps et pour les mêmes causes réactionnaires au moyen de lois d'exception. Mais aujourd'hui, c'est le contraire et les ultramontains sont arrivés au pouvoir; mais, c'est comme parti politique, non comme Eglise qu'ils ont réussi à le faire. Aussi la démocratie socialiste a-t-elle l'avantage de pouvoir les attaquer non comme représentants intellectuels d'une foi particulière, mais comme représentants parlementaires des impôts sur les denrées, du militarisme, du marinisme (\*\*\*) et de la politique mondiale.

La différence fondamentale provient cependant de la forme politique. Si réactionnaire que soit en toute circonstance l'influence de l'Eglise sur la vie publique, son importance est toute différente suivant qu'elle s'exerce dans une monarchie ou dans une république.

Dans une monarchie, l'Eglise, monarchique par essence, comme doctrine autoritaire, entre dans le mécanisme de l'Etat sans en détruire l'harmonie; c'est un simple appui, c'est la servante et l'ins-

---

(\*) Lutte menée par Bismarck contre l'Eglise catholique dont les progrès inquiétaient et qu'il plaça sous la dépendance étroite de l'Etat. (N. d. E.)

(\*\*) Pour disputer à l'Angleterre la maîtrise des mers, Guillaume II avait forgé une puissante marine de guerre, d'où le terme de « marinisme », politique d'expansion de la flotte. (N. d. E.)



trument du monarchisme. En ce sens, elle ne constitue pas un pouvoir politique indépendant. D'autre part, la monarchie qui puise directement sa propre autorité à la même source que l'Eglise, qui est aussi par la grâce de Dieu, a moins de peine à maîtriser l'Eglise quand elle prend part à la vie publique. Et quelle que soit la docilité et la complaisance du clergé protestant, il est caractéristique que l'empereur d'Allemagne ait dû bruyamment proclamer, il y a quelques années, dans une occasion insignifiante, qu'il ne pouvait supporter l'existence d'un clergé faisant de la politique.

En Italie nous rencontrons une lutte entre le Quirinal et le Vatican qui paraît contredire ce que nous venons d'exposer; mais c'est qu'il ne s'agit pas là à proprement parler d'une rivalité entre la monarchie et l'Eglise, mais d'une rivalité entre deux souverains séculiers, l'un régnant, l'autre dépossédé. La Russie nous offre un exemple éclatant qui nous montre combien l'Eglise, sans différence de rite, constitue, dans toute monarchie, un appui fidèle de l'autorité publique.

Pour ces mêmes raisons, l'Eglise, élevée au rang d'organe public, forme de prime abord un élément de dissolution dans la France républicaine. Adversaire par essence des principes fondamentaux de la République — nomination à l'élection de toutes les autorités de l'Etat et souveraineté du peuple — étrangère aux pouvoirs bourgeois, d'origine purement profane, portée, par son propre esprit et par les liens personnels qui la rattachent à l'aristocratie, à revêtir un caractère féodal, survivance d'un passé monarchique, l'Eglise catholique devait naturellement, comme organe de l'Etat, tendre dans la République bourgeoise à l'indépendance politique. La lutte contre le cléricalisme est comme un fil rouge que l'on retrouve au cours de toute l'histoire de la République bourgeoise en France. Alors que l'Eglise s'empare peu à peu de l'école pour s'en faire une arme contre la République, celle-ci s'épuise en efforts impuissants à dompter les récalcitrants et des crises périodiques viennent l'ébranler.

En France, le rôle de l'Eglise et le rôle de l'armée présentent une analogie complète (...) (\*).

(...) L'analogie de la situation occupée par l'armée et par l'Eglise vis-à-vis de la République a amené un rapprochement plus intime entre ces deux pouvoirs et donné une couleur monarchique à toutes les dernières crises politiques survenues en France. Chaque fois, ces deux organes de la République se sont trouvés unis dans leur rébellion.

---

(\*) Ici Rosa donne une citation d'un de ses articles « paru il y a plus d'un an dans la *Neue Zeit* ». Nous avons supprimé cette citation car elle fait double emploi avec le passage du même article qui figure aux pp. 104-105 du présent recueil. (N. d. E.)

Et de même que la contradiction entre l'armée et la République ne peut se résoudre que par la transformation de l'armée permanente en milices, la contradiction entre l'Eglise catholique et la République ne peut disparaître que quand l'Eglise d'institution publique deviendra association privée, c'est-à-dire quand on aura séparé l'Eglise de l'Etat, chassé le clergé de l'école et de l'armée et confisqué les biens des congrégations.

La démocratie socialiste ne demande certes pas la confiscation partielle de la propriété capitaliste par l'Etat bourgeois, mais ce n'est pas parce qu'elle est par principe l'adversaire des confiscations. Dans le cas où nous demandons la socialisation d'une industrie, des chemins de fer par exemple, nous n'avons rien à objecter si cette mesure s'effectue par voie de simple confiscation. Si ce n'est pas là une de nos revendications, si nous ne nous décidons à demander la reprise par l'Etat que dans des cas particuliers, c'est que cette reprise par l'Etat actuel ne modifie nullement le caractère capitaliste de la propriété, c'est qu'elle renforce la puissance d'un Etat réactionnaire. De plus, même là où cette crainte n'est pas justifiée, comme en Suisse, une semblable revendication adressée au gouvernement bourgeois relève d'un socialisme d'Etat utopique.

Mais la démocratie socialiste n'en est que plus justifiée à demander à l'Etat bourgeois de mettre fin aux formes médiévales de la propriété. La main-morte en est incontestablement une. En effet, toutes les fonctions sociales qui s'y rattachaient autrefois : assistance donnée aux pauvres, aux malades, instruction publique, toutes ces fonctions sont actuellement du ressort de l'Etat moderne. Mais la propriété cléricale, libérée désormais de ses obligations, ne représente plus, dans la société bourgeoise, qu'une simple survivance des temps féodaux. Toute révolution bourgeoise, voulant rester fidèle à ses devoirs, devrait procéder à la confiscation des biens de l'Eglise. Les socialistes en préconisant aujourd'hui cette mesure en France, en revendiquant en même temps la laïcisation générale de l'instruction et de l'assistance publique ne font que contraindre la république bourgeoise à aller jusqu'au bout de ses principes et à moderniser bourgeoisement l'Etat.

Si les camarades français voulaient transporter dans leur pays la tactique allemande qui correspond à des circonstances tout autres et s'abstenir de prendre part à la lutte politique menée depuis trente ans entre la République et l'Eglise, s'ils déclaraient que toute cette querelle ne les intéresse pas, ils se condamneraient à la nullité et à la stérilité dans la politique pratique.

## II

### *Anticléricalisme socialiste et anticléricalisme bourgeois*

Les socialistes sont précisément obligés de combattre l'Eglise, puissance antirépublicaine et réactionnaire, non pour participer à l'anticléricalisme bourgeois, mais pour s'en débarrasser. L'incessante guerilla menée depuis des dizaines d'années contre la prêtraille est, pour les républicains bourgeois français, un des moyens les plus efficaces de détourner l'attention des classes laborieuses des questions sociales et d'énerver la lutte des classes. L'anticléricalisme est, en outre, restée la seule raison d'être du Parti radical; l'évolution de ces dernières trente années, l'essor pris par le socialisme a rendu vain tout son ancien programme.

Pour les partis bourgeois, la lutte contre l'Eglise n'est donc pas un moyen, mais une fin en soi; on la mène de façon à n'atteindre jamais le but; on compte l'éterniser et en faire une institution permanente.

Ce que nous venons de dire montre que les socialistes ne peuvent se contenter de suivre les anticléricaux bourgeois; ils en sont les adversaires et c'est pour les démasquer qu'ils doivent engager le combat contre l'Eglise.

Ce qui distingue l'action anticléricale du socialisme de celle de la bourgeoisie, c'est non seulement la largeur, la décision plus grande de son programme, mais encore le point de départ qui est opposé. La campagne, stérile à dessein, sans espoir, que les républicains bourgeois mènent depuis trente ans contre l'Eglise revêt un caractère particulier : ils s'obstinent à diviser artificiellement en deux questions différentes un problème qui, politiquement, est un et indivisible; ils séparent le clergé séculier du clergé régulier et portent des coups ridiculement impuissants aux congrégations qu'il est bien plus difficile d'atteindre, tandis que le nœud de la question est dans la réunion de l'Eglise et de l'Etat. Au lieu de trancher ces liens d'un seul coup par la suppression du budget des cultes et de toutes les fonctions administratives abandonnées au clergé, d'atteindre dans sa source l'existence des ordres religieux, on donne éternellement la chasse à des congrégations non autorisées. Au lieu de séparer l'Eglise de l'Etat, on cherche au contraire à rattacher les ordres à l'Etat. Tandis qu'on feint d'arracher l'école aux congrégations, on s'empresse d'enlever à ces tentatives toute efficacité politique en soutenant, en protégeant l'Eglise comme institution d'Etat.

L'attitude du cabinet Waldeck-Rousseau est particulièrement typique.

Aussi est-il complètement faux de présenter ces pitoyables mesures anticléricales des ministères radicaux et de la majorité parlementaire comme le début de réformes plus larges, comme une solution partielle du problème. Tout au contraire cette lutte stérile contre les congrégations aboutit à détourner l'attaque du point le plus vulnérable et à couvrir la principale position des cléricaux. Aussi l'Eglise entretient-elle soigneusement la croyance à la fiction favorite des républicains bourgeois, à l'antagonisme politique du clergé régulier et du clergé séculier; elle le manifeste par d'apparentes hostilités.

L'anticléricanisme bourgeois aboutit donc à consolider le pouvoir de l'Eglise, de même que l'antimilitarisme bourgeois, tel qu'il est apparu dans l'affaire Dreyfus, ne s'est attaqué qu'à des phénomènes naturels au militarisme, à la corruption de l'Etat-major et n'a réussi qu'à épurer et à affermir l'institution elle-même.

Le premier devoir du socialisme est évidemment de démasquer constamment cette politique. Pour remplir cette tâche, il lui suffit d'opposer dans son intégrité sa politique religieuse au programme intentionnellement morcelé des républicains bourgeois. Mais si les socialistes devaient prendre part sérieusement, sans prononcer un mot de critique, aux pitoyables simulacres de combat des parlementaires radicaux, s'ils ne proclamaient pas à toute occasion que les « bourgeois » mangeurs de prêtres sont avant tout des ennemis du prolétariat, le but propre de l'anticléricanisme républicain serait atteint, la lutte des classes serait frappée de corruption. Non seulement le combat contre la réaction cléricale resterait sans espoir, mais le danger qui, pour la République et pour le socialisme, résulte de l'accouplement de l'action prolétarienne et de l'action bourgeoise, serait incontestablement plus grand que les inconvénients que l'on peut redouter des menées réactionnaires de l'Eglise.

Ainsi, à notre avis, voici la solution à laquelle doit naturellement s'attacher le socialisme en France : il ne doit adopter ni la tactique de la démocratie socialiste allemande ni celle des radicaux français; il lui faut à la fois faire front et contre la réaction de l'Eglise antirépublicaine et contre l'hypocrisie de l'anticléricanisme bourgeois.

Ecrit le 10 décembre 1902,

*Le Mouvement socialiste*, 1<sup>er</sup> janvier 1903.

« AUTONOMIE » REFORMISTE  
ET « CENTRALISME » REVOLUTIONNAIRE (\*)

(...) Si les congrès précédents n'ont condamné que quelques manifestations isolées du révisionnisme pratique et théorique, à Dresde et après Dresde, le Parti [la social-démocratie] a non seulement répété et renforcé les condamnations précédentes, mais il a mis sur la sellette un autre aspect du révisionnisme — il a examiné sa *morale politique* et les liaisons personnelles avec certains milieux bourgeois qui découlaient de cette morale.

Il se peut que l'article sur « la morale de parti » (publié par Georg Bernhard dans la *Zukunft* de M. Harden)(\*\*) soit le fruit de circonstances fortuites et ne caractérise nullement la conduite effective de tous les camarades révisionnistes. Mais quiconque a réfléchi sur les événements de ces derniers jours ne pourra s'empêcher de trouver dans cet article l'expression adéquate de la morale du révisionnisme, telle qu'elle correspond à ses idées avec une irrésistible logique. On y considère la masse comme un enfant à éduquer auquel il n'est pas loisible de tout dire, auquel, dans son propre intérêt, on a même le droit de dissimuler la vérité, tandis que les « chefs », hommes d'Etat consommés, pétrissent cette molle argile pour ériger le temple de l'avenir selon leurs propres grands projets. Tout cela constitue l'éthique des partis bourgeois aussi bien que du socialisme réformiste, si différentes que puissent être les intentions des uns et de l'autre.

L'application pratique de cette manière d'envisager les rapports entre la masse et ses « chefs » nous est fournie par le jaurésisme en France et par les velléités de la fraction de Turati en Italie. Les « fédérations » autonomes et hétérogènes du parti jaurésiste, la motion

---

(\*) Le titre est de nous. (N. d. E.)

(\*\*) Maximilian Harden, journaliste libéral allemand. (N. d. E.)

de Turati au congrès d'Imola, proposant de supprimer le comité central du Parti, — tout cela ne signifie pas autre chose que la dissolution de la masse fortement organisée du Parti, afin que, de directrice autonome, cette masse se transforme en instrument docile des parlementaires et se dégrade jusqu'à l'état de cette « masse aveugle » qui « trotte derrière le chef », « sans savoir le moins du monde ce qu'elle veut », ou qui, si elle le sait, comme au congrès de Bordeaux (\*), n'a pas la force de faire triompher sa volonté. Les députés jaurésistes tendent même à s'émanciper du contrôle et de l'influence des organisations du Parti, auxquelles ils sont redevables de leurs sièges au parlement, et à en appeler à la masse électorale amorphe et inorganisée (...).

*Neue Zeit*, 1903-1904, en français « Masse et chefs », dans *Marxisme contre dictature*, 1946, p. 39.

(...) Une application plus sévère de l'idée centraliste dans le statut d'organisation et une formulation plus stricte des paragraphes de la discipline du Parti sont très appropriées en tant que digue contre le courant opportuniste. Sans doute, dans de telles circonstances, le statut d'organisation peut s'avérer un outil dans la lutte contre ce courant, comme il a effectivement servi dans la social-démocratie révolutionnaire française contre l'assaut des micmacs jaurésistes (...).

« Problèmes d'organisation de la social-démocratie », 1904, reproduit en annexe à TROTSKY, *Nos tâches politiques*, 1970, p. 224.

N.d.E. — Il est intéressant de rapprocher les deux fragments qui précèdent d'extraits de brochures de Lafargue (1899) et de Rappoport (1902) où des points de vue très voisins sont développés :

a) Lafargue :

« (...) quand l'Évangile de Saint-Mandé fut promulgué, il amena une scission parmi les radicaux qui se groupaient autour de Millerand, mais quand ils eurent interprété bourgeoisement son sens mystique, ils revinrent de leur premier effarement et se rallièrent à la foi nouvelle avec d'autant plus d'entrain qu'on ne leur demandait pas d'abandonner leurs habitudes anarchiques et de s'enrôler dans une organisation quelconque, ayant une discipline et une tactique. Ils restèrent indépendants, ne relevant que de leur conscience et de leur ambition et n'ayant pour unique principe que : chacun pour soi et le socialisme pour tous. Ni Jaurès, ni Millerand, ni

---

(\*) Congrès de Bordeaux, 1903, du Parti socialiste français, le parti de Jaurès. (N. d. E.)

personne, ne songea à les grouper, à les organiser, persuadé qu'on était qu'aucun d'eux ne voudrait sacrifier sa liberté chérie et courber sa fière conscience sous la grossière volonté du nombre : plutôt la mort que le caporalisme prussien d'une organisation socialiste.

Les Indépendants ont une horreur si profonde pour toute organisation qu'ils ne songent qu'à détruire celles qui existent, que *La Petite République* appelle dédaigneusement des « parlotés parisiennes ». « Emancipons-nous, s'écrie fièrement Gérault-Richard, de l'obéissance passive et du mutisme religieux de ces chapelles ». Effaçons l'œuvre des congrès socialistes, déchirons ces programmes inutiles et ennuyeux, abandonnons cette tactique gênante, élaborée par des milliers de militants, reconquérons pour tous et pour chacun la liberté d'agir à sa guise, sous sa responsabilité personnelle, comme Millerand. »

LAFARGUE, *Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, 1899, p. 29.

#### b) Rappoport :

« Une autre préoccupation nous retint longtemps dans un camp(\*) où l'esprit dominant n'était jamais le nôtre, c'est celle de l'autonomie. Nous étions sincèrement convaincus que le socialisme révolutionnaire est à la merci de quelques « pontifes ». L'idée fédéraliste paraissait inspirer les organisations jeunes et indépendantes qui se groupaient autour du comité général. Plus tard, en regardant les choses de plus près, nous nous sommes aperçus que c'était là une pure apparence.

Pour les pontifes « indépendants », l'idée fédéraliste n'est qu'une machine de guerre contre les vieilles organisations. En tous cas, nous voyons infiniment plus de garanties pour l'autonomie des individus et des groupes dans une organisation solide et durable dont les chefs, c'est-à-dire les militants qui sacrifient le plus à la cause socialiste, s'identifient avec leur parti, que dans un corps inorganisé et chaotique, qui est à la merci de ses grands hommes et de ses non moins grands journaux, les uns et les autres se trouvant « hors contrôle ». Les « coups de tête » des chefs indépendants sont, au point de vue socialiste, infiniment plus dangereux que les « coups de main » des révolutionnaires dont parle la motion Kautsky (...). Dans un parti bien organisé, avec ses congrès périodiques, avec des groupes ayant un contrôle réel, avec un organe au service du parti, l'autonomie la plus large peut et doit marcher de pair avec l'unité nécessaire pour la propagande et la lutte contre un adversaire redoutable et organisé.

Les vieilles organisations « sectaires » (\*\*) nous apparaissent comme un instrument indispensable de l'action et la garantie de la véritable autonomie des groupes et des militants. Il est vrai, qu'avec ce système, nous risquons de ne plus avoir des ministres dits socialistes « hors contrôle » et autonomes, ne se souvenant des « décisions de leur parti » que lorsque ces « décisions » ne les gênent plus dans leur œuvre de « collaboration de classes », et tout à la fin de leur carrière ministérielle qui coïncide précisément avec le commencement de la campagne électorale. »

RAPPOPORT, *Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire*, 1902, pp. 8-9.

---

(\*) Celui de Jaurès. (N. d. E.)

(\*\*) Celles de Guesde et de Vaillant. (N. d. E.)

此乃... 卷之...

...

...

...



## SOCIAL-DEMOCRATIE ET PARLEMENTARISME

(Extraits)

(...) En ce qui concerne le parlement, en particulier, il est nécessaire de connaître le plus clairement possible les causes réelles de son déclin, telles qu'elles résultent avec une logique implacable, de l'évolution de la bourgeoisie, pour mettre le prolétariat conscient en garde contre l'illusion fatale qu'on pourrait, en modérant et en mettant en sourdine la lutte de classes socialiste, ramener artificiellement à la vie la démocratie et l'opposition bourgeoises au parlement.

L'usage de cette méthode destinée à sauver le parlementarisme a des conséquences extrêmes dont nous voyons actuellement l'exemple en France : c'est la tactique ministérielle de Jaurès. Cette méthode s'inspire d'un double procédé : d'une part, on éveille dans les milieux ouvriers les illusions et les espoirs les plus exagérés quant aux conquêtes positives que l'on peut attendre du parlement; non seulement on fait l'éloge du parlement bourgeois, comme étant l'instrument tout désigné du progrès social et de la justice, de la montée de la classe ouvrière, de la paix mondiale et autres miracles; mais encore on le présente comme le moyen tout désigné pour *réaliser les objectifs finaux* du socialisme; ainsi toutes les espérances, toutes les aspirations, toute l'attention de la classe ouvrière se concentrent sur le parlement.

D'autre part, au parlement même, le comportement des socialistes ministériels tend exclusivement à ramener la domination de ce triste vestige moribond de démocratie bourgeoise et à le maintenir en vie. A cette fin on nie totalement les antagonismes de classes entre la politique prolétarienne et la politique bourgeoise démocratique, on abandonne toute opposition socialiste, et en fin de compte les socialistes jaurésistes dans leur tactique parlementaire se comportent

comme des démocrates purement bourgeois. En ayant pris l'habit, ils ne se distinguent encore de ces derniers que par l'étiquette socialiste et — par une plus grande modération.

Sans doute ne peut-on se renier davantage ni sacrifier davantage le socialisme sur l'autel du parlementarisme bourgeois. Et pour quels résultats ?

L'influence fatale de la tactique jaurésienne sur le mouvement ouvrier français : dissolution des organisations ouvrières, confusion des idées, démoralisation des députés socialistes, est connue de tous ; ce n'est pas ce qui nous importe ici, mais les conséquences de cette tactique pour le parlementarisme lui-même : or, celles-ci sont des plus fatales. Non seulement cette tactique n'a pas servi à renforcer ni à rajeunir la politique des démocrates bourgeois, des républicains, des « radicaux », mais ceux-ci ont au contraire perdu tout respect, toute crainte de ce socialisme qui jadis les épaulait plus ou moins. Un autre symptôme bien plus dangereux est apparu ces derniers temps : *la déception croissante des ouvriers français à l'égard du parlementarisme*. Les illusions exagérées éveillées dans le prolétariat par la phraséologie politique jaurésienne devaient logiquement provoquer un violent choc en retour. En fait, elles ont abouti à ce qu'actuellement une bonne partie des ouvriers français ne veut plus rien savoir du jaurésisme, et moins encore du parlement et de la politique.

Tout récemment encore, *Le Mouvement socialiste*, cet organe par ailleurs si intelligent et si utile des jeunes marxistes français, a publié une série d'articles surprenants où il est demandé que l'on renonce au parlementarisme au profit du syndicalisme pur et où l'on considère la lutte purement économique des ouvriers comme « la véritable activité révolutionnaire ». En même temps un autre journal socialiste de province, *Le Travailleur de l'Yonne*, suggère une idée plus originale encore : l'action parlementaire pour le prolétariat serait, dit-il, totalement stérile et corruptrice. Aussi semblerait-il préférable désormais, de renoncer pour de bon à élire des députés socialistes et il faudrait, par exemple, envoyer uniquement des radicaux bourgeois au parlement.

Voilà donc les beaux fruits de l'action entreprise par Jaurès pour sauver le parlementarisme : la répulsion croissante du peuple à l'égard de toute action parlementaire, un retour à l'*anarchisme*, en un mot : le danger vraiment le plus grand et le plus réel pour la survie du parlement ainsi que de la République.

En Allemagne de telles aberrations de la pratique socialiste détournée du terrain de la lutte de classes sont impensables dans la situation présente. Mais les conséquences extrêmes auxquelles a abouti cette tactique en France servent aussi de clair avertissement

à l'ensemble du mouvement prolétarien international : elles lui enseignent qu'il a pour tâche de préserver le parlementarisme bourgeois de la débâcle, autrement que par cette voie. La voie véritable, en effet, ne consiste pas à camoufler et à abandonner la lutte de classes prolétarienne, mais au contraire à l'accentuer le plus énergiquement possible, à l'étendre au sein du parlement comme à l'extérieur. Il faut donc renforcer l'*action extra-parlementaire* du prolétariat et imposer une ligne déterminée à l'*action parlementaire* de nos députés.

Contrairement à l'hypothèse erronée de la tactique jaurésienne, les fondements du parlementarisme sont d'autant mieux et d'autant plus sûrement protégés que notre tactique n'est pas orientée vers le seul parlement, mais aussi vers l'action directe de la masse prolétarienne (...).

*Sächsische Arbeiterzeitung*, 5 et 6 décembre 1904.

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

LETTRE A ARTHUR STADTHAGEN  
(1905, mais non datée, peut-être début avril)

Cher Arthur,

Vous avez certainement lu dans le *Tageblatt* d'aujourd'hui, édition du soir, que Jaurès, sur l'invitation de la rédaction de *Vorwärts*, doit se rendre à Berlin le 9 courant pour participer à un meeting. Une fois de plus, donc, ces messieurs Eisner et Gradnauer ont réussi un de ces coups dont ils ont le secret, et ce, comme dit *L'Humanité*, « au nom des socialistes berlinois ». L'avis de la population de Friedenau (\*) à ce sujet est rien moins qu'unanime, à savoir qu'il faudrait compenser cette intrigue tout au moins en invitant, à ce même meeting, Guesde et Vaillant, qui, on le sait bien, sont, en politique extérieure comme dans toute leur conception générale, plus proches des Berlinoïis que les propos de café du commerce (\*\*\*) de Jaurès — dont d'ailleurs les interminables éditoriaux, surtout dans l'affaire du Maroc, ne font qu'entretenir l'aveugle tapage de la presse officieuse (\*\*\*)).

Donc, si vous êtes du même avis, faites comprendre cette affaire tout de suite aux Berlinoïis en proposant que Guesde et Vaillant soient invités par les Berlinoïis (il faudrait leur écrire en français). Et vu que ni l'un ni l'autre ne sont aussi riches que Jaurès, les Berlinoïis devraient leur écrire en même temps que les frais de voyage leur seraient remboursés.

Dès que vous aurez pu arranger quelque chose, écrivez sans tarder !

Meilleur souvenir.

ROSA.

D'accord sur tous les points, et considère cette affaire comme extrêmement importante.

Meilleur souvenir.

KAUTSKY.

---

(\*) Rosa Luxemburg habitait à Friedenau, une banlieue de Berlin, à proximité de la famille Kautsky. (N. d. E.)

(\*\*) En allemand *Kanneglessereien*. (N. d. E.)

(\*\*\*) Le 31 mars 1905, l'empereur Guillaume II avait débarqué en personne à Tanger pour freiner les visées de la France sur le Maroc. Jaurès consacra à la question marocaine des articles dans *L'Humanité* des 24 mars, 1<sup>er</sup> et 6 avril 1905. (N. d. E.)



## L'UNIFICATION DES SOCIALISTES FRANÇAIS

(23-25 avril 1905)

Trois jours durant, les 23, 24 et 25 avril derniers [1905], s'est tenu à Paris le congrès de toutes les organisations socialistes de France : du Parti socialiste français (les jaurésistes), du Parti ouvrier français (les partisans de Guesde et de Vaillant, c'est-à-dire les guesdistes et blanquistes), du Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire (les allemanistes), ainsi que de quelques organisations indépendantes de province, d'importance moindre. Au cours de ce congrès a été décidée, à la majorité écrasante des voix, l'unification de toutes ces organisations en un seul parti appelé Parti socialiste (Section Française de l'Internationale ouvrière). Le congrès a adopté comme organe officiel du Parti le journal *Le Socialiste*, ancien organe du Parti ouvrier français.

Afin de mieux saisir toute la signification internationale de cet événement, il importe d'examiner les causes qui étaient à l'origine de la scission parmi les socialistes français et de l'affaiblissement du mouvement socialiste en France. Par ailleurs, ces mêmes causes susciterent la méfiance des masses ouvrières quant à l'efficacité de la lutte politique parlementaire contre les gouvernements de la bourgeoisie.

Une première unification, bien qu'encore très lâche, des différentes organisations socialistes existant en France depuis longtemps avait eu lieu en 1899. Mais, la même année, l'un des députés socialistes, Millerand, accepta le portefeuille de ministre du Commerce dans le gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau. Le motif invoqué était que la République française aurait été menacée par les cléricaux et les conservateurs visant à restaurer la monarchie en France et que, partant, tous les républicains sincères devaient s'unir pour défendre solidairement la République contre les attaques des monarchistes. Une partie des socialistes — les partisans de Jaurès — décida

de soutenir le gouvernement « républicain » de Waldeck-Rousseau dans lequel, à côté du socialiste Millerand, prit place, en tant que ministre de la Guerre, le général de Galliffet, un de ceux qui, de la manière la plus sauvage et la plus cruelle, avaient écrasé, en 1871, la glorieuse insurrection des ouvriers : la Commune de Paris. Ces socialistes conclurent une alliance (dite « Bloc républicain ») avec divers partis bourgeois radicaux, donc avec des ennemis de la classe ouvrière, et ils consentirent à la participation de Millerand au gouvernement bourgeois.

C'est alors que tous les socialistes révolutionnaires avec Guesde en tête, ayant compris le danger d'une pareille trahison des principes du socialisme, lesquels exigent une lutte de classes impitoyable et irréconciliable contre tout gouvernement bourgeois, même démocratique, rompirent leur alliance avec les partisans de Jaurès, alliance qui au départ était censée aboutir à la fusion totale des différentes fractions socialistes. Quelque temps après, les blanquistes dirigés par Vaillant rompirent également avec les jaurésistes et, en commun avec les guesdistes, créèrent le Parti socialiste de France. Ils déclarèrent une lutte sans merci aux fondateurs du Parti socialiste français dirigé par Jaurès et Millerand, partisans de la collusion avec les partis bourgeois et du « ministérialisme » — c'est-à-dire de la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois.

Le danger majeur d'une telle participation était qu'elle engageait la responsabilité des socialistes dans les agissements de ce gouvernement. Quant à ce dernier, le fait qu'il comprenait un socialiste ne l'empêchait nullement de demeurer un gouvernement de domination de classe, l'organisation politico-policière de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, et il continua de servir fidèlement les intérêts de la classe capitaliste dans tous les domaines de la vie sociale. C'était précisément cette circonstance — la participation d'un socialiste au gouvernement — qui encourageait davantage le gouvernement bourgeois à agir de la manière la plus brutale contre les ouvriers en grève et de recourir en toute occasion à la force armée. Ironie du sort, le sang des ouvriers français n'avait peut-être jamais coulé aussi souvent que du temps du gouvernement « socialiste » de Waldeck-Rousseau.

Dans la période antérieure au récent congrès qui décida l'unification, Millerand n'était plus depuis longtemps au gouvernement, mais les partisans de Jaurès restaient toujours alliés avec les partis bourgeois pour une prétendue « défense » de la République : c'est alors qu'à Limoges coula à flot le sang des ouvriers français qui revendiquaient d'être mieux traités par leurs contremaîtres. En devenant un parti qui soutenait toujours et partout la politique du gouvernement, les jaurésistes étaient obligés de voter un budget dont les



plus beaux fleurons étaient les fonds secrets (aux fins de rétribuer les mouchards), des dépenses sans cesse accrues pour la marine et l'armée — cet instrument le plus puissant de la bourgeoisie dans sa lutte contre les revendications ouvrières —, un budget fondé dans sa quasi-totalité sur les impôts indirects et qui pèse donc de tout son poids sur les épaules des couches sociales les plus pauvres. Pris dans cet engrenage, les partisans de Jaurès durent également soutenir l'alliance franco-russe, en tant que prétendue « garantie » de la paix européenne. Tant et si bien que pendant l'Exposition universelle de Paris en 1900, Millerand s'abstint d'assister au congrès socialiste international qui se tenait au même moment, afin de ne pas se compromettre aux yeux de ses collègues bourgeois du ministère, tandis que ses convictions « socialistes » ne l'empêchaient pas d'accueillir à l'Exposition le tsar sanglant et même de laisser orner sa propre poitrine d'une décoration impériale.

Il faut également noter que la police parisienne interdit à l'époque tout discours et se comporta d'une manière particulièrement insolente et provocatrice envers les congressistes quand ceux-ci se rendirent au cimetière où reposent les dépouilles des héros de la Commune, afin de rendre hommage à leur mémoire. Et ceci malgré la présence de Millerand dans le gouvernement républicain.

Au congrès international qui examina notamment la question de la participation d'un socialiste au gouvernement, cette tactique de collusion avec les partis bourgeois fut rejetée. Une résolution fut adoptée sur la proposition de Karl Kautsky qui précisait les cas exceptionnels où un danger réel menacerait le régime démocratique et où pourrait être tolérée temporairement la participation d'un socialiste au gouvernement pour la défense des libertés publiques mais, même alors, à la seule condition de l'accord du prolétariat organisé et sous son contrôle.

Cependant, bien que le congrès international se fût ainsi prononcé, le parti de Jaurès continua à persévérer dans sa tactique opportuniste, sapant ainsi la confiance des larges masses ouvrières dans le socialisme, leur inspirant de la méfiance et même de l'hostilité envers la lutte politique parlementaire, tandis que se propageait rapidement le courant syndicaliste qui préconisait la grève générale comme l'unique moyen d'abolir l'ordre capitaliste et d'instaurer le socialisme, comme le seul remède à toute injustice sociale.

Les partisans de Guesde et de Vaillant eurent alors à assumer la tâche dure mais méritoire de combattre dans le socialisme français, d'une part, le courant opportuniste de Jaurès qui, en échange de concessions misérables et souvent rien moins qu'illusoire de la part du gouvernement bourgeois, reniait toute aspiration à un régime

socialiste, et d'autre part les tendances anarchistes des ouvriers français qui, faute d'une conscience suffisante, voyaient dans le parlementarisme la source de tout le mal et se réfugiaient dans une conception fautive et abusive de la grève générale, excluant tout autre moyen d'action.

En même temps, les guesdistes et les blanquistes poursuivaient sans répit leurs efforts socialistes en vue de frayer la voie à la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie. Ces efforts associaient l'action législative au parlement dans le but d'arracher à la classe dominante le maximum de lois favorables à la classe ouvrière avec l'éducation et l'organisation du prolétariat en vue de conquérir, à la longue et par des moyens révolutionnaires, le pouvoir politique et de mettre ainsi fin à la domination capitaliste.

Fidèle à l'esprit de l'enseignement de Marx, le Parti socialiste de France (formé des guesdistes et des blanquistes) ne s'est jamais laissé abuser par une quelconque phraséologie démocratique ou nationaliste; il est toujours demeuré en opposition absolue envers les gouvernements bourgeois et républicains en France, défendant ainsi les intérêts des ouvriers.

Au congrès international d'Amsterdam en 1904, ce Parti avait présenté une résolution antérieurement élaborée et adoptée par la social-démocratie allemande, qui concernait la presse socialiste. Cette résolution autorise, bien entendu, une entière liberté dans les discussions sur les questions fondamentales de la pratique et de la théorie socialiste, mais elle ne permet pas d'introduire en fraude des théories bourgeoises sous le couvert de « la critique » des principes du socialisme, ni d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat.

Comme on le voit, les travaux de ce congrès [le congrès français d'unification d'avril 1905] ont été extrêmement fructueux et l'Internationale ouvrière a retrouvé dans le prolétariat français son ancien et héroïque combattant pour les idéaux socialistes.

*Czerwony Sztandar* (« Le Drapeau rouge »), V. n° 26, mai 1905.

## LETTRE OUVERTE A JAURES

(24 juillet 1908)

*La polémique qui opposait la social-démocratie allemande à Jaurès sur le tsarisme et l'alliance franco-russe datait de loin. Dans La Petite République du 8 octobre 1903, Jaurès s'en était pris aux socialistes et aux républicains italiens qui voulaient faire une démonstration et signer un manifeste contre le tsar, alors que la visite de l'empereur d'Allemagne Guillaume II à Rome n'avait pas donné lieu à de telles manifestations. Dans un article intitulé « Jaurès et le tsar », Karl Kautsky avait blâmé le « représentant du ministérialisme socialiste » de poser la « question d'une façon grotesque ». Il avait reproché à Jaurès de se faire le champion de la politique d'alliance franco-russe (\*). Au congrès international d'Amsterdam de 1904, Pierre Renaudel avait tenté de défendre son ami Jaurès en prétendant que celui-ci « n'avait jamais pris fait et cause pour le tsar ». (N.d.E.)*

Cher camarade,

Vous avez trouvé bon de présenter dans l'organe berlinois du libéralisme allemand (\*\*) vos vues sur la situation politique actuelle et vous avez cherché à laver l'Entente cordiale entre la France, l'Angleterre et la Russie du soupçon d'être un danger pour la paix. Au contraire vous fêtez cet accord comme la preuve qu'il n'y a pas d'antagonismes irréductibles entre les grandes puissances européennes et vous y voyez le début d'une consolidation de la paix en Europe. Vous écrivez :

« Une entente entre la France, l'Angleterre et la Russie, une Triple-Entente n'est pas en elle-même une menace pour la paix. Elle

---

(\*) Archives Kautsky, Institut d'Amsterdam, cit. par Haupt, « Jaurès et l'Internationale », *Actes du colloque Jaurès et la Nation*, Toulouse, 1965, p. 42-43.

(\*\*) *Berliner Tageblatt*, 10 juillet 1908.

peut même avoir des buts et des effets pacifiques. En tout cas, elle démontre que beaucoup de contradictions, qualifiées d'insurmontables, peuvent donner lieu à conciliation. A l'époque de Fachoda la France et l'Angleterre semblaient à la veille d'une guerre, et maintenant elles viennent de conclure l'Entente cordiale. Lorsque j'étais enfant, j'ai appris à l'école que l'Angleterre et la Russie étaient prédestinées à s'affronter en Asie. Or, nous venons d'assister à l'entrevue de Reval qui a donné lieu à des accords sur l'Asie — et peut-être sur l'Europe.

« Pourquoi l'antagonisme anglo-allemand ne se laisserait-il pas régler de la même façon ?

« Même la nouvelle Triple-Entente pourrait conduire à une solution pacifique de ce genre, si la France comprend correctement son rôle et si elle possède à côté de la conscience de sa force la conscience de son devoir. »

Vous ne trouvez qu'une ombre dans ces brillantes perspectives :

« Il est malheureux que l'Allemagne paraisse se solidariser avec la Turquie — non seulement avec l'empire turc, mais aussi avec les méfaits de ses gouvernants. Il nous semble que l'Allemagne pourrait protéger suffisamment la Turquie contre une agression, sans avoir pour autant à refuser son appui à l'œuvre nécessaire de réforme et d'humanisation. L'Allemagne ne ferait que favoriser ses adversaires si elle leur permettait d'affirmer qu'elle cherche à asseoir son influence en Turquie par une douteuse attitude de complaisance. Naturellement la Turquie a le plus grand intérêt à faire elle-même les réformes, car, ce faisant elle enlèverait tout prétexte à l'immixtion dans ses affaires intérieures aux Etats qui se cachent sous le manteau de l'humanisme.

« Si l'Allemagne faisait entendre à Constantinople et en temps voulu la voix de la raison, elle faciliterait aux amis de la paix la tâche qui consiste à donner au rapprochement entre la France, la Russie et l'Angleterre une signification véritablement pacifique afin d'accélérer l'heure où la Triple-Alliance et la Triple-Entente pourront s'unir dans un grand concert européen.

« Je dois dire que les socialistes français travailleront avec une ardeur passionnée et avec toutes les forces dont ils disposent pour atteindre cet objectif. »

Dans ces réflexions, il y a beaucoup de choses qui me paraissent inconciliables avec la conception que la social-démocratie allemande se fait de la politique étrangère. Je crois par exemple que les échafaudages politiques qui parlent de la « France », de l'« Allemagne », de la « Russie », de l'« Angleterre » et de l'intérêt de ces entités problématiques, ressemblent comme une goutte d'eau aux combinaisons de la corporation des politiciens bourgeois. Je crois que les « inté-

rêts » des Etats capitalistes d'aujourd'hui, en politique étrangère, diffèrent également beaucoup et même s'opposent directement, suivant qu'on les considère du point de vue des classes dominantes ou du point de vue du prolétariat et de sa politique de classe. C'est pourquoi le socialisme n'a pas du tout intérêt à soutenir la mystification de la politique bourgeoise officielle, la mystification des « intérêts d'Etat » ou des « intérêts populaires » conçus comme un tout homogène, c'est-à-dire la mystification de l'harmonie des intérêts dans le domaine de la politique étrangère.

Il me semble en outre que — grâce à la base scientifique de notre conception socialiste du monde — nous savons très bien que dans le monde capitaliste moderne la guerre comme la paix sont dues à des causes bien plus profondes que la volonté ou les petites intrigues des hommes d'Etat « dirigeants ». En fait, tant que le capitalisme subsistera, il y aura entre les Etats des antagonismes irréductibles qui ne feront que devenir plus aigus avec les progrès de la colonisation et du partage du monde et que les emplâtres « des alliances » ne sauraient réduire. Les « alliances » et les « ententes » des Etats militaristes ne sont que des moyens cachés de renforcer les armements et au besoin d'étendre les dangers de guerre au-delà de son domaine immédiat. Il me semble que ce ne peut être la tâche des socialistes de nourrir les illusions des apôtres bourgeois de la paix ainsi que leur espoir de maintenir la paix par le moyen de la diplomatie, elle est bien plutôt de démasquer pas à pas ce jeu de marionnettes risible et pitoyable dans son impuissance, dans son caractère borné et mensonger.

Mais tout cela est affaire de conception et je ne veux pas me flatter de pouvoir discuter là-dessus avec vous.

Toutefois il y a un point — et c'est le point central de vos réflexions — contre lequel, je crois, il faut élever la plus vive protestation.

Vous vous faites le défenseur des dernières combinaisons de la diplomatie capitaliste : « l'Entente cordiale » anglo-russe. Vous louez la rencontre du roi Edouard avec le tsar à Reval et ses résultats bénéfiques pour l'Asie. Je me permets de vous rappeler qu'il y a encore un pays en Europe dont le destin sera affecté par la fraternisation anglo-russe : ce pays, c'est la Russie.

Le sort de la Révolution russe est étroitement lié aux phénomènes de la politique étrangère. C'est une guerre malheureuse et l'écroulement de la puissance extérieure de la Russie qui furent le prélude de la révolution intérieure. Après les défaites de l'absolutisme à Tsoushima et à Moukden comme après ses défaites à Saint-Pétersbourg et à Varsovie, le prestige de la Russie dans la politique internationale était

au plus bas. Si les Etats européens et les classes bourgeoises d'Allemagne, de France et d'Angleterre avaient été des représentants de la liberté et non, ce qu'ils sont en réalité, des représentants brutaux de l'exploitation et de l'oppression la plus éhontée, après ces défaites la Russie officielle et absolutiste aurait dû être rejetée du concert européen, foulée aux pieds par l'opinion publique européenne et boycottée par la Bourse européenne. C'est précisément le contraire qui a eu lieu, la bourgeoisie européenne effrayée par la Révolution a couru au secours de l'absolutisme russe. Grâce à l'aide de la Bourse allemande et française, le tsarisme a pu se défendre contre la première vague de la Révolution et aujourd'hui c'est la contre-révolution qui prédomine en Russie sous la forme des cours martiales et des gibets.

A l'heure actuelle l'absolutisme cherche à se consolider et à transformer cette victoire provisoire en une victoire définitive. Pour cela il a recours essentiellement au moyen éprouvé de tous les despotismes ébranlés : les succès en politique extérieure.

Dans cet esprit la presse vendue de Russie mène depuis quelque temps une véritable campagne contre l'étranger et le gouvernement Stolypine développe la fièvre pan-slaviste. Le succès éclatant et le plus récent de la diplomatie russe « l'Entente cordiale » avec l'Angleterre, sert bien sûr à cet objectif. L'entente de l'Angleterre avec la Russie de même que l'alliance de la France avec la Russie signifient le renforcement de la Sainte-Alliance de la bourgeoisie de l'Ouest de l'Europe avec la contre-révolution russe, avec les étrangleurs et les bourreaux des combattants de la liberté russes et polonais. Elles signifient la consolidation de la réaction la plus sanglante non seulement en Russie, mais aussi dans le domaine international. La preuve la plus apparente de cet état de choses est l'intervention des cosaques en Perse où la tendance pacifique des accords anglo-russes trouve son expression dans le massacre des insurgés perses en vue de restaurer l'absolutisme en Perse même.

Il est clair que face à cela le devoir le plus élémentaire des socialistes et des prolétaires de tous les pays consiste à concentrer tous leurs efforts contre les alliances avec la Russie contre-révolutionnaire, à miner le prestige, l'influence et la position de la Russie de Stolypine et à dénoncer infatigablement et très haut la tendance réactionnaire et liberticide de ces alliances tant en Russie qu'à l'échelle internationale.

Il est clair à l'inverse que l'appui moral des socialistes d'Europe de l'Ouest à ces alliances avec la Russie actuelle, alliances fondées sur les corps des suppliciés et des massacrés, sur les chaînes des députés socialistes à la Douma qui croupissent au bagne, sur les souffrances de dizaines de milliers de révolutionnaires emprisonnés, est une trahison de la cause de la Révolution.

Comment doit-on comprendre votre soutien des Ententes cordiales franco-russe et anglo-russe, camarade Jaurès ?

Comment doit-on s'expliquer que vous vous proposez de travailler avec une ardeur passionnée à faire du gouvernement du bureau sanglant de la Révolution russe et de l'insurrection perse le facteur le plus influent de la politique européenne et à faire de la potence russe un pilier de la paix internationale — vous qui avez tenu les discours les plus brillants à la Chambre contre les prêts à la Russie, vous qui, il y a seulement quelques semaines, avez publié dans votre *Humanité* un appel émouvant à l'opinion publique contre le travail sanglant des cours martiales en Pologne russe ?

Comment peut-on concilier vos plans de paix reposant sur l'alliance franco-russe et anglo-russe avec la protestation récente de la fraction socialiste à la Chambre, de la commission administrative du conseil national du Parti socialiste contre le voyage de Fallières (\*) en Russie, protestation sous laquelle figure votre signature et qui prend en termes saisissants la défense des intérêts de la Révolution russe ? Le président de la République française n'a-t-il pas la possibilité de se référer à vos propres mots sur la situation internationale et n'aurait-il pas la logique de son côté s'il opposait à votre protestation : « Qui veut la fin veut les moyens, qui considère l'alliance avec la Russie tsariste comme une garantie de la paix internationale doit accepter tout ce qui renforce cette alliance et ces rapports amicaux. » ?

Que diriez-vous, s'il s'était trouvé en Allemagne, en Russie, en Angleterre des socialistes et des révolutionnaires prêts à couvrir de leur autorité morale dans l'intérêt de la paix une alliance avec le gouvernement de la Restauration ou avec le gouvernement de Cavaignac ou encore avec le gouvernement Thiers-Jules Favre ?

Je ne peux croire, comme vous l'affirmez, que dans cette politique vous avez tous les socialistes français derrière vous. Pour le moins, je ne peux croire cela de notre vieil ami Jules Guesde, encore moins de notre ami Vaillant qui, récemment à la Chambre, au milieu des cris de colère de toute la meute bourgeoise, a qualifié comme il convient, d'une voix tonnante, l'allié cordial de l'Angleterre et de la France, le tsar.

*Neue Zeit*, 1907-1908, vol. II, pp. 588-592.

---

(\*) Armand Fallières, président de la République (1906-1913). (N. d. E.)

1

2

3

4



## OÙ ALLONS-NOUS ?

(...) La question est de savoir si la social-démocratie allemande, qui s'appuie sur les organisations syndicales les plus puissantes et la plus grande armée d'électeurs existant au monde, est capable d'impulser une action de masse du genre de celle qui a été suscitée à diverses époques avec un grand succès dans la petite Belgique, en Italie, en Autriche-Hongrie, en Suède — sans parler de la Russie — ou si, par contre, en Allemagne, une organisation syndicale comptant deux millions de membres et un puissant parti bien discipliné est aussi peu capable, dans les moments décisifs, de déclencher une action de masses efficace que les syndicats français paralysés par la confusion anarchiste et que le Parti socialiste en France, affaibli par ses conflits internes.

« Was weiter ? », *Dortmunder Arbeiterzeitung*, 15 mars 1910.



## L'ARMÉE NOUVELLE

*(Compte rendu de livre)*

Sous ce titre le camarade Jaurès a fait paraître un nouveau livre volumineux qui aborde les questions mêmes de la guerre et de la paix qui, dernièrement, ont aussi éveillé un vif intérêt en Allemagne dans les cercles du Parti. L'ouvrage est du début à la fin consacré à l'idée de la paix que Jaurès imprègne de la puissance passionnée du verbe qui lui est propre. Ce livre n'est pas une recherche des conditions objectives du militarisme moderne et de ses rapports avec le développement capitaliste, mais seulement une discussion pénétrante des idées régnantes et des préjugés du patriotisme français officiel et de ses appétits bellicistes.

Le leitmotiv du livre est la conception de la « nation armée » que Jaurès veut instaurer à la place du présent système de l'armée permanente et son œuvre n'est qu'un grand plaidoyer en faveur de l'armée populaire considérée comme le meilleur et le plus sûr moyen de défense de la nation contre l'ennemi extérieur. Il présente aussi en conclusion de son livre un projet de loi détaillé d'organisation nouvelle de l'armée française en dix-huit articles.

Sans aucun doute le projet de Jaurès diffère sur des points importants de l'armée des milices telle qu'elle figure au programme de la social-démocratie allemande. En premier lieu est frappante chez Jaurès la tendance à introduire le militarisme dans l'ensemble de la vie sociale tellement davantage qu'à l'heure actuelle qu'il serait comme un fil rouge traversant toutes les institutions et même la vie de parti du prolétariat socialiste. Dans toutes les universités importantes des chaires spéciales seraient créées pour l'enseignement de la science militaire. Le prolétariat socialiste formerait avec la plus grande ardeur des

clubs militaires-gymnastiques (\*) et des clubs de tir, se livrerait à des exercices de plein air et à des manœuvres en terrain varié. Les syndicats, les coopératives et autres associations ouvrières auraient à :

« subvenir, en vue de la préparation au grade d'officier, aux frais d'études de ceux des fils de syndiqués, de mutualistes et de coopérateurs dont un examen aura démontré l'aptitude. »

Et ainsi de suite.

Il est inutile d'observer que cet excès de zèle dans l'accomplissement du devoir patriotique obérerait les organisations de lutte du prolétariat et leur imposerait des objectifs et des devoirs qui leur sont entièrement et fondamentalement étrangers et qui devraient donc être repoussés catégoriquement dans l'intérêt de la lutte de classes. Au lieu d'une forte réduction de la durée du service militaire qui figure comme une des plus importantes caractéristiques des milices dans le programme de la social-démocratie, il semble que le projet de Jaurès comporte plutôt une forte prolongation du temps consacré à la préparation militaire — bien que celle-ci n'ait plus lieu à la caserne.

Mais l'idée de l'armée populaire envisagée d'un point de vue socialiste dépend surtout de deux conditions essentielles, sans lesquelles elle ne peut en rien atteindre ses objectifs :

1° Tout d'abord et avant tout il importe que chaque homme du peuple bon pour le service soit doté d'une arme et qu'il conserve celle-ci à son domicile.

Ce n'est pas principalement pour des raisons d'économie que nous réclamons l'armée populaire au lieu de l'armée permanente, ce n'est pas pour échapper à des sacrifices financiers, mais pour dépouiller du mauvais usage qui en est fait l'arme du militarisme qui aujourd'hui est employée à l'occasion contre l'« ennemi intérieur », à savoir contre la montée de la classe ouvrière et contre ses luttes de masses; c'est, au contraire, pour assigner à cette arme des buts exclusivement défensifs contre l'ennemi extérieur, et aussi en cas de besoin la protection des masses populaires contre les appétits de coup d'Etat d'un gouvernement traître.

Sans la remise des armes à tous les hommes capables de porter les armes, la condition primordiale de l'armée populaire est supprimée et le caractère de ce système militaire fondamentalement transformé. Le projet de Jaurès présente donc sur ce point une surprenante bizarrerie : il demande expressément que les armes soient remises aux soldats

---

(\*) En allemand *militärisch-gymnastische*. Il est à noter que Jaurès spécifiait, à l'article 5 de son projet de loi que cette éducation physique préparatoire des garçons de 10 à 20 ans ne devait pas être une préparation militaire anticipée. Cependant elle devait être dirigée et contrôlée, entre autres, par des officiers et sous-officiers. (N. d. E.)

« dans les départements de la région de l'Est », c'est-à-dire à la frontière allemande, mais non pas qu'elles soient remises à tous les conscrits. Par cela même Jaurès dépouille de son caractère véritablement démocratique et prolétarien tout son système de « nation armée » et lui fait diriger contre l'Allemagne une pointe évidente qui n'est autre qu'une regrettable concession à l'état d'esprit régnant en France de politique chauvine et petite-bourgeoise toujours hantée par le spectre de l'« ennemi héréditaire ».

2° Une revendication tout autre et aussi importante de notre programme en liaison avec le système des milices consiste à confier la décision concernant la guerre et la paix à la représentation populaire. C'est un fait que le cours de la politique mondiale moderne, y compris ses aventures guerrières et coloniales, va de pair avec une mise à l'écart progressive du parlement en ce qui concerne la participation à la politique étrangère. Dans la République française également la représentation populaire est placée devant le fait accompli de la diplomatie politique et des machinations de cliques dominantes. Pourtant le projet du camarade Jaurès ne stipule pas que ce serait le parlement qui déciderait de la guerre et de la paix. En revanche, il prévoit des garanties d'un ordre tout différent pour protéger la France des aventures militaristes et des entreprises de politique étrangères nuisibles au peuple. C'est ainsi que l'article 16 de son projet stipule :

« L'armée ainsi constituée a pour objet exclusif de protéger contre toute agression l'indépendance et le sol du pays. Toute guerre est criminelle si elle n'est pas manifestement défensive; et elle n'est manifestement et certainement défensive que si le gouvernement du pays propose au gouvernement étranger avec lequel il est en conflit de régler le conflit par un arbitrage. »

Ici nous retrouvons comme base de toute l'orientation politique cette fameuse distinction entre guerre défensive et guerre offensive qui a joué jadis un grand rôle dans la politique étrangère des partis socialistes mais qui, en fonction des expériences des dernières décennies, devrait être purement et simplement mise au rancart.

Qu'est-ce en fait qu'une guerre défensive ? Qui va prendre sur soi de décider avec certitude de n'importe quelle guerre qu'elle appartient à l'une ou à l'autre catégorie ? Et comme il est facile et simple pour la diplomatie d'un Etat militaire d'obliger à l'attaque un adversaire faible au moyen de toutes sortes de petites perfidies et de stratagèmes quand c'est cet Etat même qui désire la guerre !

Qu'étaient les guerres napoléoniennes : des guerres offensives ou défensives ? Du point de vue des Etats féodaux européens, elles étaient sans aucun doute des guerres offensives, mais du point de vue de la France elles étaient des guerres défensives, car elles étaient néces-

saires pour défendre l'œuvre de la grande Révolution contre l'ancien régime européen. Et, même si elles ont pu être d'un point de vue formel et dans leur déroulement des guerres offensives, elles ont constitué un phénomène progressif et révolutionnaire.

Qu'a été la guerre entre la France et l'Allemagne en 1870 ? Du fait que Bismarck, de toute évidence, a poussé délibérément la France dans la guerre, la guerre de Napoléon III devrait, selon la formule de Jaurès, faire figure de guerre « juste ». Mais, d'un point de vue socialiste, aucune des deux parties n'avait dans cette guerre le droit de son côté. Cette guerre était le produit aussi bien de la politique criminelle de Napoléon que des calculs et des plans de la politique de l'Allemagne menée par le sang et par le fer.

Ces exemples démontrent précisément que des phénomènes historiques tels que les guerres modernes ne peuvent être mesurés à l'aune de la « justice » ou avec un schéma sur le papier de défense et d'agression et que ce qui se laisserait prendre dans un tel écheveau, et risquerait d'en être affecté, ce ne serait certes pas la puissance matérielle du développement du grand capitalisme, mais bien la force morale de l'action socialiste.

Le fait, pour Jaurès, de déclarer criminelle toute guerre qui n'est pas manifestement défensive serait à ses yeux un moyen puissant de prévenir les guerres. Mais qu'arriverait-il si cette affirmation ne produisait pas la plus petite impression sur les gouvernements d'aujourd'hui ?

Voilà comment Jaurès répond à cette question dans l'article 17 de son projet de loi :

« Tout gouvernement qui entrera dans une guerre sans avoir proposé, publiquement et loyalement, la solution par l'arbitrage sera considéré comme traître à la France et aux hommes, ennemi public de la patrie et de l'humanité. Tout parlement qui aura consenti à cet acte sera coupable de félonie et dissous de droit. Le devoir constitutionnel et national des citoyens sera de briser ce gouvernement et de le remplacer par un gouvernement de bonne foi (...). »

Comme Jaurès sent lui-même que les mots les plus terribles, tels que « trahison » et « crime », risquent de produire peu d'effet sur les gouvernements, il recourt en conclusion à l'action directe et il ouvre, dans son projet de loi, la perspective de l'insurrection populaire contre les gouvernements bellicistes. Si bien qu'en fin de compte, même dans l'utopie optimiste de Jaurès, s'impose le fait que guerre et paix ne sont pas des questions de droit mais des questions de force : puissance capitaliste comme facteur de guerre, puissance prolétarienne comme facteur de paix. Mais dans sa croyance obstinée, petite-bourgeoise et démocratique, en des paragraphes de lois, il habille de formes « constitutionnelles » ces facteurs de puissance : traiter, dans un projet de loi,

l'insurrection contre la guerre de « devoir constitutionnel », c'est bien la trouvaille la plus originale d'un fanatisme juridique se réclamant du socialisme.

Mais ce fanatisme juridique ne demeure pas ici, comme d'habitude, une simple lubie superficielle allant de pair avec des idées dont le fond est juste : il se retourne contre la cause soutenue par l'auteur, en la poussant jusqu'à la caricature.

Car pour Jaurès l'insurrection « constitutionnelle » doit servir à rappeler le gouvernement criminel à son devoir — devant le tribunal arbitral. Quel tribunal arbitral international Jaurès a-t-il en vue ? Tout simplement ce théâtre de marionnettes de La Haye, créé par le sanginaire tsar de Russie, objet des railleries du monde entier, depuis longtemps oublié et empoussiéré ! (\*)

Avec le plus grand sérieux Jaurès termine son projet par un article 18 qui stipule :

« Le gouvernement de la France est invité dès maintenant à négocier avec tous les pays représentés à la Cour de La Haye des traités d'arbitrage (...). »

Le tribunal de la paix de La Haye, pierre angulaire de la politique socialiste ! — on ne peut qu'évoquer involontairement le proverbe français : « tant de bruit pour une omelette » (\*\*).

Si la social-démocratie allemande propage sa revendication des milices et demande que la décision sur la guerre et la paix appartienne à la représentation populaire, au moins ne se fait-elle pas la plus petite illusion sur le fait que tout le développement du capitalisme mondial moderne rend ces revendications inapplicables jusqu'au moment où le prolétariat aura pris le pouvoir. Nos revendications doivent indiquer la direction vers laquelle s'orientent nos vœux, ainsi que l'intérêt du prolétariat. Mais s'abandonner à l'illusion que des formules juridiques l'emportent en quoi que ce soit sur les intérêts et le pouvoir du capitalisme, c'est la politique la plus nocive que puisse mener le prolétariat.

*Leipziger Volkszeitung*, 9 juin 1911.

---

(\*) Dans *L'Armée Nouvelle* (ch. X, 3<sup>e</sup> partie), Jaurès écrivait en sens contraire : « Qu'il [le prolétariat] ne cède pas à la tentation médiocre et vulgaire de railler la Cour de La Haye, mais qu'il s'applique au contraire à la fortifier (...) ». (N. d. E.)

(\*\*) En français dans le texte. (N. d. E.)

## « LA HONTE DE L'EXPERIENCE MILLERAND »

(...) Ces faits suffisent à faire s'évanouir comme des bulles de savon tous les rêves d'une association de la social-démocratie et du libéralisme. Une alliance entre les deux peut avoir un seul résultat : paralyser la puissance de la classe ouvrière, jeter la confusion dans la conscience de classe du prolétariat et pousser encore plus vite la bourgeoisie dans les bras de la réaction (...). Coup sur coup la dernière décennie en a fourni les preuves. [Ainsi] il y a dix ans la banqueroute de la politique du Bloc en France dans la honte de l'expérience Millerand (...). Ces leçons ne sont-elles pas enfin suffisantes ?

« Coup sur coup », *Bremer Bürgerzeitung*, 23 juin 1912.



## TABLE DES MATIERES

Introduction, <i>par Daniel Guérin</i>	
I. Le ministérialisme socialiste .....	7
II. Le « cas Millerand » et l'Internationale .....	29
III. Vers l'unité socialiste .....	41
Petits articles sur la France (1898) .....	49
La crise en France .....	57
Une question de tactique .....	63
Le congrès français d'unité ( <i>Japy, décembre 1899</i> ) .....	67
L'unification française ( <i>après le congrès de Japy</i> ) .....	71
Affaire Dreyfus et cas Millerand, <i>réponse à une consultation internationale</i> .....	81
Paul Lafargue ( <i>compte rendu de livre</i> ) .....	87
La crise socialiste en France :	
I. Introduction .....	91
II. Le gouvernement de défense républicaine .....	98
III. La tactique de Jaurès et le radicalisme .....	111
IV. Les réformes sociales de Millerand .....	123
V. Le cas Millerand et les partis socialistes .....	138
Autour du congrès français d'unité ( <i>Lyon, 26-28 mai 1901</i> ) ..	153
Après le congrès ( <i>de Lyon</i> ) .....	165
L'épilogue de la crise socialiste en France .....	173
Un admirateur belge de Millerand .....	193
Les résultats des élections en France ( <i>mai 1902</i> ) .....	195
Jaurès, un Tartarin de Tarascon .....	199
Une « caricature » de 1848 .....	201
Le congrès de Commeny (26-28 <i>septembre 1902</i> ) .....	205
	245

Anticléricalisme et socialisme ( <i>réponse à une enquête</i> ) :	
I. L'Eglise sous la Monarchie et sous la République .....	209
II. Anticléricalisme socialiste et anticléricalisme bourgeois ..	213
« Autonomie » réformiste et « centralisme » révolutionnaire ..	215
Extraits de Paul Lafargue .....	216
Extraits de Charles Rappoport .....	217
Social-démocratie et parlementarisme ( <i>extraits</i> ) .....	219
Lettre à Arthur Stadthagen (1905) .....	223
L'unification des socialistes français (23-25 avril 1905) .....	225
Lettre ouverte à Jaurès (24 juillet 1908) .....	229
Où allons-nous ? (1910) .....	235
L'Armée nouvelle ( <i>compte rendu de livre</i> ) .....	237
« La honte de l'expérience Millerand » .....	243

Achévé d'imprimer sur les presses  
de l'imprimerie Delmas, à Bordeaux,  
le 24 mars 1971.

*Dépôt légal, 1<sup>er</sup> trimestre 1971.*

COLLECTION " CHANGER LA VIE "  
animée par Daniel GUÉRIN et Jean-Jacques LEBEL

Rosa Luxemburg

## LE SOCIALISME EN FRANCE 1898-1912

Plus d'un lecteur, même parmi ceux qui ont étudié les écrits classiques de Rosa Luxemburg, sera surpris par sa connaissance du socialisme français. Familiarité acquise par de nombreux séjours en France, par ses relations personnelles avec les leaders socialistes parisiens et la lecture assidue de leurs journaux, par la présence aux congrès de l'Internationale.

Les textes rassemblés ici, pour la première fois dans leur totalité, s'articulent autour de deux thèmes majeurs : la participation socialiste à un gouvernement bourgeois, la maturation de l'unité socialiste scellée, enfin, en 1905. S'y ajoutent des écrits lucides sur l'affaire Dreyfus, sur la lutte contre le danger de guerre.

Rosa rompt des lances avec Jaurès, dont elle critique, tout en estimant l'homme, la collusion avec les radicaux, le « ministérialisme », le réformisme, et aussi certaines défaillances de son pacifisme. Le procès qu'elle intente dépasse l'époque en même temps que le cadre français : il anticipe les expériences gouvernementales ultérieures de coalition et de front populaire.